

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.14/133  
8 janvier 1962

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Quatrième session  
Addis-Abéba, février-mars 1962  
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

LE MOUVEMENT COOPERATIF EN AFRIQUE\*

\* Document d'information

61-1663

## LE MOUVEMENT COOPERATIF EN AFRIQUE

## TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. Introduction	1 - 4
II. Evolution et situation actuelle du mouvement coopératif	5 - 158
Algérie	5 - 10
Angola	11
Bassoutoland	12 - 13
Bechuanaland	14
Cameroun	15 - 21
Congo-Gabon-République centrafricaine-Tchad	22
Congo (Léopoldville)	23 - 25
Côte-d'Ivoire	26 - 34
Dahomey	35
Gambie	36
Ghana	37 - 43
Guinée	44 - 45
Guinée portugaise	46
Haute-Volta	47
Kenya	48 - 56
Lybie	57 - 58
Madagascar	59 - 60
Mali	61 - 63
Maroc	64 - 67
Maurice (Ile)	68 - 71
Mauritanie	72
Mozambique	73
Niger	74 - 75
Nigeria	76 - 92
Ouganda	93 - 98
Rio de Oro	99
République arabe unie (Egypte)	100 - 110

Rhodésie et Nyassaland (Fédération)	111 - 116
Sénégal	117 - 124
Sierra-Leone	125 - 126
Somalie	127
Soudan	128 - 131
Tanganyika	132 - 141
Togo	142 - 143
Tunisie	144 - 147
Union sud-africaine	148 - 156
Zanzibar	157
Autres pays et territoires	158
Coopératives agricoles en Afrique - statistiques -	159
III. Les coopératives et le développement économique	160 - 181
IV. Les coopératives et le développement social	182 - 185
V. La promotion coopérative et la formation du personnel	186 - 200
VI. Sens de l'évolution au cours des dix prochaines années	201 - 206
VII. Résumé et conclusions	207 - 209

## LE MOUVEMENT COOPERATIF EN AFRIQUE

### I. INTRODUCTION

Buts et méthodes de l'enquête. La présente étude a été entreprise en exécution de la Résolution 9(II), adoptée à la Deuxième session de la Commission économique pour l'Afrique, dont le texte est le suivant:

"Ayant examiné l'Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950,  
Reconnaissant le rôle important que le mouvement coopératif peut jouer dans le développement économique et social de l'Afrique,  
Notant les efforts accomplis dans le domaine de la coopération par un certain nombre de pays africains,  
Consciente de la nécessité pour le mouvement coopératif de disposer d'un personnel qualifié, ainsi que de la nécessité de diffuser du matériel éducatif sur les méthodes et les techniques du système coopératif,  
Prie le Secrétaire exécutif de faire rapport sur l'état et les progrès du mouvement coopératif en Afrique et d'envisager, en consultation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la création en Afrique d'un ou de plusieurs centres en vue d'assurer la formation d'Africains dans le domaine de la coopération, et de publier et de diffuser du matériel éducatif sur les méthodes et les techniques du système coopératif."

Le consultant engagé à cette fin s'est livré à une étude très complète des rapports sur le développement du mouvement coopératif, publiés chaque année pour la plupart par les gouvernements des pays africains, de la législation en la matière, des enquêtes récentes faites par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et par le Bureau international du Travail ou soumises à ces organisations, ainsi que d'un certain nombre de rapports, publiés ou non, rédigés par des personnes ou des organismes compétents. Le consultant s'est également rendu dans cinq pays africains situés au sud du Sahara, à savoir: la Côte-d'Ivoire, le Kenya, le Nigéria, le Sénégal et le Tanganyika, afin de s'informer directement des problèmes, des projets et des méthodes d'exploitation qui intéressent le développement du mouvement coopératif dans ces régions.

Définition de la coopération. Aux fins de la présente étude, on a considéré qu'une coopérative est une personne morale immatriculée selon la loi, poursuivant un but économique commun à tous ses membres, autrement dit, une société de personnes et de services plutôt qu'une société de capitaux, ouverte à tous ceux qui peuvent bénéficier de ses activités, gérée



démocratiquement par ses adhérents, dont les dispositions statutaires prévoient une participation en capital approximativement égale pour chacun de ses membres et une répartition équitable entre ceux-ci de tous les bénéfices de l'entreprise. Parallèlement à la poursuite de leur but économique, les coopératives s'efforcent d'améliorer les conditions sociales et d'ajouter aux connaissances générales et techniques de leurs adhérents.

Dans presque tous les pays d'Afrique, l'utilisation des termes "coopération", "coopératif" et "coopérative" est protégée, autrement dit, ces termes ne peuvent être utilisés qu'à l'égard de personnes morales immatriculées selon des lois, des ordonnances ou des décrets déterminés; de plus, l'utilisation abusive de ces termes est légalement punissable. Parfois le législateur se borne à donner une définition de la société coopérative ou, plus fréquemment, il prescrit dans le détail la manière dont une telle société doit fonctionner et prévoit certaines formes de contrôle ou d'inspection visant à assurer l'observation des dispositions légales. Ces dispositions s'appliquent habituellement à tous les critères énumérés dans la définition ci-dessus.

Dans certains pays, il existe des sociétés appelées "pré-coopératives" ne possédant pas la personnalité morale et entièrement soumises à une sorte de contrôle administratif, ou qui au contraire peuvent posséder la personnalité morale en vertu d'autres lois, et font généralement partie intégrante de structures économiques plus vastes ne jouissant pas d'une autonomie complète. Toutes ces pré-coopératives sont considérées comme des organismes provisoires institués à titre d'essai.

Le mouvement coopératif en Afrique; ses divers aspects. Les divers types de coopératives que l'on rencontre en Afrique sont les mêmes que dans les autres continents, mais l'importance relative de chacun d'eux est quelque peu différente. La forme de coopération qui est de loin la plus importante en Afrique, à en juger par le nombre des membres ou par son importance économique, est celle qui est liée à la commercialisation et parfois aussi au traitement des produits agricoles. On peut dire que dans presque tous les pays d'Afrique où la coopération s'est développée, il existe des sociétés coopératives exerçant ce genre d'activité. Leur chiffre d'affaires est de l'ordre de 465 millions de livres et le nombre de leurs membres s'élève à 2.700.000.

Les unions de coopératives, qui groupent un certain nombre de ces organismes, se sont beaucoup développées en Afrique. Les plus importantes

sont les associations de commercialisation qui réunissent un certain nombre de coopératives primaires vendant le même produit, afin d'en assurer un écoulement plus rationnel. Beaucoup de ces associations se chargent du traitement des produits, par exemple de l'égrenage du coton. Il existe aussi un certain nombre de coopératives bancaires, ainsi que des sociétés coopératives de vente en gros, en nombre plus limité.

Dans d'autres continents, les rôles de coopérative bancaire et de coopérative de crédit, ainsi qu'une activité très voisine, à savoir la fourniture des produits nécessaires à l'agriculture, sont généralement exercés par des organismes distincts, tandis qu'en Afrique ils sont généralement liés à la commercialisation des produits, du moins à l'échelon du village. Il existe un certain nombre de banques coopératives nationales ou provinciales, dont l'activité s'exerce en général par l'intermédiaire d'organisations commerciales coopératives de formes diverses, ou qui financent directement ces organisations. En revanche, l'île Maurice, le Nigéria oriental et certains pays de l'Afrique du Nord possèdent des sociétés coopératives de crédit locales bien développées.

Il est rare que la coopération ait pour objet la culture en commun de la terre, en dehors des zones de l'Egypte qui ont été touchées par la réforme agraire et dans lesquelles cette forme de coopération agricole joue un rôle important. Un certain nombre d'expériences ont été faites - très récemment pour la plupart - dans plusieurs pays de l'Afrique occidentale, mais il est encore trop tôt pour juger de leur viabilité. Des services coopératifs, tels que le pompage pour l'irrigation ou la mouture du maïs qui épargne un travail domestique pénible, se sont organisés un peu partout, sans être nulle part d'importance nationale.

A l'exception du mouvement qui existe à l'île Maurice et dans quelques communautés isolées, la coopérative de consommation a fort mal réussi en Afrique. On exposera plus loin les raisons de cet échec.

Dans un certain nombre de pays, on a tenté - sans grand succès - d'introduire la coopération chez les travailleurs industriels ou, plus exactement, non agricoles. Les sociétés d'artisans luttent généralement pour maintenir en vie une industrie qui dépérit et n'y parviennent que grâce à l'appui assez généreux des pouvoirs publics. On s'est très rarement préoccupés d'organiser les industries modernes de petite envergure sous une forme coopérative. Le mouvement coopératif a peut-être un bel avenir dans

l'industrie de la pêche, mais à l'heure actuelle, les réalisations sont très limitées dans ce domaine. L'organisation coopérative d'équipes d'ouvriers agricoles a donné des résultats prometteurs en Côte d'Ivoire, et peut-être aussi ailleurs, mais il s'agit là d'un mouvement très récent.

Les coopératives de logement ont connu quelques succès remarquables en Afrique orientale, mais elles ne sont pas très répandues. Les coopératives d'assurances semblent pratiquement limitées à l'Afrique du Sud, à l'Algérie et à la Tunisie, bien qu'il soit envisagé d'en instituer ailleurs. La coopération à des fins purement sociales, telles que la gestion de cliniques ou d'écoles, a donné des résultats intéressants à court terme mais elle tend à être supplantée par les services sociaux officiels à mesure que ceux-ci sont étendus à des régions plus éloignées.

En ce qui concerne les réalisations proprement dites, le mouvement coopératif africain doit donc être jugé principalement sur les succès qu'il a obtenus dans l'encouragement donné à la production agricole en découvrant des débouchés intéressants pour les cultures marchandes et en fournissant les fonds de roulement, les instruments agricoles et les matières premières nécessaires à leur production. Ces succès ont affermi le mouvement et ont valu aux méthodes coopératives des sympathies sur lesquelles pourraient bien se fonder par la suite des activités plus étendues. Il convient encore d'ajouter que, en matière de coopération, les perspectives de développement sont pratiquement illimitées, qu'il s'agisse d'étendre à d'autres régions les activités existantes ou de s'intéresser à des domaines qui n'ont pas encore été abordés jusqu'ici.

A L G E R I E

L'Algérie a une population de 9.600.000 habitants, dont un million environ sont des Européens. Les terres fertiles ne représentent que 20 pour cent de la superficie du pays. Quant aux cultures, elles occupent moins de 3 pour cent de la superficie totale; elles sont pour un tiers aux mains des Européens, qui ont surtout mis en valeur les riches terres irriguées des plaines du littoral et des vallées arrosées par des cours d'eau, ainsi que les hauts plateaux, où la production céréalière utilise les méthodes dry farming. C'est tout d'abord parmi les cultivateurs européens que la coopération s'est développée spontanément dans les premières années de ce siècle. Il convient pourtant de noter que les divers groupes ethniques sont représentés au sein de toutes les coopératives et qu'en 1957, sur 80.000 adhérents, 42.000 étaient musulmans. La première loi algérienne sur les coopératives a été promulguée en 1925, à une époque où les sociétés de crédit coopératif, les coopératives vinicoles ainsi que les sociétés de commercialisation des céréales existaient déjà. En 1947, une nouvelle loi est venue la remplacer, fondée sur la loi française de l'année précédente. Elle posait les principes fondamentaux des organisations coopératives, soumettait l'immatriculation des coopératives à l'autorisation du gouvernement, et prévoyait leur inspection par le Ministère des finances. En contre-partie, les coopératives bénéficient de privilèges fiscaux et comme c'était le cas sous la loi précédente peuvent obtenir des crédits accordés par la Banque centrale de crédit agricole d'Algérie, source de capital qui rendit de très grands services lors de la création du mouvement.

Les premières coopératives étaient des banques de crédit mutuel agricole; la première date de 1901. Comme leur nombre augmentait, elles formèrent des banques régionales, dont la gestion gardait cependant un caractère entièrement bénévole et non officiel. Il en fut ainsi jusqu'en 1935, année où fut fondée la Banque centrale de crédit agricole, qui introduisit un système de financement par les fonds publics, assorti d'un contrôle officiel, et donna en même temps un essor considérable au mouvement coopératif. En 1957, on comptait 22 banques régionales et 160 banques locales, groupant 50.000 adhérents dont 30.000 étaient musulmans. Les crédits accordés cette année-là s'élevèrent à 67 milliards de francs. Des prêts étaient consentis à court, moyen et long terme, aussi bien aux agriculteurs à titre personnel, qu'aux coopératives de forme diverse, soit pour être investis, soit pour servir de fonds de roulement. Peu après l'institution du crédit mutuel fut créée une société d'assurance mutuelle contre les risques inhérents à l'agriculture ou contre d'autres risques.

La première coopérative vinicole fut fondée en 1905. Il en existe actuellement 193 qui traitent environ un quart de la production totale des vins algériens. La plupart de ces sociétés vinifient et commercialisent la récolte de leurs membres, mais certaines d'entre elles se contentent de vinifier et d'encaver moyennant une taxe fixe, laissant aux membres toute liberté de vendre leur vin eux-mêmes, sous réserve du contrôle général de l'Office national des vins, qui fixe les contingents mensuels à livrer sur le marché. Il existe en outre 12 coopératives de distillation qui travaillent chacune au nom d'un groupe de coopératives vinicoles, mais certaines d'entre elles ont également des membres individuels. Elles convertissent les résidus et les excédents en alcool.

La première coopérative de commercialisation des céréales s'est formée sur les hauts plateaux en 1921, puis il s'en est créé d'autres principalement dans cette région. En 1957, il existait 29 de ces coopératives, 11 silos coopératifs de céréales et 3 minoteries coopératives. Ces sociétés ont reçu une aide gouvernementale substantielle sous forme de prêts à long terme et de subventions; elles se conforment aux prix officiellement fixés sans dépasser les contingents arrêtés pour une période donnée par l'Office national interprofessionnel des céréales pour l'écoulement sur le marché.

Il existe trois importantes sociétés de commercialisation du tabac, desservant trois districts principaux où se trouvent les cultures: Bône, comptant 10.000 adhérents européens et musulmans; les montagnes de Kabylie, avec également 10.000 adhérents dont la plupart sont des Berbères, et la région d'Alger, comptant une communauté mixte un peu moins nombreuse. Les feuilles séchées sont reçues des planteurs, classées par qualité et payées immédiatement selon la qualité. Le tabac est soumis à la fermentation et mis en vente. La coopérative de Bône exploite subsidiairement une fabrique de nicotine.

Il existe 8 coopératives de commercialisation des agrumes, qui procèdent à la récolte, au transport, à la classification et au conditionnement des fruits, les mettent en vente, et versent à leurs membres un prix calculé en fonction de la qualité et de la date de la vente. Certaines de ces coopératives fabriquent également des jus de fruits en conserve. Une autre coopérative produit des jus de tomate en boîtes. Il existe un certain nombre de coopératives de vente des produits maraîchers, des distilleries de géranium et un certain nombre de presses à huile d'olives dont quelques-unes se trouvent dans les villages berbères de Kabylie, 3 importants égrenages mécaniques de coton avec leur organisation centrale, et 5 coopératives laitières.

Du côté des moyens de production, il existe 181 coopératives fournissant du matériel agricole, et d'autres qui s'occupent à la fois des fournitures et de la commercialisation. Leur domaine ne s'étend cependant qu'à une partie limitée du commerce. Le nombre des membres musulmans a augmenté en même temps que se faisait plus vif leur intérêt pour les méthodes agricoles modernes. Il y avait à un moment donné un grand nombre de coopératives d'utilisation des machines agricoles, mais leur importance a diminué depuis que ces machines peuvent être facilement acquises à titre individuel. Un petit nombre de sociétés ont été formées en vue de procéder à la culture en commun des terres et à l'irrigation.

Les coopératives agricoles sont groupées en une fédération nationale et en 10 unions régionales qui tendent à développer des liens entre les sociétés et à leur donner un caractère régional bien marqué. L'Union orientale, par exemple, compte 11.000 adhérents dont 9.500 musulmans; elle a parmi ses affiliés les plus importants, la Banque régionale de crédit agricole et une société d'assurance mutuelle, la Tabacoop et la Tomacoop, dont il a déjà été question plus haut, un égrenage mécanique de coton ("Cotacoop"); l'Oleocoop, qui possède deux presses à huile, l'Agrumcoop qui vend des agrumes et possède des installations de réfrigération pour la viande, et la Labourcoop, qui se charge de la culture et de la récolte par des moyens mécaniques, et qui groupe 12 sociétés locales. Les sièges de ces diverses organisations sont groupés dans ce que l'on appelle la Cité de l'agriculture, qui comprend également un certain nombre de services collectifs: un service de transport par camions et autobus; une station expérimentale pour la culture du coton et du tabac; un laboratoire pour l'analyse du tabac, l'échantillonnage des sols et l'étude des maladies du coton et du tabac; plusieurs coopératives d'élevage avec un centre expérimental pour la nutrition des animaux et la prévention des maladies; une scierie et une imprimerie. Du côté social, il existe un restaurant coopératif qui peut servir 1000 repas par jour aux ouvriers et aux membres venant livrer leurs produits; une crèche pour les enfants des ouvrières employées dans l'industrie du tabac; une société d'assurances-maladies pour le personnel et deux cités-jardins habitées par le personnel. Il s'est fait quelque chose de semblable dans d'autres parties des régions agricoles les plus favorisées et parmi les aménagements sociaux, on compte un petit hôpital et un centre consacré aux loisirs et à la formation professionnelle des jeunes agriculteurs.

Sur les hauts plateaux, le mouvement coopératif, comme d'ailleurs l'exploitation agricole en général, est plus limité et il est surtout actif en matière de crédit, de commercialisation des céréales, de fourniture de matériel agricole et d'élevage. Depuis quelques années, on a vu se constituer des coopératives d'abattage, et la vente de la viande de boucherie a pris, elle aussi, une forme coopérative. A part les coopératives agricoles, il existe une quarantaine de coopératives de consommation, quelques coopératives de logement, d'artisanat, de pêche, une banque populaire qui prête aux artisans, aux commerçants, aux petits industriels et aux coopératives ainsi qu'un groupe de coopératives scolaires florissantes qui comptent 54.000 adhérents.

Tout cela est caractéristique des régions dans lesquelles il existe une population mixte d'Européens et de Musulmans, ou des villages berbères pratiquant un type d'agriculture méditerranéenne. Il existe néanmoins de vastes régions du pays dans lesquelles les fermes européennes sont en trop petit nombre pour imposer le rythme du progrès technique. On calcule qu'il existe peut-être un demi million d'exploitations agricoles dont la production (en majorité céréalière) est destinée exclusivement à la subsistance; le rendement de ces fermes est égal à la moitié de celui des fermes européennes; le labourage des maigres pâturages de steppe entraîne l'érosion par le vent, tandis que l'érosion par ravinement menace les vallées de montagnes sur lesquelles est pratiquée une culture intensive. La situation économique n'est pas plus satisfaisante. La plupart des grandes propriétés arabes sont cultivées par des métayers n'ayant pas grand intérêt à améliorer l'exploitation tandis que dans les villages des montagnes, la terre est très morcelée. La pratique de l'usure sévit, et les récoltes sont bien souvent mises en gage longtemps avant la moisson. Si on ajoute que l'augmentation de la population est de l'ordre de 150.000 unités par an, il devient évident que l'augmentation de la production alimentaire à l'hectare est une nécessité nationale à laquelle les coopératives, qui s'intéressent surtout à la commercialisation des récoltes en vue de l'exportation, peuvent difficilement contribuer.

Pendant un certain nombre d'années, le gouvernement a mis à l'essai diverses formes d'organisation qui, tout en intéressant à l'action coopérative les communautés tribales et rurales des régions éloignées devaient permettre d'intégrer le plus rapidement possible ces communautés au circuit normal du crédit et de l'économie coopérative.

Le premier pas a consisté à fonder des "sociétés de prévoyance" vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle; ce type d'organisation, essayé en Algérie, fut étendu par la suite à un grand nombre de pays sous administration française. L'objectif initial était simplement de constituer des réserves de céréales à distribuer soit comme nourriture soit comme semences pendant les années de famine. Ces sociétés de prévoyance ont reçu un statut légal en 1893, et l'adhésion des agriculteurs fut rendue obligatoire. Leur champ d'activité fut fortement élargi après 1934, lorsqu'un amendement à la loi institua un Fonds commun alimenté soit directement par le gouvernement, soit par des banques privées accordant des prêts sous la garantie du gouvernement. Ce Fonds permet de consentir des prêts, généralement en nature, aux membres des sociétés de prévoyance. D'autres activités de ces sociétés sont: la commercialisation des céréales, pour lesquelles ont été construits des entrepôts, le traitement et la mécanisation des cultures. Tous ces services sont à la disposition du cultivateur sans qu'il soit obligé d'y recourir; en outre, depuis quelque temps, les cotisations à verser aux sociétés de prévoyance ont cessé d'être obligatoires. La société de prévoyance est cependant trop peu démocratique et peut-être aussi trop vaste (il y a 105 sociétés pour l'ensemble de l'Algérie) pour être considérée comme une forme de coopérative. En 1936, le Département de l'Agriculture a créé un Service de l'économie paysanne qui n'a cependant fait preuve que d'une faible activité jusqu'après la guerre de 1939/45. Par la suite, il s'est attaqué aux problèmes de la pauvreté et de la faible productivité en créant des Secteurs d'amélioration rurale (SAR). Il ne s'agissait pas là de nouveaux organismes ayant la personnalité juridique, mais simplement de projets-pilotes mis en oeuvre par la société de prévoyance et visant à intensifier ses activités dans une zone aussi homogène que possible aux points de vue ethnique et économique. En 1957, les 105 sociétés de prévoyance ont été divisées en 751 secteurs comprenant environ 500.000 cultivateurs, avec un budget global de 8.216.000.000 de francs. Ces secteurs sont dirigés par le président de la société de prévoyance, qui peut être un fonctionnaire ou un notable de la région et par un comité qui est composé pour partie de fonctionnaires et de membres élus. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration de la société de prévoyance, le comité de secteur est responsable de l'organisation de son propre plan, de l'entretien des locaux et du matériel, et de la mise en culture de toutes les terres détenues par la collectivité. Tous les secteurs n'exercent pas des activités plus ou moins



semblables à celles d'une coopérative mais, selon les chiffres les plus récents, 104 d'entre eux s'occupaient d'opérations de crédit, 84 de commercialisation des céréales et 85 de la commercialisation d'autres produits, 54 de la fourniture de matériel agricole, 14 d'artisanat et 60 de culture en commun.

Bien qu'une grande partie de l'activité du secteur soit de caractère technique et éducatif, il ne semble pas que des mesures visant à assurer l'éducation coopérative systématique des membres, des comités, du personnel ou des fonctionnaires du gouvernement, aient été prises en aucun point du mouvement coopératif algérien, même dans les sociétés prospères de commercialisation comptant surtout des adhérents européens.

Parmi les régions où des secteurs ont été institués, nombreuses sont celles qui ont été profondément troublées au cours des dernières années de guerilla, ou dans lesquelles ont eu lieu des déplacements de villages et des regroupements de populations. Cette situation a conduit à de nouvelles mesures qui ont suivi le décret du mois d'août 1959, autorisant la formation de secteurs coopératifs agricoles dans le cadre du plan de Constantine (SCAPCO). On ne dispose jusqu'ici d'aucun rapport sur l'activité de ces secteurs.

Il semblerait que lorsque l'avenir politique de l'Algérie sera fixé, il sera nécessaire de développer le mouvement coopératif dans deux directions principales. Tout d'abord, le mouvement coopératif existant, dont dépend dans une si large mesure la prospérité agricole et le commerce extérieur du pays, devra être préservé, mais il faudra trouver les moyens d'assurer la participation beaucoup plus active des membres de la communauté musulmane à toutes ses activités, et de leur attribuer une plus grande part de responsabilité dans la gestion de l'organisation elle-même. En second lieu, l'effort visant à amener la masse des paysans, encore voués à l'agriculture de subsistance, jusqu'à une forme de coopération active et autonome, devra être poursuivi avec une vigueur nouvelle, si on veut parvenir à relever le niveau de vie et maintenir la production en rapport avec l'accroissement de la population.

ANGOLA

Les "groupements de formation professionnelle indigènes", institués en exécution du décret législatif du 5 juillet 1950 en vue d'élever le niveau de vie de la collectivité africaine, semblent représenter les institutions les plus proches des coopératives. Il ne semble pas qu'on ait publié, jusqu'ici, de renseignements sur le fonctionnement, les effectifs et la composition des groupements qui existent effectivement.

B A S S O U T O L A N D

Le Bassoutoland est un petit pays montagneux d'une population de 600.000 habitants, dont l'agriculture est la principale activité. La laine, le mohair, le blé et les pois sont les principales exportations. La coopération ne s'était pas instituée spontanément avant la création d'un Département des coopératives en 1948, et il fallut un gros effort d'éducation pour parvenir à en faire admettre l'idée. Après la création de quelques sociétés qui devinrent florissantes, le mouvement coopératif prit un essor remarquable. En effet, les bas prix payés par les commerçants locaux pour la laine mérinos, l'angora et le mohair et la possibilité de trouver des débouchés plus rémunérateurs en Union Sud-Africaine fournirent les motifs nécessaires. On en profita pour vouer plus de soin à la préparation et au triage de la laine du pays. Une fois constituées, les coopératives purent se saisir d'autres activités, telles que la vente des cuirs et des peaux et l'achat en gros de sel gemme, de tondeuses à moutons et de quelques autres articles. La nécessité de constituer des sociétés de consommation se fit alors sentir, mais leur création fut différée jusqu'au moment où les membres auraient acquis une expérience suffisante au sein de groupements pour l'achat en gros d'articles ménagers ou agricoles.

En 1959, le premier Conseil législatif du pays fut élu et une commission économique nommée. Celle-ci conclut que le développement économique du pays devait être fondé sur le développement de l'agriculture, et que celui-ci devait à son tour être réalisé par la coopération en matière de crédit, de commercialisation et d'approvisionnement. Cette décision coïncidait avec l'intérêt très vif que le public manifestait à l'égard du mouvement coopératif, avec son vif désir de se lancer dans des entreprises nouvelles, telles que les coopératives de banque et de crédit, le classement qualitatif et la commercialisation des récoltes, le stockage des céréales et la vente de la viande de boucherie, et avec une situation dans laquelle ces entreprises ne pouvaient que continuer à s'étendre. En 1960, on comptait 89 coopératives immatriculées représentant 14.000 membres et totalisant un chiffre de ventes de plus de 500.000 par an. Quarante de ces sociétés s'occupent de crédit agricole et vingt-et-une de production et de vente. Les autres sont en majorité des coopératives de consommation.

Le but des sociétés de crédit est de permettre aux agriculteurs de se procurer des semences, des insecticides et des véhicules. Une subvention de

Le 80.000 accordée par le Gouvernement du Royaume-Uni est utilisée comme Fonds de roulement pour les opérations de financement. L'activité des sociétés de crédit est étroitement liée aux services techniques consultatifs du Ministère de l'Agriculture, et au "Progressive Farmers' Scheme" qui a été mis en oeuvre il y a plusieurs années. L'Union de banques coopératives du Bassoutoland résulte de la fusion de coopératives d'épargne plus anciennes avec les organismes de crédit existants, et son activité s'étend sans cesse dans le domaine des investissements. Il existe également une société de prêt et d'épargne, qui reçoit les dépôts des Bassoutos travaillant en Union Sud-Africaine.

Les sociétés coopératives spécialisées dans la commercialisation des produits non périssables, notamment de la laine, sont en contact direct avec une coopérative de vente de fermiers de l'Union Sud-Africaine. Les opérations commerciales sont financées à la fois par la Banque coopérative centrale, par les découverts consentis par les banques et par les avances des courtiers en laine de l'Union. La vente des denrées périssables et des excédents, ainsi que la commercialisation du bétail de boucherie, sont du ressort de l'Association pour la fourniture et la commercialisation des produits agricoles, qui a été récemment formée pour reprendre la fourniture des produits nécessaires à l'agriculture ainsi que la vente du bétail de boucherie, activités dont le Département de l'agriculture se chargeait à l'origine. Le bétail est vendu selon un système d'évaluation du poids, payé comptant, puis exporté vers les marchés de l'Afrique du Sud.

Le mouvement coopératif a pris récemment un essor rapide, et il n'a pas été possible de former à temps le personnel spécialisé. Des cours accélérés sont donnés au Collège universitaire de Roma; trois inspecteurs des coopératives ont participé à des cours en Afrique orientale, et des dispositions ont été prises pour en envoyer d'autres au Collège des coopératives en Angleterre. De toute façon, non seulement le mouvement coopératif reçoit l'appui total du gouvernement, mais il est considéré comme un élément essentiel du progrès technique et économique du pays.

B E C H U A N A L A N D

Le caractère désertique du Bechuanaland et son économie surtout pastorale n'offrent pas un champ d'activité favorable à la coopération. La possibilité d'organiser la vente coopérative du bétail a été étudiée à diverses reprises. Il existe une ou deux centrales d'achat du lait, équipées et dirigées par le Département de l'agriculture. Elles sont toutes deux exploitées selon des principes plus ou moins coopératifs.

C A M E R O U N

La réunion du Cameroun sous administration britannique et du Cameroun sous administration française a été décidée à la suite d'un vote en janvier 1961. Il est trop tôt pour dire quelles répercussions ce changement politique aura sur le mouvement coopératif de chacun des deux territoires. Nous examinerons donc dans le présent rapport la situation qui existait au moment du vote.

Cameroun français

Le territoire naguère placé sous mandat français compte une population de 3.171.000 habitants, dont les ressources dépendent dans une large mesure de la production d'arachides, de sésame, de cacao, de café et de bananes. Une tentative spontanée en vue d'organiser l'achat en commun de matériel agricole remonte à 1926. Les pouvoirs publics soutenaient le mouvement coopératif et, en 1937, un décret créa des sociétés de prévoyance de crédit agricole et de secours mutuel. Une société de ce genre fut constituée dans chacun des 80 districts du territoire et l'adhésion y fut obligatoire. Par la suite, un Fonds commun fut institué. Les véritables coopératives ne se développèrent cependant pas rapidement. Immédiatement après la guerre de 1939/46, la pénurie de biens de consommation fut, comme dans d'autres pays africains, à l'origine de la formation de coopératives soit mixtes, (coopératives de consommation et de commercialisation à la fois), soit d'approvisionnement seul. La plupart de ces dernières firent de mauvaises affaires et cessèrent leurs opérations avec un déficit considérable.

A cette époque, les coopératives étaient immatriculées conformément à la loi française de 1947, dont l'application avait été étendue au Cameroun. En 1947, un Service de coopération fut institué sur ce territoire. Il avait pour tâche d'étudier dans les grandes lignes le développement économique et les plans de modernisation des ministères, de recommander la création de coopératives quand les circonstances le permettaient; de les immatriculer, de les aider à obtenir des prêts, et d'organiser la formation de leur personnel et de leurs membres. Ce service était chargé par la loi de surveiller la gestion des coopératives; il procédait à des inspections, administrait le Fonds commun des sociétés de prévoyance et se chargeait de recouvrer les prêts faits aux coopératives. Mais comme il ne disposa jamais du personnel suffisant, il semble avoir concentré ses efforts sur la surveillance des coopératives de vente et de commerce, laissant les coopératives de crédit sous la surveillance directe de l'agence de financement, le Crédit du Cameroun, institution semi-officielle d'utilité publique, affiliée à la Caisse Centrale de Coopération Economique, en France.

Les attributions du Crédit du Cameroun sont les suivantes: a) consentir des prêts collectifs à moyen et à long terme aux sociétés de prévoyance et aux coopératives; b) prêter à moyen et à long terme à de petites entreprises; c) faire des avances pour la construction d'habitations urbaines et rurales (individuelles surtout); d) octroyer des crédits de campagne à des particuliers, et notamment aux membres de sociétés coopératives de crédit; e) faire des avances pour l'achat de "petit" équipement. Une nouvelle loi sur les coopératives fut adoptée en 1958.

Il existe actuellement environ 2.000 sociétés coopératives de crédit dans le territoire. Constituées plus ou moins sur le modèle des caisses Raiffaisien, elles sont de peu d'importance et ne comptent que de 10 à 30 membres chacune, soit un effectif total d'environ 20.000 adhérents. Le Crédit du Cameroun a prêté à ces coopératives près de 241 millions de francs (CFA) en 1958/59. Les prêts aux particuliers peuvent atteindre dix fois le capital qu'ils ont souscrit. Ces prêts ont été remboursés à proportion de 80 pour cent. Quand un remboursement se fait attendre on considère que la faute en est à de mauvaises récoltes ou à des calamités du même genre car, en général, la gestion des coopératives fait apparaître un réel esprit d'économie et une disposition à prendre leurs obligations au sérieux. Quelques prêts à moyen et à long terme, accordés contre une garantie du Fonds commun des sociétés de prévoyance, sont compris dans le total indiqué ci-dessus.

La commercialisation par les coopératives se fait surtout pour le café, le cacao et les bananes. La coopérative de vente du café arabica à Bamlike (CAPBCA) est extrêmement florissante. En 1958, elle comptait 8.000 membres et a réalisé un chiffre d'affaires de 250 millions de francs. Son équipement industriel est moderne et la qualité de son café réputée. Il existe un certain nombre de coopératives du même genre dont le chiffre d'affaires est toutefois plus modeste. Le cacao est traité par 124 coopératives dont la majorité est organisée en 7 unions. Une centaine de points de ramassage pré-coopératifs sont rattachés aux Sociétés de prévoyance, et on espère intégrer au mouvement coopératif environ 150 groupes de vente qui ont une existence et une organisation indépendantes. La plupart des coopératives de vente du cacao disposent de ressources financières limitées et empruntent aux sociétés de prévoyance pour payer leurs fournisseurs. On rapporte que la qualité du produit s'améliore, mais il est toujours très difficile de trouver du personnel de direction approprié. La production coopérative d'huile de palme n'a guère été au-delà de la reprise, par une société de prévoyance, d'une ancienne huilerie privée.

Les coopératives de vente de bananes sont au nombre de 50 à 60, et elles traitent les deux tiers de l'ensemble de la production bananière marchande du Cameroun. Ce succès est dû principalement au fait que tous les transports par fer sont dirigés par un comité gouvernemental qui alloue également le matériel roulant. Exception faite pour quelques grands domaines européens, les allocations de matériel roulant sont réservées aux coopératives. Cela signifie que l'affiliation devient pratiquement obligatoire pour tous les petits planteurs, qu'ils soient européens ou africains. L'absence de compétition dans le ramassage (excepté entre coopératives), le fait que toute l'exportation se fait à la commission par trois exportateurs, qu'aucun paiement en espèce n'a lieu au moment de la livraison (coutume qui a toujours été observée dans ce genre de négoce) et que les paiements sont versés à une caisse commune pour qu'aucun planteur ne soit désavantagé si ses bananes sont refusées, sont autant d'éléments qui ont contribué à développer le mouvement coopératif. La principale difficulté est celle des débouchés. On peut aussi regretter la nature plutôt éphémère de quelques-unes des coopératives qui se constituent afin d'obtenir une allocation de transport, puis qui cessent pour ainsi dire d'exister. De même, les livraisons passent assez souvent d'une coopérative à une autre et, les coopératives qui obtiennent de maigres résultats, font négocier leurs produits par celles qui sont plus florissantes. Une Union de commercialisation des bananes a été fondée en 1960. Une autre coopérative, celle des planteurs de bananiers, créée pour lutter contre les parasites, a rencontré un succès considérable. Le Syndicat des planteurs de bananiers comprend de grands domaines européens et des coopératives de petits producteurs africains et européens.

En plus des coopératives énumérées ci-dessus, il existe aussi deux coopératives de consommation dont les résultats sont très moyens et une ou deux coopératives d'artisanat et de petites industries. Quelques coopératives de crédit mutuel empruntent au Crédit du Cameroun pour la construction d'habitations rurales. Des prêts similaires peuvent être obtenus avec la garantie du Fonds commun des sociétés de prévoyance, pour ce qui est défini sous le nom de "petit équipement rural", et qui comprend des installations pour la fermentation du cacao, des pulvérisateurs et des outils. Il faut avoir été membre d'une coopérative agricole de crédit pendant deux ans au moins avant de pouvoir obtenir un prêt pour construire un logement rural. Le montant le plus élevé que puisse atteindre un prêt pour la construction d'un logement équivaut à la valeur d'une récolte annuelle de l'emprunteur. Le prêt est remboursable en 4 ans.



En 1958, le gouvernement du Cameroun a élaboré un plan quadriennal dont la partie consacrée aux coopératives envisage:

- a) d'accroître le nombre des coopératives de crédit agricole et de former des unions, de relier la production et la commercialisation au crédit, d'encourager l'épargne, de décentraliser le Crédit du Cameroun en formant des banques régionales et inter-régionales;
- b) d'augmenter le nombre de points de ramassage des produits agricoles organisés par des coopératives;
- c) de commercialiser et de traiter sous forme coopérative les produits du palmier;
- d) d'accroître la capacité de traitement des coopératives;
- e) de transférer aux coopératives les rizeries et les fabriques d'amidon jusqu'ici exploitées par des sociétés de prévoyance;
- f) de charger les coopératives de la lutte contre les parasites;
- g) de constituer de nouveaux genres de coopératives et notamment des coopératives de pêche et d'artisanat et des coopératives d'utilisation de machines.

On comprit en même temps que le Service de coopération serait obligé de développer ses départements de l'organisation et de la vérification des comptes et qu'il serait indispensable de créer de plus nombreuses possibilités d'éducation coopérative et de formation professionnelle. En 1960, le Service, appelé désormais la Direction des coopératives, employait 3 experts comptables, 5 conseillers et 8 conseillers-adjoints. Cette Direction faisait appel à la radiodiffusion et à la presse pour la propagande, et publiait un bulletin mensuel. Plusieurs étudiants ont été envoyés aux cours donnés par le Centre National de la Coopération Agricole à Paris. En 1958 eut lieu le premier cours accéléré institué au Cameroun. En 1959, 430 étudiants suivirent des cours durant 662 heures au total. La plupart d'entre eux étaient des présidents, des trésoriers et des employés des coopératives. Il est également possible de suivre des cours de comptabilité par correspondance.

#### Cameroun du Sud (précédemment sous mandat britannique)

Le mouvement coopératif dans le Cameroun du Sud (dont la population compte environ 1 million d'habitants) s'est d'abord développé de concert avec celui du Nigéria et a suivi les mêmes lignes générales: commercialisation du cacao, du café et des bananes, avances aux producteurs sur les récoltes à livrer. En 1953, une organisation-mère, la Coopérative des exportateurs du Cameroun, fut fondée avec l'accord de l'Office de développement de la Région orientale (nigérienne),

qui fournit le capital initial et mit un directeur européen à sa disposition. Six unions de vente qui, à leur tour, groupent une centaine de coopératives primaires, constituent la CEC. Celle-ci se trouvait être, de ce fait, une coopérative à forme fédérale, mais elle était dirigée, du moins à ses débuts, par un Comité central qui comprenait entre autres un représentant officiel de l'Office de développement et le "registrar" des sociétés coopératives.

Dès ce moment, le mouvement coopératif du Cameroun se développa tout à fait indépendamment de celui du Nigéria. Les chiffres les plus récents montrent qu'il existe actuellement 130 coopératives primaires, dont la presque totalité s'occupent de commercialisation et qui comptent au total 10.781 affiliés individuels. En 1958, la valeur des produits qu'elles écoulaient atteignait £ 1.550.000, soit approximativement 30 pour cent du cacao, 37 pour cent du café arabica, 48 pour cent du café robusta et 75 pour cent de la récolte bananière marchande du territoire.

L'essor pris par la commercialisation des bananes est probablement le résultat le plus remarquable qu'aient atteint les coopératives. Les planteurs indigènes de bananiers étaient, auparavant, dans le marasme et il n'existait pas d'exportation de bananes, sauf à l'initiative des quelques planteurs européens. La Société de développement du Cameroun essaya, il y a une dizaine d'années, d'encourager les planteurs africains en leur servant d'agent de vente et en insistant pour que la récolte des petits planteurs soit vendue exclusivement par l'intermédiaire de coopératives. Aujourd'hui, cette mesure a été assouplie et une certaine compétition locale se manifeste.

La vente des bananes par un organe central était principalement effectuée par l'Union coopérative des cultivateurs de Bukweri, qui a comme adhérents des unions de district et quelques coopératives primaires. De bons résultats ont été obtenus en organisant strictement le ramassage des fruits récoltés, et en refusant fermement tous les fruits médiocres. Les fruits sont ramassés sur des camions circulant selon un horaire fixe, en correspondance avec les départs de bateaux disposant d'installations frigorifiques appropriées. En 1956, l'Union Bukweri des exportateurs-coopérateurs du Cameroun accepta de mettre tous ses véhicules à la disposition de l'Union coopérative de mécanique et de transport, dont elle est le seul membre. Cette coopérative dispose maintenant d'un parc d'environ 50 véhicules opérant sur tout le territoire. Elle a obtenu par soumission la distribution du courrier à l'intérieur du pays, et elle est aussi l'agent direct d'une grande compagnie pétrolière. Dans les régions les plus reculées, quelques coopératives jouent le rôle de bureaux de poste auxiliaire.

Quelque 60 coopératives s'occupent de la vente du cacao et fournissent à leurs membres des pompes et des produits chimiques pour les pulvérisations contre le phytophthora palmivora. Quelques coopératives négocient aussi les amandes de palme. Une quarantaine de coopératives traitent le café arabica et d'autres, moins nombreuses, le robusta. Quelques-unes disposent de leur propre installation de décorticage, mais la majeure partie du robusta passe par l'usine centrale de préparation et de triage qualitatif que possèdent les exportateurs-coopérateurs du Cameroun.

Il existe quelques petites coopératives constituées spécialement pour l'épargne et les prêts, mais ce sont les coopératives de vente qui font la plupart des avances. En fait, la plus grande partie des crédits se distribue sous forme de matériel agricole. En 1957, on constata une rapide augmentation du volume des crédits accordés pour l'achat de pulvérisateurs et de produits chimiques. Ces crédits furent toutefois réduits au cours de l'année suivante parce que, on l'a vu, l'achat de ces articles n'a nullement diminué, mais la prospérité due aux pulvérisations a permis aux cultivateurs de payer leur matériel au comptant, au lieu d'avoir à donner leur récolte en nantissement. Certains prêts de développement ont été consentis par l'Agence de développement du Cameroun du Sud à des coopératives et à leurs unions pour la construction et l'équipement de bureaux et d'usines. Grâce à une garantie de l'Office de commercialisation du Cameroun du Sud, les deux organisations centrales de commercialisation peuvent emprunter aux banques de commerce ce qu'il leur faut pour financer leurs opérations saisonnières. Ces organisations détiennent également d'importants dépôts d'épargne provenant surtout de planteurs de bananes, et elles ont accumulé des excédents. En 1959, on envisageait de créer une société coopérative centrale de financement.

Il n'existe pas de coopératives de consommation dans ce territoire, bien qu'une ou deux coopératives de vente fournissent à leurs membres du pétrole lampant, du savon, du sel et des matériaux de construction. En plus de pompes, de pulvérisateurs et de machines à décortiquer le café, les sociétés de vente fournissent régulièrement à leurs membres des sacs de jute pour le café et des emballages de diothène pour les bananes. Tous ces articles proviennent des organisations centrales. Une tentative pour former des coopératives de culture a échoué et il n'existe pas non plus de coopératives artisanales ou industrielles.

En 1955, une Union coopérative du Cameroun du Sud a été constituée. Elle a qualité d'autorité suprême, dirige la politique du mouvement coopératif et le représente. On peut lui soumettre des plaintes et elle est compétente pour voter des résolutions. Elle publie un bulletin trimestriel. Cette Union coopérative reprend

progressivement de la Direction des coopératives les services de vérification des comptes et d'inspection, à mesure qu'elle peut recruter du personnel qualifié. Son personnel et les meilleurs éléments des coopératives ont été formés jusqu'ici au Collège des coopératives de la région occidentale du Nigéria. Des cours de brève durée ont été organisés régulièrement dans les diverses régions du Cameroun à l'intention des secrétaires de coopératives. En 1957 et 1958, un cours de 2 mois a eu lieu à Buea pour le personnel supérieur de la Direction des coopératives de divers territoires africains.

Au Cameroun, le mouvement coopératif a obtenu des résultats appréciables: la production s'est améliorée et, en particulier, la lutte contre les parasites a été intensifiée et le niveau de vie des petits cultivateurs et de leurs familles a été relevé de façon notable.

CONGO, GABON, REPUBLIQUE CENTRE-AFRICAINE, TCHAD

Ces territoires constituaient l'ancienne colonie d'Afrique Equatoriale française, et comptent une population d'environ 5 millions d'habitants. Les régions méridionales du Congo et le Gabon produisent du copra et d'autres produits forestiers; les régions plus septentrionales, y compris la majeure partie de la République Centre-Africaine et le Tchad, produisent surtout des arachides, des céréales et du coton.

A part les sociétés de prévoyance, dont tous les cultivateurs, artisans et pêcheurs étaient obligatoirement membres, l'activité coopérative y était peu développée avant 1959. Une société de prévoyance avait été créée dans chaque district, ce qui représente une trentaine de sociétés pour chacun de ces quatre territoires. Au Congo, elles ont été remplacées par les Centres de coopération rurale. Il y avait aussi quelques Secteurs paysans, dont l'objectif était le progrès général de l'agriculture, la conservation des sols et la commercialisation des produits. Des Banques centrales de crédit, avec participation du gouvernement, ont été instituées dans les quatre territoires par la Banque centrale pour la coopération économique. Depuis 1959, les coopératives locales à fins multiples se sont un peu développées. Elles consentent des prêts de faible importance aux cultivateurs et paient les récoltes à la livraison. Il s'agit, en général, de café, d'arachides, de riz ou d'huile de palme. La Société congolaise de développement rural est un organisme semi-public dont la tâche est de promouvoir la coopération. Les gouvernements sont désireux d'obtenir des conseils techniques et projettent de former des spécialistes des coopératives, celles-ci sont cependant encore à leurs premiers balbutiements.

La population du Congo s'élève à environ 11 millions d'habitants. La plupart d'entre eux s'adonnent à l'agriculture de subsistance et à la vente des produits du palmier, et à celle du coton et du café. D'autre part, une importante activité minière a provoqué l'apparition d'une population industrielle. L'introduction de la coopération a été rendue légalement possible en 1921, lorsqu'un décret permit la constitution de coopératives conformément à la loi belge et sous réserve de l'approbation du gouverneur général. En fait, un fort petit nombre de coopératives furent agréées, mais une ou deux poursuivirent leur activité, sans avoir été immatriculées, ou en qualité d'associations professionnelles et généralement sous les auspices de missions. Quelques-unes d'entre elles étaient des caisses d'épargne. L'Université de Louvain couvrit au Congo des caisses d'épargne et de crédit par l'entremise de ses Centres agricoles, de même qu'une Coopérative d'approvisionnement et de vente qui, par la suite, fut divisée en quatre sections chargées de s'occuper respectivement des arachides, du riz non décortiqué, des bananes et des produits maraîchers. Elle connut une période de succès mais eut à souffrir de la pénurie de personnel qualifié et de l'hostilité des marchands et des autorités. En 1951, elle fut réorganisée. Une mission franciscaine se lança dans une entreprise similaire.

On eut recours à diverses méthodes pour moderniser l'économie villageoise et tribale. De 1925 à 1935, un certain nombre d'entreprises - appelées parfois coopératives - furent créées par les trésoreries indigènes. Elles s'occupèrent d'agriculture, d'industrie laitière, d'achats et de petites industries. Elles étaient plutôt de nature administrative que coopérative, et la plupart furent liquidées ou transformées en Sociétés de prévoyance, selon le modèle colonial français. En 1933, un décret fut promulgué aux fins d'établir des Cercles indigènes, disposant de certains pouvoirs pour développer les ressources tribales. En 1941, un Fonds spécial de crédit agricole indigène fut créé en vue de consentir des prêts aux Cercles, aux coopératives ou aux particuliers, mais il ne s'en suivit pas un développement coopératif important.

Les leçons de la guerre de 1940-1946, ainsi que les recommandations de la Conférence internationale du travail de Philadelphie, en 1944, modifièrent l'attitude adoptée à l'égard de ce problème. Un Commissaire provincial, chargé de s'enquérir des possibilités de développement du mouvement coopératif, présenta son rapport en 1948. L'année suivante, un décret fut promulgué, prévoyant la création de coopératives à des fins économiques et sociales, l'accès en étant réservé aux seuls Africains. L'immatriculation ne devait être valable que pour

une période de cinq ans et le fonctionnement de la coopérative devait être contrôlé officiellement de manière assez rigoureuse. Cette mission de contrôle devait être remplie soit par un conseiller européen nommé à cet effet, soit par un comité d'éducation de quatre membres, dont deux nommés par le gouverneur (l'un d'eux étant un Européen) et deux élus par les membres (l'un d'eux étant également Européen). En fait, les membres de ces comités d'éducation étaient souvent des fonctionnaires: c'est ainsi que des chefs locaux investis d'une autorité officielle en faisaient partie. En revanche, tous les membres européens n'exerçaient pas de fonction officielle. L'assemblée générale annuelle était habilitée à élire, sur la recommandation du comité d'éducation, un comité directeur rémunéré. Par contre, le secrétaire ou le directeur de la coopérative était nommé par le Commissaire du district, qui pouvait également le révoquer. En outre, un surveillant, désigné par le Gouverneur, assistait à toutes les réunions. Il ne prenait pas part au vote, à moins d'une infraction à la loi ou aux règlements. Le gouvernement nommait également les vérificateurs aux comptes. Ce contrôle sévère a été quelque peu modifié par décret, en 1956, mais le représentant du Gouverneur provincial conserva le droit d'opposer son veto aux décisions du directeur, du comité, ou de l'assemblée générale d'une coopérative.

Un Service administratif de coopératives fut créé en 1952 et placé sous la direction du Département des affaires indigènes. Il ne semble pas que rien ait été entrepris pour former soit le personnel de ce Service, soit les directeurs des coopératives. Les coopératives pouvaient obtenir des avances de la Trésorerie coloniale, prélevées sur divers fonds spéciaux destinés à encourager le progrès africain. Les coopératives de vente du coton pouvaient s'adresser à la Banque de financement du coton. Il semble que la politique généralement suivie ait été de créer des coopératives rurales où cela était possible dans le cadre du "Paysannat" (c'était le nom donné à une région choisie où le progrès faisait l'objet de soins particuliers) ou aux points de ramassage prévus par le plan de commercialisation du coton soumis à la surveillance de l'administration.

D'après les derniers chiffres disponibles, on comptait environ 50 coopératives rurales comptant plus de 100.000 membres. La plupart d'entre elles se chargeaient de la vente du coton, mais quelques-unes négociaient le caoutchouc, le café ou l'huile de palme. On comptait aussi une quinzaine de coopératives de consommation ou d'approvisionnement, urbaines pour la plupart. Il existait aussi de nombreuses entreprises dirigées par les autorités indigènes, que l'on ne saurait considérer comme des coopératives proprement dites, plus un certain nombre de sociétés de

secours mutuels non immatriculées ou immatriculées en vertu d'un décret de 1925, appliquant au Congo la loi belge sur les mutualités. Celles-ci, tout comme les coopératives de consommation, étaient souvent constituées par les membres d'une même tribu vivant dans des régions industrielles. Leur création pouvait être spontanée, ou avoir été encouragée par des missions. Elles avaient pour objectif l'épargne et la constitution de réserves en prévision des funérailles, ou pour payer les frais occasionnés par le retour de membres à leur foyer.

Il est manifeste que le mouvement coopératif au Congo, bien qu'ayant derrière lui une tradition déjà longue, n'en était qu'à ses débuts quand le pays devint indépendant, en 1960. Il ne semble pas y avoir de documentation disponible sur l'état actuel des organisations qui existaient alors.



CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire compte environ 3.100.000 habitants et ses ressources sont presque entièrement agricoles. Le pays n'est encore que partiellement mis en valeur; il comprend de nombreuses régions très fertiles mais faiblement peuplées. La moitié sud du pays, plantée de forêts incomplètement exploitées, contient aussi des plantations de caféiers, de bananiers, de palmiers à huile et autres. Le nord est un pays de savanes; on y pratique l'élevage mais sa production principale est le riz en culture sèche. Le problème principal consiste à mettre un terme à l'appauvrissement du sol et à augmenter la production. On estime que des méthodes plus rationnelles, telles que l'utilisation de semences améliorées et d'engrais chimiques, ainsi qu'une meilleure gestion du cheptel, permettraient de tripler le rendement. Il est nécessaire de diversifier d'avantage encore les cultures pour que la prospérité du pays ne soit plus exclusivement fonction de sa production de café, et des dispositions d'un marché international instable. Enfin, les autorités cherchent un moyen de résoudre, d'une part, le problème du chômage, qui affecte notamment la jeunesse des villages et, d'autre part, les questions de main-d'oeuvre qui se posent depuis que les nouvelles frontières nationales élèvent un obstacle à l'immigration des travailleurs venus du nord. Au nombre des facteurs qui entravent le progrès de l'agriculture, il faut considérer la nature du régime foncier, fondé sur un usufruit qui se transmet de mère en fils, et aussi le fait que les cultures vivrières sont exploitées par les femmes tandis que les plantations d'arbres appartiennent aux hommes, mais sont presque toujours cultivées par une main-d'oeuvre salariée.

Jusqu'à une époque toute récente, la Côte d'Ivoire a connu le système des Sociétés de prévoyance, institué en vue d'organiser le crédit agricole et de donner une impulsion au progrès général du pays. Ce système, fondé sur l'adhésion obligatoire de tous les exploitants d'un district, était précédemment une institution commune à de nombreux territoires de l'Union française et, en Côte d'Ivoire comme ailleurs, il était complété par des institutions plus modernes telles que les Sociétés mutuelles pour la production rurale, qui ont beaucoup contribué à répandre l'idée et les méthodes de la commercialisation coopérative des produits agricoles, ainsi que la politique des avances consenties aux cultivateurs pour les besoins de la production par une Banque nationale de crédit agricole. Or ces organisations ne se sont peut être pas montrées tout à fait efficaces, ou elles n'ont pas réussi à se faire accepter des populations intéressées; aussi n'ont-elles guère favorisé chez les cultivateurs la formation d'un esprit de coopération véritable et le désir de gérer eux-mêmes collectivement leurs propres affaires.

Au cours de l'été de 1959, un nouveau départ a été donné par la promulgation d'une loi abolissant les Sociétés de prévoyance et les Sociétés mutuelles pour la production rurale et les remplaçant par un nouveau système qui devait progressivement aboutir à la création d'une organisation coopérative bien hiérarchisée relevant de l'initiative privée. La première étape en fut la fondation d'un Centre national de mutualité et de coopération agricole (CNMCA), entreprise publique régie par les dispositions générales du droit commercial. Ses objectifs principaux sont les suivants: (a) promouvoir la coopération agricole et faire naître un esprit d'assistance mutuelle; (b) assurer aux coopératives l'assistance technique dont elles ont besoin; (c) élaborer et financer des programmes de développement et surveiller leur exécution; (d) représenter les coopératives et veiller à leurs intérêts. Le CNMCA est habilité à immatriculer les coopératives, à approuver des programmes et à coordonner l'assistance financière nécessaire à leur mise en oeuvre en recommandant l'octroi de prêts qui émanent de la Banque nationale de crédit agricole, ou proviennent de fonds spéciaux.

Le Centre national est dirigé par un conseil de 18 membres nommés; à l'heure actuelle, 10 d'entre eux représentent les ministères intéressés, l'Assemblée législative, la Banque nationale de crédit agricole et la Chambre d'agriculture, tandis que les 8 autres représentent les sociétés coopératives et mutuelles existantes. Ces membres seront ultérieurement élus par les sociétés elles-mêmes. Le financement du Centre national est assuré en partie par une subvention prélevée sur les impôts locaux, et en partie par les bénéfices que lui procurent ses propres opérations commerciales et financières, ou par les cotisations que les sociétés coopératives pourront être, par la suite, en mesure de lui verser. Ce Centre national a repris l'actif et le passif des organisations existant antérieurement, et notamment des Sociétés de prévoyance; il est administré par un directeur, choisi par le Ministère de l'agriculture sur la recommandation du Conseil.

Le Centre national exerce son activité par l'intermédiaire de 52 organisations appelées Centres de coordination et de coopération agricole (CCCA), établies dans les districts administratifs. Après une année d'expérience, on a jugé opportun de placer ces Centres sous l'autorité des sièges régionaux du CNMCA appelés "Délégations régionales", qui jouent un rôle intermédiaire administratif, commercial et financier entre le Centre national et les Centres de district et exercent aussi leur autorité sur la comptabilité et les transports.

Les Centres de district qui ont repris les propriétés et les installations des anciennes Sociétés de prévoyance, ont chacun un directeur nommé par le Ministère de l'agriculture et un comité composé du Commissaire de district et de représentants

d'organismes élus, d'organisations politiques et de jeunesse, des services techniques et des sociétés coopératives et mutuelles existantes. Ils reçoivent une subvention prélevée sur les impôts locaux, disposent de tous les actifs pouvant provenir d'organisations dissoutes et peuvent bénéficier de dons et de prêts.

L'objet principal des Centres de district est d'augmenter et de diversifier la production rurale et d'améliorer sa qualité. Pour y parvenir, ils s'appuient surtout sur les coopératives primaires. Des fonctionnaires des coopératives sont attachés à chaque Centre et celui-ci peut requérir l'assistance de fonctionnaires locaux appartenant à telle ou telle branche du Ministère de l'agriculture. Le Centre de district agit en tant qu'organisme de la Banque nationale de crédit agricole; il fait connaître son opinion sur les demandes de crédit présentées par les habitants des villages. Il joue en outre le rôle d'organisme de vente et d'approvisionnement des coopératives du district, assurant le transport, le stockage, le ramassage et - dans certains cas - le traitement des produits, la fourniture d'équipements mécaniques, de matériaux de construction et aussi, jusqu'à un certain point, de biens de consommation.

La première des tâches des Centres de district a consisté à remettre sur pied les coopératives existantes et à augmenter leurs effectifs, de telle sorte qu'elles aient une assise assez solide pour pouvoir bénéficier des avances consenties au village sur la production future. Dans certains districts, il a aussi été nécessaire de diviser les sociétés constituées sur une base tribale, qui étaient trop dispersées pour être soumises à un contrôle vraiment démocratique et qui de ce fait étaient devenues une simple source de profits pour les chefs. Ces sociétés sont en voie de réorganisation sur la base de la collectivité villageoise. Cette réorganisation a été soutenue par une propagande et un effort éducatif qui ont conduit à la création prudente de nouvelles coopératives, aussi bien qu'à des mesures visant à former les membres et à choisir les chefs. Dans tout ceci, les Centres de district sont aidés par des vérificateurs de comptes itinérants et par d'autres fonctionnaires du Centre national.

Aucune coopérative ne peut être formée ni aucun prêt accordé, avant qu'un nombre suffisant de villageois se soient engagés par écrit à écouler leur récolte (en général du café) par l'intermédiaire du Centre, qu'ils aient livré une quantité minimum de produits, qu'un comité ait été élu et qu'un président et un secrétaire aient été choisis. Jusqu'à ce que ces conditions aient été remplies, le groupe fonctionne comme une "pré-coopérative". Les membres souscrivent des parts sociales qui engagent leur responsabilité pour une valeur pouvant atteindre jusqu'à dix fois le montant souscrit; celui-ci est proportionné pour chacun des membres au volume

des affaires qu'il traite avec la société. La part sociale n'est pas nécessairement couverte par un versement en espèces, et son montant peut être prélevé sur des bonifications dues au souscripteur. Ce système s'applique également à ceux qui vendent par l'intermédiaire de la coopérative et qui, de ce fait, acquièrent automatiquement la qualité de membre. L'ensemble des parts sociales et des bonifications retenues à titre de parts sociales dans les "pré-coopératives" est placé en compte bloqué auprès de la Banque nationale de crédit agricole, en attendant que la société soit immatriculée comme coopérative.

En fait, la formation des coopératives ne s'est pas heurtée à de grandes difficultés; on en comptait environ 700 en 1960. La plupart d'entre elles peuvent être considérées comme des sociétés à buts généraux. Elles consentent des avances au moment de la livraison des principales récoltes, en particulier celle du café, ou avant cette livraison. Ces avances sont habituellement faites en nature, à moins que la coopérative ne paie au nom de ses membres les frais occasionnés par la récolte. Actuellement, de nombreuses sociétés ont installé leur propre équipement de dépulpage du café, sur une plateforme de béton couverte, et disposent d'un entrepôt suffisamment grand pour conserver le café pendant quelques semaines avant son expédition au Centre de district. Dans certains cas, un petit magasin de vente au détail a été adjoint au bâtiment; on y vend des produits anti-parasites, du savon, des couteaux, des clous, des ampoules électriques etc. aussi bien que de la bière. Dans certaines sociétés les membres se contentent d'apporter leurs cerises de café séchées pour les faire dépulper, ils paient ce service et livrent eux-mêmes leur marchandise au Centre de district. Ailleurs, la marchandise est rassemblée en vrac et, lorsque les avances ont été déduites, le paiement est fait par chèque à un représentant de la société, habituellement le président, au cours d'une réunion de district. Le Comité a ensuite la charge de répartir les fonds entre les membres, ce qui entraîne pour la société l'obligation de tenir un registre des livraisons qui permet de faire ensuite les paiements.

La commercialisation est assurée par les Centres de district et la section commerciale du Centre national. Les Centres de district vérifient la qualité, parfois reclassent, nettoient, mettent en sacs et expédient la marchandise par route ou par rail jusqu'aux ports. Bien que le café soit la principale production, les coopératives (et le Centre national) traitent également le cacao, les produits du palmier, les arachides, le coton, le copra, le riz, le manioc, l'igname et le maïs. Ces quatre derniers produits sont consommés dans le pays, mais les autres sont exportés. Il existe un Office de stabilisation du café, mais les exportations proprement dites de café et d'autres denrées sont assurées, sous licence, par des

firmes commerciales privées. Le Centre national vise à assurer l'écoulement d'une partie suffisamment importante de la production globale, pouvant atteindre 25 pour cent, de façon à pouvoir solliciter une licence d'exportation. Parmi les autres difficultés que rencontre le système de vente coopérative tel qu'il est appliqué actuellement, il convient de mentionner le coût élevé des transports, l'usure et la détérioration rapides des camions sur les routes non empierrées et les retours à vide, l'inconvénient, voire les risques, que présente la distribution de fonds dans les villages, étant donné le petit nombre des succursales de banques, coopératives ou autres. Il faut noter enfin que la coordination avec la Banque nationale de crédit agricole n'est pas encore entièrement réalisée et qu'à l'heure actuelle des prêts sont accordés aussi bien par l'intermédiaire des coopératives que directement aux gros producteurs.

La Section financière du Centre national est chargée, d'une part, de fournir les fonds nécessaires aux investissements et aux opérations d'exploitation ordinaires et, d'autre part, d'assurer l'inspection et la vérification des comptes. Les frais occasionnés par ces activités aux échelons national, régional et de district sont couverts par des crédits du gouvernement. Les nouvelles installations fixes destinées aux coopératives des Centres de district ou des villages sont financées par des prêts que la Banque nationale de crédit agricole accorde généralement pour une durée de 3 à 5 ans (les installations de dépulpage peuvent être amorties en une saison.) L'importance de ces prêts est proportionnelle à la superficie maintenue en culture par les membres de la coopérative. Les Banques commerciales accordent, avec la garantie du Gouvernement, la plupart des avances à court terme destinées à couvrir les frais de transport des récoltes ainsi que l'approvisionnement en produits agricoles et autres des entrepôts de district et des magasins coopératifs.

Les comptes des Centres de district sont vérifiés par la Section financière du Centre national, et inspectés par des comptables en mission. Dans ces comptes figurent un relevé des avances accordées aux particuliers soit en espèces, soit en nature, ainsi que les remboursements et les livraisons de produits. Actuellement, la vérification de la comptabilité des Sociétés primaires n'est pas pleinement assurée, bien que les comptables en mission aident ces Sociétés à la tenir. A ses débuts, la Section financière avait pour tâche de liquider les affaires des Sociétés de prévoyance et de transférer leur actif et leur passif aux Centres de district. Cette tâche est virtuellement achevée depuis la fin de l'année 1960.

Un groupe de coopératives de vente est cependant dans des rapports moins étroits avec le Centre national. Elles ont été formées par les planteurs africains

de bananes et d'ananas. Dans ce domaine, l'action coopérative a débuté par la formation d'une société groupant une centaine d'Européens et quelques importants planteurs africains. Cette organisation se charge de la commercialisation, conjointement avec une organisation de vente qui recrute et dirige des agents d'exportation en Côte d'Ivoire et à l'étranger. Elle fournit également à ses membres tout ce qui est nécessaire à la production, au transport, de même que certains équipements importés; elle fabrique des sacs de cellophane et se charge de réparer les machines et les véhicules de ses membres. La coopérative des planteurs s'est transformée maintenant en une Union des coopératives bananières et fruitières de la Côte d'Ivoire (Cobafruit) et elle groupe des planteurs d'origine européenne et un certain nombre de coopératives primaires ayant pour membres quelque 2000 petits producteurs indigènes. La plupart des coopératives primaires se bornent à assurer les opérations préliminaires à la vente et à fournir certains articles d'équipement agricole. Certaines exploitent aussi des plantations collectives, principalement d'ananas.

La Cobafruit est récemment parvenue, avec le Centre national, à un accord aux termes duquel ce dernier se chargera de la surveillance générale des sociétés africaines qui lui sont affiliées et s'assurera qu'elles sont gérées selon des principes véritablement coopératifs; il aura en outre pour tâche de réorganiser et de vérifier leur comptabilité.

Le but du Centre national est avant tout d'assurer dans chaque village l'établissement d'une coopérative de vente, de crédit et d'approvisionnement. Celle-ci groupera nécessairement les propriétaires de plantations les plus âgés; elle n'englobera pas les jeunes gens qui ne possèdent pas d'exploitation ou qui, dans la plupart des cas, n'ont même pas d'occupation. Ces jeunes ont tendance à devenir un élément perturbateur ou à se diriger vers les villes où sévit déjà le chômage. Le Service national pour l'éducation physique et rurale a déjà organisé des camps de travail de courte durée pour les jeunes, mais cette solution ne peut avoir qu'un caractère transitoire. Celle qu'offrent les méthodes coopératives a deux aspects: elle permet soit de créer des services coopératifs de jeunes gens, soit d'établir des plantations coopératives exploitées par des jeunes gens, soit encore d'adopter une combinaison de ces deux systèmes. Toutefois, cette solution n'est applicable, en l'un ou l'autre de ses aspects, que lorsqu'il existe déjà une coopérative d'anciens dans le village, car il est souhaitable d'éviter toute possibilité de jalousie entre les générations.

Les Services coopératifs de la jeunesse sont, en fait, une coopérative se chargeant par contrat, de l'exécution de travaux, principalement agricoles, dans

le village. Les adhérents sont âgés de 15 à 30 ans. Les Centres de district accordent à toute nouvelle coopérative une petite avance proportionnelle au nombre des membres, pour l'achat d'outils et en outre offrent gracieusement une trousse de premier secours. Les propriétaires de plantations qui demandent de la main-d'oeuvre pour les travaux de plantation, d'émondage et de récolte concluent alors un contrat avec le Centre de district pour s'assurer les services de la coopérative. De même, le propriétaire verse son paiement au Centre de district, qui le répartit chaque mois, par l'intermédiaire de la société, soit sous forme de salaires au prorata du nombre de jours de travail fournis (les travaux de ce genre sont intermittents et saisonniers), sous déduction d'un montant retenu à titre de part sociale au nom de chaque membre intéressé, soit pour se rembourser des avances accordées pour l'achat d'outils. Chaque année, une certaine somme est investie dans un fonds d'assurance-maladies et accidents. Cette assurance n'est contractée que pour l'année en cours, et tout solde actif en fin d'exercice peut être affecté à des buts intéressant la collectivité.

On espère que, grâce à ces coopératives fournissant des services, il sera possible de ne plus recourir aux travailleurs saisonniers qui, les années précédentes venaient du Niger. Cette expérience offre encore l'avantage de permettre l'établissement graduel d'un plan cadastral et d'une immatriculation des propriétés foncières. Les Centres de district n'acceptent de conclure de contrats que lorsqu'un relevé cadastral a été dressé. A cet effet, on organise des cours d'arpentage pour les jeunes fonctionnaires du service coopératif, que l'on envoie ensuite dans les villages où existent des services de jeunesse à forme coopérative. Ces fonctionnaires contribuent aussi à faire respecter les principes de la coopération et, en de nombreux cas, ils ont pour mission de faire des rapports écrits sur la vie économique et sociale du village. Avant de changer de résidence, le fonctionnaire enseigne à un homme du village les opérations d'arpentage qu'il aura à effectuer pour la coopérative fournissant des services. C'est là une précaution indispensable, étant donné que les propriétaires de plantations ont invariablement tendance à sous-estimer les superficies à ensemençer ou à planter. Ainsi il se constitue peu à peu un relevé cadastral du pays, sur la base duquel on pourra plus tard fonder des titres de propriété sur les terres effectivement cultivées et distribuer les terres sans propriétaires à ceux qui seront capables de les rendre productives.

Une coopérative de jeunesse passe à la phase suivante de son développement lorsqu'elle est en mesure de s'établir sur une certaine superficie de terre, de la défricher, de lui faire produire une culture marchande et enfin, d'en commercialiser

collectivement la production. Aucune entreprise de ce genre n'est cependant encore assez ancienne pour qu'il soit possible d'en apprécier les résultats. Il existe cependant un certain nombre de plantations collectives qui ont été mises en train par les villageois, lesquels sont déjà propriétaires de petites exploitations. Ce sont en général des plantations de cocotiers ou de palmiers à huile. Des superficies d'environ 30 hectares ont été débroussaillées, les plants de palmiers ont été fournis par le Ministère de l'agriculture et les membres de la coopérative ont fourni leur travail à titre d'apport. Dans un cas particulier, chaque membre s'est vu attribuer une ligne d'arbres à cultiver, et il a été décidé que, si l'un d'eux ne faisait pas son travail, les autres membres de la coopérative tueraient et mangeraient l'un de ses porcs. Dans un autre cas, la terre a été répartie entre les trois clans composant le village, chacun de ces clans à son tour attribuant des rangées d'arbres aux familles. Celles qui négligeaient d'entretenir leurs rangées étaient condamnées à une amende. Dans d'autres sociétés tout le travail est exécuté en commun, et il est presque toujours entendu que les produits sont vendus en bloc et que les recettes font l'objet d'une répartition égale entre les membres de la communauté.

Tout le long de la côte et des lagunes, une population assez nombreuse vit de la pêche, et certains pêcheurs sont également agriculteurs. Il n'existe pour l'instant aucune coopérative de pêche, mais une ou deux sont en voie de formation. Elles se constitueront soit sous forme d'entreprises de pêche dotées d'un équipement moderne, soit sous forme de coopératives de vente du poisson. Sous cette dernière forme, la coopérative réunira plus probablement des marchandes de poisson que des pêcheurs.

Il va de soi que le développement de la coopération en Côte d'Ivoire est très largement subordonné à l'activité du Centre national et des Centres de district, et que cette activité est à son tour fonction de l'intelligence et des connaissances techniques de leur personnel, ainsi que de l'intérêt qu'il prend à son travail. Le Centre national a fait appel à un certain nombre d'experts venus de l'étranger, à qui il a confié des postes de direction, mais il se propose d'instruire des Africains qui pourront assurer la relève dès qu'ils auront acquis la formation et l'expérience suffisantes. A cet effet, une école des coopératives, dont le directeur est Africain, a été fondée à Tiebissou; de jeunes fonctionnaires appartenant aux services du Centre national y suivent des cours d'une durée de plusieurs mois, pendant lesquels on leur enseigne des rudiments d'économie, de sociologie, d'agriculture et de droit, ainsi que les méthodes de gestion et de comptabilité des sociétés coopératives. Quelques employés supérieurs ont été



envoyés en France pour y suivre les cours du Centre national de la Coopération à Paris, et certains d'entre eux ont également participé à des cycles d'études sur la coopération, organisés dans d'autres pays.

Dans l'économie de la Côte d'Ivoire, le secteur coopératif n'occupe pas encore une place décisive, mais il gagne peu à peu du terrain. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, les coopératives seront prochainement en mesure de négocier 25 pour cent de la production de café, alors que l'exportation des bananes et des ananas est déjà presque entièrement entre leurs mains, et elles prennent une part de plus en plus active à la commercialisation d'autres produits. Il est difficile d'évaluer l'influence que les coopératives pourront exercer sur la production au cours de ces prochaines années, qu'il s'agisse de l'importance des superficies cultivées ou des normes de production. Il en est de même pour les services de jeunesse et les plantations coopératives.

Des tentatives faites précédemment pour lier le progrès social au mouvement coopératif semblent, en certains cas, avoir simplement provoqué une certaine confusion entre les objectifs à atteindre. Actuellement, tous les efforts portent sur la situation économique. On estime en effet qu'une amélioration de la situation économique conduit nécessairement au progrès social. C'est d'ailleurs ce qui se produit déjà jusqu'à un certain point. En pressant les membres de prendre une part active à la gestion des coopératives et d'y consacrer une partie de leur temps et de leurs ressources, on obtient déjà d'heureux résultats. De nombreux villages ont fourni de la main-d'oeuvre pour construire leurs magasins, et certains d'entre eux se sont mis à édifier leur école. Des groupements de jeunesse ont organisé des classes élémentaires destinées à leurs adhérents aussi bien qu'aux autres villageois; tous sont invités à venir occasionnellement en aide à des veuves, ou à leurs voisins malades. Les coopératives ont exercé une action indirecte sur l'élévation du niveau de vie dans les villages, notamment en augmentant les rentrées d'argent, en ouvrant des magasins, en élevant des constructions de béton recouvertes de toits permanents, qui ont immédiatement servi d'exemple à la construction de maisons particulières en matériaux durables.

DAHOMEY

Le Dahomey est un Etat membre de la Communauté française. Il compte une population d'environ 1.700.000 habitants et son économie dépend surtout de la production agricole vivrière et de l'exportation du copra et de quelques autres produits. Le mouvement coopératif a commencé par la création de Sociétés de prévoyance, qui furent implantées dans chaque subdivision et dont l'existence et les activités se combinaient avec celles de certaines coopératives locales de vente, de forage de puits et d'amélioration des cultures. En 1953, une Société de prévoyance a été transformée en Société mutuelle pour la production rurale. Une Banque centrale de crédit agricole a été fondée en 1931, et prit ensuite le nom de Banque du Bénin. Le premier groupe de coopératives qui se forma aux environs de 1947, en même temps que leur union, ne survécut pas longtemps, mais il s'en est formé d'autres (on en comptait 52 en 1960), principalement pour la culture en commun de la terre. Certaines coopératives ont cependant des activités de commercialisation et trois d'entre elles sont des coopératives de pêche, dont les membres sont des patrons de bateaux de pêche. La formation de ces coopératives a été favorisée par l'Institut de recherche des huiles et des produits oléagineux, à Paris. En outre, l'activité de certaines sociétés de crédit et de commercialisation est placée sous la direction immédiate de la Banque du Bénin.

Le Développement des coopératives est placé actuellement sous l'autorité d'un Secrétariat d'Etat pour l'action et la coopération rurales, qui est une section du Ministère de l'agriculture. Un projet tend cependant à l'institution d'une Société nationale, qui favoriserait la formation des coopératives et leur prêterait une assistance technique et matérielle, avec l'appui financier de la Banque du Bénin. A la fin de 1960, la politique du Dahomey en matière de coopération n'était pas encore clairement définie. Jusqu'ici aucun cours de formation coopérative n'a été organisé dans le pays, mais un certain nombre de Dahoméens ont été envoyés en France pour y suivre des cours. A leur retour, quelques-uns d'entre eux ont été affectés à des postes dans le secteur coopératif.

G A M B I E

La Gambie est une colonie et un protectorat britannique, dont la population, qui dépasse légèrement 250.000 habitants, est composée en grande majorité d'exploitants agricoles qui tirent principalement leurs revenus de la culture des arachides. Ils vendent leur récolte à des acheteurs patentés de l'Office de commercialisation des graines oléagineuses de la Gambie (Gambia Oilseeds Marketing Board), lequel assure également la distribution des semences d'arachides, qui sont avancées aux exploitants moyennant des taux d'intérêt raisonnables, à l'époque de la plantation, et sont remboursées après la récolte. Lorsque des avances en nature sont faites par des commerçants, elles sont remboursées en arachides, mais généralement à un taux d'intérêt beaucoup plus élevé.

Une Ordonnance sur les Sociétés coopératives a été promulguée en 1950. En 1955, lorsque fut nommé un Directeur des coopératives, qui était un spécialiste et qui reçut plus tard le titre de "Registrar", il existait seulement 4 petites sociétés de crédit et d'approvisionnement. En 1960, on comptait 55 sociétés groupant 4387 membres. La valeur des produits mis en vente par les services des coopératives atteignait 65.000 livres. La majeure partie de ces sociétés étaient des coopératives de vente organisées en 5 groupements de vente. Il existait également quelques sociétés de crédit et d'approvisionnement, et une nouvelle organisation directrice: L'Union centrale coopérative de Banque et de vente de la Gambie. Cette union a reçu du gouvernement un prêt de dix mille livres pour une durée de 11 ans et elle a été désignée comme agent de vente officiel de l'Office de commercialisation des graines oléagineuses. Elle se propose d'être titulaire d'un compte de banque unique pour toutes les sociétés, et de simplifier ainsi les méthodes de travail, tout en faisant le meilleur usage des capitaux déposés par les membres. Elle sera également en mesure d'emprunter au Fonds spécial de prêts de Gambie en vue de financer la construction de nouveaux immeubles, fabriques et établissements coopératifs.

L'expansion du mouvement coopératif est entravé par le manque de personnel ayant le sens des affaires, à qui il serait possible de confier des postes de secrétaires, d'employés, de comptables dans les sociétés primaires. On a fait un effort pour donner aux employés des unions une formation coopérative en plaçant, pendant la saison commerciale, un inspecteur des coopératives au siège de chaque union. Un membre du personnel du Département des coopératives a été formé au Collège des coopératives, en Angleterre, ainsi que dans le Nigeria.

LE GHANA

Le Ghana a une population d'environ 4.500.000 habitants, dont la plupart sont des agriculteurs. L'économie nationale est concentrée autour d'une culture unique: le cacao, qui représente 60 pour cent de toutes les exportations, y compris celles des produits minéraux et du bois. Le mouvement coopératif remonte à 1928; il a eu sa source dans l'effort spontané que des cultivateurs africains ont déployé pour écouler leur cacao. Ce mouvement a été pris en mains par le Département de l'agriculture, sous l'égide duquel se sont formées environ 400 petites sociétés. Au début, aucune d'entre elles n'était immatriculée et toute la comptabilité et les travaux de secrétariat étaient assumés par le Département de l'agriculture. En 1937, l'Ordonnance existante sur les coopératives, qui avait été édictée principalement pour donner à des associations de crédit mutuel la forme de sociétés anonymes, fut modifiée pour répondre aux besoins des sociétés de commercialisation et, en 1944, un Département des coopératives distinct fut créé. L'effectif de ce dernier a fini par atteindre 80 personnes. Une partie de ce personnel était réparti entre divers centres, où il était chargé de l'inspection, du relevé cadastral et de l'assistance aux cultivateurs. Le reste était employé à la Direction centrale et chargé de la vérification des comptes, des statistiques, et de l'élaboration des plans. Il avait en outre à coordonner dans son ensemble le développement des coopératives. Le Département organisait des cours de brève durée à l'intention de son personnel et des employés des coopératives, mais il ne possédait pas d'école proprement dite. Entre temps, les sociétés étaient devenues plus indépendantes, la qualité du personnel s'était améliorée et les sociétés primaires avaient été groupées dans le cadre du district. A part l'activité qu'elles déployaient pour assurer l'écoulement du cacao, ces sociétés accordaient aux agriculteurs des prêts à court terme pendant la saison morte. Elles avaient commencé, en effet, à accumuler un certain capital sous forme de parts sociales et de dépôts.

Pendant la deuxième guerre mondiale, l'écoulement du cacao fut placé sous l'autorité du gouvernement, qui en chargea l'Office de commercialisation du cacao. Les prix étaient fixés par mesure autoritaire et les ventes ne pouvaient se faire que sous licence. A la fin de la guerre, il existait 150 sociétés primaires (de nombreux points de ramassage peu importants avaient été groupés) organisées en 9 unions de districts, et une Fédération nationale des coopératives. Cette dernière changea de raison sociale pour s'appeler Association coopérative de commercialisation. Elle reçut de l'Office de commercialisation du cacao sa licence d'expéditeur de classe A, en 1955, elle traitait 20 pour cent de la production nationale.

L'octroi d'avances aux producteurs de cacao pendant la saison morte était une tradition dans l'économie du Ghana et les coopératives furent obligées de s'y conformer. En 1946, pour la première fois, le gouvernement offrit sa garantie aux avances consenties par les banques commerciales, aussi bien sous forme de prêts de saison morte que de paiements au comptant accordés pour les livraisons de cacao n'ayant pas encore trouvé preneur sur le marché de l'exportation. Il faut bien préciser qu'en fait, ces avances étaient couvertes par les parts sociales et les réserves des sociétés de vente du cacao et de leurs unions, la moitié environ de ces parts et réserves étant investie en biens d'équipement, qui prenaient le plus souvent la forme d'immeubles. Ces biens finirent par représenter l'essentiel des avoirs de l'industrie de la commercialisation du cacao.

La même année (1946), toutes les questions financières relatives à l'écoulement de la production devinrent du ressort de la Banque coopérative, qui fut détachée de la Fédération des coopératives de vente et qui joua le rôle d'un Office de compensation pour toutes les organisations coopératives du Ghana. Son rôle principal consistait à accorder des prêts à court terme par l'intermédiaire des unions de district pour couvrir les frais de production et de vente du cacao. Elle consentait également des prêts à plus long terme soit pour le développement de l'action coopérative, soit pour le rachat des exploitations des membres des coopératives; dans ce dernier cas, les fonds étaient fournis par l'Office de commercialisation du cacao sur ses propres réserves, tandis que la transaction proprement dite était faite par la Banque.

C'est le cacao qui fournissait de loin la plus grande partie de leur chiffre d'affaires aux coopératives; néanmoins ces dernières vendaient aussi, mais en bien moindres quantités, du café, le produit des palmeraies, du poisson, du maïs et des arachides. De 1940 à 1946, alors que des camps militaires étaient installés dans le pays, on avait enregistré une augmentation de la culture et de la vente coopérative des légumes dits "anglais", mais cette activité déclina lorsque les camps furent dissous. Il existait un nombre assez limité de sociétés d'épargne et de crédit qui, pour la plupart, étaient constituées par des salariés résidant dans les villes. Beaucoup d'entre elles négligeaient cependant les intérêts de leurs membres, ou n'étaient pas en mesure de trouver des secrétaires-comptables expérimentés et sûrs, aussi durent-elles cesser leur activité. On comptait un certain nombre d'unions de districts, et deux unions régionales spécialisées dans la vérification des comptes.

Pendant les quelques années qui suivirent la deuxième guerre mondiale, les prix élevés et la rareté des biens de consommation suscitérent la création de

coopératives de consommation. La Fédération des coopératives de vente ouvrit en 1947 un département des importations, afin d'approvisionner les quelques coopératives de consommation existantes ainsi que les agriculteurs membres des sociétés de vente du cacao. Une année plus tard fut institué un nouvel organisme, le Cooperative Wholesale Establishment (Etablissement coopératif de vente en gros). Il bénéficia d'un prêt de 250.000 livres garanti par le gouvernement et avancé par les banques commerciales, représentant le coût des marchandises importées. A cette époque, les sociétés de consommation ne comptaient pas plus de 3700 adhérents individuels; en 1952, ils étaient 13.800, répartis en 38 sociétés dont le chiffre d'affaires atteignait 200.000 livres. Néanmoins, au même moment, la demande de biens de consommation par l'intermédiaire des sociétés de vente du cacao tombait brusquement, et il apparut clairement que l'Etablissement coopératif de vente en gros s'endettait de plus en plus gravement. La période de pénurie et de prix élevés avait en somme été brève, et les marchandises reprenaient le chemin du petit commerce, cette ancienne voie de distribution qui gardait, semble-t-il, la préférence des consommateurs, peu empressés, semblait-il, à soutenir les coopératives existantes ou à en former de nouvelles. La politique d'achat avait été fort inexperte et l'on vit s'amasser des quantités énormes de marchandises invendables. Les frais bancaires, de même que le coût des salaires et des transports pesaient lourdement sur les ressources de l'Etablissement. Le gouvernement consentit un nouveau prêt, sans intérêt cette fois, mais on fit bien peu de chose pour améliorer la situation et certaines irrégularités et fautes de gestion étant apparues, les pouvoirs publics retirèrent leur appui, une commission d'enquête fut nommée, et l'établissement fut mis en liquidation. La plupart des coopératives de consommation de détail s'effondrèrent dès l'instant où elles furent coupées de leur source d'approvisionnement.

L'insuccès des coopératives de consommation au Ghana est généralement attribué à un certain nombre de causes. Premièrement, selon la structure traditionnelle du commerce, les marchandises passent directement des sociétés importatrices à une dizaine de milliers de femmes qui vendent leurs produits dans la rue sans frais généraux, constituant ainsi pour les coopératives une concurrence difficilement soutenable. Deuxièmement, le développement du mouvement coopératif se faisait en général au profit des sociétés de détail, souvent trop grandes pour être dirigées par des comités de gestion et par un personnel manquant de compétence. Les inventaires étaient mal faits, les méthodes de vente peu efficaces, les commandes à terme n'étaient pas confirmées et les marchandises n'étaient pas payées avec une régularité suffisante pour réduire les lourdes dettes qu'avait accumulées

l'Etablissement coopératif de vente en gros. Enfin, la surveillance de ce dernier organisme n'était pas exercée par des représentants de ses sociétés membres, mais par une commission spéciale composée de personnes vivant dans la capitale ou près de cette dernière. Cette commission exerçait une surveillance insuffisante et les sociétés membres avaient l'impression que personne ne s'occupait d'elle. Le Département des coopératives lui-même pouvait difficilement surveiller les sociétés étant donné que, pendant une période assez longue, le secrétaire gérant de l'Etablissement coopératif de vente en gros était en même temps Vice-Registreur au Département des coopératives, chargé des sociétés de consommation.

L'échec des coopératives de consommation n'eut de répercussion ni sur la Banque coopérative ni sur l'Association de commercialisation coopérative, qui continuèrent à progresser. En 1951 fut fondée une organisation de coordination nationale, l'Union coopérative de la Côte d'Or, qui prit par la suite le nom de: "Alliance des coopératives du Ghana". A l'origine, seules les autres organisations coopératives de caractère national pouvaient y adhérer. En 1953, puis en 1956, les statuts de l'Alliance furent cependant modifiés afin qu'il fût possible d'y admettre les sociétés primaires et les unions de districts. L'Alliance était un organisme à but non commercial; elle exerçait diverses fonctions en matière d'éducation, de propagande, de surveillance, de vérification des comptes et d'assistance générale au bénéfice de l'ensemble du mouvement coopératif. Son activité s'est surtout exercée en matière d'enseignement et de représentation, mais elle s'est aussi occupée de la formation de nouvelles sociétés et de la publication d'un journal mensuel: The Ghana Co-operator. En 1953, elle adhéra à l'Alliance coopérative internationale. En 1960, il y avait au Ghana 460 coopératives comptant 50.000 membres et faisant un chiffre d'affaires d'environ 8 millions de livres sterling.

Dans la plupart des pays d'Afrique, après avoir bénéficié à ses débuts de l'appui du gouvernement, le mouvement coopératif généralement a su conserver sa confiance et a été représenté dans tous les systèmes de commercialisation sous contrôle officiel. Au Ghana, les événements ont pris récemment un cours différent. En 1952, les directeurs de l'Office de commercialisation du cacao ont patronné la fondation d'une société subsidiaire: la Cocoa Purchasing Company (Société d'achat du cacao), qui eut accès au fonds de réserve (de 6 millions de livres environ à l'époque) accumulé par l'Office à la suite de ses opérations commerciales. L'Office décida qu'à l'avenir les crédits

seraient accordés aux cultivateurs dans la plupart des cas par l'intermédiaire de la Société d'achat du cacao. Des prêts, à long et à court terme, furent très libéralement accordés au cours des années suivantes.

Cela aurait pu semble-t-il mettre les coopératives en face d'une concurrence assez dangereuse, mais en fait la proportion du cacao négociée par les coopératives resta pratiquement la même. La Société d'achat du cacao fut liquidée au début de 1957, après qu'une Commission d'enquête eut révélé l'existence d'un certain nombre d'irrégularités. La Société d'achat du cacao fut remplacée par la Ghana Farmers' Marketing Association (Association de commercialisation des agriculteurs du Ghana) qui prit ensuite le nom de: Ghana Farmers' Marketing Co-operative Ltd (Société coopérative de vente des agriculteurs du Ghana). La nouvelle société fut autorisée à reprendre, contre un paiement différé, les équipements et installations de l'ancienne Société d'achat. Cette Société coopérative est une organisation centralisée à succursales; en 1960, elle traitait environ 10 pour cent de la récolte du cacao au Ghana.

En 1958, trois experts israéliens, spécialistes des questions de coopératives, furent invités par le Gouvernement du Ghana à se rendre dans le pays et à présenter un rapport sur la situation des coopératives. Ce rapport fut présenté l'année suivante, et le Gouvernement annonça qu'il se proposait de développer les effectifs du personnel du Département des coopératives, d'augmenter la subvention de l'Etat à l'Alliance coopérative du Ghana, d'élargir considérablement les pouvoirs et d'accroître les ressources de la Banque coopérative, les nouveaux crédits devant servir pour partie à financer la commercialisation coopérative du cacao par les organismes de l'"ancien mouvement coopératif" et pour partie à alimenter la Société coopérative de vente des agriculteurs du Ghana. Le gouvernement pria également la Banque de se mettre à la disposition des Syndicats de la Builders Brigade, (organisme de construction de logements), des conseils municipaux et des sociétés de bienfaisance.

Peu de temps après, le Ministère des affaires économiques annonça que l'Alliance des coopératives du Ghana reprendrait progressivement certaines fonctions du Département des coopératives, et se chargerait notamment de l'inspection et de la vérification des comptes des sociétés coopératives; il prescrivait également que l'Alliance devrait dorénavant cesser d'admettre comme membres les sociétés primaires, et qu'elle serait composée à l'avenir



des organismes suivants: Co-operative Marketing Association (Association coopérative de commercialisation), Co-operative Bank (Banque coopérative), Ghana Farmers' Marketing Co-operatives (Coopératives de vente des agriculteurs du Ghana), Co-operative Wing of the Trade Union Congress (Section coopérative de la Fédération des Syndicats), Co-operative Wholesale Society (Coopérative de vente en gros) et United Ghana Farmers' Council (Conseil de l'Union des agriculteurs du Ghana). L'Alliance rejeta le principe d'une limitation de ses membres et, au début de 1960, le mouvement institua lui-même un Conseil national des coopératives dont les membres fondateurs étaient la General Co-operative Association of Labour (Coopérative générale du Travail), l'Industrial Co-operative Society (Coopérative industrielle), organisation constituée en vue de l'exploitation des industries légères, dont la propriété et la gestion sont centralisées, la Ghana Farmers' Marketing Co-operative (Coopérative de vente des agriculteurs du Ghana) et la Co-operative Investment Trust (Société coopérative d'Investissements). Le Gouvernement reconnut au Conseil la qualité d'organisation centrale représentant les intérêts du mouvement coopératif, ayant notamment pour tâche de coordonner les activités de toutes les sociétés coopératives du Ghana; il semble que l'on ait exercé une pression assez forte sur les unions de district pour obtenir leur adhésion au Conseil, et c'est ainsi que quatre unions quittèrent l'Alliance au printemps de 1960.

L'Alliance des coopératives du Ghana survécut pendant quelques mois encore avec les membres qui lui restaient, et elle constitua même un nouvel organisme central: la Co-operative Insurance Society (Compagnie coopérative d'assurances), bien qu'elle fût privée de la garantie financière de l'Etat. Diverses propositions de compromis furent avancées, et au mois de juin un congrès extraordinaire de l'Alliance nomma une délégation qui fut chargée de prendre contact avec le Ministre et de lui proposer l'affiliation de l'Alliance au Conseil, aux conditions suivantes:

1. que l'intégrité de l'ancien mouvement coopératif et de ses sociétés soit sauvegardée;
2. que les principes de la coopération, notamment la direction démocratique, soient sauvegardés à tous les échelons;
3. que les parts sociales, les réserves et autres actifs continuent à appartenir à leurs possesseurs actuels;
4. qu'aucune tendance politique ne soit introduite dans le mouvement;
5. que le mouvement ne soit pas divisé en régions et que le "Registrar" des coopératives soit chargé d'arbitrer tous les différends;

6. que le Conseil n'incite ni n'oblige aucune des organisations existantes à fusionner avec une autre organisation, mais que chacune d'entre elle garde au contraire son statut.

Il ne fut pas donné suite à ces propositions et, en octobre 1960, l'Alliance des coopératives du Ghana fut dissoute par l'Etat qui nomma un liquidateur. Les biens de l'Alliance furent repris par le Conseil national des coopératives. La Banque coopérative fut elle aussi soumise à une autre direction et convertie en une filiale de la Banque commerciale du Ghana. L'immatriculation de la National Co-operative Insurance Society (Société nationale coopérative d'assurances) nouvellement formée fut annulée le 20 décembre. On a fait savoir qu'à partir du mois de mai 1961 toutes les **opérations** de vente coopérative seraient reprises par la Ghana Farmers' Marketing Co-operative Ltd (Société coopérative de vente des agriculteurs du Ghana).

Parlant à Moscou en septembre 1960, le Ministre du travail et des coopératives déclara que "Le mouvement coopératif que nous ont laissé les britanniques ne nous satisfait pas", et qu'il était venu étudier l'expérience des coopératives soviétiques. Peu de temps après, le premier Ministre annonça que le mouvement coopératif au Ghana serait dorénavant constitué par des coopératives de consommation et des fermes collectives. Si ce programme est mis en oeuvre, la Coopération au Ghana n'aura, à l'avenir, que des ressemblances très lointaines avec les réalisations antérieures, et il est impossible de prévoir ce qu'il en adviendra dans la pratique.

GUINÉE

La Guinée est une république indépendante, comptant environ 2.500.000 habitants. Elle tire principalement ses ressources de l'agriculture et de la production de bananes et d'autres denrées exportables. Comme dans les autres pays faisant partie de l'Union française, le premier pas vers la coopération a été la constitution de Sociétés de prévoyance, dont les premières remontent à 1910. Une Banque centrale de crédit agricole a été fondée en Guinée en 1931; elle avait pour mission d'accorder des prêts à court, moyen et long terme, soit aux particuliers, soit aux coopératives de crédit mutuel agricole. En 1952, les Sociétés de prévoyance fournissaient une proportion importante des semences améliorées et se chargeaient du transport et de la commercialisation d'une bonne partie des récoltes. Elles étaient cependant très critiquées, aussi bien en Afrique qu'en France, en raison de leur caractère obligatoire et aussi parce qu'elles étaient presque entièrement dirigées par des fonctionnaires du gouvernement. En 1955, ces Sociétés de prévoyance ont été transformées en Sociétés mutuelles de production rurale, au nombre de deux; chacune d'elles couvrait une superficie importante.

Il existait à cette époque un petit nombre de véritables coopératives de vente du riz, rattachées aux Sociétés de prévoyance, ainsi que quelques coopératives indépendantes, dont la plupart avaient été constituées par des Européens; trois d'entre elles étaient des Coopératives de consommation (pour les cheminots, les anciens combattants et les employés d'une entreprise). Il y avait aussi une coopérative d'exploitation forestière, une autre de travaux publics, deux coopératives de vente du café, une boucherie coopérative, une coopérative d'ouvriers de l'industrie du diamant, et plusieurs coopératives d'écoliers. La plus importante était probablement la Banacop, fondée en 1940, qui groupait tous les gros planteurs de bananes européens et africains, ainsi que les coopératives de petits planteurs pour lesquels l'adhésion à une coopérative était obligatoire. La Banacop traitait 25 pour cent de toutes les exportations.

Depuis la proclamation de l'indépendance de la Guinée, l'économie aussi bien que les coopératives sont en voie de réorganisation selon les principes du socialisme d'Etat. Toutes les importations et les exportations passent actuellement par l'Office national du commerce extérieur. Les planteurs de bananes sont organisés en syndicats ou en coopératives groupés au sein de la Fédération bananière et fruitière de la Guinée. Chacun des gros producteurs reçoit sa propre marque et conclut un contrat par lequel il indique à l'avance le volume de ses livraisons pour le mois suivant.

Il semble que la terre soit graduellement transférée des mains des planteurs Européens dans celles des Africains, et que ces derniers doivent être réorganisés et former des fermes collectives. Quant au commerce, (à l'exception du commerce de détail en plein air) il prendra, du moins en théorie, une forme coopérative.

GUINEE PORTUGAISE

On ne possède aucun rapport faisant mention de l'organisation coopérative dans ce territoire.

HAUTE-VOLTA

La Haute-Volta est un Etat de la Communauté française dont le territoire très étendu appartient surtout à la steppe aride. Sa population est de 3.334.000 habitants. Les principaux produits sont les céréales, consommées dans le pays même et le bétail. Des Sociétés de prévoyance ont été constituées il y a longtemps déjà. Elles s'occupaient surtout de distribuer les semences sélectionnées et des produits des cultures vivrières, et avaient constitué un fonds commun destiné à financer leurs opérations. Une Banque centrale de crédit agricole a été fondée en 1949; quant aux Sociétés mutuelles de production agricole, elles ont été introduites en 1949.

En mai 1960, les pouvoirs publics ont décidé de mettre un terme à l'existence des Sociétés de prévoyance et des Sociétés mutuelles, parce qu'elles constituaient des organismes à caractère obligatoire et gouvernemental; étaient médiocrement dirigées, s'étendaient à des régions trop vastes pour permettre une action efficace, et ne remplissaient pas la tâche qui leur était dévolue d'éduquer les cultivateurs et de susciter leur participation active. L'exécution de cette décision a cependant été ajournée jusqu'au moment où un certain nombre d'organisations auront pu être créées pour prendre la place de celles qui ont été abolies.

On comptait alors 26 coopératives groupant environ 5.000 membres: 9 coopératives agricoles, 5 sociétés de crédit mutuel, 3 coopératives de consommation, 4 sociétés mixtes rattachées à des missions et 5 autres de caractère divers, notamment exerçant leur activité dans le domaine de la pêche et de la production industrielle.

Il existe au Ministère de l'agriculture un Service des coopératives disposant de ressources limitées. Sept personnes ont été formées en Centre national de la coopération agricole en France; cependant tous n'occupent pas des postes liés au développement des coopératives. D'autres ont suivi des cours au Centre de formation coopérative de Sikasso (Mali). Un cours d'économie rurale et de coopération est donné par l'Ecole nationale d'administration, mais les premiers étudiants n'ont pas encore terminé le cycle de leurs cours. Il existe une Association nationale des employés de coopératives qui compte des membres ayant suivi des cours de coopération ainsi que des personnes qui occupent actuellement des postes dans les coopératives. Cette Association s'efforce de développer l'assistance technique aux coopératives ainsi que les moyens de formation offerts à leur personnel.

K E N Y A

Le Kenya est un pays agricole comptant une population - rurale surtout - de 6 millions d'habitants. Jusqu'à une époque récente, la production de récoltes marchandes destinées à l'exportation était surtout entre les mains d'un petit nombre de cultivateurs européens mais, depuis quelques années, les Africains ont été de plus en plus nombreux à passer des cultures de subsistance aux cultures marchandes. Dans les villes, le nombre des indigènes travaillant dans l'industrie, le commerce et les services publics augmente également de manière assez rapide. Il existe, en particulier dans les villes de Nairobi et de Monbasa, une nombreuse population asienne, qui tient une grande place dans le commerce du pays.

Le mouvement coopératif pour la commercialisation des produits agricoles a été lancé en 1908 par des Européens. A l'époque, ils étaient les seuls exploitants ayant à vendre des cultures marchandes. Le mouvement s'est développé au cours des 20 années suivantes, et il existe maintenant un groupe d'importantes coopératives dont la plupart ont des ramifications dans le pays tout entier. Les plus importantes d'entre elles sont l'Association coopérative des cultivateurs du Kenya, SàRL (céréales et produits divers); l'Union coopérative des planteurs du Kenya SàRL (café); les Laiteries coopératives du Kenya, SàRL et la Société coopérative du bois de l'Afrique orientale, SàRL. D'autres coopératives vendaient des oeufs, des légumes, des fruits et des céréales. La participation africaine, bien que ne faisant pas entièrement défaut, était négligeable.

En 1944, le Ministère britannique des colonies envoya un expert au Kenya pour faire rapport sur la possibilité de développer le mouvement coopératif parmi les Africains. A la suite de ses recommandations, l'Ordonnance sur les coopératives fut révisée l'année suivante et un "registrar" des sociétés coopératives fut nommé et chargé de promouvoir et de surveiller le développement du mouvement coopératif. Les fermiers africains, et aussi quelques commerçants, manifestèrent immédiatement un vif intérêt pour les sociétés coopératives, et environ 200 coopératives furent enregistrées au cours des deux années suivantes. Le Département des coopératives étant d'abord dépourvu de fonds suffisants et manquant de personnel, la création de coopératives dans des conditions de solidité satisfaisantes et l'institution d'un contrôle sérieux donnèrent lieu à certaines difficultés. Ce n'est que plus tard que des mesures furent prises pour assurer la formation des fonctionnaires subalternes et les préparer à leurs charges très spécialisées. La situation d'exception créée par les Mau-Mau suscita toutes sortes de difficultés et entrava le développement des coopératives, mais on lui doit des réactions tout à fait nouvelles devant les problèmes économiques et sociaux des cultivateurs africains

et ces réactions à leur tour furent à l'origine d'un plan africain de regroupement parcellaire et de développement qui devait avoir une portée considérable. A la suite de changements politiques, l'autorité du Département des coopératives fut sérieusement renforcée grâce à un effort pour intégrer plus étroitement les coopératives agricoles africaines et européennes en matière de commercialisation. Au début de 1959, on comptait plus de 400 coopératives de cultivateurs africains, organisées en 15 unions régionales ou fonctionnelles, composées de 110.000 membres, et dont le chiffre d'affaires était évalué à plus de £ 1.500.000.

Depuis quelques années, un plan complet de regroupement parcellaire et de réinstallation a été mis à exécution dans tous les districts du Kikuyu. Les terres étaient autrefois propriété collective, et elles étaient cultivées par les membres de la tribu sous le régime de l'usufruit. La jouissance de l'exploitation n'étant pas assurée, rien n'encourageait l'agriculteur à faire de l'arboriculture ou à améliorer le sol, qui était fréquemment épuisé. La culture itinérante se pratiquait encore beaucoup bien que les réserves de terre en friche ne furent pas suffisantes pour la justifier. Le regroupement parcellaire, précédé d'un relevé aérien complet du district et de l'établissement de dossiers sur les droits de culture existants pour chaque famille, a eu pour effet de donner à chaque chef de famille, dans une région similaire, un titre imprescriptible de propriété sur une parcelle d'un seul tenant, d'une nature identique à celle des terrains qu'il cultivait antérieurement. Les exploitations sont classées sous les dénominations de "paysannes", d'une superficie moyenne d'environ 4 hectares, et de "grosses fermes", allant jusqu'à 20 hectares. Même après le regroupement parcellaire, il subsiste de nombreuses petites exploitations non rentables et, dans cinq districts de la Province Centrale, 45 pour cent d'entre elles ne comptaient guère plus d'un hectare. De très petites exploitations, généralement cultivées à temps perdu, ont été concentrées à proximité des villages pour éviter que leur faible superficie ne soit encore réduite par des constructions. La majorité des propriétaires d'exploitations "paysannes" et de "grosses fermes" quittent les villages en emmenant leur bétail avec eux, et construisent des maisons d'habitation sur leurs terrains. On prévoit que les villages deviendront des centres commerciaux, habités par des commerçants, des ouvriers et quelques petits propriétaires.

Le processus de regroupement qui a demandé, en moyenne, 7 semaines par village, n'a pas rencontré d'opposition et semble avoir été bien accueilli par la population. On avait pris grand soin de lui donner des explications détaillées, et toutes les décisions furent prises par les intéressés eux-mêmes. A la fin de 1960,



le regroupement était pratiquement terminé. Aucune restriction ne fut imposée à la vente des terrains mais, jusqu'ici, aucune vente n'a eu lieu. Le problème des successions s'est à peine posé. On a renoncé à instituer un droit d'aînesse et on a préféré adopter la solution d'un nombre limité de co-héritiers, mais la valeur de cette solution reste à prouver. La réforme foncière a eu pour effet immédiat d'accroître très rapidement les cultures marchandes, celles de café et de pyrèthre surtout. La récolte de café ne pourra que s'accroître à mesure que les nouvelles plantations commenceront à fructifier. L'attrait des nouvelles cultures marchandes est très vif, aussi craint-on un peu que les cultures vivrières soient négligées. Le regroupement des terres offre également un autre avantage dont la population n'a guère tiré profit jusqu'ici. En effet, il est maintenant possible de consentir aux cultivateurs des prêts pour la culture et des prêts d'investissement garantis par des titres de propriété incontestables.

La fondation de coopératives est allée de pair avec l'accroissement de la production. Au Kenya, la récolte la plus importante est celle du café, dont un quart (d'une valeur estimée à £ 2.000.000) est produit par les Africains. Les plus anciennes coopératives africaines de vente sont celles des districts de Kisii, Meru et d'Embu. Dans chacun de ces districts, une douzaine de coopératives ou davantage sont groupées en une union de district. Elles négocient ensemble approximativement les deux tiers de la récolte africaine de café. Ces dernières années, cependant, la culture du caféier a augmenté rapidement dans d'autres districts, tout particulièrement dans ceux qui ont fait l'objet d'un regroupement des terres, et de nombreuses coopératives ont été constituées. Le Service officiel de commercialisation du café du Kenya favorise le progrès en exigeant que tout le café soit séché en usine avant livraison. Il n'existe cependant pas, à l'heure actuelle, d'exploitations agricoles africaines assez grandes pour alimenter une usine privée dans de bonnes conditions de rentabilité et, bien que les planteurs africains aient la possibilité de former une société privée ou de vendre leurs récoltes par l'intermédiaire d'une usine européenne, ils préfèrent, en fait, constituer des coopératives.

Les coopératives de vente du café sont en général importantes, et comptent en moyenne 700 à 800 membres. Chacune de ces coopératives est propriétaire d'une usine ou parfois davantage. Ces usines sont relativement petites et installées simplement. Leur coût approximatif est de £ 2.500. Ce montant peut être prélevé sur le capital social souscrit par les membres, ou couvert par un prêt de l'Office africain de développement des cultures ou du Conseil de district.

Le café est livré chaque jour sous forme de cerises fraîches, en général au moyen d'un camion appartenant à l'un des membres. Dès la livraison, le café est dépulvé, lavé, trié d'après le poids spécifique, puis le café en parche est soigneusement séché au soleil. S'il ne peut être immédiatement transporté, il est conservé dans des entrepôts dont l'air est conditionné et l'humidité contrôlée, jusqu'au moment où l'Union coopérative des Planteurs du Kenya, (à laquelle appartiennent toutes les coopératives africaines et un certain nombre de plantations européennes), puisse en prendre livraison. A la réception de chaque arrivage de café, l'Union vérifie les qualités par infusion et organise la vente aux enchères. Les prix sont indiqués régulièrement par l'Office et l'U.C.P.K. transfère deux ou trois fois par an à une banque locale les soldes dus aux coopératives, d'où les fonds peuvent être retirés pour être remis aux membres ou virés à leurs comptes respectifs. Ces versements sont, en fait, des avances effectuées avant que l'U.C.P.K. ait elle-même été réglée.

Les cultures de café des producteurs africains s'étendent rapidement et de nombreuses coopératives facilitent la création de nouvelles plantations en mettant à la disposition de leurs membres leurs propres pépinières de caféiers. Il est nécessaire d'augmenter constamment la capacité des usines pour répondre aux besoins croissants. La qualité du café des planteurs africains est toujours supérieure à celle de nombreuses exploitations européennes, le café étant récolté et manutentionné par la famille du planteur avec plus de soin qu'il ne le serait par une main-d'oeuvre salariée. Plusieurs coopératives produisent la meilleure qualité de café et remportent les prix décernés chaque année par l'Office du café. Le principal problème est d'ordre administratif plutôt que technique. Il est difficile, en particulier, de trouver des comptables probes et compétents dans les districts ruraux. Quelques unions conservent un Européen comme directeur. Ailleurs, un système de comptabilité centralisée est à l'étude. Les coopératives ont cependant réalisé des bénéfices considérables au cours de ces dernières années.

La culture du pyrèthre est moins importante que celle du café, mais elle aussi est en rapide expansion, plus encore en rendement qu'en superficie. La vente est effectuée par un Office de commercialisation du pyrèthre et, là encore, la qualité la meilleure provient de sociétés coopératives africaines. A Kiambu, une union de 8 coopératives africaines constitue le groupe le plus important. Ces coopératives peuvent compter entre quelques centaines et un millier de membres, et la superficie cultivée par chaque membre peut varier de 0,5 à 10 hectares. La cueillette se poursuit de façon intermittente pendant neuf mois par an, les capitules sont séchés dans l'exploitation, ensachés et livrés à la coopérative qui les pèse, vérifie leur qualité et les expédie à l'Office du pyrèthre où le produit est trié par qualités

et vendu. Les coopératives sont payées chaque semaine, mais quelques membres préfèrent laisser leur argent en dépôt et ne le retirent qu'à intervalles plus éloignés. D'autres membres font appel à la coopérative pour des prêts à court terme destinés à l'agriculture ou à des fins diverses. Ces prêts sont garantis par les livraisons futures. La coopérative vend aussi des semences aux membres, qui font eux-mêmes leurs plants. L'Union de Kiambu a récemment construit, sur ses propres fonds, d'excellents locaux administratifs et des entrepôts munis d'un raccordement de chemins de fer. Elle loue des bureaux à des coopératives locales de vente d'oeufs et de produits maraîchers, ainsi qu'à une entreprise européenne de construction.

On a essayé d'attribuer aux coopératives de vente du café et du pyrèthre d'autres tâches, telles que la fourniture de crédit, l'approvisionnement et la location de camions. Lorsque ces services subsidiaires sont étroitement liés à la vente des récoltes, ils ont donné de bons résultats, mais les tentatives faites pour exploiter une entreprise d'approvisionnement général se sont soldées par un déficit.

Au nombre des cultures vendues par l'entremise de coopératives, on compte les céréales, qui sont négociées par l'Association des cultivateurs du Kenya. Celle-ci réalise un chiffre de vente d'environ L 4.000.000. Les céréales sont également vendues par une centaine de coopératives africaines de moindre importance. L'A.C.K. possède sa propre meunerie, société filiale qui est la plus grande minoterie du pays. Les légumes et les fruits sont cultivés par les Africains et par les Européens. Il existe un certain nombre de coopératives locales dont quelques-unes sont spécialisées dans un seul produit, et une union coopérative d'horticulture. Celle-ci était à ses débuts une initiative de cultivateurs européens, mais elle est aujourd'hui ouverte à tous les groupes ethniques ainsi qu'à leurs coopératives locales. Une coopérative euro-asiatique et plusieurs coopératives africaines écoulent le sucre et le jagré. Les piments, le riz et d'autres cultures trouvent aussi un débouché. Bien que la culture du thé soit encouragée en Afrique, elle n'a été introduite que tout récemment et aucun essai n'a encore été fait pour en organiser la vente et l'usage par des méthodes coopératives.

En ce qui concerne le cheptel, il reste beaucoup à faire pour améliorer les normes africaines de reproduction, d'élevage et d'alimentation du gros et du menu bétail, mais depuis quelque temps, les marchés ayant été faibles et les prix peu élevés, les éleveurs n'ont guère été encouragés à améliorer leurs méthodes.

Les laiteries coopératives du Kenya comptent 2.474 membres et leur chiffre de ventes dépasse £ 3.000.000. Elles existent depuis de nombreuses années et s'occupent de la vente du lait provenant surtout de fermes européennes, et un peu aussi de fermes africaines. Il y a aussi une cinquantaine de coopératives laitières africaines dont la plupart produisent du ghee, mais elles ne sont pas très florissantes. Des coopératives africaines au nombre de 30 environ, commercialisaient le porc et le vendaient à une usine produisant du lard fumé, dirigée par l'Office de l'industrie du porc, jusqu'au moment où les prix s'effondrèrent, en 1957 et 1958, ce qui obligea l'usine à fermer temporairement ses portes. Les coopératives se virent alors obligées d'écouler leurs produits sur les marchés locaux. En 1960, on constatait des signes d'amélioration. Il existe environ 40 coopératives africaines de vente des oeufs dont les membres se recrutent pour la plupart parmi les femmes. La plupart de ces petites coopératives vendent leurs produits par l'entremise de la Coopérative des produits de basse-cour du Kenya, qui exporte approximativement la moitié de sa production. Une coopérative s'occupe de cuirs et de peaux. Ses membres sont surtout des bouchers. Un élevage coopératif de moutons a été récemment créé.

Les Masai, peuple pastoral semi-nomade, constituent un problème particulier de développement économique et social. Des projets de vente coopérative du bétail de boucherie ont été examinés avec eux mais, à la fin de 1960, aucun projet n'avait encore été mis en oeuvre. Il y a quelques années, les Masai de Purko, qui sont propriétaires de bonnes terres forestières, furent amenés à former une société coopérative du bois. Celle-ci eut des débuts difficiles en raison de la méfiance de ses membres et de leur manque d'expérience commerciale. (Dans une autre partie du pays, il existe une coopérative africaine du bois qui est florissante, ainsi qu'une coopérative composée de membres européens.)

Sauf en matière de commercialisation des produits agricoles, le mouvement coopératif s'est peu développé au Kenya. Les réalisations appartiennent surtout aux 4 secteurs suivants: épargne et crédit, consommation, artisanat et logement. Il ressort de ce qui précède qu'il n'existe ni coopératives d'épargne ni coopératives de crédit dans les milieux agricoles, bien que quelques sociétés coopératives de vente accordent à leurs membres des avances à court terme.

Une grande organisation coopérative ismaélienne d'épargne et de crédit obtient de brillants résultats. Il existe aussi une vingtaine de coopératives africaines d'épargne, dont les membres se recrutent souvent parmi les employés d'une entreprise ou d'un département ministériel. Quelques-unes d'entre elles, cependant, cherchent à protéger les intérêts de groupes nationaux ou tribaux travaillant dans les villes, loin de leurs foyers.

Il est probable que le besoin de coopératives de crédit agricole se fera sentir davantage à mesure que les cultivateurs africains remplaceront les cultures de subsistance par des cultures marchandes. De nombreux cultivateurs disposant actuellement d'importants revenus en espèces, il est évident que l'épargne est elle aussi devenue nécessaire. La création d'une banque coopérative centrale n'est pas envisagée pour le moment. On a donc recours dans une large mesure aux moyens offerts par les banques commerciales existantes. Cependant, des sommes importantes circulent déjà au sein du mouvement coopératif, et le moment où l'on pourra utiliser ces fonds et les maintenir en circulation grâce à un Office coopératif central de règlement est peut-être plus proche qu'on ne le pense.

La plus grande et la plus florissante des coopératives de consommation (à l'exception de l'Association des cultivateurs du Kenya, qui fournit des produits agricoles et quelques biens de consommation à ses membres) est la Société coopérative africaine des chemins de fer de Nairobi. Elle compte 800 membres et son chiffre d'affaires s'élève à environ £ 100.000 par an. Elle s'est heurtée à un grand nombre de difficultés, dues surtout à la pénurie de personnel qualifié et digne de confiance. Elle jouit cependant de certains avantages, ses magasins étant les seuls autorisés dans l'enceinte des installations ferroviaires, et la compagnie de chemin de fer ayant fait bénéficier cette coopérative pendant plusieurs années des services d'un de ses propres directeurs européens. La plupart des autres coopératives de consommation qui enregistrent d'excellents résultats sont celles qui sont formées d'Asiens. Une seule coopérative africaine de commerce de gros a poursuivi son activité pendant assez longtemps, mais elle est actuellement en train de se transformer en société anonyme. Toutes les coopératives de consommation ont à souffrir des mêmes difficultés, qui sont le manque de probité, le crédit à long terme et la concurrence du petit commerçant asien.

Des membres de la communauté asienne, composée d'Ismaéliens, de Mahométans et de natifs de Goa, ont créé des coopératives de logement. Elles ont fait d'excellent travail en construisant des logements de haute qualité. Des possibilités d'emprunt à des taux très réduits, créées par les fonds mis à leur disposition par l'Aga Khan Trust, ont grandement contribué au développement des coopératives ismaéliennes. Quelques coopératives européennes de construction ont pour but d'avancer des fonds en vue de construire ou d'acheter des immeubles, mais il n'existe aucune coopérative africaine s'occupant sous quelque forme que ce soit de questions de logement.

On trouve aussi au Kenya quelques coopératives artisanales dont l'objet est la production d'articles artisanaux villageois; leur champ d'action est cependant très restreint. Les deux coopératives les plus florissantes du genre sont probablement les deux sociétés de femmes potiers. Ces coopératives, tout comme les groupes de femmes s'occupant de la vente des oeufs, dont il a été fait mention auparavant, rendent un double service: elles rapportent un peu d'argent, généralement utilisé pour améliorer l'habillement des femmes et de leurs enfants, et elles servent en quelque sorte de sociétés d'assistance mutuelle.

La formation professionnelle du personnel des coopératives se fait à l'Ecole de coopération de l'Afrique orientale. Cette école se trouve à Kabete, à la Jeanes School - Ecole d'Etat du Kenya qui s'occupe de la formation générale d'assistants sociaux et de spécialistes de l'instruction des adultes et des branches connexes. L'Ecole de coopération dispose de ses propres salles de cours, bibliothèques et dortoirs, mais partage avec les autres sections de la Jeanes School les cuisines, les réfectoires et les salles communes. Ses élèves pratiquent les sports en commun avec ceux des autres sections.

L'Ecole accueille des étudiants venant d'autres pays d'Afrique orientale et d'Afrique centrale, en particulier du Tanganyika et de l'Ouganda (du moins jusqu'à ces temps derniers, lorsqu'une école professionnelle a été installée à Ngamisi). Des étudiants y viennent également d'Aden, du Nyassaland et de Zanzibar. Deux cours d'une durée de 5 mois chacun sont donnés chaque année à une trentaine d'étudiants par cours. La plupart des étudiants sont des hommes, mais il arrive que des femmes aussi suivent les cours. La majorité des participants se recrutent parmi les inspecteurs et les employés de bureau des Départements de la coopération des différents pays d'Afrique orientale. Quelques secrétaires et autres membres du personnel des coopératives primaires fréquentent aussi ces cours mais ce dernier groupe a toutefois un peu de peine à suivre l'enseignement. Le cours comprend 5 disciplines qui font l'objet d'examens. Ce sont: 1) la pratique coopérative et les tâches de l'inspecteur; 2) le droit et la pratique de la coopération; 3) l'organisation coopérative, comprenant les règlements, la manière de diriger des réunions, etc.; 4) la théorie et la pratique commerciales, comprenant les éléments de la vérification des comptes; 5) la coopération en Afrique orientale et dans les pays d'outre-mer. Il y a aussi des cours de comptabilité, d'agriculture et d'économie élémentaires. L'école a actuellement à sa tête un directeur européen qui est secondé par un adjoint africain, et accueille des conférenciers venus de l'extérieur.

La Jeanes School offre également, sous la direction d'un autre professeur, une série de cours de secrétariat et de comptabilité, de cinq semaines, à l'intention des secrétaires des petites coopératives primaires. La Jeanes School a été choisie comme siège d'un cours de deux mois destiné au personnel d'encadrement des départements de la coopération de tous les pays africains où l'anglais est la seconde langue. Ces cours comprennent des conférences, des cycles d'étude et des discussions par groupes. Un certain laps de temps est réservé à la visite d'entreprises coopératives d'Afrique orientale.

Le Kenya ne possède pas d'Union coopérative dont l'activité s'étende à tout le territoire. L'établissement de coopératives, leur contrôle, la formation professionnelle et la vérification des comptes sont du ressort du Département de la coopération (excepté dans le cas des grandes coopératives de vente dont les comptes sont vérifiés par des firmes privées). La vente des produits est dirigée par les divers Offices de commercialisation, par l'entremise d'organismes qui sont, en fait, des coopératives fédérales. L'absence d'une banque coopérative a déjà été mentionnée plus haut. Le caractère multiracial du mouvement coopératif au Kenya, les besoins divergents des trois communautés principales et le développement peu homogène des mouvements coopératifs ont sans doute rendu difficile, dans le passé, la définition d'intérêts communs qui sont à la base même d'une organisation coopérative nationale. Il y a tout lieu de penser que cette situation se modifiera graduellement à mesure que s'accroîtra l'intégration dans les affaires.

LIBYE

La Libye a une population supérieure à un million d'habitants et elle tire au moins 85 pour cent de ses ressources de l'agriculture et de l'élevage. L'agriculteur libyen est souvent un métayer illettré, qui applique des méthodes primitives et souvent néfastes pour le sol et qui est la victime des prêteurs et des commerçants. On constate un mouvement d'exode très sensible de la campagne vers les villes.

Les seules organisations coopératives qui existent, à part celles qui ont été fondées par les colons italiens, ont été créées au cours de ces dernières années. Une Banque nationale agricole a été organisée en 1957, en vue d'allouer des prêts à court, moyen et long terme aux agriculteurs et à leurs organisations. A la suite de la visite d'un expert de la FAO, une loi sur les coopératives a été promulguée en 1956. En 1958, un Service fédéral de surveillance des coopératives a été institué sous l'autorité du Ministère des finances, puis rattaché au Département de l'Assistance sociale et du Travail. Trois Services de contrôle des coopératives provinciales ont été établis pour la Cyrénaïque, la Tripolitaine et le Fezzan, et dotés de trois Comités consultatifs où sont représentés les ministres des Finances, de l'Agriculture, de l'Assistance sociale, de l'Intérieur et de l'Education. Par la presse, la radio, le film, au moyen de réunions publiques et de conférences organisées dans des écoles d'agriculture et dans d'autres centres, une propagande a pu être lancée en faveur des coopératives. Elle a rencontré un accueil assez favorable.

A la fin de 1960, on comptait 63 coopératives réunissant environ 10.500 membres et faisant un chiffre d'affaires estimé à 160.000 L. La plupart de ces coopératives sont des sociétés à buts multiples qui procurent des crédits (tirés de la Banque agricole ou d'autres sources), encouragent l'épargne et fournissent du matériel agricole. Certaines d'entre elles avaient fait l'acquisition d'équipements mécaniques communautaires. Elles étaient toutes habilitées à prêter sur un gage constitué par les récoltes et à commercialiser celles-ci, mais en fait, une ou deux seulement se sont engagées dans la commercialisation au cours de leur première année d'existence. Les sociétés ont eu tendance à se former dans des districts où les agriculteurs possédaient leurs propres terres et pouvaient ainsi offrir un nantissement lorsqu'ils contractaient un emprunt. Une société s'est formée uniquement pour la protection des cultures (pulvérisation), et une autre est une coopérative de colonisation, formée d'anciens travailleurs



agricoles. Il s'est constitué cinq sociétés de consommation, l'une d'elles formée d'étudiants et une autre de cafetiers. Une coopérative de pêche a reçu un prêt à long terme pour l'achat d'un chalutier. Deux sociétés de logement et trois coopératives de transport se sont fondées récemment.

En dehors de la propagande générale mentionnée plus haut, l'effort éducatif a surtout visé à former des employés supérieurs du Service des coopératives, dont un certain nombre ont eu l'occasion de visiter des institutions coopératives dans d'autres pays, avant d'entrer en fonction.

La coopération a pris un bon départ en Libye. Son rôle ne pourra que s'accroître, étant donné que la population urbaine augmente et absorbe de plus en plus de produits alimentaires, que les populations agricoles et pastorales deviennent de plus en plus sédentaires et que l'agriculture elle-même prend une forme chaque jour plus intensive et commercialise davantage ses produits. A l'heure actuelle, l'insuffisance des ressources financières, l'exiguité du budget d'administration dont dispose le mouvement coopératif et le manque de personnel qualifié pour le stimuler et le diriger, entravent ses progrès.

M A D A G A S C A R

L'île de Madagascar est une ancienne colonie, actuellement membre de la Communauté française. Sa population s'élève à environ 5 millions d'habitants. Ses principaux produits sont les arachides, le café, le riz et le manioc. L'élevage aussi y joue un rôle important. Il existait, dans les villages, un genre d'association indigène traditionnelle, présentant certaines caractéristiques communes avec les coopératives, mais il semble que cette association n'ait jamais pu se rattacher avec succès au mouvement coopératif moderne. Les syndicats agricoles d'irrigation et de drainage trouvèrent leur existence légale en 1913. Un décret sur le crédit, les sociétés de secours mutuels et la coopération agricole est entré en vigueur en 1930 et a été suivi de la création d'une Banque centrale de crédit. Aucune de ces mesures ne semble avoir été très efficace aussi, en 1950, n'y avait-il guère que 60 coopératives négociant environ 5 pour cent de la récolte totale de café et un peu de riz. Dans la plupart des cas, les membres de ces organisations appartenaient à divers groupes ethniques. Rares sont celles de ces coopératives qui ont survécu. La plupart d'entre elles ont échoué faute de pouvoir soutenir la concurrence des marchands chinois qui offraient des prix supérieurs à ceux que les coopératives étaient prêtes à consentir sous forme d'avances. Souvent aussi les coopératives étaient mal gérées, et leurs frais généraux étaient parfois exorbitants. En outre, elles ne surent pas s'assurer la fidélité de leurs membres.

En 1955, un décret fut promulgué, instituant une nouvelle loi sur la coopération et, en 1958, un service administratif des coopératives fut créé. Entre temps, un certain nombre d'institutions rurales et divers services, apparentés au mouvement coopératif, mais sans être eux-mêmes des coopératives, ont commencé à fonctionner. Ce sont notamment: (1) des Collectivités rurales indigènes, groupes que dirige un conseil de chefs et qui assurent des services publics locaux; (2) des collectivités rurales indigènes modernisées, qui semblent avoir un caractère économique plus marqué et sont au nombre de 30 à 40; (3) des Groupes de collectivités, qui sont formés à l'échelon du district et dont le conseil est dirigé par le Chef de district. Ces Groupes ont des fonds qui leur sont propres. Il existe 54 Groupes, et des fonctionnaires des services techniques agricoles leur sont attachés. Il leur incombe notamment de fournir aux agriculteurs des semences

sélectionnées, des engrais etc. Il existe également: (4) des Secteurs de développement paysan, de nature administrative, d'une part, et professionnelle, d'autre part, qui sont au nombre de 56; (5) des Secteurs modernisés de développement rural, qui peuvent être constitués en vertu d'un décret remontant à 1956, aux fins de produire et d'écouler les récoltes. En 1958, un seul de ces secteurs avait été créé.

M A L I

Le Mali est un pays indépendant, comptant une population de 3.642.000 habitants. Il produit principalement des récoltes vivrières et du coton. Il y a longtemps que le Gouvernement a institué des Sociétés de prévoyance auxquelles les cultivateurs étaient tenus d'adhérer et dont la gestion était soumise à un contrôle des pouvoirs publics très strict. Une Banque centrale de crédit agricole a été fondée en 1931. En 1953, les Sociétés de prévoyance ont été remplacées par des Sociétés mutuelles pour le développement rural (SMDR) dont les statuts ont été radicalement modifiés en juin 1960.

Le but de ces Sociétés est de coordonner les activités des coopératives rurales et celles des groupes d'aide mutuelle, d'établir un lien entre ces entités coopératives et le Ministère de l'économie rurale et de la planification, et de leur transmettre les instructions du gouvernement. Les SMDR s'occupent principalement de la production, de la commercialisation et du traitement des denrées, ainsi que du crédit et des entreprises collectives d'aménagement des villages. Sont tenus d'adhérer aux SMDR: toutes les coopératives agricoles, les "groupements ruraux pour la production et l'aide mutuelle", ainsi que les cultivateurs individuels, les éleveurs, les pêcheurs, les artisans et autres, qui ne sont pas membres de tels groupes. Ces sociétés sont financées par des contributions prélevées en même temps que les impôts, par des subventions, et par certains impôts directs. Elles sont dirigées par une assemblée générale qui comprend un certain nombre de représentants des pouvoirs publics, mais surtout des délégués élus par des conseils locaux, qui organisent également la collecte des produits destinés à être commercialisés par les SMDR. L'assemblée générale élit un président et un vice-président, mais l'autorité réelle est aux mains d'un Commissaire du gouvernement, assisté d'un comité composé en grande partie de notables et de fonctionnaires. Un directeur est nommé par le Ministère de l'économie rurale et de la planification. Des comités régionaux de coordination sont formés par les commissaires du gouvernement et les directeurs des SMDR, tandis qu'à l'échelon national, la direction générale, le financement et la vérification des comptes sont assurés par un service public, le Fonds territorial pour l'action économique.

Les Groupes ruraux pour la production et l'aide mutuelle ne tendent pas seulement à atteindre les objectifs classiques de la coopération; ils portent aussi la plus grande attention à l'organisation de la culture et des

récoltes en commun, à l'utilisation en commun des instruments agricoles; ils s'occupent aussi de la jeunesse et des services culturels. Ces groupes sont constitués par une décision prise à la majorité simple de tous les habitants du village âgés de plus de 13 ans; à la suite d'une telle décision, l'adhésion à ces groupes est obligatoire pour tous les habitants. Les groupes sont financés au moyen de parts sociales dont l'établissement et la collecte sont obligatoires, ainsi que par des souscriptions obligatoires, par les bénéfices sur les opérations commerciales, par des prêts et des subventions. Ils sont dirigés par une assemblée générale de tous les habitants d'un village âgés de plus de 18 ans, et par un comité de gestion composé du conseil des notables présidé par le chef du village.

Les groupes ruraux sont surveillés et inspectés par le Service administratif général, les directeurs des SMDR, les conseillers ruraux, et des représentants spéciaux du gouvernement. Ils doivent être affiliés à la SMDR pour pouvoir obtenir des fournitures agricoles et autres. Ils peuvent former des organisations secondaires connues sous le nom de Groupes ruraux associés. Ce système, qui est d'un caractère assez autoritaire, a été adopté après une année d'expérience et il a visiblement hérité des méthodes et des ressources des anciennes Sociétés de prévoyance. En 1960, il y avait entre 300 et 400 Groupes ruraux exerçant diverses activités.

Dans les territoires de l'Office du Niger, 16 Groupes ruraux se sont formés; ils comptent 35.000 adhérents comprenant pratiquement tous les exploitants agricoles de ce territoire. L'Office assure la commercialisation des marchandises et fournit une aide technique, cependant que tous les Groupes ruraux se proposent les mêmes objectifs, et notamment le crédit coopératif, la culture collective, l'utilisation en commun des machines agricoles, les transports et la fourniture de biens de consommation. Ils sont rattachés, non pas aux SMDR, mais directement au Fonds territorial pour l'action économique.

Il existe environ 70 coopératives indépendantes, au nombre desquelles on compte principalement des coopératives de cultivateurs ou de maraîchers, et aussi des coopératives de consommation, de pêche, d'artisans et des coopératives pour la construction de logements ouvriers. On ne sait pas encore si les coopératives agricoles continueront à exercer une activité distincte, ou si le pays d'orientera vers l'agriculture d'Etat et la nationalisation des banques, y compris la Banque de crédit agricole qui est pour l'instant une coopérative indépendante.

Un certain nombre de fonctionnaires des coopératives ont été formés en France, au Centre national de la coopération agricole, bien que tous ne continuent pas à occuper des postes dans des coopératives. Jusqu'en 1959, il y avait à Sikasso un Centre fédéral de formation coopérative qui acceptait également des étudiants venant d'autres territoires de l'Afrique occidentale; mais il a cessé son activité et il ne semble pas que l'on envisage de le remettre en service. Un enseignement coopératif est donné dans les écoles d'agriculture des degrés primaire et secondaire, et notamment dans une école recevant des femmes.

M A R O C

Le Maroc a une population légèrement supérieure à 11.500.000 habitants, et dispose de ressources minérales et agricoles importantes, encore incomplètement mises en valeur. Sous le protectorat français (1912-1955) de nombreux Européens sont venus vivre dans le pays, mais quelques milliers seulement se sont installés sur la terre. Ils en ont défriché une superficie considérable et y ont pratiqué la culture intensive des céréales, des graines oléagineuses, de la vigne, des agrumes et d'autres produits agricoles. Le reste des terres cultivées du pays (sans doute inférieur au cinquième de la superficie totale) est occupé par des agriculteurs arabes qui se consacrent presque uniquement à la culture des céréales (orge et blé), selon des méthodes généralement primitives et avec de faibles rendements. Il existe des cultures maraîchères autour des villes, ainsi que des oliveraies, des plantations de figuiers et des vignes dans certains villages de montagne.

Comme dans d'autres territoires placés sous l'administration française, un effort a été réalisé pour développer la coopération agricole par la création de sociétés de prévoyance auxquelles les paysans étaient obligés d'adhérer. Ces sociétés avaient pour but de consentir aux cultivateurs des prêts en espèce ou en nature, d'accorder des secours à l'agriculture en cas de désastre et d'encourager l'amélioration des méthodes de culture. En 1938, ces organismes prirent le nom de Sociétés de prévoyance et de crédit agricole, et leur activité devint exclusivement celle d'agences de crédit, la responsabilité de tout le programme d'enseignement agricole étant confiée aux Secteurs de modernisation décrits ci-dessous. A la date du 1er juillet 1959, 13 nouvelles sociétés furent fondées, dont 12 dans la région nord, c'est-à-dire dans l'ancienne zone espagnole, et une à Tanger. En d'autres termes, le mouvement fut étendu à l'ensemble du territoire marocain, et cette expansion réalisa pour l'ensemble du pays la normalisation du crédit agricole en faveur des petits exploitants.

En 1937 furent fondées une Banque centrale d'épargne et de crédit et 5 banques régionales. Elles eurent pour rôle d'avancer des sommes importantes soit directement, soit par l'intermédiaire des sociétés de prévoyance. A la même époque fut autorisée la formation de coopératives agricoles indigènes, habilitées à acheter des récoltes et à vendre du matériel agricole. Ces sociétés n'étaient cependant pas constituées par des membres individuels, mais par des sociétés de prévoyance dont elles écoulaient les produits.

Des conceptions plus dynamiques s'imposèrent en 1944, et un Conseil de l'économie paysanne fut institué dans le cadre de l'administration; cet organisme eut pour complément un Centre pour l'équipement agricole du paysan, qui finit par jouer dans une certaine mesure le rôle d'une banque pour l'agriculture et d'une société de vente en gros. Sous l'impulsion de ces nouveaux organismes furent fondés des Secteurs pour la modernisation de l'économie paysanne; il s'agissait en fait de projets-pilotes visant à améliorer les méthodes agricoles et la situation sociale, et à relever le niveau de l'enseignement. Ils accomplirent une oeuvre utile en amenant à la culture 30.000 hectares de terre en sept ans, et en augmentant les rendements agricoles sur de très grandes étendues. Ils avaient également introduit des améliorations considérables en matière de logement, de santé et d'éducation. Bien que les Secteurs pour la Modernisation de l'Economie paysanne dépendissent pour leur action de la collaboration des cultivateurs eux-mêmes, c'est à peine s'ils méritaient le nom de coopératives. Il vaut la peine de mentionner encore l'"opération labours", lancée en 1958, qui permit dans la plupart des Secteurs d'amener chaque année aux méthodes de culture mécanisée, de 200.000 à 320.000 hectares de petites exploitations individuelles, élevant ainsi les rendements dans des proportions appréciables. Le labourage se faisait et se fait encore à crédit, les récoltes demeurant propriété privée et leur commercialisation étant à la charge de leur propriétaire. En 1960, les secteurs étaient au nombre de 100.

En 1950, on décida de donner aux Coopératives agricoles indigènes un caractère coopératif plus authentique. Leur raison sociale fut modifiée et les individus ainsi que les Secteurs de modernisation purent y être admis comme membres au même titre que les Sociétés de prévoyance, et selon le système de vote établi, les membres de chaque catégorie purent participer à la direction de la coopérative. Les principales activités des coopératives restèrent la vente des céréales, le crédit et la fourniture de fournitures agricoles.

A part ces mouvements organisés avec l'appui des pouvoirs publics, un nombre considérable de sociétés coopératives marocaines se sont formées parmi les paysans, ceux-ci étant en général producteurs de fruits, usagers de machines agricoles, charbonniers, bûcherons, pêcheurs, artisans en textiles, en cuir et en métal. Les sociétés groupant ces derniers, étaient au nombre d'environ 24 et reçoivent un appui assez important de l'Etat,



par l'intermédiaire du Fonds de crédit artisanal, de la Société de commerce artisanal du Maroc, des ateliers et des écoles artisanales modèles. En 1956, les coopératives d'artisans furent placées sous l'autorité de la Chambre de Commerce et perdirent tout contact avec le Département de l'agriculture.

En 1960, il y avait 7 sociétés coopératives agricoles marocaines, réunissant 39 sociétés de prévoyance et de crédit agricole et 6668 membres individuels, et 5 autres coopératives agricoles marocaines groupant des sociétés, à l'exclusion des individus. Elles possédaient un certain nombre de silos à grains équipés mécaniquement, ainsi que leurs propres moyens de transport. Elles accordaient des avances atteignant chaque année un montant approximatif de 2 milliards de francs et faisaient un chiffre d'affaires de 9,3 milliards de francs. Leur activité portait surtout sur les céréales, mais aussi sur les semences, les légumineuses, les graines oléagineuses, les fruits, les légumes et les engrais. A part ces 12 organisations, qui comptaient surtout des sociétés pour membres, il existait 51 coopératives marocaines, groupant 50.000 membres individuels et dont le chiffre d'affaires s'élevait à 900.000.000 de frs. Ces sociétés comprenaient 14 presses à olives avec leur propre union coopérative, produisant environ un cinquième de la production nationale d'huile d'olive, 14 sociétés de bûcherons et de charbonniers et 9 sociétés d'usagers de matériel mécanique agricole. Il existait aussi un petit nombre de coopératives groupant des maraîchers, des apiculteurs, des producteurs de dattes, etc.

Il existe 49 coopératives indépendantes ne recevant pas d'aide de l'Etat; elles sont ouvertes aux étrangers aussi bien qu'aux marocains et sont soumises à un statut légal qui diffère de celui des coopératives réservées aux citoyens marocains, lesquelles sont au nombre de 63. Ces dernières bénéficient d'une aide spéciale de l'Etat, qui en encourage la formation et les surveille.

Parmi les coopératives indépendantes, on compte 9 coopératives de stockage des céréales ayant leur propre organisme de vente, un groupe similaire de 15 sociétés vinicoles, ainsi que plusieurs sociétés pour la fourniture de matériel agricole, 4 laiteries et un groupe de sociétés diverses s'occupant de la commercialisation des fruits et des légumes, de l'émondage du riz, du séchage du tabac, de l'exploitation des presses à huile, de l'utilisation des machines agricoles lourdes, des transports, d'assurance mutuelle ainsi que d'importation et de distribution des produits pétroliers. Il existe également un certain nombre de coopératives d'irrigation et de drainage auxquelles

doivent adhérer obligatoirement les cultivateurs installés dans la zone qui bénéficie de l'activité de ces sociétés. Le nombre total des membres de ces 49 coopératives est d'environ 12.000, mais il n'est pas douteux que de nombreux fermiers appartiennent simultanément à deux ou même plusieurs sociétés.

Il n'existe pas d'autre organisation centrale des coopératives que le Département du Ministère de l'agriculture chargé de surveiller le fonctionnement des coopératives agricoles marocaines. Il n'existe pas non plus de plan de formation ou d'enseignement de la coopération, bien que la création d'une école de la coopération sous l'égide du Ministère de l'agriculture soit actuellement en projet.

I L E   M A U R I C E

L'île Maurice et l'île Rodriguez, situées dans l'Océan indien, totalisent une population d'environ 500.000 habitants, plutôt française et indienne qu'africaine. La canne à sucre constitue la principale récolte du pays, bien qu'il produise aussi du chanvre, du gingembre et des cultures vivrières. Des syndicats de planteurs, d'éleveurs et de producteurs de chanvre ont été fondés il y a de nombreuses années, mais ils ne sauraient être considérés comme des coopératives. Une ordonnance de 1913 réglementait la constitution et le contrôle des sociétés coopératives de crédit. Celles-ci furent ultérieurement autorisées à conclure avec leurs membres des contrats de vente des produits agricoles. Un petit nombre de coopératives furent constituées et poursuivirent leur activité pendant de nombreuses années, consentant à leurs membres des crédits de campagne qu'ils remboursaient après la récolte de la canne à sucre. Vers la fin de la seconde guerre mondiale, on comptait 85 coopératives de crédit. Quelques-unes d'entre elles concluaient des contrats collectifs avec des sucreries pour écouler la production de leurs membres. Elles disposaient ainsi du tonnage minimum leur permettant de demander un test de la teneur en saccharose des cannes à sucre, en vertu de l'Ordonnance sur la vente et l'achat de la canne à sucre de 1941.

En 1947, la Division des coopératives du Département de l'agriculture fut élevée au rang de Département de la coopération, à la tête duquel fut placé un "registrar" lui consacrant tout son temps. Cette mesure suscita de rapides progrès dans le mouvement coopératif. Le groupe de coopératives le plus nombreux continue à être celui des coopératives agricoles, qui en 1959 étaient au nombre de 148 dans l'île Maurice et 20 dans l'île Rodriguez, et totalisaient environ 100.000 membres. La plupart d'entre elles ont une responsabilité illimitée. Les prêts sont accordés en fonction de la garantie qu'offre la personnalité du membre, d'un droit de rétention sur sa récolte pendant 3 ans et de la garantie offerte par deux répondants. En outre, le membre doit prouver qu'il possède un droit incontestable sur le terrain qu'il cultive, qu'il en soit propriétaire ou qu'il l'ait affermé. Pour les nouveaux membres, les avances ne peuvent dépasser la moitié des frais de culture prévus, mais ceux qui ont vendu antérieurement leur récolte de canne à sucre par l'intermédiaire de la coopérative peuvent emprunter jusqu'à 50 pour cent de la valeur de la récolte précédente. Ces dispositions ne sont pas applicables dans l'île Rodriguez, où les membres des coopératives se livrent en général à une production de subsistance. Les coopératives de crédit possèdent en propre des capitaux assez considérables (environ £ 175.000 en 1959), constitués par les parts

sociales, les dépôts et les réserves. En outre, elles peuvent emprunter à peu près le même montant à découvert, en particulier auprès de la Banque centrale coopérative, fondée en 1949, et dont presque toutes les coopératives sont membres. Cette Banque, de son côté, tire parti des fonds constitués par les parts sociales, les réserves et les dépôts constitués surtout par des non-membres). Elle n'est pas financée par le gouvernement, n'a pas non plus de découvert auprès des banques commerciales, bien qu'elle ait tant soit peu recours à celles-ci en période de pointe. L'immeuble dans lequel se trouvent la banque, le Département des coopératives et les autres institutions coopératives centrales a été acheté, en son temps, à l'aide d'un emprunt ne portant pas intérêt consenti par le Fonds d'assistance sociale des ouvriers de l'industrie sucrière.

La commercialisation de la canne à sucre par l'intermédiaire des coopératives a pris une rapide extension. En 1959, les ventes étaient estimées à environ L 1.250.000, soit approximativement 25 pour cent de la récolte des petites exploitations. (La récolte des grands domaines constitue plus de la moitié de la production totale de l'île). L'extraction du sucre se fait dans des sucreries privées. Le prix est déterminé d'après la teneur en saccharose calculée par les chimistes de l'Office central, et il est partagé entre le planteur et le raffineur. Le sucre est alors vendu au nom du planteur par l'intermédiaire du directeur de la Banque coopérative centrale, qui est également un courtier accrédité. Les coopératives de crédit fournissent aussi aux membres du matériel agricole, en particulier des engrais.

Outre les coopératives agricoles de crédit, il existe 28 coopératives d'épargne dont les plus florissantes sont celles qui groupent des salariés. Il existe aussi une trentaine de caisses d'épargne scolaires qui, toutes, réinvestissent les dépôts auprès de la Banque coopérative centrale.

Un petit nombre de coopératives écoulent d'autres produits que le sucre. On compte aussi 21 coopératives de crédit. Les membres de quelques-unes d'entre elles cultivent du tabac et reçoivent des avances pour leurs cultures. Les coopératives qui assurent la vente du thé sont au nombre de 6, elles passent des contrats avec des théeries auxquelles elles vendent la feuille de thé vert de leurs membres. Des avances sont accordées en cas de besoin par des coopératives de crédit du même district. Il existe depuis un certain temps une coopérative de vente du gingembre, mais il semble qu'elle doive être remplacée par un Office de vente. La Fédération des coopératives agricoles de l'île Maurice réunit 146 coopératives de vente primaires, dont elle défend les intérêts. En 1958/59, elle

occupait un chimiste occupé à contrôler les titrages de saccharose des cannes à sucre de ses membres. Elle est représentée aux conseils officiels et dans les comités s'occupant de la commercialisation des produits agricoles.

Les coopératives de consommation ont pris une extension considérable dans les deux îles. Elles étaient en 1959 au nombre de 80 et comptaient 13.500 adhérents, et les ventes réalisées par leurs soins s'élevaient à environ L 500.000. Elles furent introduites prudemment, après que les futurs membres eussent été dûment instruits et, à leurs débuts, elles furent minutieusement contrôlées. Elles ont été généralement administrées de manière prudente et loyale, mais ont éprouvé des difficultés, comme d'autres, à limiter les ventes à crédit. La plupart des coopératives sont propriétaires d'un bar où l'on vend du rhum et des vins locaux. Une société coopérative de vente en gros a été constituée en 1949. Toutes les coopératives de consommation en sont membres. Un prêt d'une banque commerciale lui a permis de démarrer mais, aujourd'hui, son propre capital-actions, ses réserves, et les dépôts de ses membres lui suffisent. Elle importe surtout du riz, des légumineuses, des graisses comestibles et des engrais, mais elle peut couvrir tous les besoins des sociétés affiliées. Elle a récemment ouvert une succursale dans l'île Rodriguez.

On compte, parmi d'autres genres de coopératives, une Société pour l'amélioration du niveau de vie, qui dirige une école maternelle, trois coopératives de logement presque entièrement financées par des prêts du gouvernement, une coopérative d'imprimerie qui obtient d'excellents résultats, et vingt coopératives de transport.

L'Union coopérative de l'île Maurice a été constituée en 1952; elle groupe plus de 200 coopératives primaires et secondaires. Elle se charge de la majeure partie des travaux de vérification des comptes et de surveillance des coopératives, sous la direction générale du "registrar". Elle assume en outre des fonctions consultatives, donne des conseils et s'acquitte de certaines tâches en matière d'éducation; elle fournit une assistance juridique à ses membres et représente le mouvement coopératif en public. Elle livre aux sociétés membres des articles de papeterie et autre matériel, et administre un fonds de prévoyance pour leurs employés et son propre personnel. L'Union coopérative organise également des cours par correspondance et des cours accélérés pour internes, destinés au personnel du Département et à celui des coopératives. De plus, elle exploite un cinéma ambulant. Elle a son indépendance financière, grâce aux émoluments que lui valent ses travaux de vérification des comptes et aux cotisations de ses membres.

Comme on peut le constater, le mouvement coopératif est particulièrement bien

équilibré dans l'île Maurice, et jouit d'une réelle indépendance. La formation professionnelle est assurée principalement au moyen de cours de brève durée organisés dans l'île même, mais divers fonctionnaires des coopératives ont été envoyés au Collège des coopératives en Angleterre et dans d'autres pays d'outre-mer pour y suivre des cours.

MAURITANIE

La Mauritanie est un Etat qui fait partie de la communauté française, dont le territoire, très étendu et en grande partie désertique, contient une population de 600.000 habitants. Elle possède peu de richesses naturelles autres que les produits de la pêche et de l'élevage. La législation instituant des sociétés de prévoyance a été appliquée à la Mauritanie comme au reste de l'Afrique occidentale française. Une banque centrale de crédit agricole a été fondée en 1950. On indiquait en 1960 qu'il existait 5 sociétés coopératives, mais il n'existe aucun renseignement détaillé à leur sujet.

M O Z A M B I Q U E

Pour autant que nous soyons informés, les premières coopératives de vente et de production agricole ont été fondées en 1950. Elles ont pour but d'améliorer la production agricole et d'introduire de meilleures méthodes d'exploitation, d'encourager l'épargne, d'attacher le fermier indigène à son sol, d'organiser des marchés, d'élever le niveau économique et social, et d'inculquer des habitudes de travail régulières. L'affiliation aux coopératives est obligatoire pour ceux à qui ont été attribuées des terres dans des zones déterminées. Le capital social est constitué par les contributions des membres, qui peuvent être mensuelles, annuelles, ou limitées à un versement unique lors de leur admission. Le matériel de transport et d'équipement lourd peut être acheté au moyen de subventions ou de prêts du gouvernement. Les sociétés ne sont pas entièrement autonomes, mais sont dirigées soit par un comité composé de deux membres, le maire de la localité et le chef de district, qui remplit les fonctions de président, soit par des membres élus assistés d'un personnel nommé. Ces coopératives, qui étaient au nombre de 6 en 1958, semblent disposer de vastes terrains et pratiquer un système d'exploitation agricole collective, bien que l'on ne puisse pas savoir avec certitude si la terre est mise en commun ou si elle est divisée en lotissements familiaux, et bien que l'on ignore également l'ampleur du contrôle exercé par la coopérative sur l'exploitation des lotissements individuels, si toutefois ceux-ci existent.



N I G E R

Le Niger est un Etat de la Communauté française dont la population, de 2.334.000 habitants, s'adonne principalement à une production de subsistance en cultures sèches. Des Sociétés de prévoyance ont été fondées il y a longtemps déjà; quant à la Banque centrale de crédit agricole, elle remonte à 1938. En 1960, il y avait 15 Sociétés de prévoyance, soit une par district administratif; elles sont converties progressivement en Sociétés mutuelles pour le développement rural et actuellement au nombre de 4. Leur statut est beaucoup plus démocratique que celui des Sociétés de prévoyance, étant donné que les deux tiers des membres de leur Comité directeur sont élus par l'assemblée générale, le président, le vice-président et le secrétaire étant élus par le Comité de gestion. Quant au directeur, il est nommé par l'autorité publique qui exerce la tutelle financière sur ces sociétés.

Leurs objectifs principaux sont les suivants: (1) traitement et vente des produits livrés par les membres; (2) fourniture des produits nécessaires à l'agriculture; (3) utilisation en commun des installations de conditionnement et des moyens de transport; (4) conseils techniques; (5) entreprises collectives dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage ou de l'exploitation forestière; (6) amélioration de l'habitat rural; (7) crédits de campagnes agricoles; (8) création de coopératives d'alimentation; (9) enseignement des techniques de la coopération agricole et formation pratique.

L'une des principales activités des Sociétés mutuelles aussi bien que des Sociétés de prévoyance qui les ont précédées, a été d'assurer un approvisionnement suffisant en denrées alimentaires, par la constitution de stocks de millet. A cet effet, ces sociétés achètent les récoltes des producteurs, souvent en des points de ramassage des coopératives, à un prix plus élevé que celui auquel elles le revendent ensuite à ceux qui peuvent en avoir besoin. Deux entrepôts centraux de stockage du millet sont placés sous la surveillance du Fonds commun des Sociétés de prévoyance et des Sociétés mutuelles.

Ce Fonds accorde des avances aux Sociétés mutuelles, donne son autorisation aux prêts qui sont faits par leur intermédiaire à des cultivateurs individuels et vérifie les comptes de ces Sociétés. Les ressources du Fonds commun proviennent des contributions obligatoires des membres perçues en même temps que les impôts généraux, de fonds spéciaux et de tous les bénéfices réalisés sur les opérations commerciales. Les Sociétés de prévoyance et les Sociétés mutuelles sont placées sous la surveillance d'un Département du Ministère de l'économie.

Une ou deux tentatives ont été faites en vue de former des coopératives sans but lucratif et indépendantes, groupant des consommateurs, des maraîchers et des transporteurs, mais elles n'ont pas eu de succès, ou n'ont eu qu'une activité très limitée.

En ce qui concerne l'enseignement de la coopération, un certain nombre d'élèves ont été envoyés au Centre national de la coopération agricole, à Paris, et la plupart d'entre eux occupent maintenant des postes dans les Sociétés mutuelles. Douze membres du personnel des Sociétés de prévoyance ou des Sociétés mutuelles ont été envoyés à Sikasso (Mali) pour suivre des cours d'enseignement coopératif et un certain nombre de cours de formation ont été organisés localement pour donner aux employés subalternes une formation comptable et un enseignement théorique et pratique de la coopération.

## LE NIGERIA

Le Nigéria, qui compte une population d'environ 32 millions d'habitants et qui possède d'importantes richesses naturelles a accédé à l'indépendance en octobre 1960. De 1952 à 1960, il a constitué une fédération, composée des régions nord, est et ouest, avec Lagos pour capitale fédérale. La région nord produit du minerai, des arachides, du coton et du bétail. Les régions est et ouest, situées principalement dans la ceinture forestière, offrent les produits du palmier ainsi que du cacao, du coton et du caoutchouc.

Le mouvement coopératif remonte à 1922, année où, pour la première fois, le Département de l'agriculture constitua un certain nombre de coopératives de vente du cacao afin d'améliorer les conditions de séchage et de fermentation du produit. En 1935, une ordonnance sur les sociétés coopératives fut promulguée et le gouvernement nomma un "Registrar" qui reprit du Département de l'agriculture la direction des coopératives déjà existantes. Il devait aussi encourager le développement des nouvelles sociétés. Le nombre des coopératives de vente du cacao s'accrut, et elles constituèrent leur propre union, à Ibadan, dans la région appelée aujourd'hui occidentale. Elles s'occupèrent aussi de commercialiser d'autres produits, mais ce ne fut la pour elles qu'une activité secondaire. L'épargne et le crédit rural se développèrent considérablement vers la même époque dans la province de Calabar (région orientale), sans toutefois prendre les mêmes proportions que dans les autres régions. Les coopératives de consommation et d'artisanat n'ont connu qu'un développement modeste. Le mouvement coopératif n'existe que depuis quelques années dans la région nord, où il est destiné principalement à assurer la vente. Du point de vue administratif, la coopération est du ressort des autorités régionales et non fédérales. Il est donc préférable d'en étudier la situation séparément pour chacune des trois provinces et pour la capitale fédérale.

### Région ouest

Du point de vue économique, le mouvement coopératif de cette région est le plus important de la Fédération. Son objet principal est la commercialisation du cacao, dont la majeure partie est produite dans la région occidentale. Il bénéficie de l'appui du gouvernement de la région, non seulement en matière administrative, mais aussi sur le plan financier.

En 1960, on comptait plus de 1.000 sociétés coopératives, dont le quart environ était constitué de groupes non immatriculés. Les trois quarts environ des coopératives étaient des organismes de vente, qui réalisaient les trois quarts de tout le mouvement d'affaires des coopératives. En raison de leur importance, elles doivent être examinées en premier lieu.

La commercialisation par les coopératives et l'Association des exportateurs-coopérateurs du Nigéria

Il existe en tout environ 500 coopératives de vente du cacao, toutes de faible importance, comptant en général une centaine d'adhérents. Elles sont toujours installées dans des villages, où elles disposent de leurs propres engins de pesage et de leurs propres entrepôts. Elles sont groupées en 21 unions de vente. C'est en mai qu'elles font des avances à leurs membres, au taux de 15 pour cent par an. Ces avances peuvent être faites en espèces ou sous forme de produits de pulvérisation ou d'engrais. La cueillette du cacao commence en novembre. Les fèves sont mises à fermenter puis à sécher, dans les exploitations mêmes, et elles sont livrées à la coopérative qui les pèse, les trie selon la qualité et les paie immédiatement à un prix fixé d'avance et annoncé par l'Office de commercialisation du cacao. Les avances non remboursées sont déduites des montants dus aux membres; en règle générale, elles devraient être remboursées aux environs de décembre, mais tel n'est pas toujours le cas si, par exemple, la saison a été mauvaise. Après avoir été trié par qualités, le cacao est expédié - en général à l'aide d'un transport de louage - à l'union de district, à laquelle, dans la plupart des cas, sont affiliées les coopératives situées dans un rayon d'environ quatre-vingts kilomètres. Pendant que le cacao y est entreposé, les inspecteurs du gouvernement contrôlent la qualité déterminée par les coopératives.

De nombreuses unions vendent la récolte directement à l'Office de commercialisation du cacao, établi en 1940; toutefois, la majeure partie est négociée par l'Association des exportateurs-coopérateurs du Nigéria, qui a pour sociétaires les coopératives et unions de coopératives. Cette Association s'occupe de l'exportation de la récolte sous l'autorité de l'Office de commercialisation du cacao. Elle sert aussi d'intermédiaire entre la Banque coopérative et les unions et sociétés coopératives, pour faire obtenir à celles-ci les avances dont elles ont besoin pour l'achat de cacao et les prêts à leurs membres avant la récolte. Pour des causes généralement naturelles, les quantités de cacao traitées par les coopératives varient d'une année à l'autre, mais leur valeur atteint en général environ ₦ 5.000.000 et représente à peu près 23 pour cent de la récolte totale de la région ouest.

C'est là un résultat assez satisfaisant pour un pays où les planteurs ne sont nullement contraints d'écouler leur produit par l'intermédiaire des coopératives, et ne reçoivent guère d'encouragements particuliers dans ce sens. Dans quelques districts, le volume du cacao ainsi négocié augmente régulièrement, sinon de façon frappante. Ailleurs il a un peu fléchi. Les causes principales semblent être la

diminution effective du nombre et du rendement des cacaoyers, due à la maladie des arbres et, accessoirement, au manque d'intérêt marqué par la jeune génération de cultivateurs. En effet, l'exode rural se manifeste dans le voisinage des grandes villes, d'Ibadan en particulier, beaucoup de jeunes hommes préférant à la vie sur les plantations - qui de ce fait se trouvent négligées - un emploi en ville ou un engagement dans les entreprises de transport. Dans certains cas, les coopératives ont peut-être négligé d'adresser un appel direct aux jeunes cultivateurs entrant en possession d'une exploitation. Or, partout, les agents d'acheteurs privés livrent une forte concurrence aux coopératives de vente du cacao. La carence fréquente des débiteurs et le coût élevé des prêts bancaires empêchent dans une certaine mesure les coopératives d'offrir aux planteurs des prix aussi intéressants que leurs concurrents. Les coopératives se trouvent donc actuellement assez lourdement endettées, et l'association des exportateurs-coopérateurs du Nigéria, à son tour, est en décuvert auprès de sa banque.

En plus du cacao, qui fournit la principale récolte et dont les coopératives négocient environ 23 pour cent, représentant une valeur approximative de £ 5.000.000, des quantités moins importantes de caoutchouc, d'amandes de palmier, d'huile de palme, de coton et de café sont encore négociées par les mêmes voies. Il y a quelques années, le gouvernement a installé quelques huileries-pilotes, en espérant qu'elles seraient reprises en temps et lieu par les coopératives. Ce programme ne se réalise qu'avec lenteur, du fait surtout que la rentabilité de ces huileries n'est pas évidente et que l'on n'enregistre pas une forte demande pour les transformer en coopératives. Cinq huileries ont néanmoins été transférées à des coopératives. Des "usines de brousse" traitant le caoutchouc sont en voie de transformation en coopératives. En conséquence, la qualité du produit s'améliore, et sa quantité augmente. Le gouvernement a récemment construit une installation de triage de café par qualités, qui doit être exploitée par l'AECN. L'écoulement du copra, produit le long des criques côtières, a été entravé par les difficultés de transport, mais on espère que la situation va s'améliorer puisque les producteurs disposent maintenant d'un chaland à moteur.

#### Banque coopérative du Nigéria occidental

La Banque coopérative du Nigéria occidental a été fondée en 1953 avec l'aide de l'Office de commercialisation du cacao du Nigéria, qui lui a fourni une contribution en capital de £ 1.000.000. Ce montant représentait une partie des bénéfices réalisés sur les ventes de cacao de nombreuses années, conservées par l'Office à titre de fonds de péréquation et de développement général. Le capital de la banque est constitué, en outre, par les parts sociales des sociétés membres,

leurs dépôts et allocations provenant d'excédents, les dépôts de particuliers et les subventions ou prêts consentis par des organismes publics à des fins particulières. La Banque a construit à Ibadan un imposant immeuble de 12 étages, qui abrite également d'autres organisations coopératives régionales, une salle de réunion, un restaurant de premier ordre et quelques bureaux privés. Elle a établi des succursales à Lagos (également dans un beau bâtiment moderne), à Akure et à Ife.

L'activité de la banque est surveillée par ses sociétaires, qui sont exclusivement des sociétés coopératives, des unions et des fédérations. Le nombre de parts sociales que détiennent ces associations est approximativement proportionnel à leur chiffre d'affaires mais, pour l'instant, chaque membre ne dispose que d'une seule voix, qu'il s'agisse d'une coopérative villageoise ou d'une fédération régionale. Il est possible que ce système soit modifié. La Banque se charge de toutes les opérations financières des organisations affiliées, en particulier du paiement des récoltes et des avances en espèces ou en nature aux cultivateurs, par l'intermédiaire des coopératives, dont ils sont membres. A cette fin, elle contracte des emprunts à 6 pour cent auprès d'autres banques, ce qui explique les taux relativement élevés prélevés par les coopératives locales sur les avances à leurs membres. La plupart des opérations effectuées par la Banque sont à court terme, mais elle consent aux coopératives des prêts de développement dont l'échéance peut aller jusqu'à dix ans. En ce qui concerne le maniement des espèces proprement dites, celles-ci sont généralement remises aux unions par l'intermédiaire soit d'une des succursales, soit de banques privées. Les unions envoient un ou deux délégués prendre possession du numéraire qui servira à faire des avances ou à payer les récoltes reçues.

#### Association coopérative d'approvisionnement

Cette Association a été fondée en 1940, pour fournir aux coopératives locales de vente des coffres-forts, des engins de pesage, des matériaux de construction et des articles de papeterie, ainsi qu'un petit choix d'outils et d'autres articles répondant aux besoins de leurs membres. Elle opérait en groupant les ordres reçus. A la fin de la seconde guerre mondiale, la hausse du coût de la vie et la pénurie de biens de consommation suscitèrent dans le public un intérêt pour les coopératives de consommation. Un certain nombre de coopératives de ce genre furent constituées. L'association d'approvisionnement commença à importer des biens de consommation. Ces importations étaient financées par des prêts d'autres coopératives, surtout de l'AECN. Les marchandises étaient distribuées par les coopératives locales, mais la vérification du crédit était insuffisante et le système adopté pour la tenue des livres et pour la comptabilité manquait de rigueur. Lorsque les prix commencèrent

à s'effriter, l'Association se trouva à la tête de stocks invendables et d'un grand nombre de créances douteuses. Elle évita de peu la liquidation et dès 1949, elle était revenue à son rôle antérieur, plus limité.

Cette année-là, une mission d'experts nommés par les sociétés coopératives de gros anglaises et écossaises visita le Nigéria à la demande du gouvernement, pour examiner avec lui les mesures à prendre afin de développer les coopératives de consommation. Les membres de cette mission déclarèrent que la constitution d'une société coopérative de gros, ou l'extension de l'activité de l'Association d'approvisionnement, n'était pas souhaitable tant qu'un plus grand nombre de coopératives de détail n'auraient pas été constituées pour remplacer les coopératives de vente du cacao et autres sociétés coopératives en tant que sociétaires de la coopérative de gros. Contrairement à une opinion assez répandue au Nigéria, ils ne reconnaissaient pas d'urgence particulière à la création d'un organisme d'approvisionnement de produits importés qui serait indépendant des maisons d'importation privées.

Par la suite, le nombre des coopératives de consommation diminua en raison du manque de fidélité de leurs membres, de la qualité insuffisante des employés, de la pénurie de capitaux et de la concurrence du petit commerce dirigé par des femmes. Lorsque le Nigéria fut organisé en fédération en 1952, l'Association d'approvisionnement s'effondra presque complètement dans la région occidentale et le gouvernement de cette région reprit sa politique, qui consistait à créer un mouvement coopératif de consommation en partant du sommet. L'Association reçut un prêt de £ 250.000.- et la possibilité lui fut assurée de recevoir de la Banque coopérative d'autres avances lui permettant de jouer le rôle de grand importateur-grossiste et, en même temps, d'ouvrir des succursales de vente au détail dans toute la région. L'affiliation fut alors offerte aussi bien aux particuliers qu'aux coopératives.

L'Association compte aujourd'hui comme adhérents 200 coopératives et environ 5.000 particuliers. Elle est dirigée par des assemblées de district, qui envoient des délégués à l'assemblée générale annuelle, proportionnellement au nombre d'adhérents et au chiffre d'affaires de chaque district. Le capital social s'élève à £ 17.000, dont £ 11.000 proviennent de l'affiliation de particuliers. En sus du prêt de fondation de £ 250.000 qui ne porte pas intérêt, l'Association avait auprès de la Banque coopérative un découvert de £ 500.000, récemment converti en un prêt de 5 pour cent du gouvernement de la région ouest. L'Association a aussi recours aux crédits commerciaux. En 1959, son chiffre d'affaires a été de £ 1.384.000.

L'Association a établi des bureaux à Ibadan, à Lagos et dans deux autres villes. Elle a ouvert 35 magasins de détail répartis dans toute la région, deux grands magasins à libre service, un supermarché, une fabrique de meubles, un département de

ventes de produits agricoles, et un département des produits chimiques et des biens d'équipement. Elle importe des marchandises et a conclu un accord avec une firme pétrolière pour l'approvisionnement du pays en produits du pétrole. De concert avec le gouvernement, elle a pris une participation substantielle dans une maison qui était antérieurement propriété étrangère, important des articles de ménage. Ses magasins à libre service sont conçus pour les besoins de la classe moyenne plutôt qu'adaptés aux besoins des travailleurs manuels ou des petits agriculteurs. L'Association approvisionne également les femmes qui vendent sur les marchés, et qui peuvent être admises comme membres. En donnant de l'extension à cette organisation, on semble avoir surtout voulu créer un organisme d'importation qui soit entièrement aux mains de Nigériens. En théorie, les ventes se font au comptant mais, comme le volume des capitaux empruntés le montre bien, une bonne partie des opérations se fait à crédit. La création d'un mouvement de coopératives de consommation à partir du sommet, et sans qu'il existe déjà pratiquement de coopératives indépendantes de vente au détail, et la combinaison de ce mouvement avec la vente en gros, est une innovation. Si cette expérience a pu être poursuivie jusqu'ici c'est, dans une large mesure, grâce à l'assistance financière du gouvernement de la région occidentale.

#### Union coopérative du Nigéria occidental

Une Fédération coopérative nigérienne a été constituée en 1944, et s'est ensuite scindée en une Union coopérative du Nigéria occidental et une Union coopérative du Nigéria oriental. On examine actuellement la possibilité de créer une nouvelle Fédération composée de ces deux unions, où la région nord et la capitale fédérale de Lagos seraient également représentées. La quasi-totalité des coopératives primaires et des unions de district sont affiliées à l'Union coopérative, dont le budget de recettes est constitué par les cotisations et par une subvention du gouvernement. Elle est chargée de la vérification annuelle des comptes et du contrôle général de toutes les coopératives primaires. Elle emploie à ces fins 30 vérificateurs de comptes qui examinent la comptabilité de quelque 800 coopératives. Chacun de ces vérificateurs a son propre "cercle" de coopératives, mais il est transféré à un autre cercle au bout d'un certain temps et ainsi de suite. L'Union aide également à la fondation de nouvelles sociétés. Elle fait de la propagande en faveur de la coopération par la radio et elle possède son propre périodique mensuel. Elle a récemment inauguré sa propre imprimerie, équipée de façon moderne mais dont la presse est actuellement utilisée surtout pour imprimer des textes administratifs, des livres de comptes, des reçus, etc. Il est possible qu'elle serve par la suite à imprimer le journal de l'Union. Celle-ci envisage



la possibilité d'étendre ses activités à l'assurance coopérative. L'Union est affiliée à l'Alliance coopérative internationale.

Le Collège coopératif est administré par le Département de coopération du gouvernement. Il forme le personnel subalterne du Département, les vérificateurs de comptes employés par l'Union coopérative et quelques membres des unions de district et d'autres unions. Le cours dure 9 mois et s'adresse à une quarantaine d'étudiants. Les disciplines enseignées sont le droit des coopératives, la comptabilité, la vérification des comptes, les principes et l'histoire de la coopération. Les locaux du Collège sont exigus, et de toute façon ne conviennent pas à l'enseignement. Le gouvernement a donc décidé de construire un Collège coopératif, pour lequel un devis de £ 140.000 a été soumis. Quand il sera terminé, le nouveau collège pourra accueillir 70 étudiants et mettra à leur disposition des chambres à 1 ou 2 lits, des réfectoires, des salles de conférences, des logements pour le personnel enseignant, le personnel administratif et le personnel de maison, des bureaux et des installations destinées aux loisirs. Le Collège espère continuer à recevoir comme par le passé des étudiants du district fédéral de Lagos, de la région est du Nigéria, du sud du Cameroun et du Nigéria occidental.

L'évolution de certaines coopératives spécialisées pourra être brièvement mentionnée ici.

En 1959 fut immatriculée une association coopérative de pêcheurs du Nigéria occidental. Elle comptait environ 9.000 membres répartis dans la région occidentale tout entière. Son but est de réorganiser l'industrie de la pêche et de développer la production, la distribution et la consommation du poisson. Elle a reçu un prêt du gouvernement s'élevant à £ 60.000 pour la construction et l'équipement de bateaux de pêche modernes. Par la suite il est prévu de former des hommes au maniement de ces bateaux.

Bien que les coopératives d'épargne et de crédit ne soient pas particulièrement nombreuses dans la région occidentale, elles se sont multipliées dans la population Ibo qui réside sur la rive occidentale du Niger. Les tentatives en vue d'appliquer la coopération aux questions sociales n'ont pas été nombreuses. Deux écoles coopératives et une maternité coopérative ont subsisté pendant un certain temps, mais elles semblent avoir été reprises par les autorités locales. Un projet de coopérative de construction de logements dans les villages en est encore aux premières phases de sa conception.

L'exploitation des terres sous forme coopérative n'a été envisagée que tout récemment. Dans l'est et dans l'ouest du Nigéria, la plupart des exploitations sont petites. Le régime foncier est en général celui de l'usufruit, et elle

se transmettent généralement de l'oncle maternel au neveu plutôt que du père au fils. Les cultures vivrières sont le travail des femmes. Le produit de la cueillette des arbres appartient aux hommes, mais les soins des arbres et la cueillette sont fréquemment laissés à une main-d'oeuvre salariée. De même il arrive souvent que les arbres soient donnés en nantissement à des tiers qui peuvent en exiger le produit pendant un certain nombre d'années. Ces conditions ne sont guère propres à faire progresser la production agricole, ni à inciter les jeunes à s'intéresser aux exploitations de leurs parents. L'enseignement agricole a atteint jusqu'ici un niveau assez élevé, il tend à former des fonctionnaires agricoles plutôt qu'à améliorer la formation des agriculteurs. On constate, en fait, un exode rural régulier, les jeunes gens préférant prendre un emploi en ville ou dans les entreprises de transport, et il s'ensuit que les exploitations sont abandonnées ou mal exploitées et que le problème du chômage prend de plus en plus d'importance, l'industrie ne se développant pas assez rapidement pour absorber tous les transfuges de la terre.

Le gouvernement de la Région occidentale a récemment mis sur pied un projet de colonisation des terres, comportant notamment la formation des intéressés dans des écoles d'agriculture. Alors que d'autres projets en sont à un stade avancé de préparation, le projet-pilote en voie de réalisation concerne Ilesha, où un institut agricole a été installé dans des locaux provisoires, et où 1600 hectares de terrain ont été consacrés à ce projet, avec l'assentiment des chefs locaux. Ce terrain est défriché en grande partie par de la main-d'oeuvre salariée et destiné à trois cultures: le cacaoyer, le caféier et les céréales. Trente jeunes gens du district ont reçu une formation de deux mois dans cette école d'agriculture et sont logés sur place dans des locaux temporaires. Ils aident au défrichage et à la plantation. Une série de maisonnettes est en construction, et ils les occuperont deux par deux jusqu'à ce qu'ils se marient. Chaque famille occupera alors une maisonnette. Il est prévu d'installer ainsi 200 familles environ, et de construire un village central comprenant des boutiques, une école, une église, une mosquée, etc. Le terrain sera éventuellement divisé en exploitations de 8 hectares où 4 hectares seront plantés en cacaoyers, 2 en caféiers et 2 en céréales.

Le projet est actuellement dirigé par des fonctionnaires du ministère de l'agriculture. Les colons sont nourris, vêtus, logés et reçoivent de l'argent de poche. Lorsque les exploitations commenceront à rapporter, ils devront rembourser une partie du capital investi. L'affiliation à une coopérative

d'approvisionnement, de vente et peut-être aussi à d'autres fins sera obligatoire. Les colons sont choisis parmi les jeunes gens ayant reçu une instruction minimum et, en règle générale, provenant d'une famille d'agriculteurs. Ils devront suivre un cours d'un an à l'école d'agriculture avant de pouvoir s'installer. On a ainsi voulu endiguer l'exode rural et réhabiliter dans l'opinion l'agriculture, considérée aujourd'hui avec un certain mépris.

Trois coopératives de colonisation au moins qui ne bénéficient pas du soutien du gouvernement, ont été créées spontanément par des cultivateurs possédant déjà, en général, leur propre exploitation. De nouvelles terres ont été ajoutées aux exploitations existantes, des prêts ont été reçus de la Banque coopérative et des cacaoyers ont été plantés et d'autres cultures établies. Jusqu'ici ces plantations n'ont pas été réparties entre les membres, mais elles sont cultivées collectivement.

#### Région orientale

La région orientale du Nigéria présente cette originalité à peu près exclusive en Afrique d'être le siège d'un mouvement coopératif qui s'est développé principalement pour organiser l'épargne et le crédit, et non pas, comme d'habitude, pour écouler les récoltes. Ces coopératives ont pris un rapide essor depuis quinze ans: elles sont actuellement au nombre de 1.000, et la plupart se situent dans la région de Calabar. Leurs effectifs, composés de membres individuels, dépassent largement 30.000 membres. Leur capital social est voisin de £ 100.000 au total et les dépôts approchent de £ 250.000. Un tiers des adhérents sont des femmes, et 140 coopératives ont un effectif exclusivement féminin.

Bien que la plupart des membres possèdent sans doute de petites plantations de palmiers, de cacaoyers ou de caoutchoutiers, au moins 55 pour cent du total des prêts, et la totalité des prêts accordés aux femmes, le sont pour financer le petit commerce. 30 pour cent des prêts vont à l'agriculture, et le reste va aux pêcheries, aux petites industries, ou est demandé pour des dépenses personnelles. La plupart des prêts sont consentis à court terme. Il arrive, surtout dans le cas de salariés faisant des dépôts réguliers, que le prêt soit limité au montant des dépôts de l'emprunteur. Ce prêt peut éventuellement être étendu au montant des dépôts de ses amis, dont il doit obtenir le consentement préalable. Parfois le prêt est plus ou moins garanti par la valeur de la future récolte. Quelques prêts à long ou à moyen terme peuvent être obtenus contre un nantissement constitué par des arbres, le terrain ne pouvant être hypothéqué,

puisque'il est détenu en usufruit. Certains prêts sont faits pour permettre à un propriétaire de rembourser un créancier à qui il a donné ses arbres en nantissement, et de reprendre possession de sa plantation.

Outre les coopératives de crédit, il existe environ 60 coopératives d'épargne constituées par des salariés et qui ont accumulé des fonds importants surtout sous forme de dépôts. La masse de ceux-ci est investie auprès de la Banque coopérative et d'autres instituts bancaires, mais la société accorde à ses membres un nombre limité de prêts, dont la moitié environ sont consacrés à la construction d'un logement.

Les coopératives primaires de crédit sont groupées en union de district. Il y en avait 38 en 1960. Celles-ci, à leur tour, sont membres d'une ou deux banques provinciales. La Banque coopérative provinciale de Calabar a été fondée en 1945. Elle est de loin la plus importante et la plus florissante. Elle dispose d'un fonds de roulement de ₦ 30.000 et possède des immeubles importants qui sont utilisés à diverses fins, entre autres pour l'éducation coopérative. La Banque coopérative provinciale d'Owerri a connu des difficultés de gestion, aussi a-t-elle progressé moins rapidement.

### La Banque

La Banque coopérative régionale du Nigéria oriental a été instituée en 1953. Elle a un bureau à Aba et des succursales à Enugu et à Port Harcourt. Les deux banques provinciales dont il a été question plus haut sont affiliées à la Banque régionale, dont elles reçoivent des prêts. Parmi ses adhérents, se trouvent aussi des unions de vente et des coopératives primaires exerçant diverses activités. Les coopératives primaires situées hors du rayon des deux banques provinciales sont assistées directement par la Banque régionale. Un prêt de £ 10.000, accordé à la Banque par le gouvernement de la région orientale, lui a permis de construire son siège social, comprenant des bureaux loués à d'autres organisations coopératives. Toutefois, les opérations bancaires qu'il effectue pour le compte de pouvoirs publics représentent un volume beaucoup moins important que celles de son homologue de la région occidentale. Elle doit donc compter surtout sur ses propres ressources, constituées par les parts sociales (£ 50 pour une coopérative primaire et £ 100 pour une union), par les dépôts, qui s'élevaient à environ £ 60.000 en 1960) et par les emprunts contractés auprès des banques commerciales qui, en 1960, étaient garantis par le gouvernement à concurrence de £ 60.000.

Le mouvement coopératif d'épargne et de crédit du Nigéria oriental, et plus particulièrement de Calabar, représente une somme d'efforts individuels qui ont abouti à un résultat remarquable. Les femmes ont joué un rôle remarquable dans ce domaine, leurs coopératives étant, en général, particulièrement bien gérées. Ces sociétés servent également de cercles de loisirs et de société de secours mutuels. La plus grande difficulté que rencontre l'ensemble du mouvement est le recrutement d'administrateurs compétents et probes. La Banque de Calabar s'est chargée depuis un certain temps d'un service, le "Unified service scheme", dont le but était de procurer aux groupes de coopératives locales des secrétaires itinérants. Cette initiative présentait certains avantages en tant que mesure provisoire, mais il était difficile de surveiller et de diriger des secrétaires itinérants et il fallut changer de méthode et confier la direction du personnel aux coopératives primaires et aux unions de district. Des cours de brève durée (3 semaines) ont été institués pour les secrétaires des coopératives primaires, et des cours de 2 à 3 jours pour les membres (hommes et femmes) des comités. Le second problème - qui a certains égards est lié au premier - est celui du nombre élevé de prêts dont la plupart des coopératives de crédit n'ont pas encore obtenu le remboursement. Il ne s'agit pas nécessairement de créances irrécouvrables, mais n'étant pas déjà récupérés, ces fonds

sont gelés et ne peuvent donc être prêtés à d'autres membres pour stimuler l'esprit d'initiative dans la région. La difficulté d'obtenir des garanties pour les prêts à long terme, dans un pays où la pleine propriété foncière est exceptionnelle, est commune à beaucoup de régions d'Afrique occidentale. La modicité des ressources de la Banque régionale limite la possibilité qu'elle a de financer la vente des produits et de constituer de nouvelles coopératives commerciales en général. Elle a aussi de la difficulté à se procurer du personnel disposant d'une formation bancaire assez poussée pour lui permettre de poursuivre l'activité envisagée.

La commercialisation coopérative des récoltes joue un rôle beaucoup moins important que dans d'autres régions. Les coopératives négocient, certes, presque la moitié de la récolte de cacao mais, dans la région orientale, celle-ci n'a qu'une importance mineure. Le produit le plus important est l'huile de palme. Le fruit du palmier peut être commercialisé sous deux formes: après pressage, à l'état d'huile (obtenue en général à l'aide de moyens assez primitifs sur la plantation même) ou encore à l'état d'amandes qui seront pressées dans les huileries. Le négoce est réglementé par un Office de commercialisation créé par la loi qui émet des licences d'acheteurs et réglemente les prix payés par les négociants, sans toutefois s'occuper de la somme que touchent les planteurs. En fait, la marge est large, l'huile extraite sur place ne pouvant être livrée que fraîche, en estagnons qui doivent être transportés par camion. Les coopératives de vente et les unions s'occupant de ce négoce se trouvent pour la plupart entre les mains de propriétaires de camions, qui livrent la marchandise où bon leur semble et paient au planteur le prix le plus bas possible. Les coopératives hésitent avec quelque raison devant le risque que représentent l'achat et l'utilisation de leurs propres camions. Il y a quelques années, la Société de développement du Nigéria oriental installa un certain nombre d'huileries-pilotes, dans l'intention de les transférer par la suite à des coopératives. Jusqu'ici, trois huileries seulement ont été ainsi transférées. Les coopératives s'occupant des produits du palmier ne traitent probablement que 5 pour cent environ de la récolte totale. Pour leur permettre de se développer, il leur faudrait davantage d'huileries, de dépôts, de magasins, de balances, d'estagnons et il leur faudrait posséder leurs propres moyens de transport. Il serait donc nécessaire qu'elles disposent à cet effet de fonds plus abondants et puissent en faire un usage judicieux.

Une organisation fédérale de vente, la Coopérative des exportateurs du Nigéria oriental, a été constituée en 1955 mais, en 1958, elle se scinda en deux sections, l'une s'occupant des produits du palmier, l'autre du cacao.

La commercialisation du caoutchouc, qui pourrait prendre une certaine importance, n'est assurée que par une seule coopérative primaire, qui est toutefois disposée à s'occuper de la région entière. Elle a été instituée en 1956, avec des bureaux à Aba, ses membres étant des propriétaires de plantations, dont quelques-uns ramassent aussi la production d'autres planteurs. Le caoutchouc est en général apporté aux dépôts de la coopérative, par des engins de transport qui sont la propriété de cette société, sous forme de plaques préparées par les producteurs. Il y est trié par qualités, mis en balles et expédié de Port Harcourt aux destinations fixées par les courtiers londoniens travaillant pour le compte de la coopérative. Ces courtiers ont également fourni des indications sur les méthodes de préparation et de mise en balles du caoutchouc. Bien qu'ayant de la difficulté à s'assurer un personnel de direction compétent, cette coopérative s'est considérablement développée. La récolte locale de caoutchouc était estimée, à une certaine époque, à environ 30 tonnes, alors que la coopérative traite actuellement dix fois cette quantité. A part la question du personnel de direction, la principale difficulté a été de procurer aux membres des spécialistes de l'incision des arbres. Le travail est délicat et exige une grande habileté, car les arbres sont facilement endommagés, et il est difficile de trouver de la main-d'oeuvre qualifiée dans la région orientale. La coopérative a récemment acquis un terrain qu'elle destine à l'établissement d'une plantation coopérative.

La seule autre récolte qui soit traitée par des méthodes coopératives est le riz. Ici, les activités de caractère coopératif ne s'étendent qu'aux rizeries qui décortiquent le produit brut et remettent aux membres le riz décortiqué qu'ils se chargent de vendre eux-mêmes. Il y aurait probablement un débouché pour les noix d'acajou mais ici encore il faudrait disposer d'une installation de décortication.

Quelques expériences intéressantes de coopération en matière sociale ont été faites dans la région orientale. Les plus connues sont les maisons coopératives d'accouchement. La plupart d'entre elles avaient été créées dans la division d'Udi. Leur promoteur était un fonctionnaire de district portant un grand intérêt au développement de la communauté. Elles obtinrent dans leurs débuts de puissants appuis (en effet, les six coopératives de ce genre qui étaient en activité il y a quelques années comptaient plus de 5.000 membres) et des fonds suffisants furent réunis pour construire des maternités pourvues d'un équipement simple et dirigées par des sages-femmes diplômées.

Ce bel effort a toutefois abouti à un résultat assez décevant: les autorités sanitaires exigèrent des normes d'hygiène et d'installation qui empêchèrent ces centres de fonctionner dans des conditions d'indépendance financière, sauf à fixer

les tarifs à un niveau prohibitif pour la masse, à l'exception des personnes relativement aisées. La plupart des coopératives de ce genre ont cessé d'exister ou ont été reprises par les autorités de district. Une seule d'entre elles poursuit son activité.

Il existe quelques coopératives artisanales dont la majorité s'occupent de sculpture sur bois mais, à moins qu'on ne trouve de nouvelles applications à cet art traditionnel, elles déclineraient probablement peu à peu, et peu de jeunes gens chercheraient à faire l'apprentissage de ces métiers.

Les coopératives de consommation se sont fort peu développées. Quelques-unes de celles qui obtiennent de bons résultats financiers sont constituées par un nombre restreint de membres, qui ne sont guère désireux de voir augmenter le nombre de leurs adhérents. En dépit de ce résultat assez médiocre, il semble que les milieux gouvernementaux désirent voir se créer une organisation d'approvisionnement et d'importation semblable à celle de la région occidentale. Une association coopérative de négociants a été récemment constituée. Elle vend en gros aux commerçants qui en sont membres. Une ou deux coopératives de logement et de construction acceptent la souscription de parts sociales ainsi que des dépôts, et consentent des prêts à la construction de maisons. Elles ont toutefois été constituées récemment et n'ont pas encore obtenu de résultats importants.

Les exploitations collectives se sont développées depuis quelques années, mais en restant dans des limites modestes. Quelques coopératives ont été instituées spécialement à cet effet. Dans d'autres cas, des coopératives de crédit ont investi une partie de leurs fonds dans des plantations de palmier en propriété collective. Un projet du même genre, quoique plus vaste, est actuellement à l'étude à Calabar. Il s'agirait de créer une plantation de caoutchoutiers et de former au métier de gemmeur des jeunes gens sortant de l'école que l'on installerait plus tard en leur attribuant de surcroît en toute propriété un terrain propre à la culture vivrière. Le gouvernement donne un appui moral à des projets de ce genre.

L'Union coopérative du Nigéria oriental a été constituée lorsque, pour des raisons politiques, il devint nécessaire de subdiviser l'ancienne Fédération coopérative du Nigéria. Pendant quelques années, l'Union eut, comme principale activité, à vérifier les comptes des coopératives qui lui étaient affiliées. En 1959, toutefois, cette fonction fut attribuée au Département de la Coopération. A l'heure actuelle, les activités de l'Union concernent principalement l'éducation, la publicité, la propagande et la défense des intérêts coopératifs auprès du gouvernement et du public.



La direction générale, la vérification des comptes et la surveillance du mouvement coopératif sont du ressort du Département de la coopération, actuellement rattaché au Ministère du commerce. Cet arrangement n'est pas des plus heureux, le Ministère devant évidemment tenir compte de beaucoup d'autres intérêts que ceux du mouvement coopératif. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles le mouvement coopératif a été beaucoup plus abandonné à lui-même dans la région orientale que dans la région occidentale. Le Département est chargé de la formation de ses propres fonctionnaires. Jusqu'ici, ceux-ci étaient envoyés à l'Ecole coopérative de la région occidentale (Ibadan) et au Collège des coopératives en Angleterre. Récemment, cependant, il a été décidé d'ouvrir une petite école pouvant accueillir une vingtaine d'étudiants, rattachée à l'Ecole de technologie d'Enugu. Néanmoins, il semble que le désir soit général de voir se multiplier les possibilités d'instruction, et notamment de donner une formation plus approfondie aux employés des plus importantes organisations commerciales et bancaires, de procurer des bourses et organiser des voyages à l'étranger et de mettre des ressources plus abondantes à la disposition des cours accélérés que l'Union organise à l'intention des secrétaires et des comités locaux.

#### Région nord

Le développement du mouvement coopératif a peu progressé dans la région nord jusqu'en 1954, année où un Département de la Coopération indépendant fut créé, - placé par la suite sous l'autorité du Ministère de la prévoyance sociale et de la coopération - et où le gouvernement garantit, à concurrence de £ 900.000, le financement des entreprises coopératives. Les sociétés coopératives existant alors comprenaient un petit groupe de coopératives de vente du cacao dans l'extrême sud de la région. Celles-ci continuèrent à trouver leur débouché naturel par l'intermédiaire de l'Association coopérative des exportateurs de la région occidentale du Nigéria. Il existait aussi quelques coopératives de crédit créées par des commerçants dans les agglomérations urbaines d'une certaine importance. Les coopératives de vente se développèrent alors rapidement dans la région appelée parfois "le vrai nord". La plupart d'entre elles s'occupaient de la vente des arachides et du coton, les deux principales cultures marchandes, et faisaient des avances à leurs membres soit à la livraison des récoltes soit avant la livraison.

A la fin de 1960, on comptait plus de 1000 coopératives, groupant plus de 100.000 membres; et réalisant un chiffre d'affaires voisin de £. 1.000.000. Les arachides et le coton - deuxième culture marchande par ordre d'importance - entraient pour plus de moitié dans ce chiffre. La vente est assurée par l'Office

de commercialisation de la région nord, les coopératives vendant leurs produits par l'entremise d'agents patentés de cet Office. Ce progrès rapide - trop rapide peut-être pour permettre aux membres et au personnel des coopératives de recevoir une formation convenable - a certainement été rendu possible par les sommes considérables que le gouvernement de la région nord a mises à la disposition du mouvement coopératif. Ces sommes ont été utilisées soit à titre d'avances sur les produits livrés aux coopératives mais non encore vendus (plus de £ 300.000 en 1959/60), soit à titre de "prêts d'avant-saison" (plus de £ 500.000 en 1959/60 et près de £ 600.000 l'année suivante). Les avances faites sur les récoltes livrées sont naturellement remboursables à la coopérative dès que la récolte est vendue. En revanche, les prêts d'avant-saison sont accordés sans autre garantie qu'un simple engagement - qu'on ne peut faire valoir en justice - pris par le membre de livrer sa récolte à la coopérative. En fait, il reste à rembourser des montants considérables, qui étaient cependant en voie de diminution progressive en 1960.

La libéralité de ces avances se justifie du point de vue économique, par le fait qu'il importe d'une part de concurrencer le système d'avances que des marchands font aux cultivateurs à des conditions désavantageuses et, d'autre part, d'inciter les producteurs à commercialiser leurs récoltes et à accroître leur production. Cette manière de faire pourrait toutefois susciter des malentendus et être considérée comme un système de subventions gouvernementales, d'autant qu'il est douteux que le montant total des prêts puisse être récupéré. Une telle situation ne se serait probablement pas présentée si la coopération avait été introduite plus tôt et si le public avait eu plus de temps pour en saisir peu à peu les principes et les obligations. Il n'est pas non plus très heureux que les fonctionnaires du Département des coopératives doivent remplir les fonctions de secrétaires d'unions, retirer des espèces à la banque pour les porter aux coopératives, recueillir le montant des remboursements éventuels et le verser à la banque.

A l'heure actuelle, le système de vente coopérative est assez rudimentaire. Le produit est simplement livré à la coopérative, où il est pesé, ensaché et expédié à l'Office de commercialisation de la région nord, ou à l'agent qui achète pour le compte de l'une des firmes servant d'intermédiaire à l'Office de commercialisation. On espère créer un jour une fédération coopérative régionale de vente qui, dirigée de façon compétente, vendrait directement l'ensemble des récoltes à l'Office de commercialisation. Elle serait en mesure d'organiser le transport des marchandises et d'organiser, par la suite, les coopératives primaires en unions de district ou en unions de producteurs.

A l'heure actuelle, la difficulté principale consiste à donner peu à peu aux membres quelques notions de coopération et d'obligations en matière commerciale. Une école professionnelle, rattachée à l'Ecole administrative de Zaria, a été créée en vue de former les inspecteurs du Département de Coopération. Elle assure chaque année deux cours de 4 mois et demi, dont chacun est suivi par environ 25 étudiants. Les matières du programme sont: la comptabilité, la pratique coopérative, le droit, les fonctions des inspecteurs et quelques principes commerciaux d'ordre général. On espère pouvoir porter à 7 mois la durée des cours et peut-être fonder un Collège coopératif. Quelques cours de brève durée (une semaine) sont donnés à l'intention des secrétaires de sociétés primaires.

La région nord offre de vastes possibilités de développement au mouvement coopératif, qui peut compter sur l'appui du gouvernement. Le mouvement se ressent toutefois d'avoir été organisé hâtivement; il pâtit de la prodigalité avec laquelle les fonds garantis par le gouvernement ont été distribués, de la formation trop sommaire donnée aux agents des coopératives, de l'impossibilité d'inspecter sérieusement le fonctionnement des coopératives et de vérifier leurs comptes de manière approfondie, faute de disposer d'un nombre suffisant d'employés qualifiés, et étant donné les grandes distances à parcourir. Le mouvement se ressent également des difficultés que l'on doit surmonter pour organiser l'instruction coopérative des membres, pour tenir des assemblées et transférer des responsabilités aux comités pour s'assurer que les membres sont bien des producteurs primaires et non des marchands ou des entrepreneurs de transport, et pour veiller que la coopérative soit plus qu'un simple maillon dans une longue chaîne d'intermédiaires.

#### Territoire fédéral de Lagos

Celui-ci ne s'étend guère au-delà des limites de la ville. Il dispose néanmoins d'un Département de la Coopération qui lui est propre et d'une centaine de coopératives. Celles-ci sont pour la plupart des coopératives urbaines d'épargne, organisées par le personnel des bureaux du gouvernement, de la police, des postes, de quelques églises et d'autres institutions. A notre connaissance, il existe au moins une coopérative de sculpteurs sur bois et quelques coopératives récemment constituées par des pêcheurs. Il y aurait lieu également de créer des coopératives de logement, de placement et des coopératives pour les petites industries, mais ces possibilités n'ont pas encore été étudiées. La Banque coopérative de la région occidentale et l'Association coopérative d'approvisionnement ont installé des succursales à Lagos.

O U G A N D A

L'Ouganda est un pays agricole qui compte presque 6 millions d'habitants. A l'exception des cultures vivrières, son économie est presque entièrement tributaire du café et du coton, qui représentent 86 pour cent du total de ses exportations. Les cultures secondaires sont le thé, le tabac, le maïs, les arachides et les graines oléagineuses. Le nombre des pêcheries de lac est en augmentation. Le mouvement coopératif a commencé spontanément dès 1913 par la création de petits organismes de vente formés par des cultivateurs africains. L'Association des producteurs du Buganda fut créée en 1923 et, en 1935, devint l'Union coopérative des producteurs de l'Ouganda, à laquelle sont affiliées des coopératives primaires s'occupant pour la plupart du commerce du café et du coton. Les coopératives n'étaient encore régies par aucune législation satisfaisante, et ce n'est qu'à la suite de la visite d'un expert, M. W.H.K. Campbell, dont le rapport soulignait l'intérêt de dispositions visant à diriger et à assister les nombreuses coopératives existantes, qu'une ordonnance sur les sociétés coopératives fut finalement promulguée en 1946, et un chef de service (registrar) nommé.

Il y avait à cette époque environ 75 sociétés de vente qui tenaient de la coopérative par certains côtés, et dont quelques-unes étaient enregistrées en tant que sociétés, alors que la plupart ne s'étaient pas fait immatriculer. Elles s'étaient le plus souvent créées dans l'ignorance des principes de la coopération et n'étaient ni gérées de façon démocratiques, ni rationnellement exploitées. Leur transformation en coopératives authentiques fut lente et souvent mal comprise par leurs adhérents eux-mêmes. En outre, la création de société semi-coopératives se poursuivait; beaucoup négligeaient de solliciter leur immatriculation, ou ne réunissaient pas les caractéristiques requises pour l'obtenir. La plupart d'entre elles étaient affiliées à l'Union coopérative des cultivateurs africains de l'Ouganda, groupement dont les tendances politiques s'accusèrent de plus en plus et qui fut impliqué dans des troubles politiques en 1949. Il fut alors décrété illégal. Ceci n'a cependant pas affecté sérieusement les sociétés de vente qui ont retrouvé leur existence autonome, puis ont formé leurs propres associations.

Pendant ce temps, le nombre des coopératives légalement constituées, travaillant d'après des règles uniformes et dont les comptes étaient vérifiés régulièrement, ne cessait d'augmenter. Il devint souhaitable que les groupements non enregistrés soient, dans la mesure du possible, intégrés au mouvement coopératif reconnu. Une commission d'enquête fut instituée et déposa

son rapport en 1952. Elle recommanda certaines modifications à l'ordonnance sur les coopératives, en vue d'encourager les groupes non reconnus à se faire immatriculer, et d'une façon générale, à régulariser leur situation. Elle recommanda également que l'administration du mouvement coopératif soit confiée à un commissaire au développement des coopératives et à l'Administrateur général, qui assumait les fonctions de "registrar"; que le droit d'annuler l'immatriculation d'une société soit sérieusement restreint et, qu'en général, les coopératives jouissent d'une plus grande liberté et puissent faire appel de toute décision prise à leur encontre. Il y avait lieu d'instituer un Conseil de développement des coopératives, composé de membres nommés par le Gouvernement, d'une part, et de représentants des sociétés coopératives, d'autre part. Ces recommandations furent adoptées.

Cependant, les groupements non immatriculés ne sollicitèrent que lentement leur immatriculation et ceux qui firent cette démarche n'eurent souvent pas d'activité réelle, ou refusèrent de laisser vérifier leurs comptes. En revanche, on constata une augmentation rapide (de 44.000 à 123.000 en 4 ans) du nombre des adhérents des coopératives immatriculées, en particulier des coopératives de vente. Il est probable qu'un grand nombre de ces membres venaient en réalité d'organismes non immatriculés qui, en conséquence, cessaient virtuellement d'exister. La question de l'immatriculation et du contrôle, qui enflamma passablement les esprits à l'époque, cessa peu à peu de faire l'objet de controverses.

A la fin de 1959, il existait en Ouganda 1583 coopératives primaires, organisées en 15 Unions de commercialisation. Elles comptaient 188.000 membres. Le capital social des membres s'élevait à plus de 1.500.000, et les ventes annuelles des produits, principalement du café et du coton, atteignaient 1.6600.000. Les coopératives traitaient environ 12 pour cent de l'ensemble des exportations totales de coton, et 19 pour cent des exportations de café, y compris la totalité de la récolte d'arabica de Bugisu. Les autres produits négociés par ces coopératives étaient notamment le maïs, le tabac, les arachides, le lait, le bétail et le poisson.

La commercialisation du coton est régie par l'Ordonnance de 1952. En vertu de ce texte sont créées des associations d'égreneurs dûment immatriculées (au début, des firmes asiennes pour la plupart) travaillant chacune dans une zone déterminée, tandis que l'Ordonnance de l'Office de commercialisation du lint prévoit l'achat des graines de coton et de lint aux égreneurs à des prix fixés d'avance. La vente et l'exportation sont du domaine de

l'Office de commercialisation du lint. Un Fonds de soutien du prix du coton sert à compenser les fluctuations des prix mondiaux. L'Ordonnance sur l'acquisition des usines d'égrenage, datant également de 1952, a donné au gouvernement le droit d'acquérir jusqu'à 20 de ces entreprises pour les transférer à des unions de coopératives avant 1957, et de les autoriser à accroître leur production si cela devenait nécessaire après cette date. Les unions coopératives reprenant une usine d'égrenage devaient fournir par leurs propres moyens un tiers du prix d'achat et garantir une production de 2400 balles de lint. Le solde du prix était remboursable sur une période de 30 ans.

Certaines difficultés surgirent, surtout au sujet du prix d'achat, qui dépassait souvent les prévisions des unions ou leur possibilités financières. Quelques-unes d'entre elles prirent auprès des banques des hypothèques de second rang, d'autres louèrent temporairement leurs installations au gouvernement en attendant de pouvoir recueillir les fonds nécessaires à leur achat. Plus tard, le prix fut réduit par la suppression de la "reprise". En 1960, de grands progrès avaient été réalisés et 13 usines d'égrenage avaient été reprises par 7 unions de districts.

Une autre difficulté surgit à la suite de la décision prise par le gouvernement de maintenir en existence les syndicats d'égrenage et de leur donner un statut légal, protégeant ainsi la position des égreneurs déjà établis, qui étaient pour la plupart d'origine asiatique. Sous ce régime, chaque entreprise recevait un contingent de coton. Si ce contingent était dépassé, l'entreprise pouvait être frappée d'une amende et contrainte de céder du coton à d'autres égreneurs. Cette réglementation était une des conditions imposées par le gouvernement pour transférer, bien qu'à grands frais, les entreprises d'égrenage aux coopératives. Elle constituait toutefois une forte gêne pour les coopératives, qui étaient en voie d'expansion rapide. Aussi, pendant quelques années, celles-ci furent-elles dans l'impossibilité de filer plus des deux tiers de leur propre coton. La controverse à ce sujet se poursuit. Cependant, la vente du coton augmente régulièrement et, en 1959, elle était évaluée à un montant d'environ £ 2.000.000.

L'écoulement du café, l'autre culture marchande principale, est réglementé par l'Ordonnance de 1913 sur l'industrie du café qui, toutefois, n'est pas applicable au café arabica du Bugisu. Le café robusta, lorsqu'il n'était pas préparé pour la vente dans de grandes exploitations, était, à l'origine, vendu exclusivement par l'Office de l'industrie du café. Plus tard, des prêts

furent cependant consentis pour permettre la construction d'installations coopératives de préparation du café. En 1959, trois usines fonctionnaient, et la construction de deux autres était envisagée. Depuis un certain temps, l'Union coopérative du Bugisu s'occupe de la totalité de la récolte d'arabica. En 1955, elle fut chargée de la préparation, de la commercialisation et de l'exportation de la récolte pour le compte de l'Office du café du Bugisu, créé par la loi. A cette époque, l'Union se composait de 111 coopératives primaires, propriété de 47.000 cultivateurs, qui représentaient pratiquement la population entière du district. L'Union exploitait, en plus de l'installation de préparation du café, deux égrenages de coton, un moulin à maïs, une pépinière de caféiers, un service de taille des caféiers, un département d'épargne et de prêt et une section vendant aux membres des matériaux de construction et de l'équipement agricole. Elle dirigeait également une école d'agriculture et une école de coopération, qui ont cessé l'une et l'autre leurs activités. Malheureusement, le développement et la complexité de l'entreprise dépassèrent bientôt les compétences du comité et de la direction. Elle subit des pertes et, en 1958, on nomma une Commission d'enquête dirigée par le chef de la division des coopératives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. A la suite de son rapport, l'Union fut invitée à nommer ses propres directeurs pour effectuer la réorganisation nécessaire. L'Union n'ayant pas donné suite à cette injonction, le Département des coopératives fut contraint de nommer un administrateur-contrôleur qui dirige actuellement les activités de l'Union. En 1960, la valeur totale du café que négociaient l'ensemble des coopératives de l'Ouganda atteignait £ 4.322.000.

Le crédit coopératif n'a pas pris beaucoup d'ampleur en Ouganda. Il existe environ 30 sociétés d'épargne dont les membres se recrutent en majorité parmi les salariés, employés de l'Administration ou instituteurs. Les membres des coopératives de vente déposent également leur argent auprès de leurs sociétés, mais c'est, en général, dans l'intention d'acquérir des parts sociales. Il n'existe pas de banque coopérative centrale. La Banque de crédit et d'épargne de l'Ouganda, institution d'Etat, qui dans une large mesure a pris la place de la société coopérative d'épargne, fournit les prêts nécessaires à l'acquisition d'usines d'égrenage et la construction d'installations pour le traitement du café. Les prêts pour le financement des cultures marchandes et le stockage de biens d'approvisionnement par les coopératives proviennent soit de la Banque de crédit et d'épargne, soit de banques commerciales. L'Union coopérative du Bugisu a été financée par l'Office du café du Bugisu.

Quelques coopératives de consommation ont été créées mais deux seulement - et de très petite envergure - poursuivaient encore leur activité en 1960. Il ne faut cependant pas oublier que le volume d'affaires des coopératives de vente est en augmentation constante. Des coopératives de marchands africains s'approvisionnant par leurs propres moyens ne semblent pas avoir eu beaucoup plus de succès que les coopératives de consommation. Il existe un petit nombre de coopératives de pêcheurs et une ou deux coopératives peu importantes s'occupant de l'industrie laitière ou de la vente du bétail. A un moment donné, il existait 8 sociétés coopératives d'agriculture, dont quelques-unes possédaient leurs propres exploitations, alors que les autres disposaient d'exploitations collectives. En 1960, cependant, la plupart d'entre elles étaient revenues à l'exploitation individuelle.

Aucune union coopérative fédérale ou centrale n'a encore été créée, bien que la possibilité en ait été envisagée. Les dirigeants de quelques-unes des unions régionales ont même été jusqu'à espérer qu'une union de ce genre reprendrait les fonctions dévolues au Conseil de développement des coopératives, au Département de développement des coopératives et aux Organismes de vente. Le transfert de certaines charges à une union coopérative - la vérification des comptes, par exemple - a été réalisé dans d'autres pays d'Afrique, mais n'a pas toujours eu d'heureux résultats. Néanmoins, cette transformation, si elle affectait tout le domaine de la coopération, irait à l'encontre de l'expérience acquise, non seulement en Afrique mais dans d'autres continents aussi.

L'Ecole coopérative d'Entebbe assure l'enseignement de la coopération en Ouganda. Elle organise un cours élémentaire de trois mois pour le personnel des coopératives, ainsi qu'un cours supérieur de six mois, quatre cours de formation aux fonctions de cadres, et de nombreux cours par correspondance pour les agents des coopératives. Elle offre également des cours par correspondance en langues africaines. Les étudiants peuvent aussi suivre les cours par correspondance et se présenter aux examens organisés par l'Union britannique des coopératives. En outre, des agents des coopératives organisent des cours, à l'intention des affiliés des sociétés, dans les centres de formation professionnelle ruraux.

L'économie de l'Ouganda s'est développée rapidement au cours des dix dernières années et les revenus en espèces ont doublé. Le mouvement coopératif, quoiqu'encore peu important, représente un secteur de l'économie en rapide expansion. Il occupera probablement une position forte et influente lorsqu'un gouvernement indépendant sera établi et que certaines dispositions



de la législation actuelle relatives à la commercialisation seront abolies. Une formation encore plus poussée des affiliés et des agents des coopératives s'impose donc avec une urgence accrue.

RIO DE ORO

On ne possède aucun rapport faisant mention de l'organisation coopérative dans ce territoire.

EVOLUTION ET SITUATION ACTUELLE DU MOUVEMENT COOPERATIF

REPUBLIQUE ARABE UNIE :

(R.A.U.)

L'Egypte a une population de 26 millions d'habitants. Bien que le pays possède des ressources minérales et pétrolières, l'agriculture est de loin l'activité économique la plus importante, et le coton constitue le principal produit d'exportation. Les agriculteurs égyptiens sont en grande majorité de petits exploitants. A la suite de la récente réforme agraire, les propriétés de plus de 50 ha ont été fractionnées et les terres distribuées à environ 150.000 anciens métayers. Il existe encore 2.800.000 propriétaires terriens; 2 millions d'entre eux possèdent moins de 40 ares et complètent leurs revenus en louant des terres pour les cultiver. Il existe en outre 2 millions de métayers n'ayant aucune terre en propriété et 1.500.000 ouvriers agricoles. Aux termes de la loi agraire, les fermages sont soumis à un contrôle, mais les exploitations sont souvent morcelées. Le problème essentiel auquel l'Egypte doit faire face est l'augmentation rapide de la population sur une surface cultivable non extensible. Le gouvernement égyptien s'efforce donc de développer les travaux d'irrigation et de mise en culture et l'installation de colons, et aussi de prendre toutes les mesures qui pourraient augmenter la productivité des exploitations existantes. Les encouragements donnés au mouvement coopératif, aussi bien que la réforme agraire elle-même, doivent être considérés comme des mesures prises en vue de promouvoir la justice sociale et d'accroître les approvisionnements en denrées alimentaires et la production d'excédents exportables.

La coopération a été introduite en Egypte en 1908 par un philanthrope qui s'intéressait à la condition paysanne et qui suscita la fondation d'un petit nombre de sociétés. A cette époque, il n'existait aucune législation sur les coopératives, et on ne pouvait naturellement compter ni sur la surveillance ni sur l'appui financier du gouvernement. En 1923 fut édictée une première loi sur les coopératives, qui s'appliquait exclusivement aux coopératives agricoles. Cette loi fut amendée en 1927 et étendue à des coopératives constituées à d'autres fins; elle autorisait aussi la constitution d'unions de coopératives. Le développement des coopératives était alors placé sous l'autorité du Ministère de l'agriculture, qui enregistrerait les sociétés, les inspectait et vérifiait leur comptabilité.

En 1931 fut fondée une Banque coopérative de crédit agricole, dont le gouvernement détenait 51 pour cent du capital-actions. L'objet de cette

banque était d'accorder des prêts aux petits exploitants, soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés coopératives. En 1939, il existait 750 coopératives agricoles; la plupart d'entre elles étaient des sociétés agricoles à buts multiples. Cette année-là, le contrôle officiel du mouvement coopératif fut confié au Ministère des affaires sociales, et le Département des coopératives fut divisé en sections respectivement chargées des coopératives agricoles, des coopératives de consommation, de la vérification des comptes et des statistiques, de l'assistance sociale, des études juridiques et de l'administration. A cette même époque furent créées 17 inspections provinciales des coopératives. En 1944, un amendement à la loi sur les coopératives transféra les fonctions de vérification des comptes et de surveillance aux unions coopératives provinciales qui se formèrent au cours des années suivantes, et qui en 1950 étaient au nombre de 35. Beaucoup d'entre elles ne disposaient pas de personnel qualifié en matière de vérification des comptes et d'inspection et n'avaient pas toutes obtenu du Département les licences nécessaires à l'exercice de ces fonctions. Il est probable que pendant un certain temps du moins, les comptes de nombreuses coopératives n'ont jamais été vérifiés.

La deuxième guerre mondiale a provoqué l'apparition de conditions économiques qui multiplièrent rapidement le nombre de ces sociétés. En 1945, on en comptait plus de 2000, y compris un certain nombre de sociétés de consommateurs. Elles ne réussirent pas toutes à résister à une concurrence toujours plus vive; certaines d'entre elles se mirent en veilleuse, et on enregistra une diminution sensible du nombre de leurs membres.

En 1952, à la suite de la révolution égyptienne, une loi de réforme agraire fut promulguée. Elle ne prévoyait pas seulement la redistribution des terres, mais prescrivait la constitution obligatoire de coopératives entre les paysans qui étaient devenus propriétaires de terres expropriées. Ces dispositions donnèrent une impulsion nouvelle au mouvement coopératif, auquel les coopératives instituées par la réforme agraire servirent de modèle. En 1956 une nouvelle loi sur les coopératives fut promulguée, leur accordant un certain nombre de privilèges fiscaux. Cette loi confirmait l'autorité du Ministère des affaires sociales et du travail sur l'ensemble du mouvement. En matière de vérification des comptes et d'inspection elle maintenait également la compétence des unions régionales qui reçurent des pouvoirs publics les crédits nécessaires pour s'en acquitter. Cela n'empêcha pas le Département des coopératives d'être lui-même décentralisé

à la même époque, et les 20 inspections régionales réunissant le personnel mobile du service des coopératives furent placées sous l'autorité des contrôleurs généraux du Ministère pour chaque région. La division des coopératives du Ministère devint un organisme à certains égards distinct, chargé de l'élaboration des plans, des finances, de la législation, de la rédaction des statuts, des systèmes de comptabilité et de tenue des livres, de la classification et de la publication des statistiques des coopératives, aussi bien que des contacts avec le mouvement coopératif international. Les missions sur place furent réparties entre les unions coopératives d'une part et les bureaux régionaux du Ministère d'autre part. D'autres ministères pouvaient également être consultés lorsqu'il s'agissait de résoudre des questions techniques intéressant notamment des sociétés de logement.

A la fin de 1960 on assista à une modification importante du régime administratif. Toutes les coopératives agricoles furent placées sous l'autorité du Ministère de la réforme agraire; elles étaient appelées à être réorganisées ultérieurement, et à prendre la forme de "coopératives surveillées" ("supervised Co-operatives"). A la même époque, la surveillance des coopératives urbaines, pour la plupart des sociétés de consommation, fut confiée au Ministère du Commerce.

La coopération était désormais normalement inscrite au nombre des activités de l'Etat, en tant qu'"instrument au moyen duquel l'Etat cherche à fournir des services au peuple, particulièrement dans les régions rurales". En 1959, on comptait en Egypte 4329 coopératives réunissant plus d'un million d'adhérents, soit: 3058 coopératives agricoles, 298 sociétés ayant pour objectif spécial la réforme agraire, 241 coopératives de consommation, 558 écoles coopératives, 18 coopératives de pêche, plus des groupes peu importants exerçant des activités industrielles ou autres.

Il convient peut-être de décrire en premier lieu les coopératives issues de la réforme agraire, actuellement appelées "coopératives surveillées", parce qu'elles illustrent plus clairement la situation présente. La réforme agraire prescrit l'expropriation par l'Etat, contre indemnité de tous les domaines de plus de 50 hectares. Certains d'entre eux ont été confisqués à des membres de l'ancienne famille royale ainsi qu'à des condamnés politiques. Ces terres ont été divisées en exploitations de 80 ares au minimum et distribuées à d'anciens métayers et même, dans un certain nombre de cas, à d'anciens ouvriers agricoles, contre paiement échelonné sur 40 ans.

Afin de garantir une exploitation consciencieuse, de grandes propriétés ont été divisées en blocs et chacun de ceux-ci subdivisé à son tour en 3 sections pouvant être ensemencées en monoculture ou selon un système de deux cultures complémentaires. Les nouveaux propriétaires reçoivent des terres dans chaque section. Un tel système facilite la mécanisation et le maintien d'une rotation rationnelle des cultures.

L'ensemble du système est administré par le Ministère de la réforme agraire qui agit par l'intermédiaire de ses Bureaux provinciaux et régionaux. Le nombreux personnel dont il dispose pour cela se compose d'agronomes, d'inspecteurs, de gérants, de comptables et de mécaniciens. La liaison avec les cultivateurs se fait par l'intermédiaire de la société coopérative qui est instituée sur chaque domaine et à laquelle les cultivateurs sont obligés d'adhérer. L'effectif de ces coopératives atteint normalement plusieurs centaines de membres et même dépasse un millier. A la tête de chaque domaine se trouve un chef d'exploitation qui, du moins aux premières phases de sa mise en valeur, exerce en même temps les fonctions de gérant de la coopérative. Il existe un comité de gestion, un comité de surveillance et, dans les sociétés plus importantes, des comités pour chaque "bloc" ainsi que des comités de section, souvent chargés de problèmes d'intérêt collectif tels que l'assainissement, l'entretien des routes et des canaux ou le règlement des différends entre les membres.

La coopérative a pour tâche de veiller que l'ensemble du domaine soit cultivé dans de bonnes conditions et conformément au plan, et que la lutte contre les parasites et les travaux d'irrigation, de culture et de récolte soient organisés efficacement. La Banque coopérative de crédit agricole finance les avances qui sont faites aux cultivateurs, soit en espèces soit sous forme de semences et d'engrais; ces avances sont couvertes par un aval global du Comité supérieur de la réforme agraire (Higher Committee of Agrarian Reform). Le coton produit par les membres est commercialisé par la coopérative, qui déduit les frais d'exploitation, les remboursements d'emprunts, les impôts fonciers, les versements partiels sur le prix d'achat des exploitations et les contributions aux projets sociaux. Ces déductions sont faites sur le produit des ventes avant répartition du solde aux membres, au prorata des produits qu'ils ont livrés à la coopérative. Les autres récoltes sont parfois commercialisées de la même manière, mais les ventes individuelles à des commerçants ou à des personnes privées sont cependant tolérées dans une certaine mesure.

Les coopératives sous contrôle instituées par la réforme agraire ont été, du moins pendant les premières années, beaucoup plus favorisées que les autres sociétés agricoles. Des prêts, de l'équipement, des conseils techniques, des services de gestion et d'administration ont été mis gratuitement à leur disposition. Elles ont repris de grands domaines qui avaient été assez bien exploités lorsqu'ils étaient d'un seul tenant, et en ont volontiers poursuivi l'exploitation selon les mêmes méthodes. Ainsi on a pu continuer à produire des semences de qualité supérieure dans certains domaines agricoles exploités depuis longtemps. Les engrais sont choisis selon le type de sol. Les rendements ont augmenté, notamment pour le coton. Le fait que les membres de la coopérative vivent depuis longtemps dans le même village et qu'ils se connaissent bien contribue largement à créer entre eux un esprit de solidarité. L'activité des coopératives a été couronnée d'un grand succès et le revenu des cultivateurs s'est élevé d'une manière frappante depuis qu'ils n'ont plus à payer de loyers aux propriétaires.

La grande majorité des 3000 coopératives agricoles existait déjà bien avant la réforme agraire. Si certaines d'entre elles avaient prouvé depuis longtemps leur efficacité, il était tout à fait clair que beaucoup d'autres avaient le plus grand besoin de cette réorganisation, qui progresse maintenant à grands pas, et qui était surtout motivée par deux raisons: en premier lieu, la charge de vérifier les comptes et de surveiller l'exploitation avait été transférée aux unions coopératives régionales pour en décharger les sociétés primaires, à un moment où celles-ci ne disposaient pas du personnel qualifié ou des fonds nécessaires pour mener à bien des tâches de cette nature. Ce transfert priva les coopératives agricoles des conseils dont elles avaient le plus grand besoin, leurs membres ayant peu d'expérience des affaires et étant souvent illettrés. En second lieu, la politique de la Banque de crédit agricole avait subi certaines modifications qui n'étaient pas à l'avantage des sociétés primaires. Fondée en 1931, avec un capital d'un million de livres égyptiennes - dont le gouvernement détenait 51 pour cent - elle commença par accorder, par l'intermédiaire des coopératives, des prêts garantis par des nantissements sur les récoltes et des cautions personnelles. Puis elle changea de méthode et ne prêta plus que sur garanties foncières. Ceci eut pour effet de priver les métayers, qui exploitaient les deux tiers des terres, de toute possibilité d'obtenir des crédits des coopératives. C'est ainsi que de nombreuses sociétés passèrent entre les mains de propriétaires et même de

négociants. La Banque avait été chargée à l'origine de consentir aux sociétés coopératives des prêts à taux d'intérêt réduit, et également de répondre à certains besoins de l'agriculture en fournissant au prix de gros certains produits et principalement des engrais. Pendant un certain nombre d'années, la Banque avait trouvé plus profitable de prêter ou de fournir directement aux propriétaires terriens et aux cultivateurs possédant eux-même des terres, à des taux et des prix plus élevés, écartant ainsi les coopératives, qui bien souvent n'avaient plus guère d'activité. En 1945, moins d'un quart seulement des ressources de la Banque étaient prêtées par l'intermédiaire des coopératives. Il est même arrivé que cette proportion fût encore inférieure.

En 1957, un plan quinquennal visant à réorganiser le système de crédit coopératif agricole fut mis en oeuvre. La réorganisation devait porter sur les coopératives primaires et en exclure les négociants ou autres qui y avaient des intérêts établis. Elle devait permettre d'instruire les adhérents et les employés en leur enseignant la signification de la coopération et la manière de gérer eux-mêmes leurs affaires. A la même époque, on chercha à augmenter à la fois le nombre des adhérents et celui des sociétés primaires, à fournir à celles-ci un personnel compétent, et à améliorer leurs immeubles et leur matériel. La première année, ce programme ne fut appliqué que dans trois districts. Il tendait à instituer dans chaque village une coopérative à laquelle tous les fermiers devaient en principe adhérer, et à la doter d'un employé et de bureaux. En outre, bien que la Banque coopérative de crédit agricole continue à accorder des prêts aux particuliers, elle a beaucoup développé le volume des crédits accordés par l'intermédiaire des sociétés coopératives, moyennant des nantissements sur les récoltes.

Le nouveau système s'est étendu chaque année à un plus grand nombre de districts et l'on espère qu'en 1961, la totalité des 115 districts pourra en bénéficier. La réorganisation du crédit a été liée au plan d'amélioration progressive des méthodes agricoles et du niveau de vie rural. La première année où ce système s'étendait à un nouveau district, l'effort de réorganisation se portait principalement sur la fourniture des produits nécessaires à l'agriculture, la protection des cultures, la création d'une coopérative d'approvisionnement en carburants, la préparation d'un plan cadastral exact, et l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale. Il était prévu de



poursuivre ces activités pendant les années suivantes, alors même que l'on encourageait les sociétés à épargner et à augmenter leur capital et que, la mécanisation de l'agriculture, les essais de culture en commun et la commercialisation en coopérative faisaient leurs débuts pour être ensuite confiés à des organismes spécialisés. La création d'un fonds commun de prévoyance et l'élaboration de projets sociaux liés au développement de la communauté ont été envisagés dès le début. Des cours de formation pour les coopérateurs et pour les membres des comités de gestion furent projetés, et on mit au programme des études sur les effets économiques et sociaux de l'action coopérative déjà entreprise. On espérait que dès la cinquième année du plan, les sociétés seraient capables de mener leurs affaires et que la Banque de crédit agricole serait devenue une entreprise entièrement coopérative.

Le travail de réorganisation fut confié aux unions de coopératives provinciales, qui reçurent du Ministère du travail et des affaires sociales des crédits destinés à couvrir le traitement de leur personnel technique et administratif, ainsi que les frais de personnel et d'équipement des sociétés primaires. On espère qu'en fin de compte ces unions pourront devenir financièrement autonomes et que leurs frais seront couverts par les cotisations et les émoluments qu'elles percevront pour la vérification des comptes. Pour l'ensemble du pays, la direction d'ensemble du plan est confiée à l'Administration du Crédit coopératif agricole et au Conseil supérieur du crédit au sein desquels sont représentés les ministères intéressés, la Banque de crédit agricole et les unions de coopératives.

Au cours des trois premières années d'application du plan, on a enregistré une augmentation très importante des crédits mis à la disposition de l'agriculture par rapport aussi bien à l'étendue des régions qu'au nombre des bénéficiaires. Au total 1333 sociétés avaient été touchées et un montant de 7.7 millions de livres égyptiennes prêtées à 300.000 agriculteurs. Ces chiffres ont d'ailleurs augmenté depuis. En Egypte, le remboursement des prêts n'a jamais présenté autant de difficultés que dans certains autres pays et une fois réorganisées, les sociétés de crédit ont enregistré une moyenne de 94 pour cent de recouvrements. Une grande partie des fonds avancés l'ont été sous forme d'engrais et d'insecticides, de tourteaux, de semences, de carburant et, dans une faible mesure, d'articles ménagers; ces fonds étaient fournis soit par la Banque de crédit agricole, soit par la Société coopérative de vente en gros, dont nous parlerons plus loin.

Au cours de cette période, les coopératives ont également encouragé l'achat de bétail et la mécanisation, et travaillé à l'aménagement du milieu dans les villages; quelques-unes d'entre elles s'étaient chargées de la commercialisation du coton, et d'autres se livraient à des essais de cultures nouvelles sur des parcelles expérimentales.

A part les coopératives issues de la réforme agraire, et les coopératives agricoles ordinaires dont l'activité consiste essentiellement à ouvrir des crédits, il en existe un nombre limité qui remplissent des fonctions spéciales telles que la commercialisation des fruits et des légumes (d'ailleurs assurée par plusieurs organisations fort anciennes et travaillant d'une manière très satisfaisante), l'élevage du bétail, le remembrement des exploitations et la protection des métayers assurée par la substitution de contrats collectifs aux arrangements conclus individuellement avec les propriétaires. Un fonds national d'assurance coopérative pour le bétail a été constitué, mais sur le plan du village ou de la région, il semble que cette activité soit aux mains des coopératives de crédit et des coopératives issues de la réforme agraire.

Une expérience particulièrement intéressante est celle des "coopératives unifiées d'assolement": ce sont d'anciennes coopératives de crédit et d'approvisionnement, réorganisées en vue de remédier aux inconvénients techniques d'un morcellement excessif. Au lieu d'adopter la méthode plus conventionnelle, mais parfois aussi lente et malaisée du remembrement des exploitations, la coopérative d'assolement unifiée obtient l'agrément de ses membres à la division de l'ensemble des terres du village en trois blocs - comme c'est le cas dans les villages de la réforme agraire - portant trois cultures différentes qui suivront une rotation régulière. Les sociétaires qui ont des terres dans l'un des trois blocs seulement, peuvent réclamer aux propriétaires de terres situées dans chacun des autres blocs, une partie de leur récolte égale à celle qui aurait été produite par un tiers de la superficie qu'ils possèdent, si ce tiers avait été situé dans les autres blocs. Ils remettent en contrepartie les deux tiers de la récolte qu'ils ont effectivement produite. Des arrangements analogues peuvent être conclus lorsque les terres sont divisées en deux blocs. De tels échanges peuvent souvent être organisés à l'amiable, entre gens qui se connaissent. Ce système de blocs permet d'utiliser efficacement les engrais, les insecticides et, dans certains cas, les moyens mécaniques, et d'augmenter ainsi les rendements.

Le groupe le plus nombreux des coopératives non agricoles est constitué par les coopératives de consommation, qui se sont créées en grand nombre au cours de la deuxième guerre mondiale, pour s'occuper des denrées rationnées. Ces sociétés s'approvisionnent auprès d'un certain nombre de coopératives provinciales de vente en gros qui semblent également s'être organisées pour faire face à des conditions exceptionnelles, plutôt que pour répondre à des initiatives locales. Le retour à la libre concurrence a montré la faiblesse du système. La plupart de ces sociétés étaient trop petites pour continuer à employer un personnel de valeur ou à maintenir un stock de marchandises suffisant pour attirer la clientèle. La concurrence les a obligées à accorder des crédits à leurs clients, et l'insuffisance de leurs ressources en capitaux les a empêchées de s'approvisionner aux meilleures sources. Elles ont dû trop souvent accepter des liens de dépendance avec leurs fournisseurs. Les seules sociétés qui se soient maintenues avec un succès appréciable sont celles qui existaient dans les grandes villes, qui vivaient en symbiose avec certaines firmes.

En 1952, les coopératives provinciales de vente en gros, ont été remplacées par une société coopérative nationale dont l'activité a véritablement commencé en 1954. Elle groupe 1867 sociétés primaires (coopératives agricoles et de consommation). Son capital est constitué par les parts sociales de ces sociétés primaires et par les avoirs des anciennes sociétés régionales. Cette nouvelle société nationale fait le négoce des produits alimentaires, et notamment de ceux qu'elle achète à ses membres cultivateurs: du savon, des textiles et des produits et matériels divers demandés dans l'agriculture; elle est autorisée à se livrer à des activités industrielles et à ouvrir des magasins pilotes pour la vente au détail. Selon les derniers chiffres disponibles, la Société nationale de vente en gros réalise un chiffre d'affaires d'environ un million de livres égyptiennes; elle ne vend pas de produits pétroliers, ce négoce étant réservé à la Société coopérative nationale des pétroles, qui groupe 450 sociétés membres, et plus de 16.000 membres individuels, dont le chiffre d'affaires atteint environ 16 millions de livres égyptiennes.

En 1955, un expert nommé par le Bureau international du Travail s'est livré à une étude spéciale du fonctionnement des coopératives de consommation en Egypte. Il a recommandé une réorganisation complète et, dans certains cas, une fusion, des sociétés de vente au détail, l'institution

d'un système de vérification des comptes périodique, des réunions de membres plus régulières, une réforme administrative de la société coopérative nationale de vente en gros selon des principes de gestion modernes, et le renforcement des liens entre cette société, la Banque et l'Union nationale des coopératives récemment instituées.

En Egypte, la création de coopératives scolaires et universitaires a marqué des progrès remarquables. Ces coopératives s'occupent de questions d'épargne, de l'achat de livres, des offres et demandes d'emplois accessoires, de la culture dans des parcelles expérimentales et de l'organisation d'ateliers dans des écoles techniques. Elles initient également leurs adhérents aux idées et aux méthodes de la coopération.

Il est hors de doute que le gouvernement égyptien utilise le mouvement coopératif comme un instrument de premier ordre en vue de mettre en oeuvre un plan ambitieux de développement agricole et de progrès social. A part son rôle essentiel, d'organisme de crédit, de fournisseur et d'agent de vente, ce mouvement interviendra sans doute de façon déterminante dans la colonisation des terres, qu'il s'agisse des anciens grands domaines ou des terres récemment ouvertes à la culture, et encouragera l'amélioration des techniques agricoles, la diversification des cultures et l'augmentation du cheptel; il contribuera à la stabilisation des prix, à la ville comme à la campagne, et à la mise en oeuvre des dispositions gouvernementales, son rôle pouvant aller ici jusqu'à la perception des impôts; enfin, il aidera à améliorer les conditions sociales et sanitaires dans les villages.

Le problème le plus ardu a été de former et d'organiser un personnel approprié, employé ou non par l'Etat, qui puisse susciter la création de sociétés, leur assurer une bonne gestion et organiser leur passage ultérieur à un régime d'administration autonome. Une grande partie de cette activité est dévolue aux unions régionales, qui sont actuellement au nombre de 20. Elles ont reçu des subsides gouvernementaux pour une période de 5 ans, selon une échelle dégressive et elles reçoivent également les contributions des sociétés primaires qui, en règle générale, consacrent 10 pour cent du bénéfice résultant des transactions de leurs membres à un fonds d'éducation. La plupart des unions mettent en oeuvre des programmes de formation professionnelle pour leurs propres employés et pour ceux des sociétés locales, mais il s'agit plutôt de programmes à court terme. Elles convoquent des conférences périodiques et certaines d'entre elles publient des revues ayant un but éducatif. Une Union nationale des

coopératives a été fondée en 1957; elle tient régulièrement des congrès nationaux.

En 1959, la Ligue des Etats Arabes a organisé un cours de formation de 5 mois pour les dirigeants des coopératives, mais il ne semble pas que cet effort ait été poursuivi, bien que des cours de formation de courte durée soient organisés de temps à autre dans divers Etats. Le Département des Coopératives du Ministère des affaires sociales, la Banque de crédit agricole et la Société coopérative de vente en gros donnent tous trois aux membres de leur personnel une formation professionnelle en cours d'emploi. La coopération est une matière inscrite au programme de diverses universités égyptiennes, mais il n'existe jusqu'ici aucun établissement d'enseignement dont le programme soit entièrement consacré à la coopération, bien que certaines propositions tendant à étendre et à centraliser la formation coopérative soient à l'étude depuis quelque temps.

FEDERATION DE RHODESIE ET DU NYASSALAND

La coopération s'est développée de façon indépendante selon des orientations assez différentes dans les trois territoires de la Fédération, qui seront donc étudiés séparément. Il n'existe pas d'organisme coopératif fédéral.

Rhodésie du Nord

Ce territoire compte une population d'environ 2.200.000 habitants. L'industrie minière occupe la première place dans l'activité économique et les principaux produits agricoles mis en vente sont le maïs, le tabac et le coton. Ils proviennent des exploitations agricoles européennes aussi bien qu'africaines. Depuis 1915, il existe des coopératives de fermiers européens, dont l'activité principale consiste à écouler la production de leurs membres. L'extension des mines de cuivre et les menaces qui ont pesé sur les importations de denrées alimentaires pendant toute la guerre de 1939-46 ont suscité une évolution assez rapide des méthodes d'exploitation indigènes. En effet, l'agriculture passa de la production de subsistance à la culture marchande, et des groupements semi-coopératifs ayant pour tâche d'assurer l'écoulement du tabac, des arachides et du ghee, se sont développés sous une surveillance gouvernementale assez étroite.

En 1947, une Ordonnance sur les coopératives fut promulguée en vue d'encourager les sociétés africaines, et un Département des sociétés coopératives et de commercialisation fut créé. En 1955, ce département avait près de 100 employés. Il se consacrait cependant aussi à des activités auxiliaires, comprenant l'immatriculation des coopératives de construction et des syndicats ouvriers, ainsi qu'à l'administration de la Caisse de prêts aux commerçants indigènes.

A la fin de 1959, on comptait 245 coopératives, réunissant 33.000 membres et faisant un chiffre d'affaires total de £ 6.500.000. Leur principale activité était la commercialisation des produits agricoles. Un petit groupe de sociétés composées de fermiers européens réalisait un chiffre de près de £ 4.000.000, ses activités portant principalement sur le maïs, le tabac et les produits laitiers. Ces coopératives fournissaient également à leurs membres pour plus de £ 1.000.000 de produits pour l'agriculture. Des sociétés africaines, de moindre importance mais plus nombreuses, faisaient un chiffre d'affaires d'environ £ 1.250.000 où la vente à leurs membres d'une quantité peu importante de produits de consommation entraînait pour une faible part. Elles étaient au nombre de 140, organisées en 15 unions régionales. Les mouvements des récoltes étaient financés par des prêts à court terme consentis par le gouvernement agissant par l'intermédiaire de la Banque de crédit foncier agricole, ou par les organismes officiels de

commercialisation. Nombre de sociétés écoulent leur production par l'intermédiaire de ces organismes mais leurs marges de bénéfices en général sont si faibles qu'il ne leur est guère possible d'accumuler des réserves ou d'étendre leur activité. Celles qui ont réussi à se constituer des ressources les consacrent aux prêts saisonniers qu'elles consentent à leurs membres, mais les autres sont obligées de contracter des emprunts à cet effet.

Il existe un nombre limité de coopératives d'épargne qui groupent, en général, des salariés travaillant dans les zones urbaines de la Province centrale; elles seraient sans doute plus nombreuses si un grand nombre de firmes industrielles importantes n'avaient organisé leurs propres organismes de prêt et d'épargne au bénéfice de leurs employés. Il existe au moins une société d'épargne groupant des pêcheurs, et une autre composée de membres européens. L'Association de crédit coopératif commercial, dont les membres sont africains mais dont la gestion est assurée par des Européens, administre, dirige et contrôle les plans de financement institués pour le développement des petites entreprises africaines. Il existe deux coopératives de transport africaines.

On compte environ 20 sociétés de consommation, africaines et européennes, dont la plupart ont leur siège dans les zones industrielles. Elles ont éprouvé de grandes difficultés à recruter un personnel compétent et honnête, et même à former des comités; il leur a été malaisé d'établir le principe de la vente au comptant, et elles sont par conséquent lourdement endettées; c'est particulièrement le cas pour les sociétés européennes, moins soigneusement contrôlées. Un petit nombre d'entre elles ont réussi, mais dans l'ensemble elles vendent une quantité moins importante de biens de consommation que les sociétés de commercialisation.

Bien que la coopération soit encore relativement peu étendue en Rhodésie du Nord, elle n'a pas seulement contribué largement à assurer aux fermiers, tant africains qu'européens, un prix honnête pour leurs produits, mais elle a aussi stimulé la production de nouveaux produits, et son rôle dans l'ensemble du développement des campagnes n'est pas négligeable. Toutes les sociétés primaires, par exemple, ont prévu dans leurs statuts des dispositions relatives aux méthodes de culture et de conservation du sol.

Il n'existe pas d'organisation coopérative centrale ou fédérale, bien que l'on ait envisagé de créer une banque centrale, aussi le développement et la direction du mouvement coopératif sont-ils toujours entièrement aux mains du Département des coopératives. La propagande coopérative est assurée par des expositions agricoles organisées avec le concours des coopératives locales, par des émissions radiophoniques et par des magazines et des journaux africains.

Des cours de formation coopérative ont lieu dans des centres et des écoles, et le Département organise chaque année un cours professionnel de trois mois pour son propre personnel stagiaire. En outre, il fait suivre à ses employés supérieurs des cours organisés en Afrique au bénéfice de plusieurs territoires, et envoie même certains dirigeants au Collège des coopératives, en Angleterre. La création en Rhodésie d'un centre permanent de formation coopérative professionnelle est actuellement envisagée.

#### Nyassaland

C'est un petit territoire dont la population relativement dense s'élève à 2.500.000 habitants. Un grand nombre d'entre eux émigrent pour trouver du travail, du fait que le pays ne possède pas d'autres ressources naturelles que l'agriculture. Un Directeur de la coopération fut nommé en 1938, mais le mouvement n'a guère pris d'ampleur avant 1947. C'est dans la Province du nord que la coopération a été la plus active; son domaine d'élection a été la commercialisation de la production, et notamment celle des cultures vivrières. En effet, les cultures qui donnent lieu aux plus fortes exportations - le tabac et le coton, tous deux produits dans de très nombreuses exploitations africaines disséminées - sont commercialisées par des organismes officiels, qui jusqu'ici ne se sont pas préoccupés d'organiser des coopératives en tant qu'intermédiaires entre eux et les fermiers individuels.

On a choisi la Province du nord pour y tenter les premières expériences coopératives, en partie à cause des qualités d'intelligence de ses habitants et de leur organisation patriarcale facilitant l'organisation coopérative, en partie aussi parce que leur éloignement des centres de consommation rendait la vente de leurs produits plus difficile que pour les fermiers du sud ou du centre se trouvant à proximité de la zone cuprifère de Rhodésie. Les premières coopératives organisées furent les laiteries produisant du ghee (beurre clarifié). Elles étaient au nombre de 45 en 1960, la plupart groupées en deux unions coopératives de production, couvrant la région du Bulambia et la Vallée du Kasitu, avec cinq laiteries indépendantes dans le Mzimba du sud. Toutes ces laiteries sont de peu d'importance, mais, en augmentant le prix du lait, elles ont joué un rôle important dans la vie économique des propriétaires de bétail des régions très isolées où elles sont établies. Leur activité a été troublée en 1959 par l'agitation politique, coïncidant avec une saison herbagère particulièrement médiocre. Un autre élément défavorable fut l'importation massive de ghee de basse qualité, à laquelle les autorités mirent ultérieurement bon ordre. On envisage une réorganisation qui comporterait la fusion des laiteries de peu



d'importance, dont l'exploitation n'est pas rentable.

On s'efforce actuellement d'étendre et d'accroître la production du riz dans le Nyassaland, étant donné que la demande intérieure ne peut encore être entièrement satisfaite. Il y avait en 1960 treize sociétés primaires de vente du riz, organisées en trois unions de district ayant pour fonction le financement des sociétés primaires, et le traitement et la vente du paddy acheté à leurs membres. Deux de ces unions possèdent leurs propres rizeries, dont l'une travaille le paddy pour le compte de la troisième union, qui ne possède pas de rizerie bien qu'elle exploite une coopérative de consommation. Le capital nécessaire aux rizeries et autres installations coopératives, a été obtenu grâce à un prêt du Fonds africain de développement et d'assistance. Les avances à court terme pour l'achat de la récolte sont empruntées par les unions aux banques commerciales.

Il existe cinq coopératives de producteurs de café, toutes dans la Province du nord, qui se sont bornées pendant quelques années à collecter le café en parches déjà dépulpé par le planteur, et à l'expédier à l'Union coopérative du nord en vue de l'usinage et de la vente. On assista au cours de cette période à un accroissement rapide de la production et à une amélioration de la qualité du café du Nyassaland; pourtant la récolte globale demeure peu importante et les ventes effectives sur le marché mondial sont fonction du maintien de la qualité dans les livraisons. A cet égard, on espère créer bientôt des centres de dépulpage où la cerise pourra être traitée en vrac, le dépulpage, la fermentation, le lavage et le séchage étant étroitement contrôlés à tous les stades. En 1960, le Fonds africain de développement et d'assistance finançait la construction de la première centrale de dépulpage. En vue de propager les nouvelles méthodes, un groupe de planteurs fut envoyé au Kenya afin d'y étudier la commercialisation du café par les coopératives.

L'Union coopérative du nord a été fondée en 1950, principalement au profit et avec la participation des coopératives laitières et des coopératives de café. Elle institua successivement un département des approvisionnements, une section de transport et une section de fabrication, qui entreprennent le traitement du café, la mise en boîtes et l'écoulement du ghee, ainsi que la mouture du maïs et du blé. Il fut décidé en 1959 que l'Union se livrait à un trop grand nombre d'activités pour pouvoir en exercer aucune de façon satisfaisante. En conséquence, les sections des approvisionnements et du transport ont été supprimées. La section de fabrication, qui est essentielle pour les industries du café et du ghee, poursuit son activité, et l'Union continue à exploiter des stations d'essence et une coopérative de consommation.

Pour achever l'inventaire des coopératives du Nyassaland, citons une société de commercialisation des fruits et légumes, et un petit nombre de moulins à maïs, exploités pour la plupart par une coopérative ou une union établie à d'autres fins; une société africaine de vente en gros et onze petites sociétés de consommation, dont deux sont formées de membres européens.

Des cours professionnels accélérés destinés au personnel de la coopérative et des unions de vente sont organisés par le Département de la coopération. Le personnel du Département lui-même va, dans la mesure du possible, suivre les cours de six mois organisés à l'Ecole de coopération de l'Afrique orientale à Kabete, et les chefs sont envoyés pour une année au Collège des coopératives en Angleterre.

#### Rhodésie du sud

La coopération n'était pratiquée en Rhodésie du sud, jusqu'à une époque récente, que par des fermiers européens. Elle débuta en 1911, au moment où fut fondée la Société coopérative des fermiers pour la collecte et la vente du maïs au Mashonaland. Plus tard elle fut inscrite sous la raison sociale: "Farmers' Co-op. Ltd." (Société coopérative des fermiers) en vertu d'une loi de 1925. Plusieurs autres entreprises analogues furent créées, dont quelques-unes desservaient une région, d'autres exploitant des industries agricoles telles que le triage du tabac, la transformation des produits laitiers, la fabrication de lard fumé et le pressage de l'huile. Elles travaillent en étroite collaboration avec des organismes officiels comme l'Office de commercialisation des céréales et la Commission des entrepôts frigorifiques. Aussi la commercialisation des principaux produits agricoles, à l'exception du tabac, a-t-elle été limitée, et l'activité coopérative s'est-elle surtout exercée dans la fourniture des produits nécessaires à l'agriculture et à la commercialisation de récoltes secondaires telles que les pommes de terre, le tournesol, les légumes et les semences.

Jusqu'à la constitution de la Fédération avec la Rhodésie du Nord et le Nyassaland, aucune coopérative indigène n'a été régulièrement créée ou immatriculée, mais quelques associations de fermiers dans les "Natives Purchase Areas" avaient cherché à aider les agriculteurs africains en introduisant une forme de coopérative de vente des produits agricoles. On a également signalé l'existence de quelques coopératives africaines de consommation non immatriculées dans les centres urbains.

En 1954, l'application du Southern Rhodesia Cooperative Companies Act (loi sur l'administration des sociétés coopératives de Rhodésie du Sud)

fut transférée au Ministère fédéral de l'Agriculture pour ce qui était des coopératives de fermiers européens. Un "registrar" des sociétés coopératives africaines fut désigné peu après. On s'attendait qu'une loi sur les coopératives africaines fût votée, et on espérait qu'il serait alors possible de procéder à la formation de coopératives africaines de commercialisation dans le cadre du Grain Marketing Act (loi sur la commercialisation des céréales) grâce sans doute à des prêts du Native Development Fund (Fonds de développement des populations indigènes).

S E N E G A L

Le Sénégal compte un peu moins de 3 millions d'habitants, dont la grande majorité est occupée à l'agriculture et à l'élevage. L'industrie, concentrée dans les villes, est relativement peu développée et l'on pratique assez activement la pêche tout le long du littoral. Comme dans les autres territoires sous influence française, une tentative remontant à un certain nombre d'années, a été faite pour organiser l'économie agricole selon des principes apparentés à ceux de la coopération. Ces efforts ont été suscités par le besoin de porter au maximum le volume des produits du sol, particulièrement des arachides, qui représentent la principale production marchande, et du millet, principale culture vivrière du pays, actuellement gros importateur net de denrées alimentaires. Il est également nécessaire de protéger le paysan contre le commerçant usurier, qu'il soit voyageur de commerce ou habitant du village. Au cours de ces dernières années, d'autres besoins se sont manifestés. Les jeunes gens ont eu tendance à désertier les villages pour s'entasser dans les villes, créant ainsi une dangereuse situation de chômage dans les agglomérations urbaines, tout en enlevant à l'agriculture la main-d'oeuvre dont elle a besoin. Il se produit du même coup un déséquilibre entre le niveau de vie et de culture des villes et des campagnes. Les investissements ont tendance à être absorbés par les villes ou attribués de préférence aux grands projets, alors que la campagne périclité. Le pays a besoin d'une classe moyenne rurale formée d'exploitants instruits et d'artisans qui soient capables de servir de lien entre les paysans illettrés et les techniciens pleinement qualifiés employés par le gouvernement. Le pays a également besoin de trouver un moyen d'améliorer la vie rurale qui fera disparaître l'ancien système des dix jours de travail obligatoires dans les villages.

Dans les premières années, l'effort d'organisation s'est manifesté par l'intermédiaire des Sociétés de prévoyance et des Sociétés mutuelles pour le développement rural, qui ont donné une impulsion à la culture, tout spécialement à celle des arachides. A ces sociétés s'étaient associées un nombre limité de coopératives locales. Le système a été réorganisé en 1960. La structure demeure complexe, et la ligne de démarcation entre la responsabilité des pouvoirs publics et l'initiative privée n'est pas clairement définie; on espère toutefois marquer une distinction plus nette entre elles à l'avenir.

Trois ministères au moins consacrent une partie de leur activité au mouvement coopératif: le Ministère de l'économie rurale et de la coopération

est chargé du service technique des coopératives, dont le personnel suit actuellement des cours de coopération, ses membres étant désignés pour occuper divers emplois dans le pays, où ils auront à promouvoir et à surveiller le mouvement coopératif; le Ministère de l'instruction technique est chargé de leur formation professionnelle; le Ministère du développement et de la coopération est chargé des Centres régionaux d'aide au développement (connus sous le sigle CRAD) qui ont hérité des bâtiments et de l'équipement des anciennes Sociétés de prévoyance et des Sociétés mutuelles, et qui jouent le rôle de sociétés régionales de commercialisation. Un fonctionnaire des coopératives est attaché à chacun de ces centres, mais - nous l'avons déjà dit - il dépend du Ministère de l'économie rurale. Un autre type d'organisation: le Centre pour l'expansion rurale (CER) exerce une activité parallèle à celle des CRAD et dépend des deux Ministères, mais il s'occupe principalement de la mise en oeuvre des projets agricoles pilotes et n'intervient qu'accessoirement dans les questions de coopération.

Deux organisations nationales ayant le statut de services publics donnent aux CRAD ainsi qu'aux coopératives qu'ils ont formées la possibilité de déployer des activités économiques; ce sont: l'Office de commercialisation agricole et la Banque de développement du Sénégal, tous deux fondés en 1960.

L'Office de commercialisation agricole est un organisme de droit public ayant la personnalité juridique et jouissant d'une complète autonomie financière. Il a un directeur nommé, et est gouverné par un Conseil représentant les Ministères et les Banques. Il répond de son activité devant le Ministère du commerce et des finances. Il a le pouvoir (a) de réglementer le commerce des produits agricoles et d'entreprendre des opérations commerciales dans ce domaine, (b) d'améliorer les conditions d'importation des produits nécessaires à l'agriculture, (c) de prendre des décisions relatives à la réorganisation des marchés. Il est seul habilité à commercialiser les produits livrés aux coopératives et, par ces dernières, aux CRAD, et il a le droit d'établir ses propres centres de ramassage dans les districts où il n'existe pas encore de coopératives. Il peut, en certaines circonstances, établir ses propres centres de vente de semences ou d'autres produits nécessaires à l'agriculture. Il dispose d'un Conseil de commercialisation des produits agricoles, auquel sont représentés des grossistes ainsi que des exportateurs et des importateurs privés. L'Office de commercialisation compte parmi ses membres deux représentants des coopératives. Il dispose de comités

consultatifs régionaux et d'un comité national spécialement chargé de l'exportation des arachides. En tout ceci, l'Office de commercialisation a repris de nombreuses fonctions qui étaient assumées antérieurement par d'autres organisations; il s'inspire néanmoins d'un principe assez différent qui peut se définir comme suit: "économie planifiée sous le contrôle de l'Etat, et soustraite à la spéculation privée" et il vise en outre à diversifier la production nationale.

La Banque de développement a repris les avoirs de l'ancienne Banque centrale de crédit mutuel agricole, et recourt aux CRAD qui lui servent d'agents régionaux. L'Etat détient 51 pour cent de son capital-actions. Elle est gouvernée par un Conseil de 15 membres représentant différents groupes d'actionnaires. Elle exerce son activité bancaire (a) au nom de toutes les institutions publiques et semi-publiques placées sous le contrôle de l'Etat (et elle a constitué à cet effet un fonds d'investissements largement alimenté par des capitaux français et internationaux) et (b) au nom de toutes les coopératives et associations mutuelles. Dans la pratique, elle se charge également d'opérations bancaires pour des entreprises privées. Dans les affaires de coopératives, la banque accorde des avances directement à l'Office de commercialisation agricole, qui les répartit par l'intermédiaire des CRAD aux centres de ramassage coopératifs ou "pré-coopératifs", habituellement sous forme de semences, d'engrais ou d'appareils domestiques.

Comme on l'a noté plus haut, les CRAD ont repris les bâtiments, les entreprises (y compris les transports) et les tâches d'une organisation antérieure: la Société mutuelle pour le développement rural. Celle-ci était, au moins en titre, un organisme démocratique de caractère local. Le CRAD est de caractère nettement gouvernemental, et il tire ses ressources des impôts locaux aussi bien que des bénéfices des opérations commerciales et financières. Son activité consiste à exercer les fonctions d'agent de la Banque de développement et de l'Office de commercialisation agricole, et de consentir des avances aussi bien que de ramasser les produits des coopératives primaires et des pré-coopératives. Ces dernières bénéficient d'un solide appui officiel et leur nombre augmente rapidement. On espère qu'elles finiront par prendre un caractère entièrement privé et autonome, et qu'il sera possible de transformer les CRAD en unions coopératives dirigées par leurs sociétés membres.

Il convient de préciser ici que les Centres d'expansion rurale (CER) sont des organismes de droit public institués par décrets des gouverneurs de régions. Ils ne possèdent pas la personnalité juridique et ne jouissent d'aucune autonomie financière, et sont constitués par des fonctionnaires spécialisés chargés de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de l'élevage, du contrôle des ressources hydrauliques, des coopératives de pêche, etc. Ils emploient des moniteurs et ont mis en oeuvre un certain nombre de projets-pilotes, et notamment de nouvelles cultures et de nouvelles méthodes agricoles de caractère expérimental. La propagande en faveur de la coopération est l'une de leurs tâches, mais ils ne jouent aucun rôle organique dans les systèmes coopératifs en voie de formation.

Les coopératives - à part un petit nombre d'entre elles qui existent depuis quelques années - sont régies par la loi de mai 1960. Elles peuvent se constituer soit en vue d'exercer une activité dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'exploitation forestière et les industries rurales, soit pour mettre en oeuvre les plans du CRAD, de la Banque de développement ou de l'Office de commercialisation. Elles peuvent former des unions. Il leur est interdit d'exercer une activité politique ou religieuse. La plupart d'entre elles ne sont immatriculées qu'au bout d'une période probatoire d'environ deux ans. Pendant cette période, elles portent le nom d'Associations d'intérêts ruraux (AIR). Elles sont administrées par le CRAD. On les utilise pour distribuer des avances à court terme et faire la collecte des récoltes. Une coopérative ne peut être constituée que si les avances fournies ont été remboursées au moment où la coopérative reprend l'actif et le passif de l'AIR. L'immatriculation se fait sur la recommandation du Service technique de la coopération; approuvée par le Comité régional d'immatriculation, constitué par la Commission de surveillance du CRAD et l'inspecteur régional des coopératives.

Les membres souscrivent des parts sociales en proportion des affaires qu'ils espèrent conclure avec la coopérative. Les parts sociales, les réserves et les dépôts d'épargne éventuels sont investis dans la Banque de développement. Le passif ne peut être supérieur à dix fois le capital souscrit. La coopérative s'engage à passer par l'Office de commercialisation pour toutes ses affaires. Le Service technique exerce un pouvoir considérable sur les coopératives, qu'il peut obliger à agir de certaines façons et qu'il peut dissoudre si elles s'y refusent. Les Comités sont élus pour trois ans et renouvelés par tiers chaque année. Ils sont assistés d'un

conseiller nommé par le CRAD. Toute la comptabilité est tenue actuellement par le CRAD, qui informe trimestriellement le Comité de gestion de la position de la société.

Dans certaines régions, les coopératives et les pré-coopératives sont nombreuses et groupent de 70 à 80 pour cent des exploitants. Certaines existent depuis 4 ou 5 ans et fonctionnent assez bien. Leur prospérité dépend cependant dans une large mesure du Président, et le sens des responsabilités commence seulement à se développer parmi ses adhérents. Les coopératives accordent des prêts, principalement pour l'achat de semences et d'engrais et, d'une manière plus limitée, pour l'achat de matériaux de construction et de toitures, ainsi que pour les achats nécessaires aux cérémonies traditionnelles. Le montant des prêts accordés correspond, en principe, à 20 pour cent de la livraison des arachides de l'année précédente; l'intérêt est fixé à 8 pour cent. Les prêts de semences sont faits en nature et remboursables en nature avec un supplément de 25 pour cent. Certains villages se livrent à la culture des semences sélectionnées. D'autres prêts peuvent être remboursables en arachides livrables au cours des premières semaines de la récolte avant que les achats officiels ne commencent. Néanmoins, certaines sociétés ne parviennent pas à rembourser la totalité des montants avancés. Les arachides sont livrées par le producteur aux points de collecte du village, dans des sacs fournis par le CRAD, pesées, triées et empilées à ciel ouvert, jusqu'au moment où elles seront ramassées par les camions du CRAD. Certaines coopératives traitent aussi le millet pour lequel l'Office de commercialisation paie un prix assorti d'une subvention destinée à encourager la production.

Le mouvement coopératif s'est concentré jusqu'ici dans les districts à terres arables. Une coopérative d'élevage s'est constituée dans les régions d'élevage semi-nomade, et on espère améliorer la race, et éventuellement organiser la vente de viande pour laquelle, à l'heure actuelle, le Sénégal est tributaire de la Mauritanie.

Aucune tentative n'a encore été faite pour organiser l'exploitation coopérative de la terre. Une réforme agraire est envisagée, mais non pour un avenir immédiat. A l'heure actuelle, il existe diverses formes de régime foncier familial, qui n'équivalent cependant pas à un titre de propriété en bonne et due forme. Il existe, en outre, un système permettant d'allouer temporairement des parcelles de terre à des cultivateurs qui en deviennent les métayers en fait, sinon en titre, dans des conditions qui ne les encouragent pas à apporter d'améliorations permanentes. En ce qui concerne



les méthodes de culture, la charrue est généralement en usage et l'expérience a montré que les tracteurs, bien qu'ils puissent être utilisés dans les rizières et les cultures maraîchères, sont en général nuisibles lorsqu'ils sont utilisés dans les cultures d'arachides implantées dans la steppe sèche.

La coopération pratiquée en matière de culture maraîchère reste en dehors des structures décrites ci-dessus. Ce genre de culture est pratiquement concentré à Cap Vert, dans les environs immédiats de Dakar. Il existe quelques gros producteurs européens, mais la plupart des 3000 maraîchers sont de petits exploitants sénégalais possédant un ou deux hectares chacun. Ils sont tous membres du Syndicat des maraîchers qui dispose d'un Siège central à Dakar et de bureaux régionaux dans 10 à 12 villages. Le syndicat a pour fonction de protéger les intérêts généraux des maraîchers et de promouvoir le progrès technique dans cette branche de l'agriculture. Il conclut également des contrats avec les grossistes pour les membres qui désirent écouler leurs produits par cette voie. Tout développement immédiat de l'écoulement des produits des coopératives est freiné en premier lieu parce qu'il y a peu d'excédent par rapport à la demande locale et, deuxièmement parce que la vente est aux mains des femmes des cultivateurs qui donnent habituellement 60 pour cent de leurs recettes à leur mari, et gardent le reste pour elle-même et leurs enfants. Si à un moment quelconque la production dépasse les besoins locaux, il ne sera sans doute pas impossible d'obtenir le consentement des femmes pour exporter une partie de la production classée par qualités et convenablement emballée.

Pour l'instant, le syndicat s'est engagé dans deux entreprises coopératives. D'une part, il a constitué une coopérative de consommateurs, avec une succursale hors de Dakar, qui satisfait aux besoins domestiques et professionnels les plus importants de ses membres, et une société de crédit qui a pour but de fournir des fonds destinés au forage de puits, à l'achat de machines, etc., les avances étant consenties pour un maximum de 5 ans. Ce syndicat envisage d'emprunter à cet effet à la Banque de développement du Sénégal. Il tient énormément, ainsi que ses coopératives subsidiaires, à son caractère bénévole et à l'indépendance financière que lui vaut sa gestion et au fait qu'il ne recourt pas à des subventions de l'Etat ou d'organisations philanthropiques, et qu'il n'a jamais consenti de prêts qui n'aient pas été remboursés. Il assure également une formation commerciale aux membres de son important comité de gestion qui sont presque tous des Sénégalais - et dont chacun représente un village - ainsi qu'au personnel de l'organisation.

Le mouvement coopératif existe en dehors de l'agriculture, mais ses progrès y ont été moins marqués jusqu'ici. Pourtant on trouve dans les villes une ou deux coopératives de consommation. Dans l'industrie, le Crédit du Sénégal a cherché à intensifier la coopération. Cette institution bancaire s'est donné pour tâche de mettre sur pied une structure commerciale moderne qui devrait rester entre les mains des Sénégalais. Des prêts sont accordés à des entreprises industrielles et commerciales privées, et d'importantes avances ont été consenties aux coopératives aux fins énumérées ci-dessous:

(a) Logement. Un certain nombre de coopératives sénégalaises de logement se sont constituées; leurs membres construisent leur propre maison, mais empruntent à la banque les fonds nécessaires à l'achat du ciment et d'autres matériaux;

(b) Commerce. Les commerçants peuvent se grouper en coopératives en vue d'ouvrir des magasins et de se constituer un stock;

(c) Production des travailleurs. Des travailleurs sous contrat engagés par les divers Départements ministériels, par exemple des menuisiers, des fabricants de mobilier scolaire, peuvent se grouper spontanément et former une coopérative qui sera chargée d'acheter le matériel brut, de diriger le travail et de faire les livraisons; l'idée peut même leur en être suggérée par le Ministère qui les emploie. Les contacts avec la banque sont établis par l'intermédiaire des autorités officielles locales. La banque envoie ensuite un enquêteur chargé de lui faire un rapport sur la valeur économique du projet. En certains cas, le Ministère de l'instruction technique fait un rapport sur la compétence technique des intéressés. Une fois que le prêt est approuvé, les achats de machines, de matériaux bruts, etc. se font par la voie commerciale. Aucune tentative n'est faite pour préserver l'artisanat et l'industrie à domicile. Tout l'effort se porte sur la modernisation des méthodes de production.

Il n'existe jusqu'ici aucune coopérative de pêche proprement dite, mais le Département de l'océanographie et de la pêche en mer exécute actuellement un programme technique de modernisation de la pêche qui prendra, en définitive, une forme coopérative. Pour les besoins de l'organisation, la mise en oeuvre de ce programme est placée sous la surveillance des fonctionnaires des coopératives des CRAD. La méthode de pêche consiste à suivre les mouvements des bancs des poissons le long des côtes en utilisant des pirogues pouvant transporter 10 à 20 hommes. Les pirogues les plus grandes sont actuellement équipées de moteurs. Le poisson est acheté par les femmes, à l'arrivée des

pêcheurs. Il est ensuite soit vendu directement aux magasins ou aux propriétaires de camions qui le transportent à l'intérieur du pays, soit salé, séché, fumé ou mis en conserve de toute autre manière pour être vendu au loin. Les domaines dans lesquels on s'attend à un développement du mouvement coopératif sont les suivants: (1) entrepôts pour le remisage des moteurs et des autres engins; (2) réparation des moteurs, pour lesquelles les fournisseurs seraient disposés à former et à installer des mécaniciens; (3) vente de mazout et construction des citernes et des pompes nécessaires; (4) fourniture de filets, de goudron, de peinture et d'autres produits; (5) prêts pour l'achat de moteurs et d'autres équipements; (6) construction de halles isothermiques et fourniture de glace permettant de différer la mise en vente du poisson; (7) amélioration des méthodes de préparation. Certains entrepôts sont en voie de construction mais les coopératives n'ont pas encore été constituées.

Il est bien évident que le développement de la coopération dans tous les domaines, ainsi que le progrès des autres formes de la vie économique et sociale moderne, dépendent de la possibilité de disposer de personnel qualifié, tout d'abord dans les services officiels intéressés et, par la suite, dans les organisations bénévoles. Le personnel du Service technique des coopératives suit des cours de formation au Centre national pour la formation professionnelle et l'action, installé dans une ancienne école de pêche à Rufisque, laquelle a été rouverte pour permettre de former diverses catégories de travailleurs qui seront affectés à des emplois offerts par des organismes sociaux ou par l'Etat. Les cours d'enseignement de la coopération durent deux mois et sont suivis de deux mois de formation pratique. On espère que les bénéficiaires des cours de formation reviendront plus tard suivre des cours de perfectionnement. L'école instruit 60 étudiants à la fois. Ils ont tous un certain niveau d'éducation mais sont dépourvus d'expérience pratique. Les cours portent sur les matières suivantes: coopération, comptabilité, éducation civique et initiation à l'agriculture et à la pêche. Quelques fonctionnaires des coopératives ont été envoyés pour se perfectionner au Centre national de la coopération à Paris, et ils occupent actuellement des postes de responsabilité.

SIERRA LEONE

La Sierra Leone, ancienne colonie et protectorat britannique, est devenue indépendante dans le cadre du Commonwealth en avril 1961. Elle a une population de 2.260.000 habitants, dont la moitié vit de l'agriculture et de la culture de plantations. Les produits les plus importants sont les suivants: amandes et huile de palme, piassava, riz, cacao, café et arachides, ainsi que les produits de l'élevage. Il existe également une industrie minière, des pêcheries et un artisanat rural. Le gouvernement est intervenu pour favoriser l'écoulement des produits agricoles en instituant l'Office de commercialisation des produits de la Sierra Leone et en créant 9 huileries-pilotes qui traitent les amandes de palme et les plantes oléagineuses, une autre huilerie qui traite les arachides et les amandes de palme, et 4 moulins à riz exploités directement par le gouvernement.

La coopération a été introduite en 1936 par le Département de l'agriculture, qui cherchait à assurer des débouchés de vente plus rémunérateurs à une variété améliorée de riz. Une ordonnance sur les coopératives a été promulguée en 1939. Le mouvement coopératif n'a connu qu'un essor très limité jusqu'en 1948, époque à laquelle un "Registrar" des sociétés coopératives a été nommé. Les progrès ont d'abord été lents, puis leur rythme s'est accéléré, les domaines d'activité les plus importants étant la vente du cacao, du riz et du piassava; quelques sociétés vendaient aussi d'autres produits, notamment des bananes, des amandes de palme, du poisson, du café et du bétail.

En 1960, il y avait en tout 405 coopératives primaires, dont 235 s'occupaient de commercialiser la production, le groupe le plus nombreux étant constitué par 159 sociétés productrices de cacao. Parmi les coopératives de vente 4 s'occupaient du cacao, 3 du riz, une du piassava et une du poisson. Il existait aussi une fédération générale de vente couvrant toute la région du sud-est, 3 sociétés de culture mécanique du riz, une d'éleveurs de bétail, une coopérative de consommation et 163 sociétés d'épargne et de crédit ainsi qu'une Union de banque couvrant la région du sud-ouest. Le nombre total des membres était de 22.000, principalement des chefs de clans. Le mouvement d'affaires global était de L 460.000, dont 75 pour cent représentaient les diverses productions mises sur le marché, la plus grande partie du reste étant constituée par des crédits à court terme, et dans une proportion plus modeste, des crédits à moyen terme. Le nombre des sociétés d'épargne et de crédit augmente rapidement pour répondre à la demande. Dans les zones de cultures marchandes, les femmes sont encouragées à former des sociétés d'épargne et de crédit et les hommes des sociétés de vente, par l'intermédiaire

desquelles s'obtient une grande partie des crédits sur le nantissement des récoltes futures. Les fonds nécessaires sont obtenus dans ce cas au moyen d'un découvert en banque garanti par l'Etat. De leur côté, les sociétés d'épargne et de crédit prêtent sur leurs propres fonds, constitués par les parts sociales, les réserves et les dépôts. Dans ce cas, la garantie du prêt est constituée par la capacité de gain du membre intéressé et par sa responsabilité illimitée. En cas de nécessité, les sociétés dont la situation est saine sont en mesure d'emprunter aux banques des fonds supplémentaires au moyen d'un simple découvert. Le système des prêts, consentis sur les fonds de la Banque commerciale avalisés par le gouvernement, est aux mains du Département des coopératives, mais on espère par la suite instituer une banque coopérative.

Certaines coopératives de vente fournissent à leurs membres des biens de consommation, mais en quantités limitées, et il existe une coopérative de consommation en gros, qui exerce une activité restreinte.

Le Département des coopératives emploie 130 personnes, dont la moitié sont des fonctionnaires du cadre mobile. Ils s'occupent principalement de promouvoir, d'immatriculer et de surveiller les sociétés, mais en raison de l'analphabétisme répandu, de nombreux fonctionnaires doivent se charger de tâches que le personnel des sociétés devrait être capable de mener à bien par lui-même. Des programmes de formation professionnelle pour le personnel des sociétés primaires et des unions sont pourtant mis en oeuvre grâce à l'organisation de cours d'une durée de dix semaines donnés sous le régime de l'internat à vingt secrétaires à la fois. Les Unions et la Fédération sont également en train de reprendre partiellement des mains du Département la surveillance de leurs sociétés membres. Une union d'épargne et de crédit se charge des travaux de comptabilité pour toutes ses sociétés membres. Des cours sont également organisés pour les nouveaux fonctionnaires du Département. Ces cours durent 4 mois et sont suivis de cours de perfectionnement et, dans certains cas, d'un voyage de formation à l'étranger.

S O M A L I E

La constitution de coopératives a été encouragée par le gouvernement surtout pour l'irrigation ou la mise en culture de nouvelles terres. Le Credito Somalo a fourni une aide financière, tandis que la surveillance était assurée par l'Inspection de l'agriculture. Il n'existe pas de droit coopératif proprement dit et les coopératives, généralement constituées par les membres d'une tribu ou d'une fraction de tribu, sont enregistrées en tant que coopératives à capital variable et à responsabilité limitée. En 1956, on comptait 25 coopératives dont quelques-unes n'exerçaient guère d'activité. Il y avait 5 coopératives de producteurs d'anciens formées en associations, qui se chargeaient de la sélection, de l'emballage et de l'exportation de leur production. Il existait aussi d'autres coopératives agricoles et quelques coopératives de pêcheurs, de commerçants et d'artisans. A cette époque, le gouvernement concentrait tous ses efforts sur la création de coopératives d'irrigation et remettait à plus tard d'encourager le développement d'autres genres de coopératives. Trois grandes coopératives de colonisation agricole auraient obtenu de bons résultats, mais des tentatives faites pour fixer des nomades en les intéressant au mouvement coopératif ont eu moins de succès. En 1954, la Mission de visite des Nations Unies dans les territoires sous tutelle de l'Afrique orientale conseilla l'adoption d'une loi sur les coopératives, la création d'un Département des coopératives, et insista pour que les coopératives agricoles de vente, de crédit et d'artisanat reçoivent des encouragements plus importants.

S O U D A N

Le Soudan est peuplé de 11.500.000 habitants disséminés sur un vaste territoire. Les principales ressources du pays sont l'agriculture et l'élevage, ainsi que le coton, qui représente la culture marchande la plus importante. Une grande partie du coton est cultivée dans de vastes domaines ou des plantations occupées par des colons, telles que la colonie de Gézirèh, qui disposent de leurs propres organisations de crédit et de vente. Une partie non négligeable de la récolte de coton provient aussi d'exploitations indépendantes de moindre importance.

Le mouvement coopératif a débuté il y a une trentaine d'années, lorsque des cultivateurs s'associèrent de leur propre mouvement pour pomper l'eau du Nil en vue d'irriguer les terres. En 1946, M. W.K.H. Campbell fut invité à faire rapport sur les possibilités de développement du mouvement coopératif. A la suite de ses recommandations, une ordonnance sur les sociétés coopératives fut promulguée en 1948. On créa alors un Département des coopératives et on commença à former des fonctionnaires sur place et à l'étranger. A la suite d'une campagne de propagande, les associations de pompage déjà existantes, ainsi que quelques associations agricoles furent transformées en sociétés coopératives et immatriculées en cette qualité. De nouvelles associations groupant des agriculteurs, et aussi quelques associations de consommateurs, se constituèrent peu après. En 1958, le nombre total des coopératives était de 450, et elles comptaient 95.000 membres.

Les coopératives les plus anciennes, celles qui disposent des capitaux les plus importants, sont les 88 sociétés agricoles de pompage, presque toutes situées dans la province du nord, la plupart sur le Nil Blanc, au sud de Khartoum. Les pompes remplacent la traditionnelle roue de bois, ou sagia. Les membres de la coopérative recueillent des fonds pour l'acquisition d'une installation de pompage, construisent des locaux et creusent les canaux nécessaires au plan d'irrigation d'un village ou d'un groupe de villages. Le succès financier de l'entreprise dépend en grande partie de l'importance du territoire, celui-ci devant être suffisamment grand pour assurer une utilisation pleinement rentable de la pompe. L'Etat contribue à la mise de fonds initiale en accordant un prêt, et le Comité de Surveillance des pompes du Nil accorde aux projets coopératifs un rang de priorité qui ne le cède qu'à celui des domaines gouvernementaux. Quand les pouvoirs publics sont propriétaires des terres et que les membres de la coopérative

En sont locataires, ces derniers livrent à peu près 50 pour cent de leur production à la société coopérative. Cette part est vendue, et quand toutes les dépenses de l'entreprise de pompage ont été réglées, le solde éventuel est remis aux membres de la coopérative, au prorata de leurs livraisons. Dans les coopératives dont les membres sont propriétaires du terrain, l'eau est fournie à un tarif modéré.

Il existe 118 sociétés de commercialisation et de crédit, dont la majorité se trouvent dans les régions agricoles arrosées par les précipitations. Leur principal objectif est de lutter contre la pratique des prêts usuraires. La plupart de leurs membres ne sont pas propriétaires de leurs terres, aussi l'Etat et, depuis peu, la Banque agricole, leur accordent-ils des avances sur les récoltes et le cheptel. Ces avances sont ensuite remboursées en nature. Ce système a été institué en 1951/52 en exécution d'un projet - pilote dont la réalisation fut très soigneusement surveillée par le Ministère de l'agriculture, l'administration locale et de district, et le Département des coopératives. Le gouvernement avança une somme de 30.000 livres soudanaises, qui fut versée aux membres des coopératives en 4 ou 5 tranches, pour couvrir le coût des semences, de la culture et des besoins alimentaires minimums des familles des cultivateurs jusqu'à la récolte. Ce projet-pilote eut d'heureux résultats, mais une tentative faite pour en étendre rapidement l'application tout en diminuant la surveillance, se heurta à des difficultés. Des plans ont maintenant été élaborés pour créer trois sociétés de commercialisation et de crédit, qui serviront d'intermédiaires entre le Département des coopératives et la Banque. Les coopératives primaires seront responsables jusqu'à un certain point de la répartition des prêts et de leur remboursement et seront spécialement chargées de commercialiser la production.

Outre les coopératives agricoles constituées par de petits cultivateurs, il existe 5 unions cotonnières dont les membres sont propriétaires de domaines de petite ou de moyenne importance. Leur objectif est de procurer des crédits à leurs membres et d'assurer l'écoulement de leurs produits. En raison du succès qu'elles ont remporté, leur nombre ne fera sans doute que croître.

Il existe 38 coopératives à fins multiples groupant environ 25.000 membres. La plupart de ces coopératives sont situées dans la région de Gézirèh, où l'Office (nationalisé) de Gézirèh s'occupe du financement et de l'écoulement des récoltes de coton, qui est la culture marchande la plus importante. Actuellement, les coopératives à fins multiples s'occupent surtout de l'approvisionnement et il vaudrait peut-être mieux les considérer



comme des coopératives de consommation rurales, bien qu'elles vendent aussi des fournitures pour l'agriculture. Elles sont malheureusement - et c'est un défaut fort répandu - trop généreuses dans l'octroi des crédits. Il existe aussi 171 petites coopératives de consommation, dont la plupart se trouvent dans des régions urbaines. Leur chiffre d'affaires total atteint approximativement 750.000 livres soudanaises. Moins de la moitié d'entre elles sont membres de l'Union coopérative soudanaise, créée initialement en tant que coopérative de vente en gros, pour approvisionner les coopératives primaires de vente au détail. Bien que l'Etat lui ait prêté 5.000 livres soudanaises, l'Union coopérative soudanaise n'a jamais disposé des capitaux suffisants pour s'acquitter efficacement de cette fonction. De plus, elle était chargée de se livrer à d'autres transactions pour le compte du gouvernement, telles que l'exportation de poisson séché provenant des coopératives de pêche et l'importation de certaines marchandises. En 1959, l'Union coopérative soudanaise était en difficulté et faisait l'objet d'une enquête. On présumait qu'elle serait réorganisée sous forme de coopérative de vente en gros exclusivement, et que ses autres tâches seraient exécutées par un autre organisme.

Trois coopératives de pêche ont été établies sur le Nil Blanc, avec l'encouragement et l'appui du Département de la chasse et de la pêche. Elles détenaient récemment le 50 pour cent environ du commerce du poisson séché, auquel le Congo offre un débouché favorable. Comme on vient de le voir, l'Union coopérative exportait le poisson et fournissait de la ficelle et du sel, mais ses opérations furent suspendues pendant que se poursuivait l'enquête dont elle faisait l'objet. On espère qu'une coopérative de vente des produits des pêcheries pourra être créée.

Il existe plusieurs autres types de coopératives, parmi lesquelles les minoteries forment le groupe le plus important. Toutes ces entreprises sont de modeste envergure, et destinées à remplacer le broyage manuel des céréales pour les besoins familiaux. Il existe également quelques coopératives de transport, d'autres qui possèdent des tracteurs, une coopérative de production maraîchère et de vente, une pharmacie coopérative et une station de distribution d'essence.

Jusqu'à présent, l'enseignement de la coopération ne s'est adressé qu'au personnel du Département des coopératives. Le personnel subalterne suit un cours élémentaire de comptabilité coopérative, et de droit et de techniques de la coopération, organisé avec la collaboration de l'Institut technique

de Khartoum. Des membres du personnel supérieur ont été envoyés en voyage d'étude à l'étranger, ou ont suivi l'enseignement du Collège des coopératives en Angleterre, ou encore des cycles d'études au Danemark ou dans d'autres pays. Un cours de perfectionnement à l'intention du personnel des coopératives a été donné en 1951, mais cette expérience n'a pas été répétée. Il n'existe pas d'institut spécialisé de formation à la coopération. Jusqu'ici il n'a pas été possible d'accomplir grand'chose en matière de formation, que ce soit pour le personnel, les comités ou les membres des sociétés coopératives primaires.

En 1958, le gouvernement du Soudan a demandé au Bureau international du travail de lui envoyer, au titre du Programme élargi d'Assistance technique, un expert pour aider le gouvernement à développer le mouvement coopératif. M. R.K. Harper a séjourné quatre mois dans le pays et a fait son rapport en 1959. On croit savoir que des changements et des progrès ont été réalisés depuis lors.

T A N G A N Y I K A

Le Tanganyika est un pays agricole dont la population s'élève à environ 8 millions d'habitants. Le mouvement coopératif y est né spontanément en 1925: des planteurs africains de café formèrent une association qui devint par la suite l'Union coopérative indigène du Kilimandjaro, bien connue aujourd'hui. Une ordonnance sur les sociétés coopératives fut promulguée en 1932, et la commercialisation du tabac dans le district de Songea et du café à Bugusi fut organisée en coopération. Vers la même époque, un Office du café fut créé à Moshi (Kilimandjaro) et un Office du tabac à Songea, et l'un et l'autre eurent recours aux unions coopératives pour leur servir d'agents. Tel fut le point de départ du mouvement coopératif, qui prit un nouvel essor au lendemain de la seconde guerre mondiale. L'effectif du Département des coopératives fut renforcé et on nomma dans chaque région des agents résidents chargés des coopératives, qui furent secondés par du personnel auxiliaire. Un troisième Office régional du café, exerçant son activité par l'intermédiaire d'une union coopérative, fut établi à Bukoba; puis, en 1952, fut créé un Office des graines de coton et du lint dont l'activité s'étendit à tout le territoire. Le rationnement du maïs, institué en temps de guerre, ne fut pas maintenu par la suite. Le mouvement coopératif au Tanganyika a surtout concentré ses efforts sur la commercialisation. En 1960, pratiquement toutes les qualités de café doux et une grande quantité des cafés durs étaient écoulées par les coopératives, ainsi que la majeure partie du coton, dont la récolte est chaque année plus importante. Le chiffre d'affaires des coopératives de vente équivaut à peu près à 45 pour cent du chiffre des exportations du territoire. Le nombre total des coopératives était de 683, réunissant quelque 326.000 adhérents. Le sisal, la plus importante des cultures d'exportation, est le seul produit à être encore cultivé surtout par les Européens. Les planteurs de café européens, peu nombreux, possèdent leur propre coopérative de vente, l'Association des planteurs de café du Tanganyika.

Organismes de vente du café

L'Union coopérative africaine du Kilimandjaro (KNCU) est le principal organisme de vente. Elle groupe 42 sociétés primaires, avec environ 40.000 adhérents. Ces planteurs de café appartiennent tous à la tribu des Chaggas. La plupart de leurs exploitations sont petites, et le caféier (arabica) n'y occupe probablement pas quarante ares, mais toutes suffisent à l'alimentation de la famille. Le sol est fertile et bien irrigué, le climat sain. Les écoles des missions et les services

administratifs sont concentrés dans la région depuis de nombreuses années. Le niveau d'instruction est relativement élevé. Le café est dépulpé dans les exploitations mêmes à l'aide d'une machine à main de construction souvent rudimentaire, puis lavé, séché et livré en parches aux coopératives. Il est pesé et payé à la livraison, mais le décompte final est établi à la fin de l'année, selon la qualité et l'époque de la livraison.

L'Union qui, en pratique, est aussi l'agent d'exécution de l'Office du café à Moshi, a la charge de trier par qualités les livraisons faites par les sociétés primaires (celles des particuliers ne sont pas triées séparément) et de le vendre, soit aux enchères de Moshi, soit à Nairobi. L'Union est propriétaire conjointement avec l'Association (européenne) des planteurs de café du Tanganyika, de la Tanganyika Coffee Curing Co. Ltd., et fournit 75 pour cent du café. L'Union exerce également une surveillance sur l'activité des coopératives primaires et emploie pour cela ses propres inspecteurs. Chaque inspecteur a la charge de 5 sociétés, auprès desquelles il se rend fréquemment (jusqu'à 4 fois par mois), vérifient l'encaisse, les dossiers, contrôlant les balances, et surveillant la façon dont les réunions sont dirigées. Les comptes de l'Union sont vérifiés par une firme européenne d'experts-comptables. Ses ventes annuelles atteignent actuellement environ £ 2.000.000. Au cours de ses trente ans d'existence, elle a réalisé des bénéfices considérables, qui n'ont certainement pas été intégralement distribués à ses membres. Au contraire, ils ont été investis pour une large part dans des constructions et dans la création de services dont bénéficient la tribu des Chaggas et l'ensemble du district. Ces constructions comprennent un siège social bien conçu et d'une architecture imposante, constitué par des bureaux et les salles de réunion de l'Union et de l'Office du café, une hôtellerie ouverte à tous sans distinction de race, la "Coffee Tree Hostelry" et son restaurant, une imprimerie, toute une rue de boutiques louées à des organisations ou à des entreprises privées, une bibliothèque circulante, une école de commerce et un foyer pour étudiants. L'Union construit actuellement un bâtiment qui sera loué à une banque commerciale.

L'Union doit son essor pour une bonne part à l'imagination et à l'énergie d'un chef de district européen qui, il y a bien des années, avait été détaché auprès d'elle en qualité de conseiller. Le développement de l'Union a largement contribué à élever la condition et le niveau d'instruction des Chaggas et à améliorer les aménagements et augmenter l'importance de la ville de Moshi. Ces avantages sont peut-être moins profitables au montagnard, qui quitte rarement son champ et son village. Il est donc possible qu'à l'avenir on demande à l'Union

de moins investir et de distribuer plus largement les bénéfices. Ses ressources en capital devraient le lui permettre. Parallèlement, on envisage l'installation d'une usine de torréfaction et de moulure, ce qui devrait stimuler la consommation locale, ainsi que la construction d'un silo à grains, d'un local de réunion et d'une nouvelle école secondaire.

Depuis quelque temps, l'Union a concentré tous ses efforts sur la commercialisation du café. Quelques coopératives primaires procèdent à des achats collectifs d'insecticides qu'elles distribuent gratuitement à leurs membres, mais elles ne vendent pas d'autre matériel agricole, ni de biens de consommation. Une expérience faite en vue de commercialiser des peaux dut être abandonnée en raison de leur mauvaise qualité, qui ne laissait qu'une faible marge bénéficiaire. L'Union a également dû renoncer à accepter des dépôts d'épargne et à accorder des prêts aux membres, faute de pouvoir trouver sur place des secrétaires suffisamment dignes de confiance pour qu'il soit possible de leur laisser traiter des affaires d'argent. L'Union a rendu à la région un grand service en développant une seule culture marchande. Elle y est arrivée en lui fournissant un débouché profitable et en prenant des mesures pour améliorer le rendement des récoltes. En second lieu, l'Union a contribué à faire progresser le district de manière générale, directement au moyen de ses propres constructions et de ses services, et indirectement aussi par les contributions importantes que les rentrées fiscales ont values au Trésor public des Chaggas.

La seconde coopérative de vente de café, par ordre d'importance, est celle de Bukoba, région située sur la rive occidentale du Lac Victoria, où pousse surtout le robusta. Cette Union, qui travaille en étroite liaison avec l'Office du café de Bukoba, compte 71 coopératives primaires affiliées. Le café est livré sous forme de "cerises" sèches, il est trié et expédié à l'Union, où il est payé à réception, décortiqué, séché à l'usine de l'Union et expédié à Mombasa pour y être vendu aux enchères. L'usine, une succursale dont l'Union est entièrement propriétaire, était à l'origine une entreprise privée. L'Union l'a rachetée peu à peu à son propriétaire et l'a entièrement rééquipée. Elle a également consacré des investissements à la construction d'entrepôts, de grands immeubles à usage commercial et d'une hôtellerie pour les membres de comités en visite et d'autres personnalités. Elle emploie un nombreux personnel qu'elle s'est donné la peine de former professionnellement en lui faisant suivre les cours par correspondance de l'Union britannique des coopératives, et en envoyant des étudiants suivre des cours de formation à l'étranger, en particulier au Collège des coopératives de

Grande-Bretagne. Les agents de l'Union sont chargés non seulement de leur travail proprement dit, mais aussi de l'activité des coopératives locales, qui sont inspectées fréquemment et dont les comptes sont soumis à une vérification préliminaire par les inspecteurs de l'Union, alors que la vérification finale est toujours effectuée par une société d'experts-comptables. Depuis peu, les coopératives locales ont été autorisées à accorder des prêts limités à leurs membres, mais on ne peut encore juger du succès de cette expérience.

Il existe plusieurs petites unions coopératives du café, notamment celle de Rungw (où il y a également un Office du café) et de Meru, qui a installé une usine moderne de dépulpation et de lavage des cerises fraîches. Les coopératives associées à cette union vendent aussi un peu de matériel agricole. La plupart des coopératives moins importantes écoulent leurs produits par l'intermédiaire de l'Agence coopérative commerciale du Tanganyika, société secondaire à laquelle elles sont affiliées.

#### Organismes de vente du coton

Le coton est cultivé surtout dans les plaines arides au sud du Lac Victoria, et il a été vendu pendant de nombreuses années à des entreprises d'égrenage privées. Vers 1950, les protestations des planteurs contre l'exploitation à laquelle ils étaient soumis par ces entreprises susciterent un mouvement général et spontané en vue de créer des organismes coopératifs de vente. De tels organismes furent créés, mais leur structure manquait de fermeté. En 1952, un commissaire-adjoint au développement des coopératives fut nommé dans cette région, qui commença à s'organiser selon les principes de la coopération, grâce à des prêts à long terme consentis par l'Office de commercialisation du lint et des graines. En 1960, la récolte totale de la Province du Lac était vendue par les soins d'une fédération de 15 unions, comptant 364 coopératives et englobant plus de 100.000 planteurs de coton. L'activité de chacune de ces unions est centrée sur une usine d'égrenage, coopérative ou privée. Les quatre cinquièmes de la récolte furent livrés volontairement, mais c'est alors que le gouvernement intervint et, en vertu de l'Ordonnance de 1949 sur les produits agricoles africains (contrôle et mise en vente), attribua par mesure d'autorité le monopole de la commercialisation aux coopératives. Ces dernières années, la Fédération a construit 6 usines d'égrenage équipées des machines les plus modernes, au moyen des prêts de l'Office de commercialisation du lint et des graines. Ces prêts pourront probablement être remboursés dans un proche avenir. A l'heure actuelle, la Fédération est en mesure d'égrener la moitié de la récolte de la province, et il a été décidé que la récolte provenant de toutes les nouvelles superficies plantées en coton serait envoyée directement aux usines coopératives d'égrenage.

La Fédération du Victoria est construite sur la base très solide des coopératives locales, qui s'administrent toutes elles-mêmes et auxquelles la perception des marges commerciales permises assure l'autonomie financière. Les comptes de certaines de ces coopératives sont vérifiés par le Département des coopératives, et d'autres par des bureaux fiduciaires privés. Elles reçoivent le coton de leurs affiliés, le pèsent et le trient en deux qualités. Elles le paient à réception au prix fixé par l'Office. Pour l'instant, les coopératives ne font pas d'avances, mais on espère pouvoir bientôt consentir des prêts à court terme destinés à couvrir les frais de culture et de récolte (location de tracteurs - pour laquelle des syndicats privés existent déjà - salaires des cueilleurs de coton, engrais) dès que les coopératives auront un dossier sur les livraisons faites antérieurement par chacun des membres. Ce dossier fournira les renseignements qui permettront de fixer le montant du prêt. En l'absence d'un droit foncier bien défini, la récolte sera la seule garantie offerte pour le prêt.

Les coopératives locales, les unions et la Fédération sont dirigées par des comités dont les membres sont élus par les affiliés. Contrairement à ce qui se fait dans de nombreux comités de coopératives, les membres de ceux-ci sont rémunérés. Leurs fonctions leur imposent d'être présents à tour de rôle dans les locaux des coopératives au moment de la livraison du coton. Le personnel rétribué est africain, sauf les ingénieurs des usines d'égrenage, qui sont européens. La Fédération est malheureusement gênée par la pénurie de personnel vraiment spécialisé (bien que toutes les possibilités de formation professionnelle soient pleinement mises à contribution) et par la difficulté à faire respecter les règles de la probité commerciale. La Fédération s'est trouvée récemment en face d'une difficulté qui n'a pas encore été résolue. Il s'agissait d'une tentative de scission suscitée par un petit nombre d'adhérents, entraînés par certains planteurs influents qui, auparavant, recueillaient le coton pour le compte d'entreprises d'égrenage privées.

Tout comme d'autres unions coopératives du Tanganyika, la Fédération a investi ses réserves dans la construction d'un siège social imposant qui, lorsqu'il sera terminé, comprendra un bloc destiné à des bureaux, un emplacement pour des boutiques, une salle de réunion et une hôtellerie. Elle envisage aussi de construire une presse à huile de coton; cette entreprise coopérative serait chargée d'exporter l'huile et les tourteaux.

Après qu'une délégation de planteurs de coton eût visité la Province du Lac, un groupe moins important de coopératives de vente du coton a été organisé récemment dans les plaines arides au pied du Kilimandjaro. La terre ne manque pas, et

les cultures de coton pourraient être considérablement étendues. Des groupes se sont formés pour acquérir et louer des tracteurs, mais il est difficile de réunir une main-d'oeuvre suffisante pour la récolte du coton quand la superficie cultivée est trop grande pour que la seule famille du planteur puisse suffire à la cueillette. Aucune union de coopératives n'a été constituée jusqu'ici dans cette région, et aucune usine d'égrenage n'a été achetée, mais l'Office des graines et du lint a accordé des prêts pour permettre le stockage sur place et des subventions à la construction de routes d'accès. Le coton est reçu, pesé, trié selon la qualité et vendu à une usine d'égrenage privée.

#### Organismes de vente d'autres produits

Parmi les autres produits mis en vente par les soins des coopératives, on compte le riz (non décortiqué), le tabac, les noix d'acajou, le maïs, le sésame, l'écorce d'acacia, le pyrèthre et les légumes frais. Le riz et le tabac jouent le rôle le plus important. Le tabac est écoulé principalement par l'Union Ngono-Matengo, établie depuis longtemps, et qui a ouvert sa propre usine de triage et d'emballage en 1951. Peu après elle s'est chargée de la vente, qui incombait jusqu'alors à l'Office du tabac de Songea. Une union de coopératives établie dans les hauts plateaux du Sud, s'occupe uniquement du riz non décortiqué; elle possède une rizerie en co-propriété avec une union voisine. Ailleurs, le riz est écoulé par des coopératives primaires. Bien que de grandes quantités de maïs aient été vendues par les coopératives pendant la période de rationnement en temps de guerre, il est plus difficile à négocier sur le marché libre. Le commerce des noix d'acajou se trouve entièrement entre les mains de marchands indiens qui les envoient en Inde pour les faire décortiquer. La main-d'oeuvre africaine, dont le salaire est plus élevé, ne peut être compétitive dans ce domaine. L'activité des coopératives de vente se trouve donc sérieusement restreinte dans ce domaine particulier. Le commerce du copra, sur la côte, se trouve aux mains de marchands arabes payant comptant, aussi le mouvement coopératif y a-t-il fait peu de progrès.

A part les efforts tentés par une coopérative laitière, qui a d'ailleurs dû suspendre son activité, on ne s'est guère occupé jusqu'ici de confier à des coopératives la vente des produits de l'élevage. On envisage toutefois la possibilité d'organiser la vente du bétail, surtout pour fournir un débouché à l'élevage des tribus de pasteurs semi-nomades. Une solution serait de créer une zone de réception où le bétail livré par les tribus serait mis à l'embouche et d'où il serait expédié par chemin de fer au comptoir des viandes du Tanganyika (qui est partiellement propriété publique) pour y être transformé



en conserves. Une autre solution serait d'installer des abattoirs et une usine de réfrigération dans les régions d'élevage. Il sera difficile toutefois de faire adopter aux éleveurs une échelle de prix qui soit fonction du poids et de la qualité.

A l'heure actuelle, le mouvement coopératif au Tanganyika s'occupe presque exclusivement de la commercialisation des produits agricoles. L'existence d'Offices de commercialisation lui a été d'une aide précieuse, puisqu'ils se sont montrés tout disposés à venir en aide aux coopératives. Tout changement apporté au système existant ne manquerait pas de créer de graves difficultés aux coopératives. Les coopératives de vente ont énormément contribué aux progrès accomplis par le Tanganyika et sa population. Elles ont encouragé les Africains à étendre leurs cultures et, en particulier, les cultures marchandes. Grâce à la classification par qualités, il a été possible d'améliorer les récoltes, de rendre leurs prix compétitifs sur le marché mondial. Dans les régions à faible densité démographique, les coopératives ont contribué à faire naître des villages autour des usines d'égrenage et autres installations. Le centre était constitué par les bureaux et le dépôt des coopératives, les logements permanents du personnel, un ou deux magasins de détail, un service d'autobus ou de taxi, un cordonnier ou autre artisan, et un bar. Par la suite, de nouvelles routes ont été construites, les logements et l'équipement ménager ont fait de grands progrès dans les villages, les autobus et les bicyclettes se sont multipliés, et les gens se sont mieux vêtus. Le nombre accru de moulins à maïs a délivré les femmes de la corvée du broyage. Le mouvement coopératif a enseigné à un grand nombre de cultivateurs à voter et à diriger des assemblées; il leur a donné quelques notions de la comptabilité et leur a appris à lire un bilan, et à comprendre la signification d'un contrat. Le Département des coopératives y a contribué en exigeant que chaque coopérative non seulement présente des comptes annuels vérifiés par un expert-comptable, mais aussi établisse un budget pour les opérations de l'année suivante, où devaient figurer les investissements et les dépenses courantes.

Les sociétés coopératives ont également contribué au progrès général grâce aux impôts directs sur le chiffre d'affaires des unions coopératives, versés aux trésoreries des provinces. Ces fonds sont utilisés pour la construction de routes, d'écoles et pour pourvoir à d'autres besoins locaux du même genre. C'est certainement une manière plus facile de réunir des fonds que la taxation directe. On peut cependant se demander s'il est vraiment équitable d'imputer directement cette charge aux coopératives, même si elles exercent un monopole de fait sur le négoce de certains produits. En raison de certaines pressions, les taux de ces impôts pourraient bien être réduits.

### Autres genres de coopération

Il existe quelques sociétés de crédit ismaéliennes qui obtiennent de bons résultats, et quelques coopératives de consommation dont aucune ne fait de grand progrès, à l'exception d'une d'entre elles, établie dans une léproserie. Le Ministère de l'agriculture et du développement coopératif a examiné la possibilité d'étendre l'activité des coopératives de consommation, et le directeur général d'une coopérative britannique de consommation a été invité par le gouvernement du Tanganyika à se rendre dans le pays, à examiner la situation et à conseiller les sociétés de consommation. Son rapport n'est pas encore disponible. Le Syndicat des dockers de Dar-es-Salaam cherche à mettre sur pied une coopérative de placement mais le projet n'en est qu'à sa phase initiale. En revanche, une coopérative fondée pour la culture collective des terres semble être en train de se désagréger.

Le problème du recrutement de personnel qualifié pour le Département des coopératives, et pour les unions elles-mêmes, est résolu de diverses manières. Dans la plupart des régions, le personnel du Département et des unions organise des cours de courte durée destinés aux employés des coopératives et aux membres des comités, pour leur apprendre à remplir leurs fonctions. Une Ecole de coopération a été créée à Mzumbe. Elle donne trois cours d'un trimestre chacun, destinés au personnel des coopératives primaires. Des cours de brève durée sont également institués à l'intention des inspecteurs auxiliaires des coopératives nouvellement recrutés et aussi des cours de perfectionnement destinés aux inspecteurs en fonction depuis un certain temps. Des membres du Département aussi bien que des employés des coopératives suivent le cours de comptabilité par correspondance donné par l'Union coopérative britannique. Une trentaine d'étudiants recrutés parmi les fonctionnaires du Département et les employés des unions coopératives, suivent chaque année les cours de 5 mois donnés à l'Ecole de coopération d'Afrique orientale, à Kabete, et 3 ou 4 étudiants suivent chaque année le cours de 8 mois du Collège coopératif en Grande-Bretagne. En Afrique, plus que partout ailleurs, la nécessité de multiplier les possibilités de formation professionnelle est impérieuse.

Le mouvement coopératif a déjà donné au Tanganyika deux ministres qui étaient tous deux d'anciens directeurs généraux d'unions coopératives.

### L'avenir

Jusqu'ici, le Département des coopératives est le seul lieu existant dans l'ensemble du pays entre les unions coopératives situées dans des régions différentes, ou ayant des activités différentes. On s'occupe toutefois activement de

mettre sur pied une union coopérative nationale, à laquelle on espère pouvoir transférer certaines fonctions de vérification des comptes ~~et de surveillance~~ qu'exerce actuellement le Département. Une organisation commerciale coopérative nationale, l'Agence commerciale coopérative du Tanganyika, existe déjà et vend le café produit par les affiliés d'unions moins importantes ne disposant pas d'organisations de vente qui leur soient propres. Elle leur fournit, en quantités plus modeste, du matériel agricole utilisé surtout pour la culture du café. Elle traite également des affaires d'assurances pour le compte des coopératives et des unions qui lui sont affiliées. La possibilité de créer une banque coopérative est actuellement à l'examen. Cette banque travaillerait surtout pour le compte des coopératives de vente, plutôt que pour des particuliers ou des mutuelles de crédit ayant une activité locale. L'une des difficultés réside dans le fait que toutes les demandes de crédit ayant trait à la commercialisation des récoltes du Tanganyika ont tendance à atteindre leur point culminant au même moment.

On examine encore la possibilité de consentir des crédits directement aux cultivateurs, en dehors des avances de peu d'importance faites par quelques coopératives de vente. Pendant l'été de 1960, M. C.J. Tyson, expert en crédit agricole de l'Administration coopérative internationale des Etats-Unis, a examiné le problème et présenté un rapport au gouvernement du Tanganyika. Selon ses conclusions, les crédits accordés seraient insuffisants pour permettre aux cultivateurs du Tanganyika de tirer le meilleur parti de leurs terres et de leur travail. De plus, nombre d'entre eux ne savaient pas utiliser les possibilités de crédit qui leur étaient offertes et ne connaissaient pas les obligations qui en sont la contrepartie. Il est également nécessaire de promouvoir l'épargne. M. C.J. Tyson recommanda que les sociétés coopératives se chargent de développer le crédit à court terme et l'épargne, qu'il s'agisse des coopératives de vente déjà existantes, ou des coopératives d'épargne et de crédit indépendantes, mais étroitement liées aux premières. M. C.J. Tyson recommanda également qu'une Banque coopérative, placée sous l'étroite surveillance du "registrar" des coopératives, soit chargée de centraliser les opérations de financement des unions coopératives, et de consentir des prêts aux coopératives pour leur permettre d'étendre leurs propres activités. Il a recommandé que deux nouvelles institutions soient créées sous la direction du Ministère de l'agriculture et du développement des coopératives, pour s'occuper des crédits de développement (à moyen terme) et des prêts à long terme sans faire l'objet d'une surveillance particulière accordés aux cultivateurs. Enfin, il a estimé que des personnes qualifiées devraient être envoyées dans d'autres pays, notamment aux Etats-Unis, pour y recevoir une formation en matière de crédit coopératif.

Au Tanganyika, comme dans la plupart des pays africains, le terrain agricole n'est jamais la propriété des particuliers et, comme il n'existe ni garantie de jouissance foncière ni possibilité de recourir aux prêts hypothécaires, il est difficile d'accroître les investissements dans l'agriculture et d'améliorer le sol de façon continue. C'est la raison pour laquelle le Département de l'agriculture et des coopératives a combattu la formation de coopératives d'épargne et de crédit indépendantes dans les régions agricoles, alors qu'il favorise la création de coopératives d'épargne dans les écoles. L'existence de sociétés ismaélienne a déjà été mentionnée plus haut.

Il ne semble pas que l'on prévoie, actuellement, l'introduction d'une législation modifiant le régime foncier en vigueur dans le pays. La possibilité de créer des coopératives de colonisation, sans doute sur le modèle des "Moshavs" d'Israël (exploitations individuelles assujetties à des plans de récolte, à des services et à un contrôle coopératifs), est à l'étude. Il est possible que l'on ait recours aux services d'un expert de la FAO pour hâter la décision. L'objectif serait double: d'une part, occuper un certain nombre de jeunes chômeurs citadins et, d'autre part, introduire des méthodes d'exploitation agricole - entre autres, la mécanisation - que l'exploitation paysanne proprement dite ne sera peut-être pas en mesure d'introduire par ses propres moyens dans un proche avenir. Les quelques expériences faites à cet égard dans le cadre des projets gouvernementaux n'ont pas été très encourageantes. Il convient peut-être de rappeler à ce sujet que, tout au moins dans les régions produisant du coton, les petits cultivateurs ont créé spontanément des syndicats d'équipement agricole qui semblent fonctionner de manière satisfaisante.

Il est également envisagé de développer les coopératives de producteurs industriels et à ces fins, on a fait appel aux services d'un expert de l'OIT.

T O G O

Le Togo est un ancien territoire sous tutelle qui est devenu indépendant en 1956. Il a une population légèrement supérieure à 1 million d'habitants et son économie est axée sur la production d'huile de palme, de café et de cacao, dans le sud du pays et du coton et d'arachides dans le nord. Des sociétés de prévoyance ont été instituées en 1934; elles étaient à la fois dirigées et soutenues par un Fonds commun qui fut créé quelques années plus tard. Le Crédit du Togo, banque fondée en 1956, avait seul le droit de prêter aux organisations agricoles et aux particuliers.

En 1959, les Sociétés de prévoyance furent remplacées par des Sociétés publiques d'action rurale, qui étaient au nombre de 11 en 1960. Elles ont pour objectif de promouvoir la production, la commercialisation et le traitement des marchandises, de fournir du matériel agricole, de consentir des prêts, d'accepter des dépôts, d'assurer l'éducation rurale et en particulier l'enseignement coopératif, d'encourager la formation de sociétés mutuelles primaires et d'élaborer des plans de travail pour ceux qui n'ont pas encore adhéré aux coopératives ou aux sociétés mutuelles. Ces Sociétés publiques sont dirigées par une Assemblée générale de délégués élus par les membres; et cette Assemblée générale élit à son tour le Comité de gestion. Le Directeur est nommé par le Premier Ministre. Ces Sociétés sont financées par les contributions obligatoires des membres, par des prêts accordés par le Crédit du Togo ainsi que par des subventions. Elles sont affiliées à une fédération, organisme de droit public rattaché au Ministère de l'Agriculture, qui a repris les attributions administratives du Fonds commun.

En 1960, on comptait 11 Sociétés publiques d'action rurale (SPAR), qui groupaient 250.000 membres. Ces Sociétés sont autorisées à former des sections spécialisées titulaires de comptes séparés, qui peuvent être converties en coopératives, et il a été envisagé que les SPAR pourraient en définitive devenir une union de ces coopératives. En 1960, on n'en comptait pas plus de 5, l'une d'entre elles étant une exploitation agricole coopérative, et les autres consacrant leur activité à la vente du café ou du cacao. On comptait en outre 6 coopératives indépendantes, dont une coopérative de consommation, et environ 300 Sociétés mutuelles locales groupant approximativement 4.500 membres. C'est au sud et dans le centre du pays que l'on trouve la majeure partie de ces Sociétés mutuelles directement liées au Crédit du Togo, qui consent des prêts destinés à aider la production agricole. Ces prêts sont garantis par des nantissements sur les produits à livrer. Le Crédit du Togo accorde également des prêts à la construction, qui doivent permettre

d'améliorer les normes traditionnelles du logement. En 1960, les avances consenties par cette institution bancaire se montaient à environ 150 millions de francs. On comptait 256 Sociétés mutuelles de planteurs et une union groupant 100 sociétés pour la commercialisation du cacao et du café; cette union constitue d'ailleurs la "section spécialisée" d'une SPAR régionale; il existe en outre 2 sociétés mutuelles pour la production de l'huile de palme, 18 sociétés de vente du coton, une société d'éleveurs, 3 sociétés mutuelles de pêcheurs. On a envisagé la création d'une union du kapok. Il existe encore quelques sociétés qui exploitent des plantations coopératives. Deux colonies agricoles collectives ont été fondées: la première en 1956, avec 400 familles, et la deuxième en 1959, avec 240 familles.

La Fédération des SPAR envisage l'établissement d'un Centre des coopératives et des sociétés mutuelles agricoles, placé sous l'autorité d'un "Registrar". Ce Centre aurait pour tâche de favoriser le mouvement coopératif ainsi que la formation de sociétés et de surveiller les activités de ces dernières. Il poursuivrait son action sous l'égide de la Fédération des SPAR, jusqu'au moment où celle-ci perdrait son caractère officiel et deviendrait une Union coopérative indépendante. Il est envisagé que le Centre projeté comprenne une école de formation coopérative. Jusqu'à présent, les dirigeants des coopératives ont été formés en France, et la plupart d'entre eux s'occupent encore à étudier divers aspects du mouvement coopératif.

T U N I S I E

La population de la Tunisie est évaluée à 3.300.000 habitants dont les deux tiers au moins sont des agriculteurs qui, dans leur grande majorité, exploitent la terre et cultivent principalement des céréales par des méthodes assez primitives. Une partie importante de la population vit de l'artisanat et de la petite industrie, notamment de la pêche. L'augmentation de la population est génératrice de chômage dans les campagnes et provoque un mouvement de migration vers les villes. Sous le protectorat français, d'assez nombreux agriculteurs européens étaient installés dans le pays, et 3000 d'entre eux cultivaient environ 1 pour cent de l'ensemble des terres arables. C'est parmi ces colons que la coopération s'est développée tout d'abord, avec la formation, en 1908, d'une Banque régionale de crédit agricole (appelée par la suite Mutuelle). En 1909, se constitua une association pour l'achat de matériel et d'équipement agricoles, qui devint par la suite la Coopérative Centrale des agriculteurs de Tunisie. Peu après se créa une organisation régionale d'assurance mutuelle. Toutes ces sociétés, ainsi que d'autres qui se sont créées par la suite, étaient ouvertes également aux agriculteurs européens et tunisiens; mais en fait, les membres de ces sociétés étaient surtout des Européens, et leurs directeurs étaient presque tous Européens; néanmoins, dans certaines coopératives, des sièges au comité de gestion étaient réservés à des membres tunisiens. Des Sociétés de prévoyance tunisiennes ont été établies par décret, en 1908, également, et réservées aux agriculteurs tunisiens plus particulièrement dans les régions où les agriculteurs européens étaient peu nombreux.

En 1958, la Banque Mutuelle agricole était devenue une fédération coopérative constituée par 46 sociétés locales de crédit agricole, et son chiffre d'affaires annuel s'élevait à environ 15 milliards de francs tunisiens. Elle accorde des prêts individuels à des agriculteurs par l'intermédiaire des sociétés primaires, et prête à d'autres sociétés coopératives qui ont besoin d'un capital plus important, qui sans cela ne pourraient commercialiser les récoltes de leurs membres. Cette banque mutuelle a accumulé des réserves importantes qui couvrent ses avances à court terme. Pour les prêts à moyen et à long terme, elle emprunte à d'autres banques ainsi qu'à des fonds spéciaux. Jusqu'à une époque récente, environ 20 pour cent du chiffre d'affaires des banques du pays lui passaient par les mains.

Il existe 6 coopératives de vente de céréales, qui traitent entre elles 20 pour cent de la récolte totale du pays. Ces sociétés ont une capacité

de stockage importante et un excellent équipement moderne de nettoyage, de sélection, de mélange et de fumigation du grain. La Coopérative tunisienne de semences fut constituée en 1950, en vue de reprendre au service botanique de l'Etat la distribution des semences de céréales sélectionnées après essais, nettoyées et traitées contre les maladies. Les semences sont produites par les membres de la Coopérative qui en écoule des quantités considérables auprès des cultivateurs tunisiens par l'intermédiaire des Sociétés de prévoyance tunisiennes.

Il existe 20 coopératives vinicoles qui traitent la plus grande partie de la production tunisienne. Ces coopératives sont constituées en une fédération et possèdent une distillerie nationale qui extrait l'alcool des dérivés et des excédents de la production vinicole. La Tunisie compte 10 coopératives de producteurs d'olives, qui groupent la plupart des cultivateurs européens, petits et moyens, ainsi qu'un certain nombre de cultivateurs tunisiens. Il y a encore quelques sociétés d'élevage dont certaines ont pour objet l'insémination artificielle et dont les membres sont surtout des Européens, et quelques coopératives de maraîchers et de producteurs de fruits groupant aussi bien des Européens que des Tunisiens.

La Coopérative tunisienne de motoculture s'est constituée en 1920 en vue d'importer des machines agricoles et des produits pétroliers. Selon des chiffres récents, elle achète et vend 70 pour cent des produits pétroliers importés pour l'agriculture. Il existe encore une union formée d'une douzaine de coopératives créées pour assurer l'utilisation en commun des machines agricoles, la protection des cultures, l'irrigation et la conservation du sol, et une société de défrichement et de nettoyage des sols avant leur plantation en vignobles. Les coopératives de fourniture de matériel agricole sont au nombre de deux, dont la plus grande est la Coopérative centrale des agriculteurs, déjà citée. Nous avons aussi parlé des assurances, dont s'occupent 11 sociétés locales et 2 sociétés régionales qui continuent à couvrir une série de risques agricoles. L'ensemble de ce mouvement coopératif, en dépit de son activité passée, perd peu à peu de son importance, à mesure que le nombre des colons européens diminue, car il ne semble pas que ces derniers soient remplacés dans les coopératives par des adhérents tunisiens.

Les coopératives agricoles, dont les membres sont exclusivement des tunisiens, sont fondées sur le principe de la Société de prévoyance instituée à l'origine principalement en tant que société d'assurance contre la



sécheresse, mais modernisée par la suite et exerçant une activité plus étendue. Dans chaque circonscription administrative, s'est formée une société de prévoyance à laquelle tous les agriculteurs ont obligatoirement adhéré et versé leurs cotisations. La société de prévoyance avait notamment pour but: d'accorder des prêts aux cultivateurs, habituellement sous forme d'avances sur une récolte, moyennant l'aval d'un "Fonds de secours mutuel" du gouvernement; d'acheter des céréales; de distribuer des semences améliorées et d'encourager la formation de "groupes de coopération". En 1957, on comptait 148 de ces groupes et on envisageait d'en constituer 300 autres. Les groupes les plus nombreux (79) étaient ceux qui s'occupaient de créer et d'entretenir des plantations, pour lesquels des prêts étaient accordés par l'intermédiaire des sociétés de prévoyance. Environ 40 groupes étaient spécialisés dans la motoculture et une trentaine d'autres se chargeaient de travaux d'irrigation et de la lutte contre les inondations. Des sommes considérables ont été avancées à toutes ces sociétés.

Bien que certaines d'entre elles aient poursuivi leur activité avec succès et continuent à donner de bons résultats, leur rendement est moins élevé qu'il n'était prévu. On a l'impression qu'elles sont restées trop étroitement dans la dépendance des employés des sociétés de prévoyance, que la majorité de leurs membres fait preuve d'indifférence, que le personnel n'avait qu'une formation insuffisante en la matière, et que les recettes n'ont pas été en rapport avec les frais. L'ensemble du système a donc été aboli par le Gouvernement tunisien actuel, qui étudie de nouvelles lois et se propose d'instituer des méthodes nouvelles pour encourager le développement des coopératives.

Une grande proportion de Tunisiens non-agriculteurs, sont occupés dans diverses branches de l'artisanat. En effet, de nombreux métiers artisanaux sont l'aboutissement d'une longue tradition; leur production est d'une grande valeur artistique mais ils sont tous concurrencés maintenant par les articles manufacturés en série. En 1937, un service officiel, qui est devenu par la suite l'Office des arts tunisiens, a été créé en vue de préserver la tradition artistique et de trouver des débouchés aux produits de l'artisanat. Une Banque centrale pour le crédit artisanal et maritime a été établie avec l'aide du Trésor public, et un décret a rendu possible la formation de coopératives d'artisans. Il existe actuellement 35 coopératives de ce genre, qui groupent environ 5000 membres. Un certain nombre d'entre elles ont assez bien prospéré, notamment grâce à des contrats

officiels, mais l'organisation ne groupe qu'une minorité des artisans tunisiens; et outre certains défauts d'organisation, on a constaté que les membres ne faisaient pas toujours preuve d'une compréhension suffisante des buts et des principes de la coopération. Des mesures gouvernementales spéciales ont récemment été prises en vue de réorganiser l'industrie textile du Sahel. Jusqu'ici, ces mesures ont un caractère coopératif très peu accentué. Il existe en outre quatre coopératives de pêche qui s'occupent de la commercialisation du poisson, ainsi que de la fourniture de filets et d'engins de pêche. Une coopération de pêcheurs d'éponges a connu une période de succès à Sfax, mais elle a cessé ses opérations en raison de la rareté des débouchés.

Une fédération des coopératives agricoles s'est constituée en 1946, et un Comité d'action coopérative mixte a été créé en 1947. Il s'intéressait à tous les aspects du mouvement coopératif mais il semble avoir suspendu ses activités. L'organisme central actuel est la Fédération générale des coopératives de Tunisie. Ni l'enseignement des principes de la coopération, ni la formation professionnelle n'ont été marqués par de nombreuses réalisations, bien que certains fonctionnaires gouvernementaux ayant à connaître du mouvement coopératif aient été envoyés en voyage d'études à l'étranger.

En 1957, l'Organisation internationale du travail a été invitée à envoyer un spécialiste de la coopération, qui est venu passer plus d'une année en Tunisie et s'est occupé plus particulièrement des coopératives d'artisans et de pêcheurs. Dans son rapport, présenté en 1959, il recommande l'adoption d'une nouvelle loi plus complète sur les coopératives; l'institution d'un Conseil national des coopératives, la création d'un service de coopératives unifié destiné à remplacer les services qui sont actuellement dispersés entre plusieurs départements gouvernementaux, la réorganisation des coopératives d'artisans et de pêcheurs existantes, la révision de la politique du gouvernement en matière de crédit aux coopératives, l'élaboration de projets-pilotes soigneusement surveillés, et un plan d'enseignement de la coopération à tous les niveaux. Nous croyons savoir que ces propositions sont encore étudiées par le gouvernement tunisien; cependant on a récemment assisté à de nouveaux départs dans divers domaines de l'action coopérative: logement, élaboration d'un programme-pilote de santé publique, institution des coopératives à des fins d'enseignement, et de coopératives de jeunes agriculteurs, ayant pour objet la mise en commun de moyens de culture.

UNION SUD-AFRICAINE

L'Union compte une population de 13 millions d'habitants, dont un cinquième environ est d'origine européenne. Sa production est principalement minière et agricole. Les récoltes vivrières et le bétail proviennent, à proportion à peu près égale, d'exploitations européennes et africaines, alors que ce sont principalement les Européens qui cultivent les produits d'exportation tels que les agrumes et les fruits, la canne à sucre, le tabac et la laine. C'est aussi chez les agriculteurs d'origine européenne que le mouvement coopératif est le plus actif.

La coopération n'a pas été un mouvement spontané; elle a été instituée par le Gouvernement en vue de rendre sa prospérité à l'agriculture après la guerre de 1899-1902. A cette époque, le gouvernement consentit des prêts aux sociétés coopératives d'agriculteurs du Natal (1904) et de la colonie du Cap (1905); quelques années plus tard, des prêts furent également accordés à des sociétés coopératives à responsabilité entière du Transvaal et de l'Etat Libre d'Orange. La Banque de crédit foncier et agricole d'Afrique du Sud fut fondée en 1912, mais au début, elle ne prêtait pas aux coopératives à responsabilité limitée. Cette restriction fut toutefois abolie en 1922, par un Consolidated Act (loi générale sur les coopératives).

En dépit de l'aide gouvernementale apportée sous la forme d'un financement par l'intermédiaire des banques, et de la surveillance exercée par le "registrar" des sociétés coopératives, le mouvement se développa d'abord lentement. Il était freiné par la dissémination des fermes sud-africaines, par l'endettement des fermiers envers les commerçants locaux, et par la difficulté de trouver et de rétribuer convenablement des gérants de coopératives compétents. L'effondrement provoqué par la Première guerre mondiale causa une chute verticale des prix des produits agricoles, à un moment où la production agricole était en augmentation. On se mit alors à la recherche de marchés étrangers, qui imposaient des normes de production, de triage, d'emballage et de stockage auxquelles ne pouvaient satisfaire les fermiers individuels. Dès que le pays eut pris conscience de cette situation, on vit s'étendre rapidement la vente coopérative du maïs, de la laine et du mohair, du tabac, des oeufs, des agrumes et des fruits, du blé, de la luzerne, du lait, de la viande, des porcs vifs, de la chicorée, du coton, du miel, des plumes d'autruche, des arachides, de la canne à sucre et du bois. Des usines de transformation furent installées, ainsi que des fromageries, des caves vinicoles, des usines de préparation du lard fumé, des minoteries, des sucreries

traitant la canne et des installations pour traiter l'écorce d'acacia. La plupart des coopératives fournissaient également leurs membres en matériel agricole. Elles furent pour beaucoup dans l'amélioration des revenus des fermiers, et l'augmentation de la production agricole, qui en même temps gagna en qualité.

La loi de 1922 était rédigée, à certains égards, d'une manière plus rigoureuse que la plupart des lois sur les coopératives. C'est ainsi que toute opération commerciale avec des personnes ou des entités non-membres fut prohibée et que, à quelques exceptions près, les membres furent obligés de passer uniquement par leurs sociétés coopératives pour commercialiser leurs produits. En 1925, un amendement à la loi ordonna que si, dans une zone quelconque, 75 pour cent d'une production faisait déjà l'objet d'une organisation sous forme coopérative, le Ministère de l'Agriculture pourrait, à la demande de la coopérative, obliger tous les producteurs de cette zone à écouler leur production par son intermédiaire. Un certain nombre de coopératives du tabac adoptèrent cette façon d'agir et, après une période assez longue, l'ordonnance fut étendue à la production des plumes d'autruches, de la luzerne, des oignons et des bananes. L'Union coopérative des producteurs de vin s'était déjà vu confier, en vertu d'un texte législatif, le contrôle de la distillation et par là, indirectement, celui de la commercialisation du vin.

La seconde crise, dont le début se fit sentir en 1929, entraîna une certaine agitation parmi les agriculteurs qui réclamaient une extension générale du contrôle de l'Etat sur l'ensemble de la production et de la vente des produits agricoles. Une commission d'enquête nommée en 1934 présenta toutefois un rapport favorable à la constitution de coopératives libres appelées à exercer leurs activités sous la surveillance d'offices de contrôle exerçant des pouvoirs impératifs en général de caractère réglementaire. Plusieurs de ces offices furent institués par des lois spéciales, mais le Marketing Act (loi de 1937 sur la commercialisation) les subordonna tous (à l'exception de l'office du sucre) à l'autorité du Ministère de l'Agriculture. Cette loi permettait aussi de créer d'autres offices sans qu'il soit nécessaire d'édicter des dispositions spéciales. Il existait en 1939 (outre l'Union des viticulteurs et l'Office de commercialisation du sucre) des comités ou offices exerçant leur autorité sur le blé, le maïs, les produits laitiers, le tabac, les fruits secs, le bétail et la viande, et la chicorée. On a créé depuis des Offices des agrumes et des fruits, de la laine, du mohair, des arachides, des haricots secs, de la luzerne et des pommes de terre, qui peuvent être habilités à

commercialiser eux-mêmes la production; dans ce cas, l'approbation de 60 pour cent des producteurs participant aux votes et représentant plus de 50 pour cent de la production est nécessaire pour que le Ministère puisse approuver le projet. S'il s'agit seulement d'une organisation de caractère réglementaire, la majorité simple des suffrages suffit.

Pour résumer sommairement la situation de la vente par les coopératives en Afrique du Sud, le mieux est d'examiner les produits un par un, en se référant le cas échéant, à l'office de commercialisation qui s'y rattache.

Selon les chiffres les plus récents (1955), il existe environ 60 coopératives traitant le blé et autres céréales d'hiver (orge, avoine, seigle). Il existe un Office du blé (dont la compétence s'étend aussi aux autres céréales d'hiver), et qui a été créé en 1938. Il est constitué par onze sociétés de production dont 8 sont à forme coopérative. Les coopératives reçoivent et stockent pour l'Office plus de 90 pour cent de la récolte. L'Office régit la distribution de la récolte aux minoteries, parmi lesquelles se trouvent trois grandes sociétés traitant 47 pour cent de toute la production commerciale. Les coopératives s'équipent actuellement pour la manutention des céréales en vrac.

La production du maïs revêt une importance nationale en tant que céréale alimentaire de base. Il existe des coopératives de vente du maïs depuis plus de 50 ans. Elles ont fait l'objet d'un règlement officiel en 1931, et un Office de contrôle de l'industrie du maïs fut établi en 1937. Les coopératives, au nombre de 18, avec 255 points de collecte traitent environ 60 pour cent de la récolte en tant qu'agents de l'Office, au sein duquel ils n'ont cependant que 6 sièges sur 21. Il s'est récemment constitué une coopérative des producteurs de maïs et d'arachides pour la fabrication de produits d'alimentation animale.

En ce qui concerne les produits de l'élevage les laiteries coopératives traitent environ 29 pour cent du beurre et du fromage fabriqués industriellement en Afrique du Sud, et vendent ces produits en leur qualité d'agents de l'Office de contrôle de l'industrie laitière. Un Comité de coordination des coopératives laitières a été formé récemment. Dix-neuf coopératives de viande de boucherie sont affiliées à l'Union centrale; elles traitent environ un quart de la viande vendue dans les plus grands centres urbains et sont seules soumises aux règlements de l'Office de contrôle de l'industrie du bétail et de la viande. Il existe également 5 coopératives de vente du bétail de boucherie, constituées à l'origine pour organiser et étendre l'exportation de la viande. Elles ont été ultérieurement chargées de fonctions

d'agents dépositaires et distributeurs de l'Office de contrôle. Au cours de ces dernières années, quatre d'entre elles ont exploité une vaste affaire de vente de bétail aux enchères dans les régions qui ne sont pas placées sous l'autorité de l'Office. Quelques coopératives font le commerce des cuirs et peaux. Ce commerce, lui aussi soumis à l'Office du bétail, prend un essor rapide. Les coopératives intéressées se sont récemment unies aux coopératives lainières pour former une coopérative centrale des cuirs et des peaux. La vente des oeufs par les coopératives s'est relativement peu développée en Afrique du Sud, mais les sociétés existantes sont représentées à l'Office de contrôle des oeufs. On ne connaît que trois coopératives de commercialisation de la laine, mais elles comptent 34.000 membres et traitent près des deux-tiers du commerce total de la laine, qui est le produit d'exportation le plus important d'Afrique du Sud. Elles vendent la production de leurs membres, soit directement pour le conditionnement, soit (plus fréquemment) aux enchères publiques. Il existe un Office de la laine qui s'occupe principalement de la publicité, de la recherche et de l'organisation des marchés.

Les coopératives de vente des agrumes se sont développées de bonne heure, et elles établirent en 1926 une Société coopérative centrale, la Citrus Exchange, dont l'activité principale était l'exportation. Cette Société traitait, en 1938, plus de 80 pour cent des agrumes exportés, s'occupait aussi de l'achat de matériel d'emballage, d'engrais et d'autres fournitures, et assurait la pulvérisation des arbres et la récolte des fruits pour ses membres. Au début de la deuxième guerre mondiale, un Office des agrumes fut établi en vue de représenter toute la profession. Tout le travail administratif et le secrétariat de cet office sont cependant assurés par la Citrus Exchange, qui continue à s'occuper de la vente des produits, alors que l'Office se borne à en réglementer la production. Actuellement, 90 pour cent de la récolte proviennent de coopérateurs, et 85 pour cent en sont emballés par un nombre relativement restreint d'entreprises d'emballage à forme coopérative. La Citrus Exchange vend aussi bien sur le marché intérieur d'Afrique du Sud qu'à l'étranger. Elle a ses propres bureaux à Londres, et a créé de nouveaux marchés en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. Bien qu'elle dirige toutes les affaires de l'Office, elle n'y détient que la moitié des sièges.

La vente coopérative des fruits séchés se trouve pratiquement entre les mains de deux organisations, d'une part la Compagnie sud-africaine des fruits secs, qui rassemble 60 pour cent des planteurs et traite la moitié de la récolte totale des fruits secs et 80 pour cent de la production de raisins secs

et de sultanas et, d'autre part, l'Union coopérative des viticulteurs, qui réalise un chiffre d'affaires important en raisins secs et en sultanas. Un Office des fruits secs a été créé en 1938 pour développer le commerce d'exportation et pour appliquer une réglementation en temps de guerre. Il est constitué par cinq coopératives et deux sociétés non-coopératives. Plusieurs tentatives faites en vue d'organiser la vente coopérative des fruits frais se sont heurtées à de grandes difficultés. Pendant de nombreuses années, cette industrie est restée en grande partie entre les mains de l'Office des fruits de feuillus, mais, en 1956, l'absorption par une grande coopérative de plusieurs conserveries privées a ouvert de nouvelles perspectives au mouvement coopératif.

De petites coopératives vinicoles ont été fondées autrefois dans la Province du Cap, mais elles ne disposaient pas de capitaux suffisants, et leur influence sur le marché était faible. L'Association coopérative des viticulteurs fut fondée en 1917. Elle groupait au début 95 pour cent des viticulteurs, ainsi que quelques négociants en vins, mais elle devint exclusivement en 1923 une coopérative de production. La loi de 1924 sur les vins et spiritueux lui conféra un droit de regard complet sur la distillation et par là une autorité virtuelle incontestée sur l'industrie vinicole, le prix des vins de distillation étant le facteur essentiel du prix des vins de table et dictant aussi dans une large mesure celui des raisins de table et des raisins secs. L'Association des viticulteurs a construit de vastes caves pour la maturation des vins et eaux-de-vie, et a encouragé le commerce des raisins secs et des sultanas. Elle vend à des prix minimum fixés tous les produits de la vigne pour lesquels il existe une demande commerciale dans la partie de l'Afrique située au Sud de l'Equateur. Elle retire les excédents du marché local et les soustrait ainsi à la concurrence des grossistes. Le récoltant reçoit immédiatement le paiement de la partie vendable de sa production. Pour le reste, l'Association s'efforce de trouver des débouchés sur les marchés d'exportation, et les récoltants sont payés plus tard sur un fonds commun bloqué. L'Association exporte 90 pour cent de tous les vins et eaux-de-vie, et réglemente les caves vinicoles et les distilleries de cinq villes de la province occidentale du Cap. Il existe également 39 caves coopératives, qui réunissent environ 7.000 membres, et font un chiffre d'affaires de L.6.500.000.

La culture du tabac est concentrée dans le Transvaal, où des coopératives se sont établies de bonne heure. En 1925, les quatre sociétés les plus importantes demandèrent et obtinrent la modification de la loi sur les

sociétés coopératives. Elles parvinrent à se faire octroyer le droit de prendre en charge la production des cultivateurs non-membres partout où 75 pour cent des producteurs récoltant ensemble 75 pour cent de la récolte appartenaient déjà à des sociétés coopératives. Il en résulta non seulement une intensification de l'activité coopérative, mais aussi une extension rapide de la superficie consacrée à la culture du tabac, de sorte que la crise de 1929 créa un problème d'excédents invendus. Le Tobacco Control Act, 1932 (loi de 1932 sur le contrôle de la culture du tabac) fixa des contingents d'exportation qui répartissaient les charges entre les coopératives et les autres commerçants, et un Office de surveillance de l'industrie du tabac fut fondé, au sein duquel les représentants des coopératives de production occupent 8 sièges sur 13. Selon les chiffres les plus récents, il existe actuellement 11 coopératives de vente du tabac, toutes membres de la Société centrale coopérative d'Afrique du Sud. Elles rassemblent 24.000 membres dont le chiffre d'affaires annuel s'élève à plus de £ 5.000.000. Elles se chargent du triage, de la fermentation et de la vente des feuilles de tabac au nom de leurs membres.

Parmi les produits de moindre importance, les coopératives traitent plus de 90 pour cent des arachides, et une proportion presque égale de la récolte de graines de tournesol. Elles sont les principaux agents de vente de graines de luzerne de l'Office de surveillance de la luzerne, et la majorité des agences de vente des haricots secs, des bananes et des oignons leur appartiennent. Une seule coopérative écoulait 80 pour cent de la récolte de chicorée, dont la culture est localisée dans la Province du Cap. Un Office de la chicorée fut établi en 1946, et la Coopérative des producteurs de chicorée lui a transféré quelques-unes de ses attributions, mais elle en nomme 6 membres sur 9.

Comme le montre l'exposé ci-dessus, une proportion très élevée des produits agricoles d'Afrique du Sud, est commercialisée par l'intermédiaire de coopératives, et bien que des Offices de commercialisation réglementent dans une mesure variable la plupart des produits, les coopératives détiennent souvent la majorité dans ces Offices et en sont presque toujours les agents principaux. Là où les méthodes coopératives sont le moins développées, c'est dans la vente des fruits et légumes frais; elles peuvent encore beaucoup progresser pour ce qui est du bétail, de la viande et des oeufs. En 1955, la valeur totale des produits traités était d'environ £ 250.000.000.



La plupart des coopératives agricoles fournissent également à leurs membres des denrées agricoles, mais la loi limite assez strictement ce commerce aux instruments et machines agricoles, au bétail, aux produits de l'alimentation du bétail, ainsi qu'aux semences, arbres fruitiers, engrais et autres produits pour l'agriculture. La nomenclature prévoit également les véhicules, carburants et lubrifiants, mais ne comprend pas de biens de consommation, immédiate ou durable. Les produits ne peuvent être vendus qu'aux membres. Leur vente a produit un chiffre de £ 32.000.000 en 1955. Une organisation de vente en gros, la Boeresake (anciennement Fédération coopérative des fermiers d'Afrique du Sud), a pour objet les achats directs auprès des fabricants, mais elle ne bénéficie pas des commandes de toutes ses sociétés affiliées, nombre de celles-ci étant des organisations importantes qui préfèrent procéder elles-mêmes à leurs achats. On a enregistré récemment une augmentation de la fabrication de "rations équilibrées" entreprise sans forme coopérative par les éleveurs et les producteurs de maïs et de graines oléagineuses.

Par suite de la limitation imposée par la loi aux opérations des coopératives d'agriculteurs, qui doivent se limiter aux denrées purement agricoles, les membres de ces sociétés ont constitué, dans plusieurs cas, des sociétés coopératives commerciales pour l'approvisionnement en biens de consommation, les administrateurs de ces sociétés étant en même temps administrateurs des coopératives agricoles. Ces sociétés commerciales ont bénéficié d'un appui financier considérable sous forme de parts sociales souscrites en blocs par les coopératives agricoles intéressées. Un progrès particulièrement rapide a été réalisé dans ce sens durant la deuxième guerre mondiale et, dans certains cas, des affaires privées importantes et florissantes ont été ainsi absorbées. Mais ces entreprises n'ont pas toutes pu résister au retour de conditions plus normales sur le marché.

La plupart des coopératives considérées comme des sociétés commerciales (environ 200), sont en fait des magasins de détail s'adressant à une clientèle rurale. Quelques-unes sont cependant des entreprises non-européennes, qui ont beaucoup pâti de l'inexpérience de leur personnel directeur. Il existe également quelques garages coopératifs qui sont soit des groupements de secours mutuels, soit des sociétés coopératives se livrant à la production de tel ou tel article industriel.

L'Afrique du Sud n'a jamais (à une exception près, mentionnée ci-dessous) possédé de coopérative de crédit spécialisée. Les coopératives agricoles

de toute sorte ont obtenu de la Banque de crédit foncier et agricole leurs capitaux d'investissement et de roulement, et ont - en fait - aidé financièrement leurs membres en leur procurant des avances et en leur fournissant à crédit du matériel agricole. Récemment la chute des prix ainsi que la difficulté de trouver de nouveaux débouchés, concurremment à une hausse du coût de la mécanisation et de la conservation du sol, ont accentué la dépendance financière des fermiers envers leurs coopératives; cette situation a eu de graves répercussions sur les ressources des coopératives elles-mêmes et sur leurs possibilités d'emprunter aux banques. Certaines ont créé des fonds de crédit afin de se soustraire à l'emprise des banques. Une nouvelle coopérative agricole a été fondée en 1954; elle joue un rôle d'un office de compensation pour les coopératives dont les besoins financiers sont surtout saisonniers, et accorde des prêts aux diverses coopératives dont les pointes d'activité respectives ne coïncident pas sur le calendrier. On espère transformer par la suite cette organisation en une véritable banque coopérative.

Le premier essai d'assurance coopérative remonte à 1935; il a été tenté par les producteurs de céréales, particulièrement menacés par la grêle. Un fonds commun d'assurance régional s'est révélé insuffisant dans les années marquées par des dommages importants. Des réassurances furent plus tard contractées par l'intermédiaire de la Compagnie d'Afrique du Nord, liée à des coopératives en Algérie, en Tunisie et au Maroc. En 1949 fut créé l'Office central d'assurance coopérative (Centrakas) qui au début fonctionnait surtout comme agence, mais qui établissait ses propres polices d'assurance contre la grêle. Il a pour agents des coopératives agricoles locales. En 1956, cet Office traitait toutes les branches de l'assurance, à l'exception de l'assurance-vie.

La création d'une banque des fourrages, organisation destinée à fournir des fourrages aux membres en période de sécheresse, peut être assimilée à une autre forme d'assurance. Des stocks de fourrage sont conservés et renouvelés chaque année dans les régions productrices, et les membres assurés peuvent y puiser en temps de disette.

Plusieurs services coopératifs agricoles ont été créés, parfois par l'intermédiaire de sociétés indépendantes, parfois en tant que sections de coopératives existantes. Ces sections sont chargées par exemple des services vétérinaires, de l'insémination artificielle du bétail, de la tenue des registres de production du lait, du séchage de l'herbe, du traitement des cultures par pulvérisation à partir d'avions, de la construction de barrages

de l'aménagement en terrasses et du plan cadastral. L'Association nationale des producteurs de laine a créé une coopérative nationale de tonto.

On compte plusieurs organisations coopératives nationales ayant chacune son but particulier, mais il n'existe pas d'union ou de fédération de coopératives agricoles englobant toutes les organisations. Néanmoins, l'Union agricole sud-africaine a créé un conseil des coopératives, qui tient un congrès tous les deux ans. Le Conseil assure la représentation des coopératives au sein d'organisations officielles tandis que le congrès donne aux membres l'occasion d'exposer leurs vues sur les problèmes et la politique des coopératives. Il publie un excellent magazine mensuel intitulé: "Organized Agriculture".

L'intérêt à l'égard de l'éducation coopérative est assez récent. Plusieurs universités sud-africaines donnent des cours accélérés de coopération, et, dans certaines d'entre elles, ces cours font partie du programme de la licence ès-sciences commerciales. D'autres universités donnent des cours spéciaux de courte durée sur la gestion des coopératives, destinés au personnel des sociétés. Le Comité d'éducation de l'Union agricole sud-africaine a édité des manuels pour les coopératives. Un effort accru a été entrepris récemment pour éduquer les coopérateurs. Cet effort était d'autant plus nécessaire qu'une nouvelle génération d'agriculteurs adhère maintenant au mouvement coopératif et a oublié les luttes du début et les circonstances qui ont amené la fondation des coopératives. De nombreuses sociétés locales mettent actuellement sur pied des comités éducatifs, et organisent des cycles d'études.

Comme nous l'avons déjà dit, le mouvement coopératif a été très faible dans la population non-européenne d'Afrique du Sud. Une mission religieuse allemande au Transvaal a créé des sociétés de crédit Raiffeisen parmi les Africains, mais son action fut interrompue par la guerre et ne fut pas reprise. Il existe un certain nombre de coopératives indigènes de consommation; un petit nombre d'entre elles écoulent les produits agricoles. Le Département du "Registrar" a assurément exercé une activité utile lorsqu'il a aidé et dirigé les coopératives des fermiers européens, mais il ne semble jamais avoir eu la possibilité de créer le service qui aurait été nécessaire pour promouvoir et diriger un mouvement de coopération africain.

Z A N Z I B A R

Les deux îles de Zanzibar et de Pemba comptent une population d'environ 270.000 habitants. La principale culture est celle du girofle. Un projet de coopérative de vente de clous de girofle a été élaboré en 1932 mais, avant même qu'il ait été réalisé, un Office de commercialisation lui a été substitué. En 1952, cependant, un Office coopératif fut créé, sous la direction d'un "registrar", et on commença à organiser des coopératives de crédit appelées Banques villageoises. En 1959, on en comptait 21, qui avaient fait d'assez notables progrès, en dépit de la pénurie de personnel qualifié et du marasme régnant dans le commerce des clous de girofle, qui a rendu difficile le remboursement des prêts. Il existe également une douzaines de coopératives d'épargne et de prêt, une banque (à Pemba) et 19 coopératives de consommation, qui en sont encore à la phase pénible des débuts. Quelques coopératives ont commencé à écouler des noix de coco, du copra, des cassaves et des clous de girofle. Il y a également une coopérative de logement (ismaélienne), 2 coopératives d'habillement (ateliers de tailleurs), une conserverie coopérative féminine, et une ferme coopérative. D'autres projets sont à l'étude.

AUTRES PAYS ET TERRITOIRES

Aucune documentation n'a été fournie sur le système coopératif en Guinée portugaise, au Rio de Oro et au Rio Muni. D'après les renseignements dont on dispose, il n'avait pas été constitué d'organisations coopératives au Libéria et en Somalie jusqu'en 1960.

En Ethiopie, le Ministère du développement communautaire se préoccupe, depuis 1960, d'encourager le mouvement coopératif. On ne connaît pas encore les résultats de cet effort.

Une loi visant tous les aspects du développement coopératif a été adoptée au Souaziland en 1931. Toutefois aucune mesure n'a été prise pour encourager son application et il ne semble pas que des coopératives aient été créées.

COOPERATIVES AGRICOLES EN AFRIQUE  
STATISTIQUES

Pays	Nombre de coopératives	Nombre de membres	Chiffre d'affaires	Prêts accordés
R.A.U. (Egypte)	4329	1.000.000	£E 22.000.000	£E 12.300.000
Libye	63	10.500	£L 160.000	inconnu
Tunisie	270	6.749	FrST 5.000.000.000	FrST 15.000.000.000
Algérie	650	80.000	FrS 60.000.000.000	FrS 67.000.000.000
Maroc	193	69.000	FrSM 26.000.000.000	FrSM 2.000.000.000
Mauritanie	5	inconnu	inconnu	inconnu
Sénégal	15	inconnu	inconnu	inconnu
Mali	70	inconnu	inconnu	inconnu
Niger	inconnu	inconnu	inconnu	inconnu
Haute-Volta	26	5.000	inconnu	inconnu
Gambie	55	4.387	£ 64.472	£ 16.019
Guinée	inconnu	inconnu	inconnu	inconnu
Sierra Leone	275	24.000	£ 493.200	£ 116.000
Côte d'Ivoire	700	30.000	£ 500.000	
Ghana	460	50.000	£ 8.000.000	£ 500.000
Togo	311	5.500	inconnu	FrSC 235.000.000
Dahomey	52	inconnu	inconnu	inconnu
Nigéria				
Rég. Occidentale	744	54.525	£ 5.701.697	£ 608.455
Rég. Orientale	1228	55.295	£ 220.443	£ 522.135
Rég. du Nord	961	76.200	£ 826.200	£ 530.000
Cameroun				
Ex-britannique	182	18.400	£ 2.275.000	£ 55.000
Ex-français	2400	30.000	inconnu	FrSC 241.000.000
Soudan	450	95.000		
Somalie	25	inconnu	inconnu	inconnu
Ouganda	1598	187.860	£ 5.963.675	£ 33.373
Kenya	576	158.429	£ 21.730.948	£ 2.685.956
Tanganyika	617	324.994	£ 11.599.586	
Zanzibar	67	5.161	£ 71.035	£ 488
Ile Maurice	343	32.420	£ 2.311.467	£ 357.927
Madagascar	7	inconnu	inconnu	inconnu
Congo				
(Léopoldville)	50	100.000	inconnu	inconnu
(Brazzaville)	inconnu	inconnu	inconnu	inconnu
Mozambique	6	inconnu	inconnu	inconnu
Rhodésie du Nord	245	33.421	£ 6.516.744	£ 2.836.769
Nyassaland	87	7.763	£ 234.101	£ 1.000
Rhodésie du Sud	16	7.500	inconnu	inconnu
Bassoutoland	89	14.000	£ 500.000	inconnu
Afrique du Sud	452	256.752	£ 282.000.000	inconnu
	17.627	2.702.856		

Note: Les statistiques de la plupart des pays se rapportent à l'année 1959. Celles de l'Egypte datent de 1955. Les chiffres d'affaires de l'Algérie et de la Côte d'Ivoire, sont cités à titre d'estimation. Les chiffres d'affaires et les prêts ne représentent que des données fragmentaires. Ils sont exprimés en monnaies différentes, et n'ont donc pas été additionnés. Selon une estimation très approximative, les chiffres d'affaires totaliseraient £ 465.000.000, et le volume des prêts £ 105.000.000.

### III. LES COOPERATIVES ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

#### 1. Coopération et régime foncier

Le régime foncier varie beaucoup d'une région de l'Afrique à l'autre; il arrive même fréquemment qu'il soit extrêmement complexe à l'intérieur d'un pays donné. On y trouve aussi bien de vastes domaines modernes cultivés par des ouvriers agricoles, diverses formes de métayage et de fermage, de petites propriétés appartenant au cultivateur ou affermées, une grande diversité de régimes fonciers tribaux et usufruitaires et, pour finir, des cultures et de l'élevage itinérants. Les exploitations sont fréquemment morcelées et un agriculteur peut détenir simultanément des terres relevant de régimes fonciers différents. La terre peut être concédée à perpétuité, ou pour la durée d'une seule récolte. Le cultivateur peut posséder les arbres, mais non la terre sur laquelle ils croissent. L'héritage peut se faire en ligne paternelle ou en ligne maternelle et, à la mort du propriétaire, il peut donner lieu ou non à un partage égal entre un certain nombre d'héritiers.

Parmi les régimes fonciers appliqués en Afrique, nombreux sont ceux qui ne se prêtent pas aisément à des améliorations techniques ou ne facilitent pas le relèvement du niveau de vie des cultivateurs. Même s'ils sont exploités selon des moyens techniquement avancés, de grands domaines privés peuvent devenir une forme inacceptable de propriété foncière, car ils n'encouragent pas le progrès social. D'autres difficultés sont provoquées par la dimension des exploitations individuelles et par le degré d'insécurité qui caractérise leur possession. Au-dessous d'une certaine superficie, les exploitations ne se prêtent pas à la production efficace de nombreuses récoltes, et elles sont difficiles à équiper ou à exploiter dans des conditions rentables, étant trop exiguës pour permettre d'utiliser pleinement un puits, une machine ou même le travail d'une famille. Toute exploitation occupée à titre précaire ou provisoire a peu de chances d'être techniquement améliorée, car son occupant ne peut espérer tirer profit de ses investissements en capital ou en travail, notamment parce qu'il ne peut pas hypothéquer le sol.

Un régime foncier qui ne favorise pas le progrès économique, aboutit à la pauvreté et à la stagnation sociale, et entraîne un chômage total ou partiel pour un grand nombre. Ces populations auraient pu autrefois accepter leur sort avec philosophie, mais aujourd'hui, elles tendent à se diriger vers les villes, à la recherche de travail et d'un mode de vie plus ou moins moderne. On observe ce phénomène même lorsque, théoriquement, la culture pourrait être intensifiée ou qu'il serait possible d'accroître la superficie des terres cultivées.

En conséquence, les questions de régime foncier et de réforme agraire attirent l'attention d'un grand nombre de gouvernements africains. Néanmoins, ces questions sont si profondément liées aux structures et aux coutumes sociales, et si étroitement rattachées aux droits de l'individu et de la collectivité que rares sont encore les pays qui se sont profondément engagés dans une réforme agraire nationale. On note cependant quelques programmes de réinstallation de grande envergure.

Le lien existant entre la coopération et le problème foncier est triple. On peut utiliser la coopération comme une technique permettant d'appliquer une réforme agraire entreprise par voie législative dans le cadre d'une politique nationale. On peut encore faire appel à elle pour compléter une telle réforme et fournir le cadre économique qui permettra de passer d'une culture de subsistance à une culture marchande. Enfin, l'action coopérative, qu'elle soit de caractère privé ou qu'elle soit patronnée par l'Etat, pourra s'efforcer de tourner un régime foncier existant et d'établir parallèlement à lui un régime coopératif qui permettra de pallier ses principales insuffisances. Il convient de reconnaître qu'il s'agit là uniquement de tentatives récentes; il est vraisemblable qu'aucune n'a encore été expérimentée pendant plus de dix ans et que la plupart d'entre elles sont beaucoup plus récentes. Partant, il est plus difficile de se prononcer sur leur réussite actuelle ou leurs possibilités futures que lorsqu'il s'agit d'autres formes de coopération installées depuis plus longtemps en Afrique.



C'est assurément en Egypte que l'on trouve le plus remarquable exemple africain d'utilisation de la coopération pour l'application d'une réforme agraire. Dans l'intérêt de la justice sociale, de grands domaines égyptiens ont été divisés et la propriété en a été transférée aux anciens ouvriers agricoles et métayers contre paiements échelonnés sur une longue période. Pour éviter le gaspillage de ressources en capital et l'affaiblissement de niveau technique qu'un tel transfert entraîne fréquemment, les colons installés sur chaque domaine ont dû accepter l'obligation, inscrite dans les conditions mêmes d'attribution des terres, de devenir membres d'une société coopérative. Cette coopérative élabore ensuite le programme de culture, veille à des normes d'exploitation et assure la surveillance en commun de l'irrigation et l'utilisation commune des machines et des autres installations. Elle se charge également des services coopératifs traditionnels de crédit, d'approvisionnement et de commercialisation, ainsi que de certains services sociaux.

La différence entre la réforme agraire poursuivie en Egypte et le Programme de Gezira, au Soudan, réside en ceci, que ce dernier, s'il est techniquement remarquable et s'il a considérablement augmenté la richesse du district, n'a jamais eu de caractère coopératif, au sens d'une gestion démocratique, ou en ce qu'il aurait obligé les colons à prendre une part quelconque de responsabilité, sauf pour ce qui concerne la culture de leurs propres lots.

Au Kenya, le lien entre la réforme agraire et la coopération est de nature très différente. Dans ce pays, la réforme visait à mettre fin au morcellement et au gaspillage des ressources dus à l'insécurité de l'occupation. La réforme a créé une classe de propriétaires indépendants, petits et moyens; la formation de coopératives assurant la commercialisation, l'approvisionnement et la constitution d'un fonds de roulement a garanti le succès de leurs débuts dans le secteur des cultures marchandes modernes.

En Europe et en Asie, la solution classique du problème engendré par le morcellement des exploitations comporte un remembrement à forme coopérative, l'accord sur un nouveau plan cadastral du village, au titre duquel chaque cultivateur conserve la même superficie et, autant que

possible, la même qualité de terre que précédemment, mais exploite une propriété d'un seul tenant ou composée au maximum de deux parcelles. En Afrique, aucune mesure n'a pratiquement été prise en ce sens, en particulier parce que l'occupation de la terre ne repose sur aucun titre évident. Toutefois, l'Egypte, avec les coopératives d'assolement unifié, s'est lancée sur une voie nouvelle : les villageois arrêtent un plan de culture aux termes duquel les terres du village sont partagées entre trois zones; on n'essaie aucunement de modifier la propriété du sol, mais chaque propriétaire est assuré d'obtenir une récolte équilibrée par échange d'une partie de sa production contre une partie de celle de son voisin. C'est probablement là où l'assolement est favorable aux cultures que la valeur de ce système est la plus grande.

Des plans de réforme agraire consistant à créer des exploitations collectives quant à la propriété et à la gestion, à l'exclusion de toute exploitation individuelle, se retrouvent essentiellement en Afrique occidentale; cependant, quelques expériences en ce sens ont également été faites en Afrique du Nord (en Tunisie par exemple). La plupart d'entre elles sont localisées et ne sont pas provoquées par une modification législative générale du régime foncier. On pourrait peut-être constater une exception au Ghana, où l'exploitation coopérative de grands domaines appartiendrait à la politique actuelle du gouvernement. Il n'est pas encore possible de prévoir la rapidité ou l'extension de cette évolution, ni ses conséquences sur la production ou sur le niveau de vie.

Les expériences faites dans d'autres pays ont été d'importance assez modeste et n'ont pas touché au régime foncier existant. Dans la Nigeria occidentale, un plan gouvernemental relativement ambitieux vise à installer de jeunes chômeurs dans des zones de brousse récemment défrichées. Bien que les bénéficiaires travaillent collectivement dans les premiers temps de l'application de ce plan, il apparaît probable qu'en fin de compte, on leur distribuera des parcelles individuelles dans les zones affectées aux diverses cultures.

Outre ces programmes, qui bénéficient du soutien des pouvoirs publics et reçoivent des crédits importants de l'Etat, un grand nombre de projets plus petits ont été entrepris à la suite d'initiatives locales.

De façon générale, la méthode suivie en ce cas est qu'un groupe formé des villageois manifestant le plus d'initiative se réunit pour obtenir l'autorisation de travailler sur une partie non cultivée du domaine tribal, de la défricher et de la planter d'arbres dont la production sera par la suite répartie entre les membres du groupe. Dans certains cas, ces hommes et leurs familles travaillent ensuite sur la plantation, mais les programmes fondés sur la propriété coopérative du sol, la culture étant assurée par une main-d'oeuvre salariée, bénéficient d'un vif intérêt.

Il est encore difficile de prévoir l'importance réelle de ces expériences, de savoir si elles exerceront quelque influence sur le régime foncier futur de l'Afrique, ou si l'évolution suivra plus volontiers la voie de la possession individuelle du sol, les services étant coopératifs comme en Egypte et au Kenya.

L'une des difficultés que l'on rencontre pour introduire une forme quelconque de réforme agraire, ou simplement un remembrement parcellaire volontaire, provient du fait que sur la plus grande partie du continent africain il n'existe pratiquement pas de registre foncier ou de recueil exact des titres de propriété foncière. Un relèvement cadastral, outre qu'il serait coûteux et lent, risquerait fort de susciter des craintes et de l'hostilité. Un premier pas sur cette voie a été fait en Côte-d'Ivoire, grâce à l'action de coopératives de travail, qui seront étudiées de manière plus détaillée dans un chapitre ultérieur. Ces coopératives ont pour règle de n'accepter aucun contrat de travail agricole si le terrain correspondant n'a fait l'objet d'un relevé topographique. De cette manière, le relevé d'un certain nombre de villages au moins se fait petit à petit et pourra ultérieurement présenter une grande valeur si un remembrement est décidé ou si des surfaces de brousse sans propriétaires connus et jusque-là inexploitées sont mises en culture.

## 2. Augmentation de la production agricole

a) La commercialisation par les coopératives : un encouragement. La production peut augmenter soit que l'on mette de nouvelles terres en culture, soit que l'on remplace des cultures peu rentables par d'autres qui le sont plus, soit enfin que l'on améliore les méthodes de culture.

Toutes ces modifications imposent un effort, un certain risque et l'engagement de capitaux, même peu importants. Il est peu vraisemblable qu'on essaie de les introduire en l'absence de solides perspectives de gain. Pour le petit agriculteur, à quelque pays qu'il appartienne, la perspective la plus intéressante est un bénéfice immédiat et en espèces.

Tel est le premier attrait des sociétés coopératives de vente. Le supplément de recettes qu'elles valent au producteur peut provenir de plusieurs sources : 1) la coopérative peut être en mesure d'offrir des prix plus élevés que les commerçants particuliers, qui ont traditionnellement versé au producteur un prix inférieur pour des produits délibérément sous-évalués ou mal pesés; 2) il se peut que la coopérative fraie vraiment la voie et ouvre des marchés inaccessibles aux producteurs isolés; 3) en assurant la classification par qualités, l'emballage et la préparation, la coopérative améliore non seulement la qualité du produit, mais aussi sa propre position commerciale; elle permet également au producteur primaire de participer aux bénéfices que procurent les phases terminales du processus de commercialisation.

Les récoltes traitées par les coopératives de vente sont bien entendu des récoltes marchandes, et souvent celles qui sont destinées à l'exportation. Les cultures vivrières destinées à assurer la subsistance ne nécessitent pas, en règle générale, l'intervention des coopératives, bien qu'il existe en certains pays d'Afrique un marché de céréales alimentaires dans les zones industrielles (par exemple dans les régions minières de Rhodésie), qui donne toute sa raison d'être à la commercialisation par les coopératives.

b) Structure de la commercialisation à l'échelon fédéral. L'un des caractères les plus marquants de la commercialisation par les coopératives et des services qui en sont inséparables est la manière dont elle s'est édifiée en vastes structures fédérales, comportant des organisations primaires, de district, et régionales ou nationales, possédant fréquemment des installations coûteuses et très complexes, telles que des égrenages de coton. L'existence de ces organisations fédérales implique une hiérarchie de comités aux responsabilités toujours plus étendues, que doivent assumer dans tous les cas des agriculteurs africains. Dans certains pays insuffisamment

développés, il est parfois fait appel à des directeurs et à des ingénieurs étrangers, notamment lorsqu'on a besoin de techniciens. Ils sont cependant au service de la coopérative qui les emploie, et doivent exécuter les décisions des comités en matière de politique générale. Dans certains pays, où les coopératives primaires pleinement développées sont en minorité et où il existe un certain nombre de "pré-coopératives", placées sous la surveillance relativement étroite des pouvoirs publics, les organisations de district et les organisations nationales peuvent, dans les premiers temps, ressembler d'assez près à des services publics et compter une forte participation officielle dans leurs organes supérieurs de gestion. Dans certains pays où des agriculteurs d'origine européenne ont constitué des coopératives avant leurs compatriotes africains, des fédérations de vente, dont les membres étaient européens à l'origine, réunissent actuellement un certain nombre de sociétés primaires composées d'Africains. Les fédérations de vente coopérative appartenant à tous les types ci-dessus établissent souvent un monopole virtuel sur une culture marchande.

c) Coopération et Marketing Boards. La plupart des cultivateurs africains produisent en vue d'un marché d'exportation généralement éloigné. Il y a une trentaine d'années encore, les exportations étaient assurées par des sociétés privées et, occasionnellement, par des fédérations de coopératives, en Algérie, par exemple, ou en Afrique du Sud par l'intermédiaire des "Overseas Farmers' Federations". Le souvenir de la crise économique mondiale des environs de 1930, et l'institution d'un contrôle sur le mouvement des matières premières au cours de la deuxième guerre mondiale entraînèrent, dans la plupart des pays africains, l'établissement de mesures de contrôle sur les produits agricoles, en général sous la forme d'offices de commercialisation. Ces offices tendent à avoir une composition et un caractère officiels, bien qu'ils soient formés de représentants désignés par les producteurs et par d'autres groupes d'intérêts. Dans l'Union sud-africaine, la plupart des très nombreux offices de commercialisation sont effectivement aux mains des coopératives agricoles, qui en nomment la majorité des membres. Dans deux cas, des fédérations de coopératives exercent directement des pouvoirs équivalents à ceux d'un office de commercialisation.

Le champ d'action de ces offices varie selon les pays. Certains assurent réellement la commercialisation d'un produit; d'autres fixent les qualités et les prix à différentes phases du processus de commercialisation, organisent les chargements et décident de mettre en temps opportun telle quantité de produits sur le marché. Dans de nombreux pays, l'existence de ces offices assure aux coopératives de commercialisation le cadre protecteur qui leur permet de se développer, de prendre confiance en elles-mêmes et de former un personnel pleinement qualifié. Dans ces conditions, les coopératives ne sont pas exposées aux dangers que représenterait leur dépendance complète à l'égard des exportateurs commerciaux, ou au risque inhérent à la vente directe du produit de leur récolte sur le marché mondial. En revanche, ayant un caractère officiel, les offices de commercialisation ne peuvent, même s'ils le désirent, favoriser trop nettement les coopératives, car ils doivent traiter les maisons de commerce de façon équitable. Il est vrai que dans certains pays, le gouvernement a décidé que la commercialisation d'une ou de plusieurs récoltes de base devait être assurée par l'intermédiaire d'un système d'utilité publique, destiné à devenir progressivement un organisme coopératif. En pareil cas, il y a moins d'hésitation à entrer en concurrence avec le commerçant particulier en offrant des conditions aussi avantageuses que possible. Cependant, il est également des pays, comme le Nyassaland, où les offices de commercialisation chargés de produits essentiels achètent uniquement par l'intermédiaire de leurs agents et n'admettent pas que des coopératives de producteurs participent le moins du monde aux opérations. En règle générale cependant, le système des offices de commercialisation agit en faveur de la coopération, bien qu'il n'ait pas été conçu à cette fin. Les offices ont surtout facilité le financement des coopératives de commercialisation, question qui sera traitée plus en détail au chapitre suivant.

d) Avances sur récoltes. La question du crédit est plus complexe. Le cultivateur a besoin de crédit pour couvrir le coût des fournitures agricoles (de celles que nous venons d'énumérer, par exemple). Il en aura peut-être encore besoin pour payer les ouvriers agricoles qu'il

emploie très fréquemment, en particulier pour les récoltes fruitières. Dans certains pays, on aura besoin de crédit pour les dépenses quotidiennes de la famille, avant la récolte. Ceci est cependant moins fréquent en Afrique qu'ailleurs, car la plupart des producteurs primaires se livrent en même temps à la culture vivrière, et beaucoup de récoltes marchandes sont très étalées, si bien que l'argent rentrera vraisemblablement pendant la plus grande partie de l'année. En de tels cas, les coopératives pourront se trouver contraintes de consentir des avances parce que telle est la tradition du commerce, et non à cause du besoin particulier de réaliser des investissements agricoles à court terme. Il n'est que rarement possible, cependant, de distinguer clairement entre les deux cas.

e) Transport. Etant donné que les coopératives de vente doivent transporter des quantités considérables de produits (il s'agit parfois de marchandises très périssables), elles doivent mettre au point un système de transport. Parfois les véhicules sont la propriété de la coopérative, ou d'une union de coopératives de district, parfois, comme au Cameroun, ils appartiennent à une entreprise coopérative de transport; il arrive aussi qu'ils soient simplement loués à des entrepreneurs particuliers. De toute façon, les coopératives doivent organiser elles-mêmes toute l'opération, ce qui peut comporter la recherche de frets de retour, lesquels peuvent aussi être utiles au district. Elles doivent encore s'assurer qu'il existe des routes et des ponts utilisables par les véhicules. Il en résulte fréquemment qu'elles drainent les ressources marchandes de districts où la circulation de la monnaie était jusque-là faible et où n'existait aucun moyen d'écouler la production<sup>1/</sup>.

---

1/ L'une des difficultés rencontrées par les coopératives agricoles de vente est que, dans certaines régions, ce sont plus souvent les transporteurs que les producteurs qui demandent leur admission dans les coopératives.

f) Approvisionnement en fournitures agricoles. Dès qu'une coopérative a pu créer un courant de commercialisation satisfaisant pour une culture marchande donnée, ses membres sont incités à développer et à améliorer leur production. La classification des produits faite, dans la plupart des cas sous le contrôle des membres, et la différence entre les prix versés selon qu'il s'agit de qualités supérieures ou inférieures, font une impression immédiate. La coopérative permet également d'améliorer la qualité par la vente d'insecticides, d'engrais, de semences sélectionnées et, le cas échéant, de plants et d'outils, qu'elle vend à des prix abordables en les accompagnant généralement de conseils techniques formulés par le ministère de l'agriculture. Elle assure également une manutention meilleure et plus hygiénique des récoltes et fournit des matériels d'emballage appropriés.

g) Mécanisation et services techniques. La location coopérative de machines agricoles, ou, plus fréquemment, l'exécution de contrats de culture par des coopératives possédant de telles machines, existe dans plusieurs pays de l'Afrique du Nord, mais rarement ailleurs. Cette pratique se développera peut-être mais il convient de noter qu'en Afrique, le genre de récoltes ou les sols ne se prêtent pas partout à cette méthode de travail. L'irrigation par pompes coopératives est une activité importante au Soudan et aussi dans d'autres pays, mais, en règle générale, la culture en Afrique n'est pas artificiellement irriguée.

Le système coopératif constitue évidemment un moyen de faire connaître au paysan les améliorations des techniques agricoles mises au point dans les stations expérimentales pour tenir compte des conditions particulières au pays et dont l'application est encouragée par les ministères de l'agriculture et, le cas échéant, par les services de vulgarisation. Les organisations coopératives ont été utilisées à cette fin dans beaucoup de pays du monde et l'intérêt de cette façon de procéder n'a pas échappé aux pays africains. Il est toutefois permis de douter qu'ils en ont tiré tout le parti possible et la mesure dans laquelle collaborent les services agricoles et les organismes coopératifs varie d'un pays à l'autre.



h) Influence de la coopération sur la production agricole. En résumé, la commercialisation est actuellement, et cela depuis longtemps, la manifestation la plus importante de la vie coopérative africaine. Elle est étroitement liée à l'octroi de crédits, à la fourniture des produits agricoles et, dans une certaine mesure, à la prestation de certains services. Une partie importante - et, dans de nombreux pays, un très fort pourcentage - des principales récoltes marchandes passe par l'intermédiaire des coopératives. Le développement de ces coopératives s'est accompagné d'un accroissement de la production nationale, notamment dans les plus petites exploitations africaines, et a suscité une amélioration de la qualité et des méthodes de manutention. La recherche et les connaissances techniques qui ont permis ce progrès sont dues aux départements de l'agriculture, aux stations expérimentales et aux instituts agricoles, mais il est raisonnable de penser que les méthodes nouvelles n'auraient pas connu une telle diffusion si les coopératives n'avaient assuré l'accès aux marchés, offert des prix plus élevés pour des produits de meilleure qualité, et n'avaient mis à la portée des petits cultivateurs des insecticides et des plants de qualité supérieure.

i) La coopération et l'industrie de l'élevage. Il convient d'observer qu'en Afrique, la commercialisation par les coopératives s'exerce essentiellement sur les produits agricoles et arboricoles. Les progrès réalisés en matière de commercialisation des produits de l'élevage et de leurs dérivés ont été beaucoup moins importants. Il ne fait aucun doute que ce phénomène soit dû en partie au climat africain et à l'incidence de la morbidité animale, qui ne permettent pas de donner beaucoup d'ampleur à la commercialisation des produits laitiers, alors que celle-ci a si souvent constitué, dans d'autres régions, la base de l'organisation coopérative. En Afrique du Sud, où le climat est plus tempéré, il existe une activité coopérative en ce domaine : c'est la production coopérative de ghee, notamment au Nyassaland; les ventes sont assurées par une petite Union de commercialisation. Il existe apparemment des possibilités non exploitées en Ethiopie. Plusieurs pays possèdent de petites coopératives pour la vente des oeufs; certaines sont composées de femmes. Il existe au Kenya

des installations de préparation du lard fumé, tandis que la vente de la laine est l'objet principal de l'activité coopérative au Basutoland. Reste encore cependant à résoudre l'immense problème qui consiste à mettre un peu d'ordre, et à introduire des normes techniques modernes, dans la commercialisation du bétail, de la viande et des peaux fournies par les troupeaux transhumants des plaines et des montagnes du centre de l'Afrique, qui constituent le seul gagne-pain de nombreux Africains. A l'heure actuelle, les bêtes sont amenées jusqu'à la côte ou jusqu'aux centres de consommation, et ces semaines de voyage épuisant leur font perdre les qualités qu'elles ont pu posséder en quittant leurs pâturages. On a étudié de nombreux projets de construction d'abattoirs, de magasins frigorifiques et de conserveries dans les zones d'élevage; on a envisagé la création de zones de rassemblement et d'embouche, l'amélioration des moyens de transport, soit pour les animaux sur pied, soit pour les carcasses voyageant par voitures frigorifiques. On n'a encore rien fait, ou à peu près, en ce sens, sauf en Afrique du Sud. L'activité coopérative peut encore largement se développer ici. Plus tard, il faudra bien aborder les problèmes essentiels, encore plus importants, que posent l'amélioration des races animales et la conservation des pâturages.

### 3. Etablissement d'un système coopératif rural de crédit et de banque

Les coopératives de crédit à court terme ont pour objet de fournir au petit paysan ou au petit artisan les moyens d'acheter ce qu'il leur faut pour produire - semences, engrais, outillage, matières premières - de payer la main-d'oeuvre qu'ils emploient et de subvenir à l'entretien de leur famille jusqu'au moment où ils peuvent vendre le produit de leur travail et en être payé. Le crédit à moyen et à court terme est destiné au financement de dépenses plus importantes : achats de terre, projets d'irrigation, plantations d'arbres. Un régime coopératif judicieusement conçu vise, en même temps, à conserver à l'agriculture les recettes qu'elle a produites en encourageant ses membres et d'autres producteurs à lui confier leurs économies, qui peuvent alors être utilisées pour consentir de nouveaux prêts.

La plus grande partie de l'Afrique n'est parvenue que depuis peu à l'économie monétaire et, en de nombreux pays, on ne trouve aucun établissement bancaire en dehors des très grandes villes. L'idée d'économiser en vue d'une dépense ultérieure, ou de consacrer ses ressources à des investissements productifs, est encore étrangère à beaucoup d'Africains. De même, l'idée d'emprunter à des fins productives n'est pas encore bien comprise. Dans la plupart des pays européens ou asiens, la société coopérative de crédit, développant le sens de l'économie au village et accordant des prêts à court terme à des fins productives, a été le premier pas en direction d'une organisation coopérative. C'est sur cette base que tout le reste, approvisionnement, services, commercialisation, a été progressivement institué. Sauf dans l'Ile Maurice et peut-être en Egypte, les faits ne se sont pas déroulés de la même façon; mais en Egypte, le système n'a pas répondu aux espoirs, et il est actuellement en voie de réorganisation.

Lorsque la coopération a pour la première fois été présentée aux agriculteurs africains, la plupart des administrateurs ont estimé qu'il n'était pas besoin de crédit, surtout parce que l'endettement était facile et que la mainmise du prêteur, telle qu'on la pouvait voir en Europe il y a une centaine d'années ou encore maintenant en Asie, y était inconnue. On ajoutait que les coûts de production étaient généralement faibles et que les récoltes présentaient un caractère moins saisonnier que sous les climats tempérés; de plus, il n'était pas possible de prêter à des cultivateurs dont les titres de possession du sol n'étaient pas indiscutables et qui ne pouvaient garantir par des hypothèques les prêts qu'ils solliciteraient. Il est douteux que l'argument fondé sur l'absence de dettes et de prêteurs en Afrique ait jamais été entièrement fondé, et un tel argument perd encore de sa valeur à mesure que les régions les plus éloignées entrent dans le cycle de l'économie monétaire. Le coût de la production s'élève également avec les améliorations techniques et, tout au moins pour les prêts à long terme, la question du nantissement se pose toujours.

En tant qu'activité autonome, l'épargne et le crédit coopératifs existent en Afrique, notamment dans l'Ile Maurice, où ils ont été solidement implantés par de petits planteurs de canne à sucre, au Nigeria oriental dans la région de Calabar, en Tunisie, en Algérie, et aussi en Egypte, où ils ont moins bien réussi. Ailleurs, les coopératives de ce genre sont restées des tentatives isolées, plus nombreuses en ville qu'à la campagne, et elles ont pour membres des fonctionnaires ou des employés de grandes entreprises. C'est en Afrique orientale, au sein de la population asienne, que l'on en trouve les exemples les plus heureux. Même les sociétés nigériennes de crédit n'exercent qu'une activité agricole marginale, et un grand nombre de leurs membres contractent des emprunts destinés aux besoins du petit commerce ou à des fins personnelles. Une grande partie de ces membres sont des femmes.

Il ne faudrait cependant pas conclure qu'aucune activité bancaire de forme coopérative n'existe en Afrique. Certes, sur le total des prêts - estimé à 105 000 000 de livres - consentis par les coopératives africaines chaque année, environ 80 pour cent sont accordés en Algérie, en Tunisie et au Maroc. Nous avons déjà constaté que d'importantes sommes sont distribuées par l'intermédiaire des unions de coopératives de vente ou par des sociétés primaires, soit à titre d'avances, soit en paiement de produits effectivement livrés. Le simple maniement de ces sommes, qui soulève parfois de graves difficultés de transport et pose des problèmes de sécurité, apporte une contribution considérable à l'économie de pays où les succursales bancaires de toute sorte sont rares et éloignées les unes des autres.

En outre, des banques centrales coopératives ont été fondées dans de nombreux pays. Ce sont parfois des organismes presque entièrement gouvernementaux, tels que la Land Bank of South Africa (Banque foncière de l'Afrique du Sud), le Crédit agricole et la Banque coopérative d'Egypte (bien que cette dernière ait quelques coopératives parmi ses actionnaires), ou les banques de crédit et de développement de nombreux pays, dont l'institution remonte à des antécédents français. Ailleurs, au Nigeria, au Ghana, dans l'Ile Maurice, par exemple, la Banque centrale coopérative

a été créée par les coopératives primaires et par les unions de coopératives elles-mêmes, initialement avec leurs ressources propres et sous leur propre autorité. Les actionnaires sont des sociétés de crédit lorsqu'il en existe, ainsi que des coopératives de vente, de consommation et de tous autres types.

Les banques centrales coopératives ont des activités très diverses. Elles prêtent à des individus, le plus souvent par l'intermédiaire de coopératives primaires, bien qu'elles le fassent parfois directement, mais, dans la plupart des pays africains, cet aspect de leur rôle ne présente pas une grande importance. Elles financent la mise en vente et le transport des récoltes essentielles en consentant aux producteurs des avances qui lui permettront de faire ses livraisons, et elles couvrent la valeur des stocks détenus dans les entrepôts coopératifs avant leur expédition et leur vente. Elles consentent des prêts à long terme aux coopératives de vente ou de préparation, pour la construction et pour l'achat d'équipements, et aussi des prêts à court terme aux sociétés d'approvisionnement et de consommation pour l'achat de leurs stocks de roulement. Les banques coopératives, à l'exception parfois des banques créées par l'Etat, acceptent également des dépôts, qu'elles réinvestissent ou utilisent pour financer leurs autres opérations. Certaines de ces banques, celle du Nigeria par exemple, possèdent une ou deux succursales, mais, à moins qu'il n'existe un réseau de sociétés d'épargne et de crédit, comme dans l'Ile Maurice et dans la région de Calabar, elles agissent presque uniquement comme banques commerciales au bénéfice du commerce des coopératives (et parfois des sociétés de construction de logements) et ne sont pas en mesure de mettre des services bancaires généraux à la portée des habitants des villages et des petites villes. A l'heure actuelle, la demande de services de ce genre est peut-être encore peu fréquente, mais il est vraisemblable qu'elle se développera et sera satisfaite par d'autres organismes si le mouvement coopératif et ses conseillers ne sont pas prêts à reprendre l'examen de la question de l'organisation du crédit au village.

A l'heure actuelle, les avoirs des banques coopératives (et des fédérations commerciales coopératives dans les pays où n'existent pas de banques coopératives) sont généralement tirés de sources extérieures au mouvement coopératif. Dans certains cas, l'Etat a apporté directement, sous la forme d'un don, une partie du capital de fondation; ailleurs, au Nigeria occidental par exemple, un office de commercialisation a prélevé une subvention sur ses réserves accumulées, provenant elles-mêmes pour l'essentiel des bénéfices réalisés sur les récoltes livrées par les coopératives de commercialisation. Dans d'autres cas, et notamment pour la préparation et la vente des récoltes, des prêts sont consentis par des banques commerciales, moyennant une garantie de l'Etat dans la plupart des cas. Mais dans la mesure où il a été possible de le vérifier, aucune banque coopérative africaine n'est encore parvenue à une totale autonomie financière; cette autonomie peut d'ailleurs n'être pas souhaitable dans les pays où la demande de crédits manifeste des pointes saisonnières accentuées.

#### 4. Organisation du travail

a) Dans l'agriculture : bien que l'expérience soit encore assez limitée, il se peut que l'organisation coopérative du travail agricole ait un certain avenir. Du fait que certains pays connaissent l'héritage en ligne maternelle, il est moins probable qu'en Europe, par exemple, que les fils d'un agriculteur travailleront avec lui dans son exploitation et s'efforceront de l'améliorer. Il en résulte d'une part une augmentation du chômage rural et, d'autre part, l'habitude d'employer une main-d'oeuvre temporaire voire migrante, que l'on constate surtout dans certaines régions de l'Afrique occidentale et au Soudan. Ayant constitué une coopérative de travail, les jeunes hommes d'un village peuvent proposer leurs services aux agriculteurs du village avec un plus grand souci de leur dignité et l'espoir d'une meilleure rémunération, ce qui permettra à ces derniers de remplacer une main-d'oeuvre migrante qui, de toute façon est de moins en moins facile à trouver dans certains pays. Il vaut peut-être la peine d'observer que, même si le cas n'est pas très fréquent en Afrique, les

coopératives de vente, notamment celles qui sont spécialisées dans la récolte des arbres fruitiers, organisent parfois elles-mêmes pour le compte de leurs membres la cueillette ou le traitement des arbres fruitiers

b) En dehors de l'agriculture : des possibilités existent en ce domaine, mais les réalisations y sont fort minces. En Afrique du Nord et en Afrique occidentale, notamment en Tunisie, au Maroc et au Nigeria, certaines tentatives ont été faites en vue de grouper en coopératives des artisans traditionnels tels que les tisserands de tapis, les travailleurs du cuir, les potiers, les graveurs et les ébénistes. On cherche ainsi, d'une part à préserver des techniques et des pratiques traditionnelles et, d'autre part, à venir en aide à ceux qui perdent leurs débouchés sous la pression de la concurrence exercée par les articles industriels ou à la suite de l'introduction de modes de vie qui diminuent le désir de posséder des objets traditionnels. Aussi longtemps que les gouvernements sont disposés à mettre à la disposition de ces coopératives des ressources et une direction qualifiée, tout en assurant ou en s'efforçant de trouver un débouché à leurs produits, elles pourront parvenir à certains résultats. Abandonnées à elles-mêmes, il apparaît trop souvent qu'elles luttent pour défendre une cause perdue.

Il a été envisagé d'organiser de petites industries africaines modernes sous forme coopérative; des banques gouvernementales, au Sénégal par exemple, mettraient des capitaux à leur disposition à cette fin, mais on n'a encore enregistré que peu de réalisations dans ce domaine.

Dans plusieurs pays, on trouve quelques sociétés de transport, mais celles qui ont été formées par des conducteurs de véhicules routiers sont généralement peu solides. Cependant, un groupement de transport, constitué par des coopératives commerciales bien établies, peut présenter une stabilité plus grande. De même, l'Union des coopératives du Nigeria occidental possède une imprimerie, mais il n'existe qu'un très petit nombre d'imprimeries coopératives, si même il en existe.

Nous avons déjà vu qu'un premier pas avait été fait dans le domaine des travaux agricoles exécutés sous contrat - sans qu'on puisse l'affirmer -

mais il ne semble pas qu'il y ait place pour cette activité dans l'industrie des bâtiments, la construction des routes, ou le chargement et le déchargement des navires. Il existe aussi des possibilités d'exploitation, sous forme coopérative, des forêts appartenant à des tribus ou des concessions forestières.

Peut-être est-ce l'industrie de la pêche qui offre le plus de promesses au développement des coopératives, bien qu'on ne puisse guère parler à bon droit ici d'"organisation de la main-d'oeuvre". Les pêcheurs ont été appelés les petits propriétaires de la mer, et cette expression est tout à fait juste. Dans la plupart des cas, l'équipage d'un bateau de pêche appartient à la même famille; il travaille toujours "en équipe" et ses besoins portent sur un meilleur équipement en capital fixe, à savoir, des moteurs, des filets plus perfectionnés, des instruments de navigation, et sur le crédit qui leur permettra de les acquérir, sur une commercialisation plus efficace, dont la condition est la possession des moyens permettant de préparer et de conserver le produit de la pêche, enfin sur l'assurance des bateaux. Sauf peut-être en matière d'assurance, les besoins des pêcheurs sont identiques à ceux des petits agriculteurs.

En Afrique, les coopératives de pêche ne représentent encore que des expériences extrêmement dispersées et dépendent pour une bonne part de l'appui officiel. Dans quelques cas, des bateaux d'un type plus moderne que ceux qui sont généralement utilisés ont été remis à des groupes de pêcheurs à des conditions se rapprochant de la location-vente. Ailleurs, de petits abris ont été construits pour protéger les moteurs, et d'autres pour assurer la conservation des poissons en chambre froide. Cependant, sauf s'il s'agit des bateaux de pêche, rien ne garantit le remboursement d'une avance en espèces ou en nature, à moins que la coopérative n'assure également la commercialisation de la pêche. Mais, le plus souvent, elle n'est pas en mesure de le faire parce que, en Afrique occidentale du moins, la vente est l'affaire des femmes, et que l'on n'a pas encore trouvé un moyen satisfaisant de les unir au sein d'une coopérative.



## 5. La coopération et l'élévation du pouvoir d'achat

a) Les coopératives de consommation : Il est certain que, grâce à une production accrue et plus efficace, la commercialisation coopérative augmente l'afflux d'argent dans les villages africains. Quant à savoir si cet afflux d'argent relève le niveau de vie, c'est la manière dont cet argent est dépensé ou économisé qui nous fournira la meilleure réponse. S'il est immédiatement absorbé pour l'acquisition, à prix élevé, de biens ne présentant qu'une faible valeur permanente, le niveau de vie peut demeurer à peu près inchangé.

Sur le plan théorique, la meilleure solution est fournie par la coopérative de consommation, qui, associée à la société d'épargne, permettra de faire occasionnellement un gros achat de biens durables. En pratique, et toujours à l'exception de l'Ile Maurice, la coopérative de consommation n'a connu en Afrique qu'un succès très limité, et elle n'a pu s'enraciner que chez les travailleurs urbains ou industriels.

Les raisons de son échec sont manifestes. Tel qu'il existe aujourd'hui, le commerce de détail est partiellement assuré par des boutiquiers asiens ou par des colporteurs et, dans une très large mesure, notamment en Afrique occidentale, par les femmes qui se rendent sur le marché pour y écouler rapidement de très petites quantités de marchandises. Exception faite des produits locaux, ces marchandises proviennent de sociétés d'importation, et passent par toute une série d'intermédiaires. Dans toutes ces formes de commerce, le détaillant n'a pratiquement pas de frais généraux et ne travaille pas à heures fixes. La plupart des commerçants consentent des crédits de longue durée. Tout cela rend la concurrence difficile. De plus, trouver un personnel de direction honnête et compétent s'est révélé encore plus difficile ici que dans le cas des coopératives de vente, et des pertes ont encore été occasionnées par des achats peu judicieux, des inventaires défectueux et une mauvaise comptabilité.

Le système actuel de commerce de détail, avec tous ses défauts criants, s'est adapté aux conditions locales et ne suscite pas l'hostilité des consommateurs, sauf dans des circonstances exceptionnelles

comme celles qui ont immédiatement succédé à la deuxième guerre mondiale; on a connu alors une véritable pénurie de biens de consommation importés, qui a entraîné une rapide hausse des prix. Il en est résulté un mouvement très net en faveur de la création de sociétés coopératives de consommation, dont la plupart ont disparu dès que le marché fut de nouveau approvisionné normalement.

Dans un grand nombre de pays africains au Sud du Sahara, il existe cependant un mouvement populaire qui vise à développer la participation africaine à la vie commerciale et à réduire sa dépendance à l'égard des sociétés étrangères, qu'elles soient européennes ou asiennes. Ce mouvement a revêtu deux formes. Tout d'abord, des commerçants africains, notamment en Afrique orientale, se sont unis pour former leurs propres sociétés coopératives d'approvisionnement en gros. Rares sont les sociétés de ce genre qui existent encore, ou qui, si elles existent, ont conservé une forme coopérative. En deuxième lieu, au Nigeria et au Ghana, des sociétés coopératives de gros ont été constituées dès la fin de la guerre; elles ont bénéficié d'un fort appui gouvernemental, et avaient pour objet d'approvisionner les sociétés coopératives de consommation que l'on espérait alors constituer. Cet espoir ne s'est que très imparfaitement réalisé, mais, au cours des dernières années, la Société d'achat en gros du Nigeria occidental, qui n'a jamais cessé d'exister, a commencé à étendre son action, d'une part en vendant au détail dans ses succursales locales, et d'autre part en approvisionnant des commerçants qui ont été encouragés à devenir membres de la société. Elle continue à approvisionner un nombre limité de coopératives de consommation du type classique et a exprimé l'intention de transformer ultérieurement ses succursales locales en coopératives indépendantes. Il est encore trop tôt pour évaluer le succès que pourra remontrer cette expérience assez hétérodoxe.

Exception faite des cas ci-dessus, les coopératives de consommation sont représentées en Afrique par les nombreuses et florissantes sociétés villageoises de l'Ile Maurice, par un petit nombre de coopératives urbaines (plusieurs dans les grandes villes d'Egypte, la coopérative des cheminots

du Kenya, plusieurs sociétés dans les villes minières de la Rhodésie, etc.) et par le très petit nombre d'articles (savon, pétrole lampant, allumettes, bière) qui sont vendus dans les sections d'approvisionnement de quelques coopératives villageoises de vente.

b) Coopératives d'épargne : Les coopératives d'épargne n'ont pas beaucoup progressé en dehors du Nigeria oriental qui, cependant, montre bien ce qui peut être accompli lorsque se trouvent réunies la volonté d'aboutir et la compétence. Ailleurs, des coopératives de salariés accomplissent une action utile mais plus réduite.

#### 6. Expérience des affaires et qualités de chefs

A mesure que se développe l'économie des pays africains, le besoin se fait davantage sentir d'hommes rompus aux techniques commerciales modernes. Actuellement, les Africains vraiment compétents en ces matières sont en nombre limité. Il n'est ni possible ni souhaitable que l'Afrique continue indéfiniment à s'en remettre à des comptables, des dirigeants et des techniciens venus de l'étranger. La formation des Africains à des postes directoriaux ne peut être assurée uniquement dans des établissements scolaires appropriés, même s'il en existait suffisamment. L'expérience pratique acquise dans des sociétés bien gérées, petites et grandes, est essentielle. Avec leur système de comptabilité et de tenue de livres soigneusement mis au point, leur tableau d'opérations, si simple soit-il, leur répartition des responsabilités et leurs relations contractuelles, tant avec leurs propres membres qu'avec les coopératives secondaires auxquelles elles sont affiliées, les coopératives primaires assurent à leur directeur ou à leur secrétaire, à leur comité et même, dans une certaine mesure, à leurs membres ordinaires, une initiation à la pratique des affaires. Les unions et les banques régionales donnent une formation plus poussée et exigent des qualifications supérieures.

Dans n'importe quel pays, un mouvement coopératif bien organisé représente un potentiel d'affaires solide, rationnellement conçu et équipé, se développant selon des méthodes honnêtes et poursuivant des objectifs de valeur. Certains des hommes qu'il forme peuvent le quitter pour entrer dans les affaires privées ou se mettre au service de l'Etat, mais, s'ils emportent avec eux ce qu'ils ont appris, leur expérience n'est pas perdue. Il ne s'ensuit pas cependant que le mouvement coopératif ait atteint le plus haut point de l'efficacité en affaires, ou que son propre développement n'ait pas provoqué l'apparition de certains problèmes en matière de préparation aux affaires. Ces questions seront étudiées plus à fond au chapitre V.

#### IV. LES COOPERATIVES ET LE PROGRES SOCIAL

En règle générale, les Africains vivent en communautés villageoises fermées, renforcées par des liens tribaux et par des traditions d'entraide. Ils ne demandent pas à leurs coopératives de créer de nouvelles relations de ce genre. La contribution apportée par le mouvement coopératif au progrès social est surtout indirecte. Dès qu'une collectivité dispose de sommes plus importantes, la qualité du logement, du vêtement et de la nutrition commence à s'élever. Mais s'il est vrai que ce phénomène résulte avant tout de l'augmentation des revenus, il est également influencé par le développement des communications avec le monde extérieur, par l'émulation et par les normes que mettent en évidence les bâtiments des coopératives et le personnel des coopératives lui-même.

Outre leurs attributions économiques, certaines coopératives assurent ce qu'on pourrait appeler des services sociaux occasionnels. Un petit nombre d'entre elles ont été conçues en vue d'objectifs spécifiquement sociaux. Elles ne sont ni très répandues ni très nombreuses, mais elles méritent d'être décrites. Les services qu'elles assurent sont normalement de ceux qui exigent des ressources en capitaux ou des versements réguliers de la part des membres, en sorte qu'ils sont assurés plus facilement par une coopérative que par un groupe amorphe.

Le logement est l'une des attributions sociales les plus importantes qui puissent être mises à la charge d'une organisation coopérative. Selon la méthode normalement utilisée, les membres qui désirent acquérir une maison ou un appartement versent à la société une proportion définie du coût du terrain et de la construction. La coopérative emprunte le reste sur hypothèques; la construction est entreprise et chaque membre reçoit son logement et poursuit ses versements pendant 20 ou 30 ans, jusqu'à extinction de la dette contractée à l'origine. Il est un certain nombre de variantes à cette méthode, mais le principe fondamental demeure le même. En Afrique, les coopératives de logement qui ont donné les meilleurs résultats sont vraisemblablement celles de la communauté ismaélienne d'Afrique orientale. Une ou deux sociétés existent en Egypte et ailleurs, mais si on tient compte du besoin en logements nouveaux qui se manifeste dans les villes africaines en voie de développement rapide, et de l'apparition d'une classe de membres des professions libérales et d'hommes d'affaires africains ayant des exigences plus élevées, il est curieux qu'elles aient trouvé si peu d'imitateurs en Afrique.

Quelques tentatives ont été faites pour constituer des sociétés de construction sur le modèle européen, mais ces sociétés se bornent à accorder des

prêts pour la construction de logements, et rares sont celles qui semblent avoir mis au point des méthodes éprouvées pour l'établissement des devis ou l'étude de la capacité de remboursement des emprunteurs.

Sur un plan plus élémentaire, un grand nombre de coopératives de villages contribuent à la construction de logements plus vastes et plus modernes en vendant du ciment. Il peut y avoir là une initiative intéressante, dans la mesure où les logements nouveaux sont réellement aussi bien adaptés au climat, par leur conception et leurs matériaux, que ceux qu'ils remplacent.

Santé: dans divers pays d'Europe et d'Asie, ainsi qu'aux Etats-Unis, on trouve des coopératives qui assurent des services médicaux divers, les soins dans des dispensaires et des hôpitaux, ainsi que des services antipaludiques. Elles jouent un rôle utile lorsqu'il n'existe aucun service de santé publique, ou que les services des praticiens privés font défaut ou sont hors de la portée de la plus grande partie de la population. Il y a quelques années, il existait au Nigéria oriental un programme remarquable de maisons coopératives d'accouchement dans les villages qui faisait l'objet d'une publicité intense. Malheureusement rares sont ces maisons qui fonctionnent encore sous forme coopérative. La difficulté majeure à laquelle elles se sont heurtées était d'ordre financier. Il était difficile de recueillir un flot régulier de contributions, et les fonds ne permettaient pas de maintenir les normes minimum que les autorités de santé publique étaient disposées à admettre. Si des contributions plus fortes avaient été demandées, seules les familles riches du village auraient pu utiliser ces maisons, aussi la plupart d'entre elles ont-elles été transférées aux missions ou aux autorités de santé publique.

#### Emploi des fonds des coopératives à des fins sociales

Dans la plupart des pays, le règlement des coopératives prévoit l'attribution d'une partie des bénéfices à des objectifs d'ordre éducatif et social. Dans la plupart des cas, cette contribution est faible; elle peut être utilisée pour envoyer un membre ou un employé suivre un cours de formation, ou être affectée au fonds éducatif de l'union des coopératives. Cependant, certaines coopératives tendent délibérément à limiter la répartition de leurs bénéfices à leurs membres, et par là conservent des sommes importantes qui sont affectées à des objectifs communs. Dans les coopératives "contrôlées" (réforme agraire) d'Egypte, une proportion relativement importante des bénéfices n'est pas distribuée aux membres, mais est conservée pour apporter diverses améliorations dans le village.

Citons un nouvel exemple, emprunté au Tanganyika: l'Union des coopératives indigènes du Kilimanjaro, qui existe déjà depuis longtemps, a utilisé une partie

des bénéfices qu'elle a réalisés en commercialisant le café de ses membres pour construire non seulement un remarquable siège social, mais une salle de réunions, une bibliothèque, un hôtel, un restaurant, une série de magasins et une école de commerce. On peut constater des réalisations analogues aux sièges d'autres unions de coopératives africaines de vente et dans les "Cités de l'agriculture" de l'Afrique du Nord, avec leurs salles de réunions, leurs plans de construction de logements, leurs cantines et leurs petits hôpitaux. On sait que certaines coopératives ont assuré le service du courrier et la distribution d'électricité. Dans certains villages, la création d'une coopérative a entraîné la construction d'une école, d'une route ou d'un pont, mais en pareil cas, les contributions ont probablement été faites sous forme de prestations de travail bénévoles plutôt qu'en espèces. Les coopératives de femmes, qu'elles aient pour objectif l'épargne et le crédit ou la vente d'oeufs et de produits de l'artisanat, ont souvent encouragé l'entraide entre leurs membres, ce qui est également vrai des sociétés d'épargne réunissant les hommes d'une même tribu qui travaillent dans les villes.

Il y aurait encore beaucoup à dire de l'utilisation des bénéfices pour des entreprises communautaires. Celles qui viennent d'être décrites fournissent d'utiles services (et constituent, incidemment, des investissements précieux), elles suscitent la fierté et le sentiment d'avoir réalisé une oeuvre intéressante dans les localités où de tels sentiments n'auraient eu que rarement l'occasion de se manifester sans cela, et chacun peut comprendre que la coopération recèle un élément d'idéalisme en même temps qu'une utilité pratique. Cependant, il importe que la décision d'utiliser les bénéfices à des réalisations sociales plutôt que de les porter au compte des sociétaires soit prise par l'ensemble des membres, et que les services assurés profitent à tous et puissent être appréciés par tous, ou au moins par la grande majorité des membres, faute de quoi, on court le risque de voir chacun préférer la répartition directe des bénéfices, leur conservation paraissant un acte arbitraire et provoquant un déclin de l'intérêt porté à la coopérative.

Dans quelques pays, une taxe locale, dont le produit est utilisé pour construire des routes, des écoles et d'autres installations, est perçue directement sur les coopératives au prorata de leur chiffre d'affaires. Mais la manière dont ces crédits sont dépensés dépend des autorités locales, et la coopérative n'a rien à dire quant au principe même de ces contributions.

A mesure que des progrès économiques et sociaux se manifestent dans la plupart des pays, l'Etat a tendance à assurer les services de base: postes et télégraphes, électricité, routes et ponts ouverts en toute saison, hôpitaux et

écoles. En conséquence, l'action des coopératives en ce domaine a toutes chances d'être temporaire, et les coopératives se bornent à faire oeuvre de pionniers dans des régions que les services officiels n'ont pas encore été en mesure d'atteindre. Tôt ou tard, leurs réalisations seront vraisemblablement reprises par l'Etat et seront intégrées au service national. La rapidité avec laquelle des services modernes peuvent être assurés à l'ensemble de pays étendus et partiellement développés dépend des ressources de l'Etat, qui dépendent elles-mêmes de la richesse imposable du pays. Dans la mesure où les coopératives viennent augmenter la production nationale et développer les ressources du pays, elles apportent une contribution substantielle au progrès des services sociaux, même si elles n'assurent pas elles-mêmes ces services.

Formation à l'assistance mutuelle et à l'exercice des responsabilités de la démocratie: Dans un grand nombre de villages africains, la vie se déroule encore au rythme traditionnel: leurs habitants n'éprouvent pas la nécessité d'en changer, ou alors ils attendent de l'Etat qu'il accomplisse pour eux les changements. Etant essentiellement un mouvement d'entraide démocratique, la coopération bien comprise présente une valeur certaine, car elle montre aux habitants qu'ils sont en mesure de modifier leurs conditions d'existence selon leur propre choix et au prix de leur effort. Mais pour aboutir à un tel résultat, la coopération doit être introduite peu à peu, avec des explications suffisantes, en attribuant aux membres de la coopérative des responsabilités bien définies à chaque phase des travaux.

Par ses assemblées générales, ses comités, ses dirigeants élus, le mouvement coopératif forme également les hommes à la vie démocratique et au fonctionnement d'une démocratie politique. Il forme des dirigeants et enseigne aux électeurs le sens et l'objet des élections et des votes.



V. LA PROMOTION DE LA COOPERATION ET LA FORMATION  
DU PERSONNEL

Organisation, promotion et orientation de la coopération

Comme dans toutes les sociétés agricoles, une tradition d'entraide existe en Afrique. Mais, en règle générale, une tradition de ce genre ne débouche pas directement sur l'organisation coopérative moderne. Lorsque le désir d'organiser une activité coopérative se manifeste spontanément, il est généralement interprété comme un pas décisif vers le monde moderne. C'est pourquoi il est généralement nécessaire de rechercher auprès de conseillers extérieurs une certaine forme d'orientation et d'instruction technique. Mais il arrive souvent que le désir d'organiser la coopération ne soit pas tout d'abord spontané, et que la forme coopérative ne soit adoptée qu'après de longues explications et des démonstrations répétées venues de l'extérieur. Plus tard, alors que des rapports relatant la réussite de certaines tentatives commencent à circuler, il n'est pas rare de constater une imitation spontanée qui ne s'accompagne pas toujours d'une connaissance solide des méthodes de la coopération ou des problèmes et des difficultés à surmonter. En Afrique, toutes les entreprises à l'échelle du village sont freinées par le trop grand nombre d'illettrés et par un manque général d'expérience commerciale même la plus simple. Cette difficulté n'existait pas en Europe il y a cent ans, lorsque les coopératives agricoles commencèrent à se constituer.

Dans toute l'Afrique (sans en exclure l'Afrique du Sud), la coopération a été délibérément encouragée par les pouvoirs publics, qui ont vu en elle un moyen de développer, de moderniser ou de reconstruire. On a eu recours à des méthodes assez différentes dans chaque région, selon que l'expérience s'appuyait sur des précédents britanniques, français ou, comme dans le cas de l'Afrique du Sud, danois.

La méthode britannique a consisté à promulguer une loi sur les coopératives (tirée d'une ordonnance-type dérivée à son tour de la législation indienne) selon laquelle les sociétés coopératives indépendantes et autonomes du type européen classique doivent adopter un statut conforme à la loi sur les sociétés et se faire immatriculer. La loi définit le cadre dans ses moindres détails; elle s'entoure de règlements-modèles et de circulaires d'application, les derniers de ces textes pouvant seuls être modifiés et adaptés aux conditions particulières de chaque coopérative. Théoriquement, il suffit, pour appliquer une telle loi, d'un seul fonctionnaire installé dans un bureau central, qui: a) vérifie que les demandes d'immatriculation des coopératives sont régulièrement

établies avant d'autoriser leur incorporation; b) reçoit et vérifie les rapports annuels de gestion et de situation commerciale et financière; c) assure les liquidations et annulations; et d) arbitre les différends.

En pratique, ce service, ou comme il est fréquemment désigné, ce Commissariat au développement des coopératives, a une action beaucoup plus étendue. Ses attributions appartiennent à deux grands domaines: l'impulsion et le contrôle. Dans le premier d'entre eux, il se préoccupera par exemple de la formation de sociétés nouvelles, de l'introduction de nouvelles méthodes et de nouvelles attributions, ou de la constitution d'unions ou d'autres organisations coopératives centrales. Au titre du contrôle, il assurera la vérification de la comptabilité (et bien souvent vérifiera régulièrement les livres de compte) et exercera une surveillance plus générale sur la manière dont les règlements sont observés, en particulier ceux qui ont trait au droit de regard des membres de la coopérative et sur la gestion de l'entreprise.

Ces méthodes ont entraîné l'emploi d'un personnel spécialisé assez abondant, dont une partie est détachée dans les diverses régions et possède des moyens lui permettant de circuler facilement dans le pays. Elles ont nécessité un budget important. On a cependant maintenu avec beaucoup d'insistance le principe de l'entraide au sein du mouvement coopératif et, dans les pays qui se sont appuyés sur l'expérience britannique, il a été assez exceptionnel d'accorder directement aux organisations coopératives des subventions ou des prêts importants. Il semble cependant que depuis quelques années, cette politique se soit modifiée dans certains pays.

Dans la plupart des pays de tradition française, le développement du mouvement coopératif a été conditionné par l'institution déjà ancienne d'un système obligatoire de "sociétés de prévoyance" étroitement soumises à la surveillance des pouvoirs publics, qui assuraient, le plus souvent à l'échelon du district, plusieurs fonctions de caractère coopératif, en matière notamment de commercialisation et de crédit. Il existe depuis longtemps une législation qui permet la constitution de coopératives du type européen, entièrement indépendantes, mais, jusqu'à une date récente, il n'existait aucun organisme officiel qui encourageât la formation ou en assurât la surveillance. La coopérative indépendante et pratiquement non surveillée a joui d'une certaine faveur auprès des européens et de quelques gros agriculteurs africains, mais elle ne s'est pas répandue parmi les petits cultivateurs.

Au cours des dernières années, de longues réflexions et de nombreux essais ont été consacrés à la création de formes d'organisations intermédiaires qui

permettront de faire pénétrer les principes véritables de la coopération dans la masse de la population, sans perdre le bénéfice du cadre administratif dans lequel fonctionnent déjà le crédit agricole et la commercialisation. Les mesures effectivement prises ainsi que la nomenclature utilisée varient d'un pays à l'autre, mais en règle générale, on s'efforce d'encourager la formation de coopératives primaires dans le cadre existant, en vue de transformer ce cadre lui-même et d'en faire ultérieurement un système d'unions coopératives régionales et nationales, dès que les sociétés primaires seront assez nombreuses et assez expérimentées pour se charger de leurs propres responsabilités. La formation de coopératives véritablement autonomes et suffisamment capables de se gouverner étant un processus nécessairement lent dans tous les pays, l'habitude a souvent été prise d'autoriser la formation de divers types de "pré-coopératives", qui exercent les fonctions essentielles des coopératives (distribution d'avances et collecte des récoltes), mais ne sont pas constituées en sociétés et dépendent pour une bonne part de la tutelle gouvernementale. La réussite d'un tel système dépend pour beaucoup, non seulement de la présence de fonctionnaires compétents aux postes de direction, mais aussi de la libéralité des pouvoirs publics en matière de fonds ou de garanties. Ce sont ces subventions qui ont permis l'installation d'entrepôts de district et l'achat de moyens de transport, ainsi que la constitution de réserves pour avances de fonds.

Si l'on compare ces deux méthodes, on peut estimer que la première assure peut-être une formation plus efficace à ceux qui assumeront des responsabilités sur le plan local. Elle présente l'inconvénient d'être lente dans les débuts, bien que la somme des réussites locales finisse le plus souvent par donner le branle à un développement rapide à tous les échelons. Le développement peut également être irrégulier, et en apparence incohérent, selon les circonstances locales et la nature des personnalités intéressées, et non se conformer à un plan cohérent d'action nationale. La deuxième méthode a l'avantage de s'inspirer, dès le début, d'un plan ordonné et complet, et de répandre très largement et très rapidement l'idée de la coopération. En revanche, elle offre moins d'attraits à la perspective de constituer des coopératives pleinement autonomes, parce qu'un service parallèle de commercialisation existe déjà. De trop nombreux villages préféreront donc peut-être s'attarder à la phase de la pré-coopérative.

L'Egypte et l'Afrique du Sud n'appartiennent à aucune de ces deux catégories d'administration coopérative. L'Egypte a d'abord mis en oeuvre un système fondé

sur une étude générale des lois et des pratiques en usage en Europe. Récemment, elle a développé ses institutions coopératives en harmonie avec une réforme agraire. L'Afrique du Sud a d'abord connu un mélange d'influences britanniques et danoises; elle a adopté une législation essentiellement britannique, mais comme elle n'a consacré que très peu d'efforts au développement de la coopération parmi des populations illettrées ou ne comptant guère de membres pourvus de quelque expérience commerciale, elle n'a jamais cherché à mettre au point un système complet de promotion et de surveillance des coopératives. Des unions de coopératives et des organismes similaires d'encouragement à la coopération indépendants de l'Etat font leur apparition en Afrique mais c'est des milieux officiels que sont venus les encouragements les plus décisifs, et il est vraisemblable que ceci restera vrai pendant des années encore.

#### Les besoins de la formation du personnel et les moyens existants

Etant donné les conditions dans lesquelles la coopération s'est développée en Afrique, il a tout d'abord fallu former des éducateurs, et, au début du moins, ce sont eux qui ont fourni les cadres des services coopératifs, des ministères de l'agriculture et des services de développement rural. A mesure que se constituaient les coopératives, le besoin s'est fait sentir d'instruire leur personnel des buts que se propose toute coopérative, et de lui donner une formation commerciale élémentaire, notamment en matière de comptabilité. Ultérieurement, lorsque des unions de commercialisation, des banques et d'autres entreprises relativement importantes se sont constituées, il est devenu nécessaire de préparer des individus aux tâches de direction. La formation des présidents et des comités s'est révélée très rapidement nécessaire et a présenté certaines difficultés particulières, qui seront étudiées plus loin. La dernière étape a généralement été l'éducation donnée aux membres, bien que le simple fait qu'ils aient été amenés à s'engager dans la voie de la coopération montrât qu'ils n'en étaient pas totalement dépourvus. Il importe cependant de remarquer que, dans un mouvement coopératif tourné vers le progrès, tous ces types de formation doivent être dans une certaine mesure assurés simultanément.

#### Formation des agents des coopératives

Aux premiers jours du mouvement, les agents qui venaient d'être nommés à des postes supérieurs devaient se préparer à leurs emplois par leurs propres moyens et notamment par la lecture et par des voyages d'études auprès d'organisations coopératives déjà existantes en Asie ou en Europe. Aussi longtemps que les agents furent peu nombreux, ils furent formés à leurs tâches un à un,

par les plus élevés en grade. Mais leurs effectifs s'accroissant, il est devenu nécessaire d'organiser les choses de façon plus systématique. On a commencé par organiser des cours de brève durée lorsque le travail des champs était le moins urgent, puis on a créé des établissements d'enseignement permanents.

Aujourd'hui, il existe des écoles permanentes de coopération qui reçoivent sous le régime de l'internat les futurs employés des coopératives ainsi que quelques autres catégories d'étudiants. Une dizaine de pays d'Afrique possèdent de tels établissements. Ce sont le Kenya, la Côte d'Ivoire, le Nigéria (les trois régions), la Rhodésie du Nord, le Sénégal, le Sierra Leone, le Tanganyika et l'Ouganda. Les cours durent de deux à neuf mois et, selon les cas peuvent être suivis de stages dirigés. Ces cours sont suivis par des groupes de 20 à 60 étudiants; ils peuvent se succéder au cours de l'année. Certaines écoles sont dirigées de manière tout à fait indépendante par le service de la coopération ou un organisme similaire et possèdent leurs propres locaux, tandis que d'autres sont rattachées à des institutions existantes, telles que des Ecoles d'administration et de commerce.

Dans certains autres pays, comme le Basutoland, l'Egypte, l'Ile Maurice, le Nyassaland et le Soudan, on trouve aussi des cours périodiques pour la formation du personnel, organisés soit par les coopératives soit en collaboration avec d'autres institutions, mais ces centres n'ont ni locaux ni personnel spécialisé.

Les matières enseignées varient passablement d'un pays à l'autre, mais certains sujets demeurent communs. Le programme le plus courant comprend l'enseignement du droit coopératif, de la comptabilité, de la vérification des comptes, des principes et de l'histoire du mouvement coopératif (Nigéria) ou portent sur la pratique coopérative et les tâches d'inspection; la législation et la pratique coopératives; l'organisation coopérative, y compris le règlement intérieur et la conduite des assemblées; la théorie et la pratique du commerce, y compris des éléments de vérification des comptes; la coopération en Afrique et outremer; la comptabilité élémentaire; des cours d'agriculture et d'économie élémentaire (Kenya); ou des notions élémentaires d'économie, de sociologie, d'agriculture et de droit, ainsi que de gestion et de comptabilité des coopératives (Côte d'Ivoire). Dans l'ensemble, les écoles de coopération de tradition britannique accordent une plus grande importance à la pratique, les sujets plus abstraits étant présentés vers la fin du cours, alors que dans les établissements de tradition française, on fait plus de place au désir d'élargir les points de vue des étudiants et de développer leur intelligence générale en insistant sur la formation de base.

Dans les pays où le mouvement coopératif se développe depuis plusieurs années, des cours de types différents sont organisés: cours d'initiation à l'intention des agents qui viennent d'être recrutés, suivis, quelques années plus tard, de cours de perfectionnement, lesquels peuvent précéder ou suivre une promotion à des postes plus importants. Dans certains pays, outre des cours organisés en internat, il existe des cours par correspondance, de comptabilité notamment, à l'intention des nouveaux agents employés dans les succursales; de tels cours peuvent également être assurés par des organisations coopératives ayant leur siège à l'étranger, comme l'Union des coopératives britanniques.

Les cadres des Ecoles coopératives africaines sont formés pour partie d'employés principaux spécialement choisis à cette fin, d'Européens ayant pratiqué l'enseignement dans les écoles de coopération de leurs propres pays, et enfin de personnes d'origine locale qui ont eu la possibilité d'étudier à l'étranger.

Certaines des plus anciennes écoles de coopération, notamment celles du Kenya et du Nigéria occidental, reçoivent des étudiants d'autres pays. L'Ecole de coopération de l'Afrique orientale, à Kabete (Kenya) a effectivement été constituée à cette fin et a déjà reçu des étudiants venus du Tanganyika, de l'Ouganda, du Nyassaland et de Zanzibar. Toutefois, les étudiants de l'Ouganda sont actuellement formés dans leur propre pays.

Depuis six ans, des cours de brève durée sont organisés, chaque année, à l'intention des cadres supérieurs, soit en Afrique occidentale, soit en Afrique orientale. Ils sont suivis par des groupes de 15 à 20 étudiants qui y restent deux mois, y compris le temps consacré aux voyages d'étude. A l'origine, ils ont été financés par le (British) Colonial Welfare and Development Fund. Depuis 1961, ils sont organisés par la Fondation Plunkett pour les études coopératives, avec l'appui financier de la Fondation Nuffield, l'une et l'autre étant des institutions privées dont le siège est à Londres. Des étudiants de tous les territoires africains d'expression anglaise y sont invités et la plus grosse part des frais est prise en charge par les deux institutions précitées.

Plusieurs cours occasionnels sur la coopération ont été organisés en Afrique, et en particulier 1) un cours de formation destiné aux étudiants originaires des anciens territoires de l'Afrique occidentale française, organisé à Sikasso en 1959, 2) un cours de 5 mois organisé par la Ligue arabe en Egypte, avec voyages d'études dans d'autres pays, en 1959, et 3) un cours organisé par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, à Nairobi, en 1959.

Il est généralement reconnu que ceux qui manifestent des qualités de chef dans le mouvement coopératif, soit à titre d'agents, soit dans l'administration

générale, peuvent beaucoup profiter d'études à l'étranger qui les rapprocheront d'étudiants d'autres races et leur permettront d'étudier la vie économique, sociale et coopérative d'autres pays. Plusieurs institutions ont prévu ce genre d'études.

Il semble que la plus ancienne de ces institutions soit le Collège des coopératives créé en 1919 par l'Union des coopératives britanniques. Il a toujours reçu un certain nombre d'étudiants étrangers et, en 1947, il a institué à l'intention des étudiants d'outremer un cours spécial où le droit, la vérification des comptes, l'action coopérative et la coopération dans le domaine agricole reçoivent une place plus importante que dans les cours organisés pour les étudiants d'origine britannique. Ces cours s'étendent sur trois trimestres, d'octobre à la fin du mois de mai, et comportent l'étude sur place de divers types d'organisations coopératives en Grande-Bretagne. Ils sont normalement suivis par environ 25 étudiants, qui tous ne sont pas originaires d'Afrique. Le programme de ces cours est le suivant:

1. Droit des coopératives: étude détaillée de l'ordonnance et des règlements-types des sociétés coopératives publiés en 1946 par le Colonial Office, et notamment des commentaires qui s'y rapportent publiés par Surridge et Digby dans le "Manual of Cooperative Law and Practice". Ce cours comprend l'étude de divers types de coopératives d'outremer, leur histoire, leur contexte local, leurs règlements de travail et leurs méthodes d'exploitation, ainsi que le système d'archives et de comptabilité qu'elles utilisent.
2. Action coopérative: Etude détaillée du travail concret à l'échelon du village, des premières tentatives faites pour présenter la coopération dans des régions nouvelles; préliminaires à l'organisation et à l'immatriculation des sociétés, instructions et directives à l'usage des sociétés constituées, arbitrage et liquidation. Ce cours vise à rendre les étudiants non seulement capables de se charger de ces tâches par eux-mêmes, mais aussi de former d'autres membres à ces activités.
3. Principes et pratique de la vérification des comptes: principes fondamentaux de la comptabilité et leur application aux divers types de coopératives; étude des principes et de la pratique de la vérification des comptes.
4. Economie: étude de l'offre et de la demande de produits agricoles, y compris la structure des prix et les formes que peut prendre l'assistance de l'Etat.
5. Economie de la coopération: analyse économique des diverses formes d'organisation coopérative en Grande-Bretagne et en d'autres pays; problèmes des relations entre coopératives.
6. Etude d'ensemble de l'organisation coopérative: influence du milieu sur le développement des coopératives; diverses formes de coopératives dans les pays d'outremer, créées en fonction des conditions économiques matérielles qui président à leur organisation, leur administration et leur développement. Cette activité est complétée par des exercices pratiques auxquels se livrent les étudiants réunis en groupes de travail.

7. Pédagogie: Le Directeur du collège enseigne les principes et les méthodes de l'enseignement. Les étudiants font des exercices pratiques contrôlés et critiqués.

En 1952, le Centre national de coopération agricole de Paris a organisé un cours à l'intention des étudiants d'outremer; par la suite ce cours a été repris par l'Institut français d'action coopérative, qui réunit toutes les sections du mouvement des coopératives françaises. Ce cours est ouvert à tous les étudiants d'outremer d'expression française, mais le plus grand nombre vient des pays d'Afrique situés au Sud du Sahara, ou de Madagascar. Ce cours, qui s'étend sur toute l'année universitaire, groupe de 20 à 35 étudiants provenant de 11 à 14 pays différents. Il vise à former les cadres auxquels seront confiés les débuts et l'orientation du mouvement coopératif dans les pays d'outremer.

Ce cours se divise en deux sections, théorique et pratique. Cette deuxième partie comporte un stage dans une coopérative agricole française ainsi qu'un voyage d'études. Il est intéressant de noter que les coopératives françaises qui acceptent de recevoir des étudiants sont elles-mêmes priées d'envoyer des représentants à un cours de brève durée où les buts et les méthodes de ce genre de formation leur seront expliqués. Il est prévu que les étudiants n'aurent pas seulement la possibilité de se livrer à des études coopératives mais qu'ils pourront, dans toute la mesure du possible, entrer en contact avec la vie sociale de la ville ou du village dans lequel ils sont envoyés en stage. Le programme de ce cours est le suivant:

Coopération: Origines, fondements économiques et sociaux du mouvement coopératif, sa place dans le monde; la coopération en tant qu'institution; l'administration coopérative; problèmes particuliers de structure et de gestion; fédérations; relations entre coopératives; principaux types de coopératives en France.

Problèmes de formation et de gestion des coopératives: Droit; rôles et techniques commerciales; science de l'organisation du travail; assurances; planification économique; comptabilité.

Pays en voie de développement: Problèmes économiques, sociaux et humains; institutions de la Communauté française; élargissement des relations entre le Marché commun et la Communauté; synthèse.

La coopération dans les pays en voie de développement: Problèmes généraux et réalisations.

Les problèmes humains et la communication des idées: Sociologie; coopération et éducation; les facteurs humains dans les affaires; les moyens de communication; méthodes permettant de diffuser le progrès technique.



La partie pratique de ce cours vise à illustrer par des apports concrets l'enseignement théorique donné. On montre aux étudiants la vie agricole d'un district français et les organismes qui s'occupent de son développement; les différents services dont se compose le travail d'une coopérative (administration, comptabilité et finances, économie, services techniques, sociaux et d'aide personnelle, discipline générale, organisation interne); la manière de faire fonctionner les diverses sous-sections des différents organismes coopératifs; la vie professionnelle et familiale des membres de la coopérative et le point de vue de l'agriculteur sur tous ces problèmes.

Depuis huit ans, le Gouvernement du Danemark, en liaison avec le Bureau international du travail, organise chaque année, à Copenhague, un cours de 6 à 8 semaines comportant des conférences et des groupes de discussion, ainsi que des visites aux institutions coopératives danoises. Ce cours est ouvert, sur invitation, aux étudiants des pays en voie de développement. Il a été créé à l'intention d'étudiants du monde entier, et les pays africains ne sont pas toujours désignés pour le suivre.

Depuis quelques années des cours sur la coopération, patronnés par l'Etat, ont été organisés en Israël à l'intention d'étudiants africains. Des cours du même genre ont été donnés en Tchécoslovaquie. En 1960, une fondation pour les pays en voie de développement a été créée à Berlin, et l'une de ses premières manifestations a été d'organiser des journées d'études sur la coopération à l'intention de représentants des pays asiens. Il est prévu qu'elles seront reprises à l'intention de représentants de pays africains. De temps à autre, quelques étudiants africains ont assisté aux cours organisés par des coopératives d'Asie, normalement à Lahore (Pakistan), ou à Polgolla (Ceylan), où ils se prolongent pendant une année universitaire.

Formation des agents des coopératives: La nécessité de former les agents des coopératives primaires a été comprise dans un grand nombre de pays d'Afrique. Il est parfois difficile de trouver dans les villages des hommes qui sachent lire et écrire et, s'il s'en trouve, il est rare qu'ils aient la moindre notion de comptabilité. Il leur faut apprendre à tenir au moins deux types de registres: celui des livraisons, des prêts et des fournitures livrées aux membres, et les procès-verbaux des assemblées et les relevés des décisions. Ils doivent en même temps tenir une comptabilité précise de toutes les sommes qui passent entre leurs mains. Dans certains pays, l'Union des coopératives (s'il en existe une) ou le Département des coopératives, organise des cours de brève durée à l'intention des

secrétaires de coopératives. La principale difficulté est en général de réunir ceux-ci assez longtemps pour pouvoir leur donner une formation véritable. Les distances sont généralement grandes, les communications souvent défectueuses, et le coût que représente le rassemblement des étudiants dans un centre où il soit possible de leur donner cet enseignement peut être très élevé.

Lorsque les coopératives sont organisées en unions de district ou régionales, il est plus commode d'organiser ce genre de cours de brève durée (quelques jours en général). Ailleurs, l'essentiel de la formation des secrétaires incombe aux inspecteurs ou aux vérificateurs des comptes en mission. Une autre possibilité d'une valeur pédagogique plus discutable, consiste à concentrer tout le travail des écritures au niveau régional. Il est également possible de fournir des registres à chaque société primaire et de les faire tenir à intervalles réguliers par des comptables en mission employés par les diverses régions. Mais ces deux méthodes ont l'inconvénient de laisser peu de choses à faire à la société locale, et peu de possibilités d'apprendre la vraie nature des affaires traitées par une coopérative. Il en résulte que tout naturellement les membres refuseront de prendre la responsabilité de tâches auxquelles ils ne peuvent rien comprendre.

La formation des agents d'unions de coopératives, de banques centrales et de grandes sociétés primaires ayant une importante activité commerciale est une tâche différente, mais son degré d'urgence n'est pas moindre. Par le passé, ces agents ont parfois été appelés à suivre des cours organisés pour les cadres, tant en Afrique qu'en Europe, et ces mesures ont, en général donné satisfaction. Il a parfois été possible de compléter cette formation par des stages de courte durée dans des sociétés étrangères bien organisées. La question se pose cependant de savoir si l'heure n'est pas venue d'organiser un enseignement plus spécialisé de la gestion et de la banque, et d'envisager des projets de stages de direction.

Pour ce qui est de la formation du personnel des coopératives dans tous ses aspects, il faut avoir nettement conscience d'un fait, les pertes nombreuses en coopérateurs qualifiés que subit le mouvement. Dans la plupart des pays d'Afrique, il y a pénurie d'hommes qualifiés, et ceux qui ont reçu une formation coopérative et qui sont capables de l'utiliser reçoivent fréquemment des offres tentantes de sociétés privées, ou ont l'occasion d'être transférés dans des conditions avantageuses à d'autres services de l'Etat. Pour eux, la tentation peut porter essentiellement sur le salaire, ou se présenter sous la forme d'un travail de bureau à accomplir dans des conditions agréables à la capitale,

offrant en outre l'accès à d'autres possibilités, et plus attrayant que le travail isolé et astreignant en brousse. Les hommes qui quittent ainsi le mouvement coopératif peuvent continuer à rendre d'utiles services à leur pays, mais plutôt que de consacrer des sommes plus importantes à la formation du personnel des coopératives, peut-être faudrait-il envisager d'augmenter le budget des salaires afin que les bénéfices de la formation donnée ne soient pas perdus pour le mouvement.

Education des membres de comités: Quelques unions de coopératives donnent une formation d'allure scolaire mais très limitée aux présidents et aux membres des comités, au moyen de cours d'un ou deux jours. Les difficultés sont considérables. La plupart des intéressés sont des hommes d'âge moyen ou avancé, ayant un certain rang dans leur communauté. Ils peuvent ne pas apprécier l'idée de devoir suivre des cours. Ils éprouvent presque certainement des difficultés à quitter leurs exploitations et leurs familles, même pour une courte période. Beaucoup d'entre eux seront peut-être illettrés. La méthode classique consiste à les former imperceptiblement grâce aux séances de comités et aux assemblées générales auxquelles assistent des représentants de l'Union des coopératives ou du Département des coopératives: à cette occasion, les objectifs et les méthodes seront expliqués, à de nombreuses reprises s'il le faut.

Dans l'ensemble, ces mesures peuvent être appliquées à la généralité des membres: un bon orateur venu de l'extérieur, agent ou représentant d'une autre institution coopérative, assiste à l'assemblée générale, ou même vient visiter le village. Il est, heureusement, toujours facile de convoquer une réunion dans la plupart des villages d'Afrique, mais pour qu'elles soient fructueuses, il convient que l'orateur connaisse parfaitement son sujet et aussi la mentalité du villageois africain.

Publication et diffusion d'ouvrages d'enseignement: Il existe sans doute actuellement assez de manuels et d'ouvrages de référence sur les divers aspects de la coopération et les sujets connexes, tels que l'économie, la comptabilité et la gestion agricoles, pour satisfaire les besoins des futurs coopérateurs capables de lire une des principales langues du monde. Il est douteux, cependant, que ces ouvrages soient à leur disposition partout où il en serait besoin. La plupart des services et des écoles coopératives ont de petites bibliothèques, mais il est peu vraisemblable que celles-ci contiennent tous les ouvrages qui seraient utiles à ceux qui pourraient s'en servir pour travailler et se perfectionner, que les manuels les plus couramment utilisés existent en un nombre suffisant d'exemplaires, ou qu'il y ait suffisamment d'ouvrages généraux de référence

traitant notamment de la sociologie rurale de l'Afrique et d'autres régions. Si l'importance de bien des bibliothèques demeure faible, c'est surtout faute de crédits, et à cause de la difficulté qu'il y a à déterminer quels ouvrages édités dans d'autres continents méritaient de venir s'ajouter à la collection.

Lorsqu'il s'agira d'ouvrages d'un caractère plus accessible, et écrits dans des langues africaines, il y aura probablement de graves lacunes à remplir. Dans certains pays, comme le Ghana, le Nigéria et l'Egypte, il existe depuis quelques années un journal des coopératives mensuel dans la plupart des cas, qui renseigne sur la vie et les personnalités du mouvement et contient aussi une partie éducative. Ces journaux sont parfois publiés à la fois dans une grande langue mondiale et dans une langue locale. Il y a place pour un plus grand nombre de petits livres et de brochures populaires sur la coopération, dont certains pourraient être écrits à l'intention de groupements de jeunesse ou même d'enfants qui, eux, savent lire, et qui feront l'opinion publique dans une vingtaine d'années.

La question des auxiliaires visuels est importante, elle aussi. Ils commencent avec la coopérative proprement dite. Les remarquables bâtiments que beaucoup d'unions de coopératives africaines ont construits pour elles-mêmes ont certainement exercé une très forte influence éducative. On pourrait faire un excellent usage - moins modeste qu'à présent, des auxiliaires visuels au sens strict du terme: affiches, films et projections fixes. Cependant, tout ce matériel est coûteux et rapidement démodé; de plus il peut n'être utilisable que dans une zone géographiquement très restreinte: les langues africaines ont souvent un caractère extrêmement local et rares sont les habitants d'un village qui comprennent les grandes langues du monde. Ceux qui n'ont eu que des contacts limités avec l'extérieur ont parfois de la difficulté à comprendre des scènes où les acteurs sont vêtus autrement qu'eux et habitent des logements construits d'autre manière que les leurs; ils ont du mal à s'identifier à eux. Il y a quelques années, dans un pays d'Afrique au moins, une équipe de propagande coopérative s'est rendue dans les villages, présentant de courtes pièces et des chansons ainsi que des causeries explicatives. Un effort du même genre a été tenté en Asie. Il présente l'avantage d'être moins coûteux qu'un film et de pouvoir être adapté aux goûts locaux.

Des coffrets d'étude sur la coopération, contenant des livres, des brochures, des photographies, des tableaux et un disque, ont été mis en circulation dans quelques pays d'Afrique et ils ont rencontré un certain succès.

Ils sont plutôt destinés à des groupes d'études qu'à des réunions de village, et sont plus efficaces lorsque le groupe est dirigé par quelqu'un qui bénéficie d'une formation relativement solide.

Liens avec les organisations coopératives d'autres pays: Ces liens se manifestent de façon tout à fait naturelle au niveau de l'union nationale, mais de telles unions n'existent que dans un petit nombre de pays. Lorsque le contact s'établit, ce peut être par l'intermédiaire de l'Alliance coopérative internationale, ou directement avec l'Union d'un autre pays. En 1960, les seuls membres africains de l'Alliance étaient les organisations coopératives du Ghana, du Nigéria, de l'Egypte et de l'Afrique du Sud. Les contacts directs avec les unions nationales prennent normalement la forme de l'envoi d'étudiants africains ou de stagiaires en Europe ou de l'envoi d'experts européens en Afrique. Certains agents de coopératives britanniques ou françaises ont été momentanément - ou parfois à titre permanent - détachés, en Afrique, où ils travaillent à la gestion des coopératives ou à la formation de leur personnel, ou assurent des missions d'experts. Dans certains cas, les arrangements ont été directement conclus entre deux coopératives, mais le plus souvent ils l'ont été par la voie officielle, nationale ou internationale. De même on a fait appel à des conseillers envoyés par les mouvements coopératifs d'autres pays, Israël et le Canada notamment. L'Union suisse des coopératives de consommation a récemment assumé des responsabilités particulières en ce qui concerne le développement de la coopération au Dahomey.

Les coopératives européennes ont également manifesté leur générosité en acceptant de former des stagiaires africains dans leurs propres services. L'obstacle au développement de cette activité, qui peut présenter une très grande valeur, est en général le coût du voyage du stagiaire jusque dans le pays hôte. Il est d'autres difficultés cependant: celle qui consiste par exemple à trouver une coopérative dont le caractère soit relativement proche de celui de l'organisation de provenance du stagiaire, et dans le cas des petites coopératives, qui sont souvent les modèles les meilleurs, trouver un membre du personnel ayant suffisamment de temps pour surveiller le travail du stagiaire.

Développement de la formation coopérative inter-régionale en Afrique: Dans sa Résolution 9 (11), la Commission économique pour l'Afrique a prié son Secrétaire exécutif d'envisager, en consultation avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, le Bureau international du travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la création d'un

centre ou de centres coopératifs en Afrique, en vue de former des africains en matière de coopération, et de publier et diffuser, à l'usage des agriculteurs, des documents sur les méthodes et les techniques de la coopération.

L'étude de la véritable situation en matière de formation coopérative montrerait que la partie centrale de l'Afrique au Sud du Sahara et au Nord de l'Afrique du Sud est déjà relativement bien pourvue en centres de formation coopérative; deux au moins (l'Ecole de coopération de l'Afrique orientale et le collège des coopératives du Nigéria occidental) peuvent recevoir des étudiants de plusieurs pays. Bien que ces écoles accomplissent une oeuvre précieuse, elles sont gênées de bien des manières: locaux simplement corrects, corps enseignant surchargé. Elles ne peuvent accueillir qu'un nombre limité d'étudiants; si les cours sont fréquemment de brève durée, c'est afin de pouvoir former deux ou trois promotions chaque année. Quelques rares écoles disposent de tout ce qui leur est nécessaire en fait de bibliothèques, de films, d'instruments de projection, de machines comptables, de magasins et de bureaux modèles, etc. Le développement et le rééquipement des écoles existantes, y compris celles qui desservent plusieurs pays, apparaissent comme le moyen le plus efficace et le moins onéreux d'augmenter le nombre des hommes et des femmes ayant reçu une formation coopérative dans les pays africains.

Il ne semble pas qu'il existe de possibilités de formation dans le domaine de la coopération, tout au moins sous une forme analogue, dans la partie de l'Afrique située au Nord du Sahara, bien que les pays de cette région participent volontiers aux cours de formation et aux cycles d'études internationaux. En conséquence, sauf peut-être pour cette région, la création de nouveaux centres de formation coopérative ne paraît pas nécessaire, à condition que les centres actuellement existants soient renforcés.

L'idée de créer un centre de formation pan-africain est séduisante et il convient de l'examiner avec beaucoup de soin, mais elle présente des difficultés considérables. Des cours de brève durée sont dès maintenant assurés par diverses organisations internationales. Si l'on envisage la création d'une sorte de collège ou d'institut avec internat donnant des cours de longue durée, il faudra choisir une langue de travail. L'usage simultané du français, de l'anglais et de l'arabe représenterait un minimum indispensable, et si cette méthode est possible pour des conférences courtes, elle serait à la fois onéreuse et peu satisfaisante dans un institut. Il faudrait aussi compter avec le coût élevé des voyages nécessaires pour réunir en un centre unique des étudiants venant de tous les pays africains. D'autre part, si le séjour dans un collège de ce genre

devait entièrement remplacer les périodes d'études et de voyage sur d'autres continents dont peuvent actuellement bénéficier de nombreux coopérateurs africains, l'intérêt et l'encouragement offerts par l'observation de l'organisation coopérative d'un pays avancé serait perdu. Cet état de choses peut se modifier, à mesure que la coopération africaine se développera davantage et s'enrichira d'aspects nouveaux, mais il est vraisemblable qu'il se maintiendra encore pendant quelques années.

Il serait certainement précieux qu'un plus grand nombre de bourses de voyage et d'étude à l'étranger puisse être accordé à des étudiants africains, et que le nombre des pays visités puisse lui aussi augmenter. Il y a également place pour un plus grand nombre de publications et d'ouvrages sur le mouvement coopératif et pour des traductions d'ouvrages existants, adaptées aux besoins de l'Afrique. Il vaudrait également la peine d'étudier la question des films et d'autres formes plus complexes d'auxiliaires de l'enseignement.

Il existe manifestement des divergences considérables entre les programmes, les méthodes d'enseignement et les besoins immédiats des divers centres de formation coopératifs d'Afrique, ainsi qu'entre les centres européens de formation qui reçoivent des étudiants africains. Il serait certainement utile de réunir sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique les directeurs de ces centres pour étudier l'avenir de la formation coopérative en Afrique. La comparaison de l'expérience acquise et l'étude en commun des méthodes observées, suivie par exemple d'une évaluation pratique des besoins et des possibilités pour les prochaines années serait certainement précieuse. Des projets à long terme, tels que l'Institut de coopération pan-africain, dont la fondation a été proposée, pourraient être étudiés par ceux qui connaissent le mieux les besoins de l'Afrique en matière d'enseignement de la coopération.

VI. SENS DE L'ÉVOLUTION AU COURS DES DIX PROCHAINES ANNÉES

Lorsqu'on essaie de définir le sens dans lequel évoluera probablement la coopération en Afrique au cours des dix prochaines années, il est commode de distinguer entre les pays dans lesquels la coopération est déjà bien développée et ceux dans lesquels elle n'existe pas encore ou est d'introduction récente.

Pays dans lesquels la coopération est solidement implantée

Sauf peut-être en Egypte, la commercialisation des produits agricoles est la plus importante des activités coopératives dans toute l'Afrique. Cela est naturel, car le principal événement qui ait marqué leur histoire a été le passage, complet ou partiel, d'une économie de subsistance à la culture marchande, les récoltes étant le plus souvent destinées à l'exportation. Cette évolution joue un rôle déterminant dans l'économie nationale de tous les pays africains, et la commercialisation par des méthodes coopératives a été l'un des moyens qui l'ont permise.

On peut admettre que cette forme de coopération se poursuivra à l'avenir. Cependant, certains de ses éléments méritent un examen particulier. Dans certains pays où la commercialisation par des méthodes coopératives est pratiquée depuis longtemps, la proportion de la récolte totale qui passe par les mains des coopératives paraît s'être stabilisée à un niveau qui n'est pas toujours très élevé. Ce phénomène donne à entendre qu'un processus, familier en Europe et ailleurs, a commencé de se manifester aussi en Afrique. L'ancienne génération, qui a fait œuvre de pionnier en créant les coopératives, commence à disparaître, et la nouvelle génération de cultivateurs, qui n'a pas souffert du manque d'organisation coopérative, et qui n'a pas connu l'intérêt ou éprouvé la satisfaction que procure la mise au point d'une telle organisation, la considère comme allant de soi et se préoccupe peu de lui donner un appui actif. Si on ne fait rien pour modifier cette situation et redonner vie à l'esprit des premiers animateurs, l'organisation se figera peut-être dans son immobilisme, pour finalement décliner.

Dans d'autres pays une structure coopérative de commercialisation s'organise rapidement. On commence par créer des institutions centrales, gouvernementales ou bénéficiant du ferme appui des pouvoirs publics, qui ont souvent pour point d'appui des centres de ramassage "pré-coopératifs". L'objet est de transformer dès que possible l'ensemble du système en une structure authentiquement coopérative. Cette transformation postule, cela va sans dire, un imposant programme d'éducation coopérative des membres et de formation technique du personnel - si on veut atteindre ces objectifs en moins de dix ans.



Dans la plupart des pays africains, les coopératives de vente fonctionnent dans le cadre des lois qui réglementent la commercialisation ou des offices de commercialisation. Il arrive parfois que l'organisation coopérative centrale et l'office qui assurent l'un et l'autre la commercialisation d'un produit donné soient pratiquement, sinon totalement identiques; dans la plupart des pays, l'existence d'offices de commercialisation a protégé les coopératives contre diverses formes de concurrence, en même temps leur a permis de bénéficier de connaissances spécialisées en matière de commerce extérieur, grâce auxquelles elles se sont développées et solidement implantées. Les offices de commercialisation ont également constitué une source de capitaux qui ont financé les aménagements et le mouvement des récoltes. Cependant, il est quelques pays où les offices ont accueilli sans empressement la formation de coopératives, et où celles-ci n'ont pas pu toucher aux denrées traditionnellement traitées par les offices. A moins que cette attitude ne se modifie, il est vraisemblable que, dans ces pays, les coopératives devront se limiter à la vente des produits les moins importants, et qu'elles n'atteindront pas de longtemps une position économique dont la solidité leur vaudra la considération de milieux d'affaires.

La commercialisation commence le plus souvent par le simple ramassage des récoltes et par l'expédition de produits bruts; elle ne tarde pas à entreprendre ensuite l'élaboration des produits. Il peut s'agir d'opérations fort simples, telles que le décorticage des arachides ou le dépulpage des baies de café, qui peuvent être entreprises au village même, ce qui facilitera la classification par qualités et diminuera le coût des transports; ces opérations peuvent aussi être plus complexes et entraîner de fortes immobilisations de capitaux, comme l'égrenage du coton, qui exige l'intervention d'une puissante union coopérative. Les progrès dans cette voie se poursuivront vraisemblablement aussi bien à l'échelon de la localité que de la région, et devraient entraîner une augmentation des bénéfices répartis entre les membres. Ils exigeront cependant à la fois des investissements en capital et un personnel qualifié.

Jusqu'ici, l'organisation du crédit coopératif agricole en Afrique a passé dans la plupart des cas par les sociétés de commercialisations et les résultats ont été heureux, bien que la proportion des prêts remboursés varie d'un pays à l'autre. Dans certains pays, une générosité excessive dans l'octroi de crédits garantis par l'Etat à des membres qui n'avaient pas été suffisamment instruits de la nature du crédit agricole a effectivement provoqué des pertes importantes. En dehors de cela, toutefois, le crédit coopératif

et la banque coopérative en Afrique font encore presque partout leurs premiers pas. Exception faite de l'Afrique du Nord, de l'Ile Maurice et du Nigéria oriental, il existe peu de véritables sociétés coopératives de crédit et l'épargne est peu pratiquée, ou mal comprise. L'heure paraît maintenant venue de s'avancer dans cette voie. De même il n'existe qu'un nombre limité de banques coopératives centrales, qu'elles s'occupent des crédits de commercialisation ou jouent le rôle de chambres de compensation pour les sociétés locales de crédit. Cependant, un nombre relativement plus important de banques nationales s'intéressent à la coopération. Il est vraisemblable que de nouvelles banques centrales seront créées au cours des dix prochaines années, mais elles ne réussiront que si elles disposent d'un personnel rompu aux techniques bancaires.

La question des coopératives de consommation est beaucoup plus difficile. La fourniture d'un petit nombre d'articles agricoles simples par les coopératives de commercialisation a donné de bons résultats et se développera vraisemblablement. Des coopératives de consommation du type européen ont été lancées dans un certain nombre de pays; elles ont plus ou moins échoué partout, sauf dans l'Ile Maurice, et dans quelques cas particuliers où la coopérative était liée à des sociétés ou à des industries particulières. Les raisons en ont déjà été exposées, et les mêmes forces adverses seront à redouter aussi longtemps que la structure du commerce privé ne se modifiera pas en Afrique. La tentative visant à grouper de petits commerçants en sociétés d'achats en gros dont ils seraient actionnaires semblerait devoir s'adapter aux structures existantes, mais n'a pas encore vraiment réussi jusqu'ici. Peut-être leur a-t-on donné des proportions trop modestes, et peut-être les projets plus ambitieux mis à exécution dans certains pays seront-ils plus heureux. De même, la tentative visant à constituer de véritables sociétés coopératives de consommation à organisation verticale aboutissant au petit magasin de vente n'a pas de précédents, et nous ne pouvons qu'en attendre les premiers résultats.

Il semble bien que c'est dans la relation entre la coopération et le régime foncier que le mouvement présentera l'un de ses aspects les plus intéressants au cours des dix prochaines années. En Egypte, où de grands domaines ont été transférés aux métayers et aux ouvriers agricoles, une certaine surveillance exercée par la coopérative sur les unités économiques ainsi constituées fait partie du plan général. Au Kenya, où la possession tribale du sol a été abandonnée au profit de la pleine propriété individuelle, ce changement s'est accompagné de la constitution de coopératives, sans toutefois qu'il leur ait

dû le moins du monde son application. Ailleurs, on s'efforce de modifier la possession tribale du sol en installant des groupes de jeunes sur des terres encore vierges, ou en créant des plantations coopératives chez ceux qui possèdent déjà la terre à titre personnel.

Le régime foncier, que la terre soit divisée en parcelles ou exploitée par grandes unités, ainsi que l'importance du contrôle coopératif sur la récolte et sur la culture varie d'une expérience à l'autre. En règle générale, l'Africain s'intéresse moins au système collectiviste avec mise en commun du sol et main-d'oeuvre organisée, qu'au village coopératif à parcelles individuelles, soumis à un plan de culture d'ensemble et à l'organisation coopérative des services. On peut considérer comme bien établies les coopératives de réforme agraire en Egypte. Dans 10 ans, ou peut-être plus rapidement, les autres expériences auront reçu un commencement d'exécution, d'une manière qui permettra de juger dans quelle mesure elles conviennent aux conditions prévalant en Afrique et au tempérament des agriculteurs africains.

Pour ce qui est du progrès social il semble que le logement constitue le champ d'action principal des coopératives. Il y a peu de réalisations à citer, sauf en Egypte et dans la communauté asienne du Kenya, mais l'apparition d'une classe moyenne africaine dans la plupart des grandes villes semble ouvrir de très larges possibilités. En fait, l'oeuvre accomplie dans les villages est sans doute plus importante et cependant les coopératives n'y sont intervenues que pour fournir des matériaux de construction; il y a là aussi un élément intéressant.

L'assurance coopérative s'est bien développée dans certaines des communautés européennes d'Afrique, mais elle commence seulement à intéresser les Africains, et ce dans quelques pays seulement. Cette activité trouvera sans doute de plus nombreux adeptes au cours des prochaines années.

Théoriquement, de larges possibilités s'offrent à l'organisation des petites industries selon les principes de la coopération ou de la cogestion, mais les expériences déjà réalisées en Afrique ou ailleurs, ne permettent pas de prévoir un succès très étendu. Ce n'est cependant pas une raison pour ne pas aider les artisans ou les techniciens qui voudraient se grouper de cette manière. Les coopératives de pêche ont probablement plus d'avenir bien que les réalisations africaines en ce domaine (Soudan, Tunisie et quelques autres pays) soient encore timides. Les coopératives de main-d'oeuvre en sont aussi au début de leur développement et se limitent pratiquement à l'agriculture. En Afrique, où de si importants travaux de construction et de

génie civil sont en cours (routes, ponts, ports, barrages et logements), et où la main-d'oeuvre se déplace facilement d'une région à l'autre lorsqu'un projet est achevé, les possibilités qui s'offrent à cette forme de coopération paraissent considérables.

Les coopératives africaines sont loin de posséder toutes des institutions satisfaisantes à l'échelon national. Nous avons déjà parlé des banques centrales. Les unions de commercialisation des produits sont plus nombreuses, mais leur activité se limite en général à un seul produit. Il n'existe de sociétés coopératives de gros que dans quelques pays, et elles ont eu leurs difficultés à résoudre. Des unions nationales de coopératives, qui ne se livrent pas elles-mêmes au commerce ou aux activités bancaires, mais groupent des coopératives nationales aussi bien que locales, existent dans quelques pays, mais non dans tous. L'une des tâches principales des prochaines années, sera sans nul doute de former des unions de ce type-là où il n'en existe pas encore. Elles seront en mesure de reprendre les fonctions actuellement assumées par des ministères et notamment l'éducation coopérative, la surveillance générale et la vérification des comptes. Elles pourront également représenter le mouvement coopératif dans les instances nationales, présenter son vrai visage au public et discuter de ses intérêts avec les autorités gouvernementales.

#### Pays dans lesquels la coopération est insuffisamment développée.

Dans un certain nombre de pays d'Afrique, si un intérêt s'est manifesté à l'égard de la coopération, les réalisations coopératives sont très faibles. C'est notamment le cas de la Libye, de l'Ethiopie, de la Somalie et de certains des territoires de l'ancienne Afrique occidentale et équatoriale française, du Congo, de l'Angola et du Mozambique, du Swaziland, du Bechuanaland et, pour ce qui concerne la communauté africaine, de l'Afrique du Sud.

Les raisons de cette atonie des coopératives ne sont pas toujours les mêmes. Il ne fait aucun doute qu'elle est parfois due à la politique générale du gouvernement. Ailleurs, elle est due à des obstacles d'ordre économique ou naturel: concentration de l'activité agricole sur de grands domaines, ou économie nomade et pastorale dont seules de rares fonctions pourraient être organisées selon les méthodes coopératives. Dans la plupart de ces pays, cependant, un certain intérêt s'est manifesté à l'égard de la coopération dans des milieux officiels, et parfois aussi dans des milieux privés, et quelques expériences provisoires ont été tentées.

La coopération ne se manifestera vraisemblablement pas spontanément dans les pays africains où elle n'existe pas encore. Mais là où les premières

décisions d'ordre général ont été prises, le travail de propagande et d'organisation devrait être facilité par l'expérience déjà acquise en d'autres pays. Il y a trente ans, le seul conseil que l'on pouvait donner à ceux qui entreprenaient de créer des mouvements coopératifs en Afrique était d'étudier les réalisations de l'Europe et de l'Asie. C'étaient là des exemples de grande valeur car ils montraient à ceux qui voulaient faire oeuvre de pionniers tout ce que les méthodes coopératives permettaient de réaliser. Toutefois, l'Afrique différait des autres continents aussi bien par les données de son économie que par sa structure sociale et leurs leçons ne pouvaient lui être appliquées qu'avec une grande prudence. Aujourd'hui, ceux qui veulent introduire le mouvement coopératif dans un pays africain peuvent étudier des réalisations beaucoup plus proches et menées à bien dans des conditions strictement comparables. Il existe des ouvrages traduits en plusieurs langues; des experts peuvent leur être envoyés; des organisateurs de coopératives nouvellement nommés peuvent bénéficier d'un congé pour études. Des écoles, qui utilisent aussi plusieurs langues, peuvent facilement recevoir des étudiants d'autres pays. Un grand nombre de pays africains peut ainsi contribuer à l'extension de la coopération dans toute l'Afrique, et ils le feront certainement volontiers le jour où le besoin s'en fera sentir.

## VII. RESUME ET CONCLUSIONS

1. Dans près de la moitié des pays d'Afrique, la coopération a réalisé d'importants progrès et a joué un rôle important dans le développement économique. Dans les autres pays d'Afrique, le mouvement coopératif n'existe pas, ou il se limite à quelques expériences isolées.

2. En Afrique, la coopération n'a pas présenté un caractère absolument spontané, mais aussitôt que l'idée en a été introduite, elle a suscité une réaction favorable. Si certains pays ne peuvent faire état que d'une organisation coopérative embryonnaire ou même n'en possèdent pas du tout, c'est assurément qu'ils ont reçu fort peu d'encouragements ou de directives. En conséquence, ces pays offrent un vaste champ au mouvement coopératif.

3. Les mouvements coopératifs africains existants sont (à une ou deux exceptions près) essentiellement fondés sur la commercialisation des cultures marchandes. Dans ce domaine, ils ont joué un grand rôle dans le développement de l'économie nationale, notamment lorsqu'ils ont été encouragés à travailler en étroite liaison avec les offices de commercialisation.

4. Il y a encore beaucoup à faire pour étendre la coopération dans plusieurs directions. C'est ainsi qu'elle pourrait développer son intervention dans la mise en vente des récoltes dont une partie lui passe déjà par les mains, commercialiser de nouveaux produits et se mettre à des activités auxquelles elle n'a pas encore participé, telles que les banques rurales, l'approvisionnement, le logement et peut-être aussi l'organisation du travail. Elle aurait aussi un rôle à jouer pour associer les sociétés primaires au sein d'unions de commercialisation, de banques régionales et d'autres institutions secondaires.

5. Beaucoup de pays africains évoluent, soit de façon irréversible soit à titre d'expérience, vers une modification de leur régime foncier. Il se peut que la réforme agraire fasse largement appel à la coopération, mais il est encore difficile de prévoir quelles formes prendra cette intervention.

6. La coopération se développera vraisemblablement dans tous les pays africains au cours des dix prochaines années. Ce développement entraînera la diffusion de l'éducation coopérative parmi les membres, effectifs ou éventuels, et l'augmentation du nombre des éducateurs qualifiés, des conseillers, des vérificateurs des comptes, des secrétaires, des techniciens et des directeurs commerciaux, ainsi que des comités, pour lesquels il faudra d'autre part trouver des présidents.

7. Dans la plupart des pays où la coopération s'est développée, mais non dans tous, existent des écoles qui forment les agents chargés de développer et d'orienter les mouvements coopératifs. Certaines accueillent également des étudiants venus de pays voisins. Les écoles de coopération européennes organisent des cours d'une année, spécialement conçus à l'intention d'étudiants d'outremer appartenant déjà ou non au personnel des coopérations, et certains organismes nationaux ou internationaux organisent des cours de plus courte durée.

8. La formation de personnel des sociétés primaires peut être assurée au moyen de cours de brève durée ou par des contrôleurs itinérants, mais la demande de personnel qualifié est toujours plus importante que l'offre. La demande d'agents pourvus de solides qualifications commerciales ou techniques et capables d'occuper des postes importants dans les unions coopératives de commercialisation est toujours plus importante, et il est difficile de former de tels agents sur place. Quelques-uns de ces postes sont actuellement occupés par des étrangers, en attendant que leurs successeurs africains puissent recevoir la formation nécessaire.

9. Il est sans doute prématuré d'envisager la formation d'un Institut coopératif pan-africain, qui se heurterait dès le début aux principales difficultés suivantes: mise de fonds initiale, diversité des langues, frais de voyages des étudiants, obligés de parcourir de grandes distances, difficulté de découvrir et d'attirer un personnel enseignant qualifié, connaissant bien tous les aspects de la question et pouvant donner son enseignement en plusieurs langues.

10. Il existe cependant de nombreux moyens d'améliorer l'enseignement de la coopération tel qu'il est donné actuellement.

Citons en particulier:

- a) l'amélioration des locaux et des installations des écoles existantes;
- b) l'agrandissement des locaux et le recrutement de personnel supplémentaire, ces deux mesures devant permettre de recevoir un plus grand nombre d'étudiants pendant plus longtemps;
- c) le développement des écoles donnant une formation supérieure à des étudiants originaires de plusieurs pays;
- d) l'augmentation du nombre des centres de formation locaux ouverts au personnel des sociétés primaires;
- e) la création de centres de formation aux affaires et aux questions techniques pour le personnel des unions de coopératives et des grandes sociétés primaires;
- f) la coordination des programmes de formation actuellement suivis en Afrique en vue d'utiliser au mieux les moyens existants, y compris ceux qu'offrent les pays d'outremer ou les cours de brève durée organisés en Afrique ou ailleurs par des organisations internationales;

- g) les échanges temporaires de personnel enseignant entre écoles de coopération d'Afrique, ou entre ces dernières et des écoles ou des instituts de coopération d'autres continents;
- h) l'élargissement des possibilités offertes aux étudiants africains pour recevoir l'enseignement des instituts ou des cours de coopération des pays d'outremer, et pour faire des voyages d'études dans les institutions coopératives d'autres pays;
- i) le développement et la modernisation des moyens utilisés pour enseigner la coopération aux membres, effectifs et futurs, en particulier: les auxiliaires visuels, la presse coopérative, les publications en langues africaines; l'enseignement des enfants et des adolescents.

11. Afin de pouvoir étudier soigneusement la situation dans son ensemble et de faire des recommandations, il est proposé d'organiser une conférence réunissant tous ceux qui s'intéressent à l'éducation coopérative en Afrique, notamment les directeurs des écoles coopératives existantes, et d'inscrire à son ordre du jour tous les points énumérés ci-dessus. Les participants à cette conférence devraient également avoir assez de temps pour se livrer à un échange de vues au sujet des programmes et des méthodes d'enseignement appropriés aux écoles de coopération selon le niveau de l'enseignement qu'elles dispensent.

. . . . .